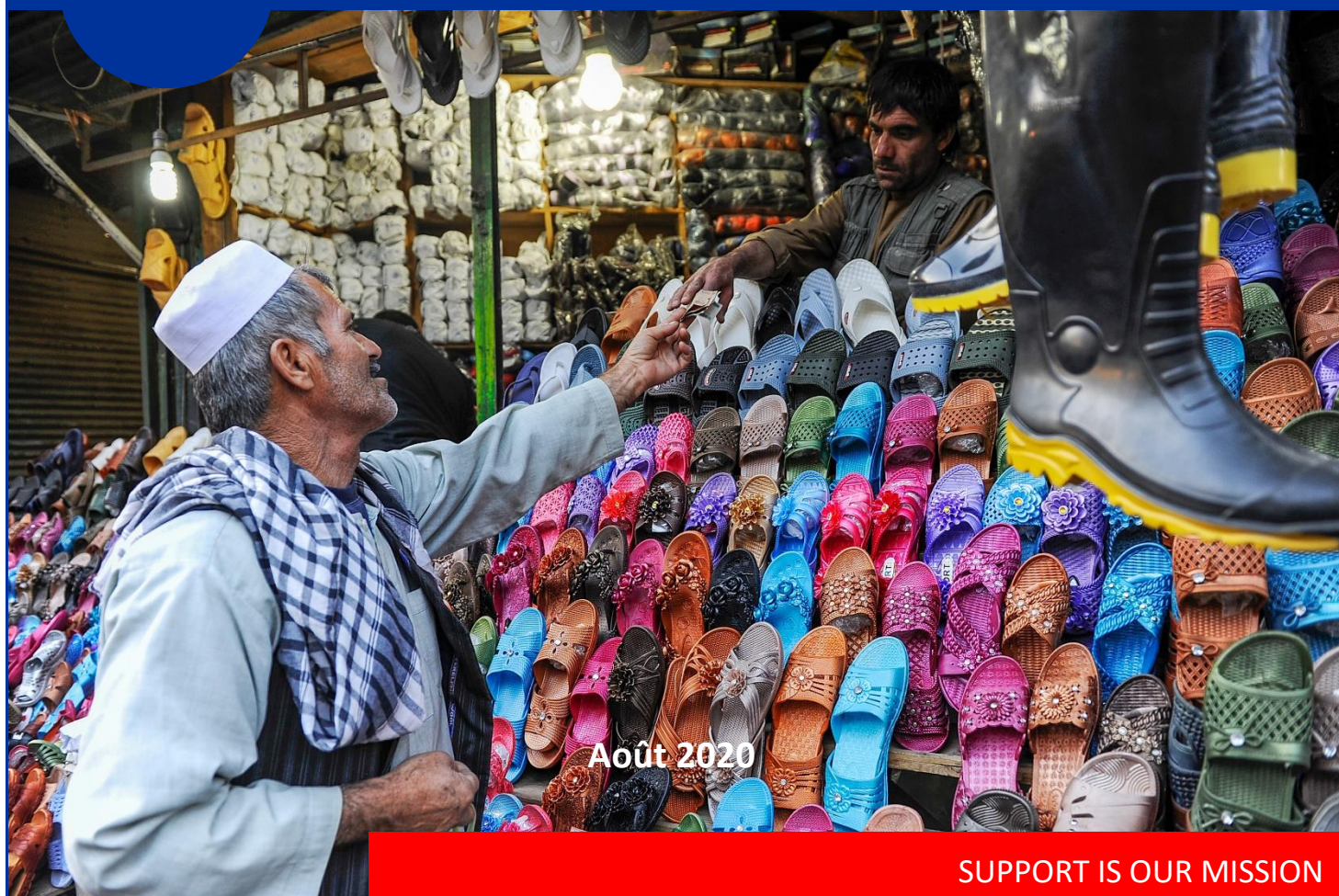


Afghanistan

Indicateurs socioéconomiques clés

Focus sur Kaboul, Mazâr-e Charîf et
Hérât

Rapport d'information sur les pays d'origine (COI)





Afghanistan

Indicateurs socioéconomiques clés

Focus sur Kaboul, Mazâr-e Charîf et Hérât

Rapport d'information sur les pays d'origine
(COI)

De plus amples informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet:
<http://europa.eu>

PDF/Volume_01 BZ-02-20-562-FR-N ISBN: 978-92-9485-880-1 doi:10.2847/399143

© European Asylum Support Office (EASO) 2020

La reproduction est autorisée, moyennant mention de la source, sauf indication contraire.

Pour les contenus reproduits dans la présente publication et appartenant à des tierces parties, se référer aux mentions relatives aux droits d'auteur desdites tierces parties.

Photo de couverture: © Banque asiatique de développement, 12 janvier 2014, Kaboul, Afghanistan [url](#) CC BY-NC-ND 2.0

Des acheteurs afghans se pressent sur le marché principal de Mandave, dans le centre de Kaboul (Afghanistan). Vendredi 10 janvier 2014.

Remerciements

Le présent rapport a été élaboré par le service d'information sur les pays d'origine (COI) du Bureau européen d'appui en matière d'asile.

Les services et organisations nationaux d'asile et de migration suivants ont procédé à une relecture du présent rapport :

Danemark, service danois de l'immigration

ACCORD, centre autrichien de recherche et de documentation sur les pays d'origine et l'asile

Il convient de souligner que la relecture du présent rapport par les départements ou organisations susmentionnés contribue à la qualité globale du rapport, mais ne suppose pas nécessairement leur approbation formelle du rapport final, qui relève pleinement de la responsabilité de l'EASO.

La traduction en français du présent rapport a été relue par :

France, Office français de protection des réfugiés et apatrides

Table des matières

Remerciements	4
Table des matières	5
Avertissement	7
Glossaire et abréviations.....	8
Introduction.....	11
Termes de référence.....	11
Méthodologie.....	11
Structure et utilisation du présent rapport	11
Carte	13
1. Informations générales sur les villes de Kaboul, Hérât et Mazâr-e Charîf	14
1.1 Population	14
1.1.1 Kaboul.....	14
1.1.2 Hérât.....	15
1.1.3 Mazâr-e Charîf	16
1.2 Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et personnes rapatriées	16
1.2.1 Déplacement à l'intérieur du pays	16
1.2.2 Eloignements et retours volontaires	18
1.3 Accès à la <i>tazkera</i>	23
2. Indicateurs socioéconomiques clés.....	26
2.1 Contexte économique.....	26
2.1.1 Croissance économique	26
2.1.2 Climat des affaires	28
2.1.3 Aides au développement.....	30
2.2 Emploi	31
2.2.1 Chômage.....	32
2.2.2 Opportunités d'emploi et conditions de travail	32
2.2.3 Opportunités d'emplois pour les PDI et les rapatriés	35
2.2.4 Possibilités d'emploi pour les femmes.....	37
2.2.5 Travail des enfants	39
2.3 Pauvreté.....	40
2.3.1 Tendances générales.....	40
2.3.2 Pauvreté en zone urbaine	42
2.3.3 Situation des ménages dirigés par une femme.....	43
2.3.4 Situation des PDI et des rapatriés	43

2.4 Sécurité alimentaire	44
2.4.1 Situation générale	44
2.4.2 La sécurité alimentaire des PDI et des rapatriés	46
2.5 Éducation	46
2.5.1 Conséquences du conflit sur l'éducation	49
2.5.2 Opportunités d'éducation pour les PDI et les personnes revenues de l'étranger	50
2.6 Soins de santé	51
2.6.1 Données de base	51
2.6.2 Accès et disponibilité	54
2.6.3 Soins de santé mentale	62
2.6.4 Accès des femmes aux soins de santé	63
2.6.5 Accès des PDI et des personnes revenues de l'étranger aux soins de santé	64
2.6.6 Accès aux soins de santé des personnes vivant avec un handicap	65
2.7 Logement et conditions de vie	67
2.7.1 Urbanisation	67
2.7.2 Droit foncier et droit de propriété	68
2.7.3 Logements et conditions de vie à Kaboul, Hérât et Mazâr-e Charîf	69
2.7.3 Accès à l'eau, à l'assainissement et à l'électricité	71
2.7.4 Logement et conditions de vie des PDI et des personnes revenues de l'étranger ...	72
3. Mobilité interne	74
3.1 Liaisons aériennes internationales et nationales	74
3.2 Restrictions de déplacements et documents requis pour voyager	77
3.3 Liberté de circulation des femmes	78
3.4 Sécurité sur les routes	80
Annexe I: Bibliographie	82
Annexe II: Termes de référence	106

Avertissement

Le présent rapport a été rédigé conformément à la méthodologie de l'EASO relative aux rapports d'information sur les pays d'origine (2019)¹. Le rapport se fonde sur des sources d'information soigneusement sélectionnées. Toutes les sources utilisées sont référencées.

Les informations contenues dans le présent rapport ont fait l'objet de recherches, d'évaluations et d'analyses approfondies. Le présent document ne prétend toutefois pas être exhaustif. Le fait que certains événements, personnes ou organisations ne soient pas mentionnés dans le présent rapport ne signifie pas que ces événements ne se sont pas produits ou que les personnes ou organisations concernées n'existent pas.

Par ailleurs, le présent rapport ne permet pas de se prononcer sur l'issue ou le bien-fondé d'une demande de protection internationale particulière. La terminologie utilisée ne doit pas être considérée comme révélatrice d'une position juridique particulière.

Des termes tels que « réfugié » ou « risque » et toute autre terminologie similaire sont utilisés de façon générique et non au sens de la définition juridique figurant dans l'acquis de l'Union en matière d'asile, dans la convention de 1951 relative au statut des réfugiés et dans le protocole de 1967 relatif au statut des réfugiés.

Ni l'EASO ni aucune autre personne agissant en son nom ne peuvent être tenus pour responsables de l'usage qui pourrait être fait des informations contenues dans le présent rapport.

La rédaction du présent rapport a été achevée le 27 juillet 2020. Aucun événement survenu après cette date n'est mentionné dans ce rapport. La section « Méthodologie » de l'[introduction](#) contient de plus amples informations sur la période couverte par le présent rapport.

¹ The EASO methodology is largely based on the Common EU Guidelines for processing Country of Origin Information (COI), 2008, and can be downloaded from the EASO website: <http://www.easo.europa.eu>.

Glossaire et abréviations

AAN	Réseau d'analystes sur l'Afghanistan
ACBR	Registre central des entreprises afghanes
ACCI	Chambre de commerce et d'industrie de l'Afghanistan
ACJC	Centre judiciaire anticorruption
ALCS	<i>Afghanistan Living Conditions Survey</i> , une enquête de long terme portant sur la population afghane et conduite par le NSIA
ANMDP	Projet d'aide au développement de nouveaux marchés de l'Afghanistan
APPRO	Organisation pour la recherche sur les politiques publiques en Afghanistan
Arazi	Autorité foncière indépendante d'Afghanistan
AREU	Unité de recherche et d'évaluation sur l'Afghanistan
AUWSSC	Société afghane d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu urbain
Bazaar	Type de marché traditionnel
<i>Be naqsha</i>	Sans autorisation
BPHS	Ensemble des services de santé essentiels
<i>Chaperon</i>	Parent masculin qui accompagne une femme lorsqu'elle quitte le domicile ou effectue un déplacement ²
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
DTM	Matrice de contrôle des déplacements
EPHS	Ensemble des services hospitaliers essentiels
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FCV	Fragilité – Conflit - Violence
FNUAP	Fonds des Nations unies pour la population
GCPEA	Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques
<i>Ghayr-e plani</i>	Zone résidentielle non planifiée
<i>Ghayr-e qanuni</i>	Zone résidentielle illégale
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
IDMC	Observatoire des situations de déplacement interne
IGC	Centre international pour la croissance
IPSO	Organisation internationale psychosociale

² Corboz, J., Bacha posh in Afghanistan: factors associated with raising a girl as a boy, 17 June 2019, available at: [url](#)

ISKP	État islamique de la province du Khorasan (affilié à l'État islamique en Iraq et au Levant, et basé au Pakistan et en Afghanistan)
IWA	Integrity Watch Afghanistan
IWPR	Institute for War and Peace Reporting
Madrassa	École religieuse islamique
MANUA	Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan
MCN	Ministère de la lutte contre les stupéfiants
Microraiion	Zone résidentielle de style soviétique à Kaboul
MoE	Ministère de l'éducation
MoLSAMD	Ministère du travail, des affaires sociales, des martyrs et des personnes handicapées
MSF	Médecins sans frontières
<i>Nahiya</i>	District administratif
NEET	Personnes ne travaillant pas, ne suivant pas d'études ou de formation
NPR	Radio nationale publique
NRC	Conseil norvégien pour les réfugiés
NSIA	Autorité nationale des statistiques et de l'information, anciennement connue sous le nom de Central Statistics Organisation (CSO)
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du travail
ONUDC	Office des Nations unies contre la drogue et le crime
PAM	Programme alimentaire mondial
PDI	Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
<i>Qawmi</i>	Unité sociale basée sur la parenté, la résidence ou l'occupation
SCA	Comité suédois pour l'Afghanistan
SEHAT	Programme de renforcement de l'action sanitaire
<i>Shahrak</i>	Complexe résidentiel
SIGAR	Inspecteur général spécial pour la reconstruction de l'Afghanistan (organe de contrôle indépendant des programmes de reconstruction financés par les États-Unis)
<i>Tazkera</i>	Pièce d'identité en Afghanistan
TSPT	Trouble de stress post-traumatique
UNOCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies
USDOS	Département d'État des États-Unis
USIP	Institut des États-Unis pour la paix

Zor Abad

Quartiers d'habitat informel. Se traduit littéralement par « territoire pris par la force ». Ce terme fait référence aux terres publiques et gouvernementales accaparées par les populations locales pour les vendre ou y construire leur maison sans autorisation officielle³

³ Beall J. and Schütte S., Urban Livelihoods in Afghanistan, in AREU, August 2006 available at [url](#), p. 21

Introduction

Le présent rapport vise à fournir des informations pertinentes pour l'évaluation de la détermination du statut de protection internationale (DPS, y compris le statut de réfugié et la protection subsidiaire). En particulier, il a pour but d'éclairer la mise à jour du chapitre sur les autres solutions de protection à l'intérieur du pays dans le cadre de la mise à jour 2020 du document intitulé « Country Guidance : Afghanistan » (Orientations par pays : Afghanistan).

Termes de référence

Les termes de référence du présent rapport s'appuient sur les contributions des experts politiques des pays de l'Union et du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) dans le cadre de l'élaboration du projet-pilote du document « Orientation-pays » consacré à l'Afghanistan, lancé en 2016, comme en témoigne le document datant d'août 2017 et intitulé « [Key socio-economic indicators, state protection, and mobility in Kabul City, Mazar-e Sharif, and Herat City](#) » (indicateurs socioéconomiques clés, protection de l'État et mobilité à Kaboul, Mazâr-e Charîf et Hérât). Les termes de référence du présent rapport sont présentés à l'Annexe II.

Méthodologie

Le présent rapport a été rédigé conformément à la méthodologie de l'EASO relative aux rapports d'information sur les pays d'origine (2019)⁴ et au guide de style de l'EASO pour la rédaction et le référencement des produits COI⁵. Les informations recueillies sont le résultat d'une analyse fondée sur différentes sources publiques spécialisées, en version électronique et imprimée, qui datent du 30 juin 2020 au plus tard. Des informations complémentaires ont été ajoutées lors du parachèvement du présent rapport, en réponse aux retours reçus au cours du processus de contrôle de la qualité, jusqu'au 27 juillet 2020.

Ce rapport est une mise à jour du [Rapport d'information sur les pays d'origine de l'EASO : Afghanistan, indicateurs socioéconomiques clés 2019](#)⁶. Certaines sections du rapport d'information sur les pays d'origine de l'EASO de 2019 ont été reproduites, après une soigneuse vérification de l'actualité de ces informations et de l'accessibilité des sources.

Afin de s'assurer que les auteurs avaient bien respecté la méthodologie de l'EASO relative aux rapports COI, des spécialistes en COI des services mentionnés comme réviseurs dans la section [Remerciements](#) ont procédé à une relecture du document. Le présent rapport a également été relu par le centre autrichien de recherche et de conseil en recherche documentaire sur les pays d'origine et l'asile (ACCORD). Tous les commentaires formulés par les réviseurs ont été pris en considération et la plupart ont été intégrés dans la version finale du présent rapport. L'EASO a contrôlé la qualité de la version finale et apporté les modifications nécessaires.

Structure et utilisation du présent rapport

En 2016, l'EASO a lancé un projet pilote visant à faciliter la coopération des États membres en vue de l'élaboration de notes d'orientation sur l'Afghanistan. Dans le cadre de ce projet, le besoin de disposer d'informations actualisées sur des sujets pertinents en matière d'examen des solutions de remplacement de la protection à l'intérieur du pays, en particulier dans les villes de Kaboul, Hérât et

⁴ EASO, EASO Country of Origin Information (COI) Report Methodology, June 2019, [url](#)

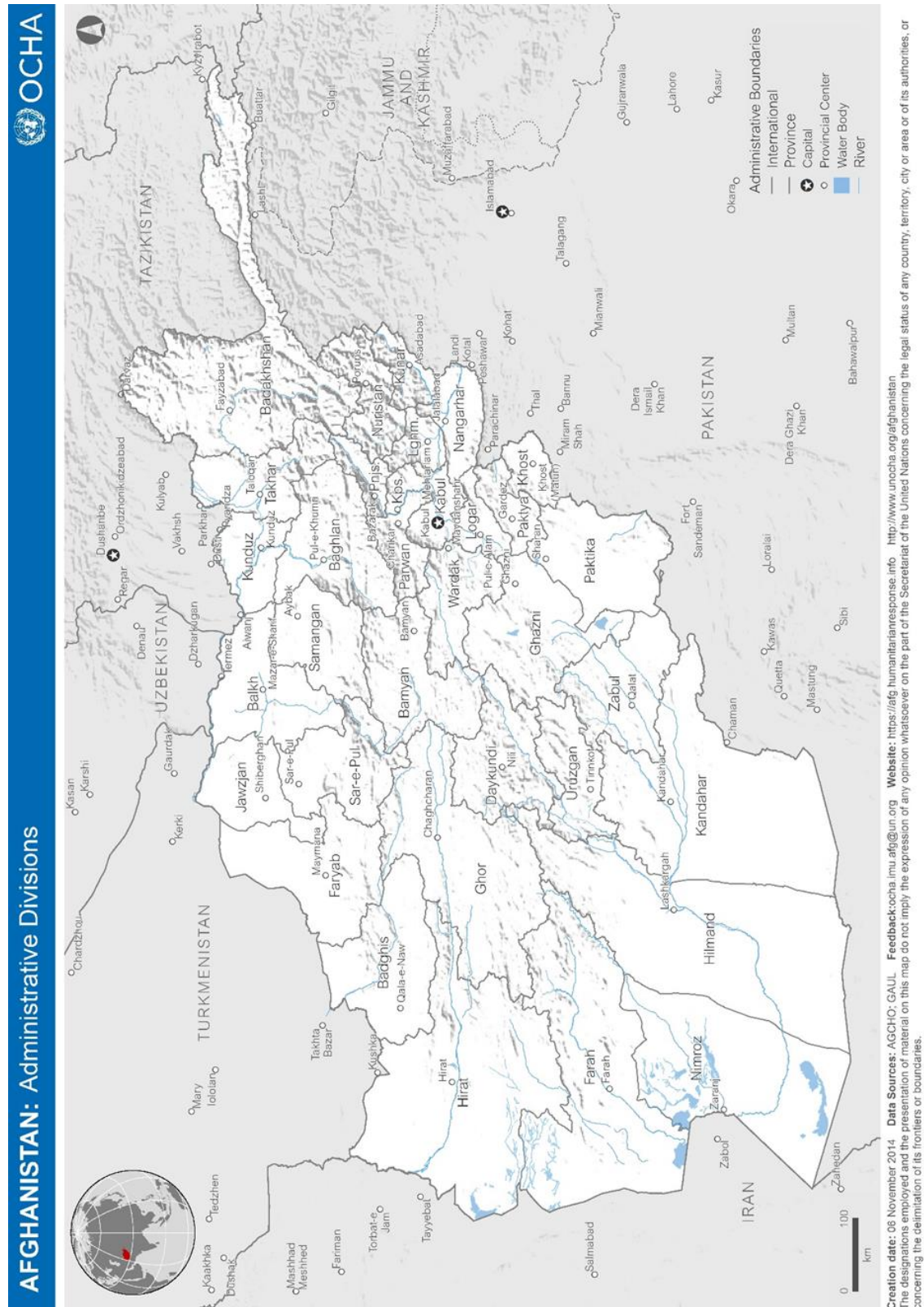
⁵ EASO, Writing and Referencing Guide for EASO Country of Origin Information (COI) Reports, June 2019, [url](#)

⁶ EASO COI Report, Afghanistan Key socio-economic indicators, August 2019, [url](#)

Mazâr-e Charîf, s'est fait sentir. Ce choix d'orientation a également été retenu pour la mise à jour de 2020 des orientations-pays sur l'Afghanistan.

Les auteurs du présent rapport fournissent tout d'abord quelques informations générales sur ces trois villes, puis abordent la question de leur accessibilité avant d'examiner plusieurs indicateurs socioéconomiques. Les données sont présentées pour le pays dans son ensemble et, le cas échéant, pour ces trois villes séparément. Une attention particulière est accordée à des groupes vulnérables spécifiques, tels que les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI), les personnes revenues en Afghanistan (les « rapatriés »), les femmes et les enfants.

Carte



Carte1: Afghanistan - divisions administratives, source: UNOCHA⁷

⁷ UNOCHA, Afghanistan - administrative divisions, January 2014, [url](#)

1. Informations générales sur les villes de Kaboul, Hérât et Mazâr-e Charîf

1.1 Population

1.1.1 Kaboul

La ville de Kaboul est la capitale de l'Afghanistan et de la province de Kaboul, dont elle constitue l'un des 15 districts⁸. Située dans la partie centrale de l'Afghanistan⁹, la province de Kaboul est limitrophe des provinces de Parwân et de Kapisa au nord, de Laghmân à l'est, de Nangarhâr au sud-est, de Logar au sud et de Wardak à l'ouest¹⁰.

Kaboul est de loin la ville la plus peuplée et la plus influente du pays. En l'absence d'un recensement en bonne et due forme, le nombre de personnes vivant dans la ville de Kaboul est inconnu. Les estimations de population varient considérablement et oscillent entre 3,5¹¹ et 6 millions d'habitants¹². Selon les chiffres de l'Autorité nationale afghane des statistiques et de l'information (NSIA) pour 2018-19, la population totale de la province de Kaboul était estimée à 4,8 millions d'habitants, dont 4,1 millions vivant dans des zones urbaines et près de 720 000 dans des zones rurales¹³. Kaboul est devenue l'une des villes connaissant la croissance la plus rapide au monde¹⁴, sa population ayant quadruplé depuis 2001¹⁵. La zone urbanisée de Kaboul a multiplié sa superficie par trois depuis le plan-cadre de la ville de 1978, s'étendant continuellement¹⁶ dans presque toutes les directions ainsi que sur les collines rocailleuses qui encerclent la ville¹⁷. La ville de Kaboul comprend 22 entités administratives (*nahîe*), contre 12 avant 2001¹⁸.

Historiquement, Kaboul est une ville à majorité persanophone, dotée de son propre dialecte dari¹⁹. C'est une ville diverse d'un point de vue ethnique, où résident des communautés de Pachtounes, de Tadjiks, de Hazaras, d'Ouzbeks, de Turkmènes, de Baloutches, de Sikhs et d'Hindous²⁰. L'expert Fabrizio Foschini décrit la ville de Kaboul comme étant composée de trois cercles concentriques, le centre-ville de Kaboul (les zones de Shahr-e Kohna, Shahr-e Naw, Shash Darak et Wazir Akbar Khan) formant le cercle intérieur. Le deuxième est composé des quartiers conçus et aménagés dans les années 50 à 80 et prisés des jeunes actifs afghans (Taimani, Qala-ye Fathollah, Karte Se, Karte Chahar, Karte Naw et les *microraisons* ou microdistricts, c'est-à-dire les zones résidentielles de style soviétique). La périphérie de la capitale, en pleine expansion, s'est rapidement étendue après 2001 et abrite principalement des Afghans qui ont émigré vers la capitale depuis lors. Les districts du pourtour de Kaboul sont ethniquement plus homogènes que le centre-ville. Par exemple, les banlieues et districts du nord, comme Khair Khāna, accueillent principalement des Tadjiks, tandis que les districts de l'ouest, comme

⁸ UNOCHA, Afghanistan Kabul Province - District Atlas, April 2014, [url](#)

⁹ D'après l'enquête sur les conditions de vie en Afghanistan de 2016-17, intitulée «Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17» (ALCS 2016-17), la classification des provinces en régions est la suivante: Central: Kabul, Kapisa, Logar, Panjshir, Parwan, Wardak; South: Ghazni, Khost, [Paktika](#), Paktya; East: Kunar, Laghman, Nangarhar, Nuristan; Northeast: Badakhshan, Baghlan, Kunduz, Takhar; North: Balkh, Faryab, Jawzjan, Samangan, Sar-e Pul; West: Badghis, Farah, Herat; Southwest: Helmand, Kandahar, Nimroz, Uruzgan, Zabul; West Central: Bamyan, Daykundi, Ghor; Pour de plus amples informations, voir: Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 99

¹⁰ UNOCHA, Afghanistan Kabul Province - District Atlas, April 2014, [url](#)

¹¹ Foschini F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), pp. 9-10;

¹² Foschini F., Kabul Unpacked: A geographical guide to a metropolis in making, AAN, 2 March 2019, [url](#), p. 1

¹³ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Statistical Yearbook 2018-19, July 2019, [url](#), p. 5

¹⁴ Foschini F., Kabul Unpacked: A geographical guide to a metropolis in making, AAN, 2 March 2019 [url](#), p. 4

¹⁵ Guardian (The), Kabul - The Fifth Fastest Growing City in the World - Is Bursting at the Seams, 11 December 2014, [url](#)

¹⁶ Foschini F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 7

¹⁷ Reuters, Afghan Capital's Thirsty Residents Dig Deep to Combat Drought, Overuse, 28 February 2017, [url](#)

¹⁸ Foschini F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 8

¹⁹ Foschini F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 13

²⁰ Pajhwok Afghan News, Kabul Province Background Profile, n.d., [url](#)

Dasht-e Barchi, sont majoritairement peuplés de Hazaras²¹. En 2017, le gouvernement afghan a érigé en « zone verte » un secteur clé de la capitale qui accueille d'importantes institutions gouvernementales ainsi que des ambassades étrangères et des entreprises, et y a établi de nouveaux points de contrôle²².

Dans le rapport thématique qu'il a consacré à la ville de Kaboul, publié en mars 2019, Foschini explique qu'à la suite du boom économique et de l'essor du marché immobilier après 2001, les propriétés situées dans les quartiers résidentiels les plus prisés de la capitale ont soudainement pris de la valeur. Dans ce contexte, de nombreux propriétaires ont été poussés à vendre leur bien, ce qui a entraîné l'expulsion de nombreux habitants. Il fait remarquer que, si des milliers de jeunes Kaboulis ont pris la route de l'Europe en quête de meilleures opportunités et conditions de sécurité, de très nombreuses autres personnes se sont installées dans la capitale. Kaboul est ainsi devenue une destination « forcée » pour de nombreuses personnes fuyant les combats qui faisaient rage sur le plateau de Shomali, au nord, pendant le règne des talibans. Après 2001, beaucoup de ceux qui avaient fui la ville pour s'installer ailleurs dans la province ou à l'étranger y sont revenus. De plus, la présence massive de la communauté internationale a engendré un boom économique qui a transformé la capitale en une destination attrayante pour les travailleurs, les employés et les étudiants de tout le pays²³.

1.1.2 Hérât

La ville de Hérât est la capitale de la province de Hérât, qui est située dans l'ouest de l'Afghanistan, à la frontière de l'Iran (à l'ouest), du Turkménistan (au nord) et des provinces de Badghis (au nord-est), de Ghor (à l'est) et de Farah (au sud). Connue pour sa production de safran, de raisins, de pistaches, de cachemire et de laine, la province de Hérât est l'une des plus peuplées du pays²⁴. Pour 2018-19, la NSIA évaluait la population totale de la province de Hérât à plus de 2 millions d'habitants, dont environ 613 000 vivant en zones urbaines et près de 1,4 million en zones rurales²⁵. La ville de Hérât compte 15 districts²⁶ et se compose d'un centre-ville historique, de banlieues construites à sa périphérie au cours du XX^e siècle et d'enclaves résidentielles nouvellement bâties, appelées *shahraks*, qui ont fleuri tout autour de la ville²⁷. La ville de Hérât, qui est reliée par un réseau routier aux provinces voisines, est un pôle d'échanges commerciaux avec l'Iran et le Turkménistan²⁸.

Hérât est une ville persanophone, dont la majorité de la population est composée de Tadjiks (ou Farsiwans), de confession sunnite ou chiite. Les Pachtoues constituent, quant à eux, une minorité non négligeable²⁹. En 2015, Jolyon Leslie a décrit la ville de Hérât comme « une enclave historiquement dominée par les Tadjiks dans une province à majorité pachtoune comprenant aussi d'importantes minorités Hazara et Aimaq ». Les Hazaras représentent jusqu'à un quart de la population urbaine, beaucoup ayant vécu en exil en Iran avant de s'installer, à leur retour, dans des quartiers tels que Jebrael, à l'ouest de la ville, où vivaient quelque 60 000 habitants à majorité Hazara. Selon Leslie, le niveau de ségrégation ethnique est « fort » à Hérât, les membres de certains groupes ethniques habitant des quartiers spécifiques³⁰.

²¹ Foschini F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), pp. 6-8; Pour des informations plus détaillées sur les 22 districts urbains de Kaboul, voir: Foschini F., Kabul Unpacked: A geographical guide to a metropolis in making, AAN, 2 March 2019 [url](#)

²² Tolonews, Security Check Points Stepped Up In Kabul, 7 February 2018, [url](#)

²³ Foschini F., Kabul Unpacked: A geographical guide to a metropolis in making, AAN, 2 March 2019, [url](#), p. 2

²⁴ Afghanistan, NSIA (CSO), Final Report of Herat Socio-Demographic and Economic Survey, 7 March 2017, [url](#), p. 3

²⁵ Afghanistan NSIA (CSO), Afghanistan Statistical Yearbook 2018-19, July 2019, [url](#), p. 7

²⁶ Afghanistan, NSIA (CSO), Final Report of Herat Socio-Demographic and Economic Survey, 7 March 2017, [url](#), p. 3

²⁷ Leslie J., Political and Economic Dynamics of Herat, USIP, 2 April 2015, [url](#), pp. 7, 11-12

²⁸ Encyclopædia Britannica, Herat Province, Afghanistan, 2 May 2018, [url](#)

²⁹ Foschini F., Back to Stopgap Appointments? The Story behind the Replacement of Herat's Governor, AAN, 24 July 2013, [url](#)

³⁰ Leslie, J., Political and Economic Dynamics of Herat, USIP, 2 April 2015, [url](#), pp. 8, 13

1.1.3 Mazâr-e Charîf

Mazâr-e Charîf est la capitale de la province de Balkh³¹. Située dans le nord de l'Afghanistan, elle est limitrophe des provinces de Kondôz et de Baghlan à l'est, de la province de Samangan au sud-est, de la province de Sar-é Pol au sud-ouest et de la province de Djozdjan à l'ouest. Elle est frontalière de l'Ouzbékistan au nord, avec le Tadjikistan au nord-est et le Turkménistan au nord-ouest³². Selon les chiffres 2018-2019 de la NSIA, Balkh compterait plus de 1,4 million d'habitants, dont environ 550 000 vivent en zones urbaines et près de 892 000 millions en zones rurales³³.

La population de Balkh est hétérogène, les Tadjiks et les Pachtounes formant les groupes les plus importants, suivis des Ouzbeks (qui sont majoritaires dans certains districts de la province et dans plusieurs provinces voisines³⁴), des Hazaras, des Turkmènes, des Arabes et des Baloutches³⁵, des Aimaq et des Hazaras sunnites (Kawshi)³⁶.

Balkh – et plus particulièrement Mazâr-e Charîf – est une plaque tournante de l'import/export et un carrefour commercial régional³⁷. La route nationale menant au poste-frontière ouzbek de Hairatan-Termiz se sépare de la *Ring Road* à environ 40 km à l'est de Mazâr-e Charîf. En outre, une route visant à faciliter les déplacements de Balkh vers Bamyan, dans le centre de l'Afghanistan, serait en cours de construction³⁸.

1.2 Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et personnes rapatriées

1.2.1 Déplacement à l'intérieur du pays

Depuis des décennies, l'histoire de l'Afghanistan est marquée par des déplacements de population vers l'étranger de longue durée³⁹. Ces déplacements auraient concerné un tiers de la population dans les années qui ont suivi l'invasion soviétique de 1979. Parmi les millions de personnes qui ont fui vers l'Iran et le Pakistan, un certain nombre sont retournées en Afghanistan au début des années 1990. Le renversement des talibans en 2001 a marqué le début d'une vague massive de retours en Afghanistan. Entre 2001 et 2015, le HCR a aidé 4,8 millions d'Afghans à rentrer chez eux, et beaucoup d'autres encore seraient retournés en Afghanistan sans aide officielle⁴⁰.

Selon les estimations du rapport mondial 2020 de l'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC), l'Afghanistan se classe cinquième parmi les dix pays comptant le plus grand nombre de PDI en raison de conflits et de violences, et premier parmi les pays comptant le plus grand nombre

³¹ UNOCHA, Afghanistan Balkh Province - District Atlas, April 2014, [url](#)

³² UNOCHA, Afghanistan Northern region District Atlas, 14 April 2014, [url](#); GADM, Afghanistan [Map], 2018, [url](#)

³³ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Statistical Yearbook 2018-19, July 2019, [url](#), p. 6

³⁴ Foschini F., email, 9 November 2018, in EASO COI Afghanistan Key socio-economic indicators. Focus on Kabul City, Mazar-e Sharif and Herat City, [url](#), p. 13

³⁵ Pajhwok Afghan News, Background Profile of Balkh, n.d., [url](#); US, Naval Postgraduate School, Balkh Provincial Review, n.d., [url](#)

³⁷ Samuel Hall, Economic Assessment and Labour Market Survey of Mazar-i Sharif, Pul-i Khumri, Kandahar City and Kunduz City, 16 January 2017, [url](#), p. 43

³⁸ Diplomat (The), Kabul's Plan to Realize Afghanistan's Geographic Dividend, 5 December 2017, [url](#)

³⁹ Les Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays, élaborés par l'ONU, définissent les personnes déplacées comme « des personnes ou des groupes de personnes qui ont été forcés ou contraints à fuir ou à quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou pour en éviter les effets »; voir UN, Guiding Principles on Internal Displacement, 2004, [url](#), p. 1. La définition de l'ONU a été entièrement reprise dans la politique nationale de l'Afghanistan relative aux personnes déplacées, adoptée en 2013; voir Afghanistan, The National Policy of the Islamic Republic of Afghanistan on Internal Displacement, June 2013, [url](#), p. 16

⁴⁰ World Bank, Fragility and population movement in Afghanistan, 3 October 2016, [url](#), p. 1.

de personnes encore déplacées à la suite de catastrophes naturelles. Au 31 décembre 2019, près de 4,2 millions de personnes étaient déplacées en Afghanistan : environ 3 millions en raison de conflits et de violences et environ 1,2 million à cause de catastrophes naturelles, notamment la sécheresse et les inondations⁴¹.

En 2019, du fait de l'intensification des combats entre les forces gouvernementales et les talibans et des attaques perpétrées par d'autres groupes armés, 461 000 Afghans supplémentaires ont dû se déplacer à l'intérieur du pays en raison de conflits et de violences, portant le nombre total de déplacements induits par des conflits à près de 3 millions, le chiffre le plus élevé jamais enregistré en Afghanistan⁴². Au cours des premiers mois de 2020, la persistance des conflits et les catastrophes naturelles ont provoqué de nouveaux déplacements et crises humanitaires, et de nombreuses personnes demeurent dans l'impossibilité de retourner dans leur région d'origine en raison des conflits et de la pauvreté. Ainsi, sur les 245 000 personnes déplacées dans les provinces occidentales du pays en 2018-19 (principalement à cause de la sécheresse), près de 111 000 n'étaient toujours pas rentrées chez elles en avril 2020, du fait du conflit qui sévit dans leur région d'origine⁴³.

Le nombre important de retours entre 2016 et 2018, ainsi que la poursuite des mouvements de population vers les zones urbaines (en particulier vers Kaboul et Nangarhâr, qui accueillent beaucoup d'Afghans de retour au pays) ont accru la pression exercée sur les services publics et communautaires, ce qui a eu des répercussions sur la capacité déjà limitée du pays à absorber ces flux⁴⁴. D'après les données de l'ALCS 2016-17, la province de Kaboul a accueilli la plupart des migrants et immigrants en Afghanistan, les destinations secondaires étant les provinces de Nangarhâr, Balkh et Hérât⁴⁵. Selon une étude du HCR réalisée entre 2017 et 2018, 38 % des anciens réfugiés ne se sont pas installés dans leur province d'origine à leur retour, en raison de l'insécurité, la présence de groupes armés non étatiques ou du manque de services publics et de perspectives économiques⁴⁶. L'étude montre aussi que les Afghans revenus de l'étranger et les PDI vivant dans des zones où le gouvernement et les forces armées de l'opposition se disputent le pouvoir sont plus susceptibles de devoir sauter des repas, d'avoir des enfants qui travaillent et des filles non scolarisées ou de jouir d'un moindre accès aux soins de santé que ces mêmes catégories de population vivant dans les zones contrôlées par le gouvernement, par exemple⁴⁷.

Le 1^{er} avril 2020, la Banque mondiale a indiqué que le retour de près de 1,7 million de réfugiés afghans – avec ou sans papiers – en 2016-17 continuait de peser sur l'économie et les institutions afghanes, affirmant que « les déplacements internes et les retours massifs [...] mettent en péril le bien-être des personnes déplacées et des communautés d'accueil » dans un contexte économique et sécuritaire déjà difficile⁴⁸.

La situation des personnes déplacées est souvent précaire en raison de conditions de logement inadéquates, de l'insécurité alimentaire, d'un accès insuffisant aux installations sanitaires et aux soins de santé, ainsi que d'un manque de protection⁴⁹. Cette vulnérabilité contraint les habitants du pays, y compris les PDI, à recourir à des mécanismes d'adaptation délétères, tels que les mariages précoces/forcés, le travail des enfants ou la mendicité. L'UNOCHA a constaté que la COVID-19 avait aggravé cette situation. Les conditions de logement précaires sont une source de vulnérabilité importante pour de nombreux Afghans, notamment pour les PDI, les personnes de retour au pays et

⁴¹ IDMC, 2020 Global Report on Internal Displacement, 28 April 2020, [url](#), pp. 11-12; 102

⁴² IDMC, 2020 Global Report on Internal Displacement, 28 April 2020, [url](#), pp. 49-50

⁴³ UNOCHA, Afghanistan: Snapshot of Population Movements - January to March 2020, 21 April 2020, [url](#)

⁴⁴ UNHCR, Solutions Strategy for Afghan Refugees 2018-2019, October 2018, [url](#), pp. 5, 21

⁴⁵ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 39

⁴⁶ UNHCR, Returnee and Internally Displaced Persons Monitoring Report, May 2018, [url](#), p. 15

⁴⁷ UNHCR, Returnee and Internally Displaced Persons Monitoring Report, May 2018, [url](#), p. 3

⁴⁸ World Bank (The), Afghanistan Overview, last updated 1 April 2020, [url](#)

⁴⁹ UNOCHA, Afghanistan: Conflict Induced Displacements (as of 26 April 2020), Actual displacements between 1 January 2020 and 18 April 2020, [url](#)

les femmes. L'expulsion est considérée comme un risque « particulièrement concret » pour les rapatriés et les personnes dans l'incapacité de payer leur loyer en raison de l'épidémie de COVID-19⁵⁰.

1.2.2 Eloignements et retours volontaires

Les PDI peuvent inclure des réfugiés rentrés au pays et des migrants expulsés vers l'Afghanistan⁵¹. Parfois, des personnes revenues de l'étranger se retrouvent déplacées à l'intérieur de leur pays, devenant ainsi des « rapatriés déplacés », soit parce qu'elles ne sont pas en mesure de retourner dans leur région d'origine, soit parce qu'elles ont pu y rentrer mais ont ensuite été contraintes de se déplacer⁵². Avec 2,7 millions de réfugiés au premier semestre 2019, l'Afghanistan reste le deuxième plus grand pays d'origine des réfugiés dans le monde⁵³. La majorité des réfugiés afghans enregistrés sont accueillis par le Pakistan (1,4 million) et par l'Iran (951 100)⁵⁴.

Selon le HCR, l'aide qu'il a apportée au retour de plus de 5,2 millions de réfugiés afghans depuis 2002 a constitué « le programme de rapatriements librement consentis le plus important de [son] histoire »⁵⁵. Bien que les rapatriements volontaires aient diminué ces dernières années, du fait de la détérioration de la situation sécuritaire et de l'incapacité persistante du pays à absorber ces flux, les réfugiés afghans continuent de rentrer dans leur patrie⁵⁶.

Les chiffres ont culminé en 2016⁵⁷, avec le retour au pays de près d'un million d'Afghans (avec ou sans papiers). En 2017, plus de 610 000 personnes sont revenues du Pakistan et d'Iran⁵⁸. En 2018, un total de 805 850 retours a été enregistré en provenance d'Iran et du Pakistan (dont 773 125 d'Iran)⁵⁹. En 2019, près de 500 000 Afghans sans papiers sont revenus d'Iran (environ 485 000) et du Pakistan (environ 18 800)⁶⁰. Entre le 1^{er} janvier et le 4 juillet 2020, l'OIM a enregistré un total de 363 963 retours en Afghanistan, dont plus de 362 000 en provenance d'Iran et plus de 1 880 du Pakistan⁶¹.

Le 4 mars 2020, par mesure de précaution liée à l'épidémie de COVID-19, le HCR a temporairement suspendu le retour des réfugiés afghans enregistrés du Pakistan, d'Iran et d'autres pays⁶². Le 30 avril 2020, le HCR a repris ses opérations de rapatriements volontaires depuis l'Iran à la demande du Bureau iranien des Affaires pour les étrangers et les immigrants⁶³.

Lors d'une conférence de presse en avril 2020, le porte-parole du HCR, Babar Baloch, a déclaré que l'épidémie de COVID-19 et le coup d'arrêt porté à l'activité économique avaient plongé de nombreux réfugiés afghans, en Iran et au Pakistan, dans l'incapacité de subvenir à leurs besoins les plus élémentaires, et que les Afghans continuaient de rentrer d'Iran et du Pakistan malgré la persistance des risques et de l'insécurité en Afghanistan. Le porte-parole du HCR a également prévenu qu'une « augmentation considérable » des retours pourrait soumettre les services médicaux et sociaux afghans à une pression insoutenable, dans un contexte marqué par la hausse du taux de pauvreté, alors même que des « centaines de milliers de personnes » vivent déjà dans des sites de

⁵⁰ UNOCHA, COVID-19 and the Afghanistan Response HRP Revision – June 2020, 8 June 2020, [url](#), p. 6

⁵¹ NRC, IDMC and Samuel Hall, Escaping War: Where to Next?, 24 January 2018, [url](#), p. 6

⁵² NRC, IDMC and Samuel Hall, Going "Home" to Displacement - Afghanistan's Returnee-IDPs, December 2017, [url](#), p. 3

⁵³ UNHCR, Mid-Year Trends 2019, 10 March 2020, [url](#), p. 6; IOM, World Migration Report 2020, 27 November 2019, [url](#), p. 39

⁵⁴ UNHCR, Mid-Year Trends 2019, 10 March 2020, [url](#), p. 6

⁵⁵ UNHCR, The Afghanistan Situation: Strengthening International Solidarity & Achieving Solutions, 6 July 2019, [url](#)

⁵⁶ UNHCR, Afghanistan; Priority Areas of Return and Reintegration: A synopsis; January 2020, January 2020 [url](#)

⁵⁷ UNHCR, Solutions Strategy for Afghan Refugees 2018-2019, October 2018, [url](#), p. 6

⁵⁸ UNHCR and IOM, Returns to Afghanistan in 2017: Joint IOM-UNHCR Summary Report, 28 February 2018, [url](#), p. 4

⁵⁹ IOM, Return of Undocumented Afghans – Weekly Situation Report, (January-December 2018 – 1-5 January 2019), 5 January 2019, [url](#)

⁶⁰ IOM, Return of Undocumented Afghans – Weekly Situation Report, IOM, Return of Undocumented Afghans – Weekly Situation Report, (15-28 December 2019), 28 December 2019, [url](#); IOM, Return of Undocumented Afghans – Weekly Situation Report, (29 Dec 2019 – 4 Jan 2020), 4 January 2020, [url](#);

⁶¹ IOM, Return of Undocumented Afghans – Weekly Situation Report, 15-28 December 2019, (28 June – 4 July 2020), 4 July 2020, [url](#)

⁶² UNHCR, Afghanistan Border Monitoring update, 21 April 2020, [url](#)

⁶³ UNHCR, Afghanistan Border Monitoring update - COVID-19 Response (31 May-6 June 2020), 9 June 2020, [url](#), p. 1

déplacement⁶⁴. Dans son panorama des besoins humanitaires prévisionnels pour 2020, publié en décembre 2019, l'UNOCHA a indiqué que « le retour de centaines de milliers de citoyens afghans d'Iran, du Pakistan, de Turquie et d'Europe chaque année, conjugué à la disparition des transferts de fonds vitaux pour la survie de leurs familles restées au pays, a un effet déstabilisateur sur la paix, la prospérité et la sécurité en Afghanistan »⁶⁵.

Selon le HCR, cité dans un rapport de mission de recueil d'informations publié par le service d'immigration finlandais (FIS/Migrationsverket) en octobre 2019, le nombre croissant de rapatriés à Kaboul ou dans d'autres parties du pays ne suscite généralement pas de tensions communautaires. Le HCR a également indiqué que de nombreuses personnes revenant d'Europe étaient victimes de discrimination, la société afghane les soupçonnant de se livrer à des actes « immoraux » ou d'être riches et enclines à profiter de l'aide internationale. Le Dr. Sima Samar, ancienne présidente de la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan (AIHRC), a déclaré au FIS/Migrationsverket qu'en règle générale, les personnes qui revenaient d'Europe étaient davantage frappées du stigmate de l'échec que celles qui revenaient d'Iran ou du Pakistan⁶⁶.

Retours d'Iran

En 2018, les retours d'Iran ont massivement augmenté par rapport à 2017, principalement en raison des problèmes politiques et économiques du pays⁶⁷. En mai 2018, le président américain Donald Trump a décidé de se retirer de l'accord sur le nucléaire conclu en 2015 entre l'Iran et les grandes puissances et de rétablir des sanctions contre Téhéran. À la suite de cette décision, la monnaie iranienne s'est affaiblie et le chômage a augmenté⁶⁸. Dans la mesure où elle travaille principalement dans l'économie informelle iranienne, la main-d'œuvre afghane a été nettement moins sollicitée⁶⁹. L'imposition de nouvelles sanctions américaines, en janvier 2020⁷⁰, à la suite d'une escalade des tensions entre les États-Unis et l'Iran⁷¹, aurait déclenché une nouvelle vague de retours vers l'Afghanistan, du fait de la hausse du coût de la vie et des soins de santé, de la pénurie d'emplois et de l'hostilité croissante de la population locale envers les Afghans sans papiers⁷².

Entre les 8 et 14 mars 2020, le nombre de retours spontanés d'Iran a atteint des niveaux inégalés en raison des craintes liées à l'épidémie de COVID-19. En se fondant sur les données communiquées par l'équipe de surveillance des frontières de la Direction des réfugiés et du rapatriement (DoRR), l'OIM a estimé que plus de 53 069 Afghans sans papiers étaient alors rentrés d'Iran, soit une hausse de 171 % par rapport à la semaine précédente (19 562)⁷³.

La pratique des autorités iraniennes d'éloigner de force les réfugiés afghans est attestée de longue date⁷⁴. Selon différents médias, au cours du premier trimestre 2020, les autorités iraniennes ont

⁶⁴ UNHCR, Coronavirus – Now is not the time to forget Afghanistan and its neighbours, 14 April 2020, [url](#)

⁶⁵ UNOCHA, 2020 Afghanistan Humanitarian Needs Overview - Humanitarian Programme Cycle 2020 (Issued December 2019), 17 December 2019, [url](#), p. 28

⁶⁶ Finland, FIS/Migrationsverket, Afghanistan: Fact-Finding Mission to Kabul in April 2019, Situation of Returnees in Kabul, 10 October 2019, [url](#), p. 20

⁶⁷ IOM, Return of Undocumented Afghans, Weekly Situation Report, (Jan-Dec 2018/1-5 Jan 2019), 5 January 2019, [url](#) p. 1

⁶⁸ RFE/RL, Things Are So Bad In Iran That Afghan Migrants Are Going Home, 1 August 2018, [url](#)

⁶⁹ IOM, Return of Undocumented Afghans, Weekly Situation Report, (Jan-Dec 2018/1-5 Jan 2019), 5 January 2019, [url](#), p. 1

⁷⁰ CNBS, US slaps new sanctions on Iran following strikes on US targets, 10 January 2020, [url](#)

⁷¹ En janvier 2020, le général iranien Qassim Suleimani, considéré comme le plus puissant commandant militaire iranien, a été tué par un drone américain en Irak, ce qui a débouché sur une escalade des tensions entre les États-Unis et l'Iran BBC, Qasem Soleimani: US kills top Iranian general in Baghdad air strike, 3 January 2020, [url](#).

⁷² New Humanitarian (The), US-Iran tensions push Afghans home to conflict, 6 February 2020, [url](#); New Humanitarian (The), On the move: Conflict, refugee returns fuel Afghanistan displacement, 20 January 2020, [url](#); Aman F. Afghan migrants: Unwanted in Iran and at home, Atlantic council, 15 May 2020, [url](#)

⁷³ IOM, Return of undocumented Afghans, Weekly situation report (8-14 March 2020), 14 March 2020, [url](#)

⁷⁴ HRW, Unwelcome Guests: Iran's Violation of Afghan Refugee and Migrant Rights, 20 November 2013, [url](#); VOA, Iran Continues Deporting Undocumented Afghan Refugees, 21 May 2017, [url](#); Aman F. Afghan migrants: Unwanted in Iran and at home, Atlantic council, 15 May 2020, [url](#)

procédé à des expulsions quotidiennes de réfugiés afghans⁷⁵ et ont menacé de multiplier les procédures d'expulsion à la suite des nouvelles sanctions américaines⁷⁶. En mai 2020, les autorités afghanes ont déclaré qu'elles avaient ouvert une enquête à la suite d'allégations selon lesquelles des gardes-frontières iraniens auraient battu, torturé puis forcé à se jeter dans une rivière jusqu'à 70 ressortissants afghans entrés illégalement en Iran. Les autorités de la province de Hérât ont affirmé qu'elles avaient repêché 12 corps dans la rivière Hari Rûd⁷⁷. Le 3 mai 2020, dans un communiqué de presse, l'AIHRC a confirmé que cet incident s'était produit le 1^{er} mai 2020 dans le village de Kareyz-e Elyas, dans le district de Gulran, à Hérât. Selon les survivants et des responsables locaux interrogés par l'AIHRC, plusieurs personnes interceptées par les autorités iraniennes ont réussi à s'échapper, tandis que d'autres se sont noyées⁷⁸.

L'Organisation psychosociale internationale (IPSO), un centre de santé psychosociale et mentale à Kaboul qui propose son aide à tous les Afghans, y compris à ceux de retour de l'étranger, a déclaré au FIS/Migrationsverket que les personnes revenant d'Iran étaient « totalement perdues et ne savaient pas quoi faire. Celles qui n'ont pas de famille ne savent pas où aller, ni quoi faire ». Une proportion importante de toxicomanes a également été observée chez ces rapatriés d'Iran, du fait de « la marginalisation induite par la discrimination et de l'offre importante de stupéfiants à bas prix »⁷⁹.

Retours du Pakistan

Au 18 mars 2020, le Pakistan accueillait plus de 1,4 million de réfugiés afghans enregistrés⁸⁰. Toutefois, selon le directeur général de la Society for Human Rights & Prisoners Aid (SHARP), Liaqat Banori, interrogé en février 2020 dans le cadre d'une mission de recueil d'informations par le Cedoca, l'unité belge d'information sur les pays d'origine, le nombre réel de réfugiés afghans dans le pays pourrait être supérieur aux chiffres officiels⁸¹.

En 2016, le nombre de retours a atteint un pic⁸², avec un total de 620 000 Afghans rentrés du Pakistan⁸³. Human Rights Watch a déclaré que cette année-là, les autorités pakistanaises « avaient mené une campagne concertée pour chasser les Afghans hors du pays », en réponse à plusieurs incidents sécuritaires meurtriers et à la dégradation des relations politiques entre le Pakistan et l'Afghanistan⁸⁴. Entre août 2017 et février 2018, le gouvernement pakistanais, en étroite collaboration avec le gouvernement afghan et avec le soutien de l'OIM et du HCR, a procédé à une campagne d'identification des Afghans sans papiers à travers le pays. Quelque 880 000 ressortissants afghans sans papiers ont été identifiés au cours de cet exercice⁸⁵. Celui-ci visait à fournir aux Afghans sans papiers des justificatifs d'identité leur permettant de régulariser leur séjour au Pakistan pendant une durée limitée⁸⁶. Le HCR a indiqué qu'un total de 13 584 Afghans étaient rentrés du Pakistan en 2018, ajoutant qu'il s'agissait d'une baisse de 76 % par rapport à l'année précédente⁸⁷. En 2019, l'OIM a fait

⁷⁵ Foreign Policy, Why Iran Is Deporting Scores of Afghan Refugees, 13 January 2020, [url](#); IOM, Return of Undocumented Afghans – Weekly Situation Report, (24- 30 May 2020), 30 May 2020, [url](#)

⁷⁶ New Humanitarian (The), US-Iran tensions push Afghans home to conflict, 6 February 2020, [url](#)

⁷⁷ RFE/RL, HRW Calls For Investigation Into 'Shocking' Allegation Of Iranian Border Guards Drowning Afghan Migrants, 4 May 2020, [url](#); New York Times (The), Afghanistan Investigating Claims Migrants Were Killed by Iranian Guards, 2 May 2020, [url](#)

⁷⁸ AIHRC, Press Release: Reported Abuse and Drowning of Afghan Refugees Aiming to Cross the Border to Iran, 3 May 2020, [url](#)

⁷⁹ Finland, FIS/Migrationsverket, Afghanistan: Fact-Finding Mission to Kabul in April 2019, Situation of Returnees in Kabul, 10 October 2019, [url](#), p. 8

⁸⁰ UNHCR, Operational Portal Refugee Situation- Statistics Afghan refugees in Pakistan, last updated: 18 March 2020, [url](#); UNHCR, Pakistan - Afghan Refugee Info-graphic Update, Monthly Update (February 2020), 18 March 2020, [url](#)

⁸¹ Lors de son entretien avec l'unité belge Cedoca, en février 2020, Liaqat Banori a déclaré qu'il ne disposait pas de données fiables et précises sur la population de réfugiés afghans au Pakistan. Selon lui, le nombre réel de réfugiés afghans pourrait être supérieur aux chiffres communiqués par le HCR et le gouvernement pakistanais. Pour en savoir plus, voir EASO COI Report Pakistan: Situation of Afghan Refugees, May 2020, [url](#) p. 17

⁸² UNHCR, Solutions Strategy for Afghan Refugees 2018-2019, October 2018, [url](#), p. 6

⁸³ UNOCHA, Afghanistan: Humanitarian Dashboard (as of 31 Dec 2016), 22 March 2017, [url](#)

⁸⁴ HRW, Pakistan Coercion, UN Complicity 13 February 2017. [url](#), p. 1

⁸⁵ UNHCR, Solutions Strategy for Afghan Refugees 2018-2019, October 2018, [url](#), p. 13

⁸⁶ IOM, UN Migration Agency Supports Pakistan's Documented of Undocumented Afghans, 24 May 2018, [url](#)

⁸⁷ UNHCR, Afghanistan, Voluntary Repatriation Update, January 2019, [url](#), p. 1

état de 19 881 Afghans sans papiers arrivant du Pakistan, dont 2 608 ayant été expulsés⁸⁸. Entre le 1^{er} janvier et le 4 juillet 2020, l'OIM a enregistré un total de 1 880 rapatriés sans papiers en provenance du Pakistan, dont 124 ayant été expulsés⁸⁹.

En juin 2019, à l'issue de la 30^e réunion de la Commission tripartite, le HCR, le Pakistan et l'Afghanistan se sont accordés sur une déclaration commune en douze points réaffirmant l'engagement des trois parties « à respecter le principe du rapatriement volontaire, dans la sécurité et la dignité, dans le cadre de l'accord tripartite »⁹⁰. (Pour plus d'informations, voir les sections 2.3.2 Retour des réfugiés afghans enregistrés; 2.3.3 Retour des réfugiés afghans non enregistrés dans le [Rapport d'information de l'EASO sur les pays d'origine, Pakistan: Situation des réfugiés afghans, mai 2020](#)).

Une étude du Groupe de la Banque mondiale et du HCR pour l'année 2018 a indiqué que de manière générale, la situation des réfugiés afghans rentrés du Pakistan après 2014 était « pire que celle des réfugiés restés au Pakistan »⁹¹.

Kaboul

La province de Kaboul, et la ville de Kaboul tout particulièrement, est une plaque tournante majeure, tant pour les personnes qui se déplacent à l'intérieur du pays que pour celles qui reviennent de l'étranger⁹². À partir de 2001, un très grand nombre d'Afghans qui vivaient depuis des années au Pakistan ou en Iran ont commencé à retourner en Afghanistan. Beaucoup d'entre eux se sont installés à Kaboul, indifféremment de leur région d'origine. Sans aucune aide du gouvernement, ils ont élu domicile là où leurs moyens le leur permettaient⁹³. Un tiers de tous les rapatriés afghans se sont installés à Kaboul et à Nangarhâr⁹⁴. Selon l'enquête sur les conditions de vie en Afghanistan 2016-17 menée par la NSIA, plus d'un tiers des habitants de la province de Kaboul sont nés à l'étranger ou ailleurs dans le pays⁹⁵. Au 30 juin 2019, l'OIM dénombrait 443 238 rapatriés et PDI dans la province de Kaboul, dont 190 693 dans le seul district de Kaboul⁹⁶. Les données du HCR arrêtées au 30 juin 2020 montrent que, sur les six premiers mois de l'année, 34 % des réfugiés enregistrés revenus en Afghanistan se sont installés dans la province de Kaboul⁹⁷.

Après les personnes revenues de l'étranger, les communautés les plus importantes sont celles constituées par les migrants des provinces Wardak, Parwân, Ghazni, Bâmiyân, Nangarhâr, Pandjchir et Kâpîssâ⁹⁸. La plupart des rapatriés résident en dehors du centre-ville de Kaboul, souvent dans des zones très reculées, et nombre d'entre eux vivent dans des camps⁹⁹. Selon Fabrizio Foschini, le périple de ces immigrants s'achève généralement dans les quartiers périphériques de Kaboul où les personnes les plus récemment arrivées, de même origine régionale ou ethnique, recréent une société villageoise qui a souvent des liens plus directs avec la province d'origine de ses résidents qu'avec les quartiers centraux de Kaboul¹⁰⁰. Si de nombreux Afghans de retour de l'étranger se sont installés à Kaboul, c'est en raison de la situation sécuritaire, relativement meilleure que dans leur région d'origine, et dans la

⁸⁸ IOM, Return of Undocumented Afghans – Weekly Situation Report, (29 Dec 2019 – 4 Jan 2020), 4 January 2020, [url](#)

⁸⁹ IOM, Return of Undocumented Afghans – Weekly Situation Report, 15-28 December 2019, (28 June – 4 July 2020), 4 July 2020, [url](#)

⁹⁰ UNHCR, Conclusions of the 30th Tripartite Commission meeting between the Government of the Islamic Republic of Afghanistan and Pakistan and UNHCR, 18 June 2019, [url](#)

⁹¹ World Bank Group/UNHCR, Living conditions and settlement decisions of recent afghan returnees, Findings from a 2018 Phone Survey of Afghan Returnees and UNHCR data, June 2019, [url](#), p. 5

⁹² Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), pp. 38-39

⁹³ Foschini F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), pp. 12-13

⁹⁴ World Bank Group/UNHCR, Living conditions and settlement decisions of recent afghan returnees, Findings from a 2018 Phone Survey of Afghan Returnees and UNHCR data, June 2019, [url](#), p. 6

⁹⁵ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 38

⁹⁶ IOM, Afghanistan - Baseline Mobility Assessment Summary Results (March-June 2019), 1 July 2019, [url](#), p. 6

⁹⁷ UNHCR, Operational Portal Refugee Situations: Afghanistan - Refugee Returnees demographic breakdown, as of 30 June 2020, [url](#)

⁹⁸ Foschini F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 13

⁹⁹ Oxfam, Returning to Fragility - Exploring the Link between Conflict and Returnees in Afghanistan, January 2018, [url](#), p. 23

¹⁰⁰ Foschini F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), pp. 6-8

perspective – « réaliste ou non » – d'y trouver de meilleures opportunités d'emploi et structures d'appui¹⁰¹.

Entre mai et octobre 2016, Kaboul a connu un afflux massif de personnes déplacées qui s'est accompagné d'une augmentation de la population vivant dans des quartiers d'habitat informel¹⁰². En l'absence de leurs proches et dans l'incapacité de louer une maison, nombre de PDI se sont retrouvées dans des camps. Le nombre de personnes vivant dans ces quartiers ainsi que l'emplacement même de ces derniers, telles que Chaharrah-e Qanbar, Pol-e Charkhi et Chaman-e Babrak, « [fluctuaient] en fonction de la saison, de l'attitude des autorités municipales, des perspectives de revenus et de l'accès aux services »¹⁰³.

Le HCR et d'autres sources interrogées par le service d'immigration finlandais, lors de sa mission de recueil d'informations à Kaboul en avril 2019, ont confirmé que, bien que Kaboul figure parmi les principales villes et provinces de destination pour les personnes rapatriées, la proportion de rapatriés originaires de Kaboul est très faible. Beaucoup sont originaires d'autres provinces ou sont nés en Iran ou au Pakistan ; ne disposant pas de famille élargie ni de dispositif de protection dans la capitale, ils sont décrits comme « perdus » dans la mesure où ils ne peuvent pas compter sur l'aide des services gouvernementaux¹⁰⁴.

Hérât

La province de Hérât (la ville de Hérât et le district mitoyen d'Injil en particulier) a toujours été une destination privilégiée pour les PDI. Fin 2015, Hérât était l'une des provinces afghanes accueillant le plus grand nombre de PDI, certaines d'entre elles vivant dans la province depuis plus de deux décennies¹⁰⁵. Hérât est l'une des provinces affichant la plus forte proportion de rapatriés qui n'en sont pas originaires¹⁰⁶. Véritable « pôle d'attraction régional dans l'ouest du pays », la province de Hérât a surtout accueilli des migrants en provenance des provinces occidentales de Bâdghîs, Farâh et Nimrôz¹⁰⁷.

En 2018, l'Afghanistan, et plus particulièrement ses régions occidentales, a souffert de la sécheresse la plus grave de son histoire récente. En conséquence, environ 60 000 personnes nouvellement déplacées se trouvaient à Hérât en septembre 2018. Selon le NRC, les PDI qui ont fui à Hérât vivent dans des conditions désastreuses dans des abris de fortune¹⁰⁸. Les déplacements dus au conflit et à la sécheresse ont eu de graves répercussions sur l'accès aux services, à la terre et au logement, et se sont traduits par l'émergence de stratégies d'adaptation nocives, comme le mariage des enfants, l'utilisation d'enfants comme caution pour des prêts et la petite délinquance¹⁰⁹.

Au 30 juin 2019, l'OIM a enregistré un afflux de près d'un million (988 539) de rapatriés et de PDI dans la province de Hérât, dont 369 007 dans le seul district de Hérât¹¹⁰. En raison de l'épidémie de COVID-19 en Iran, le nombre de retours en provenance de ce pays a atteint un pic en mars 2020¹¹¹; entre le 1^{er} janvier et le 30 mai 2020, quelque 183 000 personnes (toutes catégories confondues : avec ou sans papiers, retours assistés, spontanés ou forcés) sont arrivées à Hérât depuis l'Iran¹¹². En outre, les

¹⁰¹ Oxfam, *Returning to Fragility - Exploring the Link between Conflict and Returnees in Afghanistan*, January 2018, [url](#), p. 23

¹⁰² REACH, *Kabul Informal Settlement Profiling*, November 2016, [url](#), p. 7

¹⁰³ Foschini F., *Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid*, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 15

¹⁰⁴ Finland, FIS/Migrationsverket, *Afghanistan: Fact-Finding Mission to Kabul in April 2019, Situation of Returnees in Kabul*, 10 October 2019, [url](#), pp. 10-11

¹⁰⁵ UN-Habitat et al., *Inter-Agency Durable Solutions Initiative - Profile and Response Plan of Protracted IDP Settlements in Herat*, October 2016, [url](#), p. 12

¹⁰⁶ UNHCR, *Returnee and Internally Displaced Persons Monitoring Report*, May 2018, [url](#), p. 19

¹⁰⁷ Afghanistan, CSO, *Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17*, 23 September 2018, [url](#), pp. 40-41

¹⁰⁸ NRC, *Millions of Afghans Face Risks of Drought Related Displacement*, 7 September 2018, [url](#)

¹⁰⁹ UNHCR Afghanistan, email, 8 November 2018, in EASO COI Afghanistan Key socio-economic indicators. Focus on Kabul City, Mazar-e Sharif and Herat City, April 2019, [url](#), p. 16

¹¹⁰ IOM, *Afghanistan - Baseline Mobility Assessment Summary Results (March-June 2019)*, 1 July 2019, [url](#), p. 6

¹¹¹ IOM, *Spike in migrant arrivals as IOM supports COVID-19 response in Afghanistan*, 17 March 2020, [url](#)

¹¹² IOM, *Return of Undocumented Afghans - Weekly Situation Report 24-30 May 2020*, 30 May 2020, [url](#)

données du HCR arrêtées au 19 mai 2020 montrent que 35,3 % des réfugiés enregistrés rentrés en Afghanistan au cours des cinq premiers mois de l'année se sont installés à Hérât¹¹³.

Dans un article publié le 21 avril 2020, Reza Kazemi, chercheur à l'AAN, a relevé des contradictions dans les informations disponibles sur le nombre de rapatriés et de PDI vivant à Hérât. Il a ajouté qu'entre 2019 et les premiers mois de 2020, Hérât avait connu une augmentation du niveau de violence, avec des assassinats ciblés et des attaques contre la police. Parmi les hypothèses permettant d'expliquer cette dégradation de la situation, l'une des plus répandues mettait en cause le très grand nombre de rapatriés d'Iran et de PDI des provinces voisines, en particulier de Bâdghîs, Ghor et Farâh. À cet égard, il écrivait toutefois :

« Il existe peu de preuves, voire aucune, permettant d'établir un lien entre ces populations et la flambée de violence. Les préjugés visant ces populations sont peut-être, en partie, liés au fait que, parmi les personnes déplacées venant de provinces voisines, beaucoup se sont installées dans des maisons de fortune faites de boue dans des secteurs spécifiques de la ville, notamment à Shaidayi, à l'est de Hérât. De plus, parmi les personnes revenues d'Iran, dont beaucoup se sont installées dans des quartiers d'habitat informel autour de la ville, on compte un certain nombre de toxicomanes. La population locale, y compris la police, les journalistes et les riverains, pointent du doigt les personnes vulnérables, comme les toxicomanes et les PDI en général, lorsque des incidents sécuritaires ont lieu dans la ville (...), en particulier dans les quartiers est de la ville de Hérât (...); le fait d'imputer à ces personnes vulnérables tous les problèmes d'insécurité relève d'une logique de bouc émissaire¹¹⁴. »

Mazâr-e Charîf

Connue comme le centre économique du nord du pays, Mazâr-e Charîf attire les migrants économiques des zones rurales grâce aux opportunités d'emploi et à la sécurité relative qu'elle offre¹¹⁵. Véritable « pôle d'attraction régional dans le nord du pays », la province de Balkh a accueilli des migrants en provenance notamment des provinces septentrionales de Samangân, Sar-é Pol, Djôzjdjân et Faryab. Comme à Kaboul, Hérât, Jalalabad et Kandahâr, un nombre important de PDI et de réfugiés vivent dans des zones d'habitat informel situées à Mazâr-e Charîf et dans ses environs¹¹⁶. D'après une enquête du CSO réalisée en 2015, les migrants représentaient environ 38 % de la population de Mazâr-e Charîf. Pour la plupart, ces migrants étaient originaires d'autres provinces du pays, 17 % seulement étant des Afghans revenus de l'étranger¹¹⁷.

Au 30 juin 2019, l'OIM a enregistré un afflux de 294 618 rapatriés et PDI dans la province de Balkh, dont 76 670 à Mazâr-e Charîf¹¹⁸.

1.3 Accès à la *tazkera*

Le document d'identité le plus important en Afghanistan est dénommé *tazkera*¹¹⁹. Comme l'indique un rapport de Landinfo de 2019 sur l'« Accès à la *tazkera* et à d'autres documents d'état civil en Afghanistan », la loi afghane sur l'enregistrement de la population (2014) dispose que tous les citoyens afghans doivent détenir une *tazkera*,¹²⁰ mais cette disposition n'est pas appliquée dans la pratique. En

¹¹³ UNHCR, Operational Portal Refugee Situations: Afghanistan - Refugee Returnees demographic breakdown, latest updated 19 May 2020, [url](#)

¹¹⁴ Kazemi, R. S., Herat City's Reported Spike in Insecurity: What a sober reading of events reveals, AAN 21 April 2020, [url](#)

¹¹⁵ Samuel Hall, Urban Poverty Report - A Study of Poverty, Food Insecurity and Resilience in Afghan Cities, 2014, [url](#), pp. 31-32

¹¹⁶ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), pp. 40-41; p. 224

¹¹⁷ Afghanistan, NSIA (CSO), Socio-Demographic and Economic Survey Balkh, 5 January 2015, [url](#), pp. 28-32

¹¹⁸ IOM, Afghanistan - Baseline Mobility Assessment Summary Results (March-June 2019), 1 July 2019, [url](#), p. 6

¹¹⁹ Norway, Landinfo, Afghanistan: Tazkera, passports and other ID documents, 22 May 2019, [url](#), p. 5; NRC and Samuel Hall, Access to Tazkera and Other Civil Documentation in Afghanistan, November 2016, [url](#), p. 16

¹²⁰ L'article 9, paragraphe 2, de la loi de 2014 sur l'enregistrement des registres de la population dispose que: « Les citoyens afghans, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afghanistan, sont tenus d'enregistrer leur identité auprès des bureaux

s'appuyant sur les informations que lui a dispensées une organisation internationale, Landinfo ajoute que près de six Afghans sur dix étaient alors titulaires d'une *tazkera*, cette proportion étant beaucoup plus élevée chez les hommes que chez les femmes¹²¹. En 2016, une étude conjointe du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) et de Samuel Hall affirmait que 90 % des hommes possédaient une *tazkera* contre seulement 38 % des femmes¹²². La proportion de possesseurs de *tazkera* parmi les PDI et les nomades serait inférieure à celle de l'ensemble de la population¹²³. L'étude du NRC et de Samuel Hall de 2016 relevait également que 21 % des femmes déplacées possédaient une *tazkera*, contre 54 % des femmes revenues de l'étranger. L'impact du déplacement sur la détention d'une *tazkera* était moins perceptible chez les hommes, 87 % des hommes déplacés et 88 % des hommes rapatriés déclarant être en possession d'une *tazkera*¹²⁴. La détention d'une *tazkera* est également moins fréquente chez les habitants de zones rurales reculées¹²⁵. L'ALCS 2016-17 a révélé que 61 % des enfants des zones urbaines étaient enregistrés à la naissance, contre seulement 22 % des enfants nés en milieu rural¹²⁶. Dans un courriel adressé à l'EASO, en 2018, le HCR a déclaré que très peu d'enfants possédaient une *tazkera*¹²⁷.

Détenir une *tazkera* est « nécessaire » pour accéder à toute une série de services publics, notamment l'éducation, mais aussi pour obtenir d'autres documents d'identité (comme le passeport et le permis de conduire)¹²⁸. La *tazkera* est aussi requise pour la délivrance d'attestations d'hébergement, de titres fonciers et de certificats de propriété, et elle est considérée comme le « sésame » qui donne accès à l'emploi, aux soins de santé et aux prêts¹²⁹. La possession d'une *tazkera* en cours de validité est également un prérequis à l'accès à d'autres types de documents tels que les passeports ou les certificats de mariage¹³⁰. Le rapport de 2016 du NRC et de Samuel Hall concluait que les documents d'état civil donnant accès aux services et permettant de faire valoir ses droits étaient « essentiels » à l'intégration sociale, et observait que l'absence de *tazkera* pouvait accroître la vulnérabilité d'une personne; d'après le rapport, les femmes sont particulièrement vulnérables, notamment en ce qui concerne l'accès au système judiciaire, les questions d'héritage et les litiges familiaux¹³¹.

Les *tazkeras* sont délivrées par le Département de l'enregistrement de la population (PRD), rattaché au ministère de l'intérieur (MoIA). Les citoyens afghans peuvent présenter leur demande au gouverneur de leur district ou à la municipalité de Kaboul¹³². Selon le NRC et Samuel Hall, la procédure d'obtention d'une *tazkera* varie selon que la demande est déposée dans un district ou dans une capitale provinciale¹³³. S'appuyant sur un rapport publié en 2013 par le groupe de réflexion afghan The Liaison Office (TLO), Landinfo indiquait à cet égard que la première étape de la procédure d'obtention d'une *tazkera* consiste en la vérification de l'identité du demandeur grâce à un acte de naissance. Or, la plupart des Afghans n'en possédant pas, les demandeurs doivent présenter, en guise de preuve d'identité, la *tazkera* d'un membre masculin de leur famille paternelle (c'est-à-dire le père, un frère,

d'enregistrement des registres de la population et d'obtenir des cartes d'identité nationales conformément aux dispositions de la présente loi». Afghanistan, Law of 2014 on Registration of Population Records 2014, Article 9 (2), available at: [url](#)

¹²¹ Norway, Landinfo, Afghanistan: Tazkera, passports and other ID documents, 22 May 2019, [url](#) p. 5

¹²² NRC and Samuel Hall, Access to Tazkera and Other Civil Documentation in Afghanistan, November 2016, [url](#), p. 23

¹²³ Norway, Landinfo, Afghanistan: Tazkera, passports and other ID documents, 22 May 2019, [url](#) pp. 5-6; NRC and Samuel Hall, Access to Tazkera and Other Civil Documentation in Afghanistan, November 2016, [url](#), p. 23; NRC, IDMC and Samuel Hall, Escaping War: Where to Next?, 24 January 2018, [url](#), p. 37

¹²⁴ NRC and Samuel Hall, Access to Tazkera and Other Civil Documentation in Afghanistan, November 2016, [url](#), p. 25

¹²⁵ Foschini F., email, 9 November 2018, in EASO COI Afghanistan Key socio-economic indicators. Focus on Kabul City, Mazar-e Sharif and Herat City, April 2019, [url](#), p. 21; Norway, Landinfo, Afghanistan: Tazkera, passports and other ID documents, 22 May 2019, [url](#) pp. 5-6

¹²⁶ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 167

¹²⁷ UNHCR Afghanistan, email, 9 November 2018, in EASO COI Afghanistan Key socio-economic indicators. Focus on Kabul City, Mazar-e Sharif and Herat City, April 2019, [url](#), p. 14-15

¹²⁸ Norway, Landinfo, Afghanistan: Tazkera, passports and other ID documents, 22 May 2019, [url](#) p. 5; NRC and Samuel Hall, Access to Tazkera and Other Civil Documentation in Afghanistan, November 2016, [url](#), p. 16

¹²⁹ NRC, IDMC and Samuel Hall, Escaping War: Where to Next?, 24 January 2018, [url](#), p. 37

¹³⁰ NRC and Samuel Hall, Access to Tazkera and Other Civil Documentation in Afghanistan, November 2016, [url](#), p. 21

¹³¹ NRC and Samuel Hall, Access to Tazkera and Other Civil Documentation in Afghanistan, November 2016, [url](#), pp. 38-39

¹³² Norway, Landinfo, Afghanistan: Tazkera, passports and other ID documents, 22 May 2019, [url](#), p. 6

¹³³ NRC and Samuel Hall, Access to Tazkera and Other Civil Documentation in Afghanistan, November 2016, [url](#), pp. 16-17

un oncle ou un cousin de sexe masculin). De plus, deux attestations sont exigées. Selon la même source, si un non-résident de Kaboul fait une demande de *tazkera* dans la capitale sans être en mesure de prouver son identité, il doit retourner dans sa région d'origine afin que le chef de son village (*malik*) effectue la vérification. L'attestation d'identité fournie par le chef de village est ensuite présentée aux autorités locales, qui peuvent alors délivrer la *tazkera*¹³⁴.

Un rapport rédigé conjointement par le NRC, Samuel Hall et l'IDMC en 2018 soulignait que, pour obtenir une *tazkera*, les PDI devaient généralement retourner dans leur district d'origine, ce qui s'avérait impossible pour nombre d'entre elles en raison du coût du transport et de l'insécurité (voir section [3.2 Restrictions de déplacements et documents requis pour voyager](#)). La même source indiquait que le gouvernement afghan travaillait avec des organisations internationales, telles que l'OIM, pour résoudre ce problème, et que des changements temporaires avaient été apportés au système – par exemple, des mesures prises par le ministère de l'Éducation dans le but de faciliter la scolarisation des enfants dépourvus de *tazkera*. Toutefois, le rapport ajoutait qu'il arrivait encore que les PDI doivent retourner dans leur lieu d'origine pour obtenir leurs documents¹³⁵.

Les citoyens afghans résidant à l'étranger ont également le droit d'obtenir une *tazkera*¹³⁶. Par exemple, les citoyens afghans vivant en Norvège peuvent demander une *tazkera in absentia* auprès de la section consulaire de l'ambassade d'Afghanistan à Oslo¹³⁷. Le site web de la direction générale afghane des affaires consulaires, rattaché au ministère des affaires étrangères (MoFA), détaille la marche à suivre pour demander et obtenir une *tazkera in absentia* (ANIC)¹³⁸. Selon l'ambassade afghane à Téhéran, interrogée par Landinfo en 2017, les citoyens afghans résidant en Iran peuvent également obtenir une *tazkera* auprès des missions diplomatiques afghanes en Iran¹³⁹.

¹³⁴ Norway, Landinfo, Afghanistan: Tazkera, passports and other ID documents, 22 May 2019, [url](#), p. 7

¹³⁵ NRC, IDMC and Samuel Hall, Escaping War: Where to Next?, 24 January 2018, [url](#), p. 37

¹³⁶ Norway, Landinfo, Afghanistan: Tazkera, passports and other ID documents, 22 May 2019, [url](#), p. 6

¹³⁷ Afghanistan Embassy in Oslo, Norway, Absentee Tazkira, n.d., [url](#)

¹³⁸ Afghanistan, Directorate General of Consular Affairs (MoFA), Obtaining Absentee National ID Card (Tazkera), n.d., [url](#); A list of Afghan Embassies and Consulates operating across the world is also available on their website at the page: Afghan Embassies and Consulates, n.d., [url](#)

¹³⁹ Norway, Landinfo, Afghanistan: Tazkera, passports and other ID documents, 22 May 2019, [url](#), p. 6

2. Indicateurs socioéconomiques clés

2.1 Contexte économique

La Banque mondiale a relevé que le taux de croissance de l'économie afghane était passé de 9 % en moyenne, entre 2003 et 2013, à 2,7 % en 2014 et à 1,5 % en 2015¹⁴⁰. En 2016 et 2017, la croissance économique a affiché une légère reprise grâce aux « progrès constants des réformes mises en œuvre et à la stabilisation de la conjoncture politique », mais elle a ralenti à 1,8 % en 2018 en raison d'une grave sécheresse et de l'incertitude politique¹⁴¹. Dans son rapport de 2019, l'OCDE a constaté que les institutions étatiques afghanes étaient faibles et sous-financées, qu'elles ne protégeaient pas les citoyens et les entreprises afghanes et qu'elles étaient incapables de garantir des services publics de qualité¹⁴². De même, la Bertelsmann Stiftung a souligné que l'administration publique afghane ne fonctionnait pas efficacement, et ce malgré l'amélioration progressive des performances de plusieurs ministères, à savoir ceux de l'économie, de l'agriculture et de la justice¹⁴³. En 2019, le secteur bancaire afghan aurait pâti du climat d'incertitude politique, celui-ci entraînant une dépréciation de la monnaie, une baisse des dépôts, une fuite des capitaux, un accès réduit voire inexistant au crédit, ainsi que la fermeture de plusieurs filiales de banques internationales¹⁴⁴.

En novembre 2019, le Fonds asiatique de développement (FAD) a estimé que l'Afghanistan serait confronté à des besoins de financement considérables – voire à une augmentation de ces besoins en cas d'avancées dans le processus de paix –, ainsi qu'à d'importants besoins en matière de développement des infrastructures¹⁴⁵. Comme l'a relevé la Banque mondiale en janvier 2020, « une évolution défavorable de la conjoncture économique ou politique régionale pourrait avoir un effet négatif sur l'Afghanistan en réduisant le volume des fonds transférés par la diaspora, en provoquant une augmentation du nombre de retours et de déplacements et en exerçant une pression sur l'environnement sécuritaire local ». À l'inverse, ajoutait la Banque mondiale, « une amélioration significative des conditions de sécurité, liée à la conclusion d'un accord politique avec les talibans, pourrait contribuer à stimuler la croissance et l'investissement privé »¹⁴⁶. Dans le même temps, la Banque mondiale a rappelé que l'économie et les institutions du pays restaient sous pression en raison du nombre élevé de PDI et de rapatriés. Plus récemment, l'économie a été durement frappée par l'épidémie de COVID-19, qui a affecté la consommation, les exportations et les transferts de fonds¹⁴⁷.

Parmi les « facteurs structurels » susceptibles d'entraver le développement de l'Afghanistan, l'enquête sur les conditions de vie en Afghanistan 2016-17, qui, au moment de la rédaction du présent rapport, constituait l'étude la plus récente menée auprès des ménages, citait la croissance démographique, les difficultés des femmes à participer à la vie sociale, la faible qualité de l'éducation et le manque d'investissements¹⁴⁸.

2.1.1 Croissance économique

Dans son *Development Update* de juillet 2020 sur l'Afghanistan, la Banque mondiale prévoyait une contraction du produit intérieur brut (PIB) afghan de 5,5 à 7,4 % en 2020 du fait des mesures liées à l'épidémie de COVID-19, avec pour conséquences une aggravation de la pauvreté et une forte baisse

¹⁴⁰ World Bank, Afghanistan Development Update, August 2018, [url](#), p. 2

¹⁴¹ World Bank, Afghanistan Development Update: Navigating a Sea of Uncertainty, January 2020, [url](#), p. 2

¹⁴² OECD, Boosting Private Sector Development and Entrepreneurship in Afghanistan, 2019, [url](#), p. 13

¹⁴³ Bertelsmann Stiftung, BTI 2020 Country Report — Afghanistan, 2020, 29 April 2020, [url](#), p. 9

¹⁴⁴ Sabit G.M., For Peace in Afghanistan, the Economy is Key, Diplomat, 5 September 2019, [url](#)

¹⁴⁵ ADF, Afghanistan: progress and Remaining Challenges, ADF 13 Replenishment Meeting, November 2019, [url](#), p. 15

¹⁴⁶ World Bank, Afghanistan Development Update: Navigating a Sea of Uncertainty, January 2020, [url](#), p. 16

¹⁴⁷ World Bank, The World Bank in Afghanistan, Overview, updated 1 April 2020, [url](#)

¹⁴⁸ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), pp. 1-2

des recettes publiques¹⁴⁹. En 2019, le PIB de l'Afghanistan a diminué pour la deuxième année consécutive, les chiffres de la Banque mondiale l'évaluant à 19 101 milliards d'USD (contre 19,484 milliards d'USD en 2018 et 20,192 milliards d'USD en 2017), alors que la population a continué de croître à un rythme soutenu. Depuis 2013, on observe une forte baisse du revenu national brut (RNB) par habitant, qui était estimé à 540 USD en 2019 contre 660 USD en 2013. L'Afghanistan possède l'un des plus faibles indices de capital humain (ICH) au monde, estimé à moins de 0,4¹⁵⁰.

La croissance économique a atteint près de 2,9 % en 2019, grâce au redressement du secteur agricole après la sécheresse de 2017-18¹⁵¹. En raison de l'augmentation de la culture du blé et de la production de céréales, le secteur agricole a affiché une croissance estimée à 7,5 % en 2019, ce qui représente au moins 1,37 % de la croissance de l'ensemble de l'économie cette année-là¹⁵². Toutefois, l'économie croissant moins vite que la population, plus de la moitié des Afghans se situeraient en dessous du seuil de pauvreté¹⁵³. Le 1^{er} avril 2020, la Banque mondiale a également souligné que le retour d'environ 1,7 million de réfugiés afghans (avec ou sans papiers) en 2016-17 continuait de peser sur l'économie et sur les institutions afghanes¹⁵⁴. En outre, l'incertitude politique et l'insécurité accrue ont eu un effet négatif sur la croissance de l'industrie et des services. Le secteur de l'industrie n'a crû que de 2 % en 2019, contre 2,5 % en 2018. Le secteur des services a, quant à lui, souffert du faible taux de confiance, avec une croissance (1,8 %) similaire à celle de 2018. La Banque mondiale a également constaté que le secteur privé demeurait pessimiste, notamment les petites et moyennes entreprises (PME), malgré une légère embellie en 2019¹⁵⁵.

Un article de recherche de la *Poverty and Equity Global Practice*, une initiative de la Banque mondiale, publié en mars 2020, a analysé les conséquences du conflit sur l'économie afghane, en s'intéressant simultanément aux activités formelles, informelles et illicites. Cette étude a montré que la plupart des estimations de l'impact des conflits sur l'activité économique reposaient sur des données issues du secteur formel et qu'elles accordaient moins d'importance aux activités informelles et illicites, qui sont toutefois répandues, « si ce n'est prédominantes », dans les pays en proie à des conflits. L'étude a ainsi révélé que si l'aggravation du conflit en Afghanistan avait entraîné une baisse importante de l'activité du secteur formel, elle avait également stimulé les activités informelles et illicites. L'article souligne néanmoins que « ces conclusions ne devraient pas être interprétées comme une tentative de minimiser les effets négatifs du conflit », mais plutôt comme un changement dans la structure de l'économie, les activités informelles et illicites pouvant avoir des conséquences indirectes importantes, notamment en termes d'augmentation de l'insécurité et de la corruption¹⁵⁶.

La monnaie nationale afghane ne s'est que modérément dépréciée en 2019 et s'est montrée plus stable qu'en 2018, malgré l'incertitude liée aux élections présidentielles¹⁵⁷. En 2019, l'inflation semble être restée modeste à 2,3 %¹⁵⁸. Selon le SIGAR, la situation budgétaire de l'État en 2020 pourrait être sérieusement affectée par la fréquence accrue de la fermeture des frontières du fait de la propagation de la COVID-19, les droits de douane et les taxes représentant environ un cinquième des recettes de l'État. Dans le même temps, le SIGAR a fait état d'une augmentation des dépenses de l'État de 13,5 %¹⁵⁹.

¹⁴⁹ World Bank, Afghanistan Development Update 2020, Surviving the Storm, July 2020, [url](#), p. 15; World Bank, Hit Hard by COVID-19, Afghanistan Needs Continued International Support, 15 July 2020, [url](#);

¹⁵⁰ World Bank, Afghanistan Data, n.d., [url](#)

¹⁵¹ World Bank, Afghanistan Development Update: Navigating a Sea of Uncertainty, January 2020, [url](#), p. 2; World Bank, The World Bank in Afghanistan, Overview, updated 1 April 2020, [url](#)

¹⁵² World Bank, Afghanistan Overview, last updated 1 April 2020, [url](#)

¹⁵³ New York Times (The), Afghanistan Needs Billions in Aid Even After a Peace Deal, World Bank Says, 5 December 2019, [url](#)

¹⁵⁴ World Bank, Afghanistan Overview, last updated 1 April 2020, [url](#)

¹⁵⁵ World Bank, Afghanistan Development Update: Navigating a Sea of Uncertainty, January 2020, [url](#), p. 2

¹⁵⁶ Galdo, V., et al., Conflict and the Composition of Economic Activity in Afghanistan, Poverty and Equity Global Practice - World Bank Group, March 2020, [url](#), pp. 19-21

¹⁵⁷ World Bank, Afghanistan Development Update: Navigating a Sea of Uncertainty, January 2020, [url](#), p. 9

¹⁵⁸ World Bank, The World Bank in Afghanistan, Overview, updated 1 April 2020, [url](#)

¹⁵⁹ SIGAR, Quarterly Report to the United States Congress, 30 April 2020, [url](#), p. 129

La sécheresse de l'hiver 2017-18 s'est traduite par une diminution de la surface dédiée à la culture du pavot, entraînant une baisse de 29 % de la production d'opium, qui est passée de près de 9 000 tonnes en 2017 à environ 6 400 tonnes en 2018. Toutefois, selon les estimations de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), la production illicite d'opium en 2018 a atteint des niveaux seulement dépassés en 2017, année record, depuis le début de la surveillance (1994)¹⁶⁰. En raison de la forte diminution des zones de culture du pavot (en particulier dans le nord de l'Afghanistan), l'économie globale des opiacés dans le pays (production d'héroïne et trafic vers l'étranger) aurait représenté entre 1,2 et 2,2 milliards d'USD en 2018, soit une baisse de deux tiers par rapport à 2017. Entre 2017 et 2018¹⁶¹, le poids économique des opiacés représentait, selon les estimations, entre 6 % et 11 % du PIB national (soit une diminution d'environ 27 % à 51 %) et dépassait la valeur des exportations licites de biens et de services officiellement enregistrées¹⁶².

En 2019, la surface cultivée consacrée au pavot a diminué par rapport à l'année précédente,¹⁶³ mais la production globale est restée la même qu'en 2018, du fait de récoltes plus fructueuses. D'après les données du Rapport mondial sur les drogues 2020 de l'ONUDC, la culture de pavot couvrait une superficie estimée à 163 000 hectares, soit 38 % de moins qu'en 2018 (avec 263 000 hectares de plantations)¹⁶⁴. Toutefois, comme l'a fait remarquer Jelena Bjelica, de l'AAN,¹⁶⁵ les conditions climatiques favorables et l'absence de maladies végétales ont contribué à une augmentation du rendement de 60 % en moyenne, avec 6 400 tonnes d'opium produites en 2019¹⁶⁶.

Alors que les moyens de subsistance de nombreuses communautés dépendent désormais des revenus tirés de la culture du pavot¹⁶⁷, l'enquête conjointe de l'ONUDC et du ministère afghan de la lutte contre les stupéfiants (MCN) concernant l'année 2018 a révélé que le pavot à opium était souvent cultivé dans les zones moins stables et dans les villages contrôlés par des groupes non étatiques. Environ 53 % des chefs de localités productrices d'opium ont déclaré que leurs villages étaient sous le contrôle d'insurgés et d'autres acteurs non étatiques, dont les talibans, contre seulement 26 % des villages non producteurs d'opium¹⁶⁸. Dans son analyse du Rapport mondial sur les drogues 2020 de l'ONUDC, Jelena Bjelica a conclu que les conditions météorologiques, la demande, le prix et la situation sécuritaire comptaient au nombre des facteurs permettant d'expliquer la baisse de la culture d'opium en 2019. Elle a ajouté que les campagnes d'éradication menées par les gouvernements américain et afghan « n'avaient eu aucun effet sur l'économie de l'opium dans le pays en 2019 »¹⁶⁹.

2.1.2 Climat des affaires

Dans l'édition 2020 de son indice « *Doing Business* », la Banque mondiale a classé l'Afghanistan au 173^e rang sur 190 pays¹⁷⁰. Elle a indiqué que la confiance du secteur privé en Afghanistan était restée limitée

¹⁶⁰ UNODC, Afghanistan opium survey 2018 – Challenges to sustainable development, peace and security, July 2019, [url](#), pp. 8, 10, 23

¹⁶¹ UNODC, Afghanistan opium survey 2018 – Challenges to sustainable development, peace and security, July 2019, [url](#), p. 10

¹⁶² UNODC, Afghanistan opium survey 2018 – Challenges to sustainable development, peace and security, July 2019, [url](#), pp. 3, 23

¹⁶³ UNODC, World Drug Report 2020, 25 June 2020, Booklet 1, [url](#), p. 40; US ONDCP, ONDCP Releases Data on Poppy Cultivation and Potential Opium Production in Afghanistan, 7 February 2020, [url](#)

¹⁶⁴ UNODC, World Drug Report 2020, 25 June 2020, Booklet 1, [url](#), p. 40; Bjelica J., New World Drug Report: Opium production in Afghanistan remained the same in 2019, AAN, 25 June 2020, [url](#)

¹⁶⁵ Dans son article d'analyse du Rapport mondial sur les drogues 2020 de l'ONUDC, l'analyste de l'AAN Jelena Bjelica a souligné que c'était la première fois, depuis 1994, que l'ONUDC n'avait pas publié ses conclusions dans le cadre d'une enquête annuelle sur l'opium, soupçonnant une intervention du gouvernement pour bloquer la publication du rapport. Bjelica J., New World Drug Report: Opium production in Afghanistan remained the same in 2019, AAN, 25 June 2020, [url](#)

¹⁶⁶ Bjelica J., New World Drug Report: Opium production in Afghanistan remained the same in 2019, AAN, 25 June 2020, [url](#)

¹⁶⁷ UNODC, Afghanistan opium survey 2018 – Challenges to sustainable development, peace and security, July 2019, [url](#), p. 8

¹⁶⁸ UNODC, Afghanistan opium survey 2018 – Challenges to sustainable development, peace and security, July 2019, [url](#), pp. 5, 32

¹⁶⁹ Bjelica J., New World Drug Report: Opium production in Afghanistan remained the same in 2019, AAN, 25 June 2020, [url](#)

¹⁷⁰ World Bank, Doing Business 2020: Comparing Business Regulation in 190 Economies - Economy Profile of Afghanistan, 24 October 2019, [url](#), p. 4

en 2019 en raison de l'incertitude politique¹⁷¹ et qu'elle ne prévoyait qu'une très légère amélioration en 2020¹⁷². Les entreprises privées seraient confrontées à la corruption et à un accès limité aux outils de financement. Elles seraient également pénalisées par une réglementation lourde, un manque de coordination dans le soutien qui leur est apporté et par une connectivité insuffisante à l'intérieur du pays et avec les pays voisins¹⁷³. Dans un article consacré à la corruption en Afghanistan, la MANUA a relevé que les Afghans « étaient tenus de verser des pots-de-vin dans presque tous les actes de leur vie quotidienne » et souffraient des effets « d'un népotisme et d'un favoritisme généralisés »¹⁷⁴. La corruption est fréquemment citée par les entreprises afghanes et étrangères parmi les difficultés qu'elles rencontrent dans la conduite de leurs affaires, notamment en ce qui concerne les permis et les licences, les marchés publics, les exigences réglementaires et la fiscalité¹⁷⁵.

L'économie afghane continue d'être dominée par un important secteur informel « qui génère peu de croissance et fait souvent une concurrence déloyale aux entreprises du secteur formel »¹⁷⁶. L'OCDE a souligné que l'accès limité au financement, la lourdeur des réglementations, la corruption, l'insécurité physique et la mauvaise connectivité en Afghanistan même et entre le pays et ses voisins, empêchaient les entreprises de s'implanter et de croître. Ce constat concernait en particulier les PME qui cherchaient à prendre pied dans le secteur formel. Le pays présente le plus faible taux de crédit au secteur privé au monde, avec seulement 3,5 % du PIB. Les PME et les start-ups peinent à offrir les garanties exigées. Ainsi, les taux d'intérêt atteindraient jusqu'à 25 % et les prêts octroyés seraient de courte maturité. Dans ce contexte, seules 5 % des entreprises ont bénéficié d'un crédit ou d'un prêt bancaire, les autres sources de financement – à l'exception du *hawala* (un « réseau d'opérateurs de transferts de fonds reposant sur l'honneur »¹⁷⁷) – restant peu développées. La faible culture financière de la population est un autre obstacle au « développement des instruments financiers traditionnels et non traditionnels »¹⁷⁸.

Climat des affaires à Kaboul, Hérât et Mazâr-e Charîf

Dans son rapport de 2017, la Banque mondiale a noté que les entrepreneurs des provinces de Hérât et de Balkh devaient se rendre dans trois agences différentes pour lancer leurs activités, ce qui les obligeait à effectuer deux fois plus de démarches qu'à Kaboul. Pour créer une entreprise à Hérât, il fallait compter un jour de plus qu'à Kaboul ou à Balkh¹⁷⁹.

Selon la Chambre de commerce et d'investissement d'Afghanistan (ACCI), qui a mené des entretiens téléphoniques en novembre 2019 avec des entreprises implantées dans les provinces de Kaboul, Balkh, Kandahâr, Nangarhâr et Hérât, près de 83 % des chefs d'entreprise interrogés ont indiqué que le manque d'accès à l'électricité était le problème le plus handicapant, du point de vue des infrastructures. Par ailleurs, de nombreuses entreprises ont fait état de difficultés dans la gestion des tarifs douaniers et des taxes, qu'elles qualifiaient souvent de « trop compliqués et opaques »¹⁸⁰.

Comme l'a souligné F. Foschini dans sa correspondance avec l'EASO en 2018, l'absence d'un approvisionnement en électricité bon marché et fiable a toujours été un obstacle majeur pour toutes les activités productives en Afghanistan. Celle-ci pèse de façon non négligeable sur les coûts de production et rend ainsi les entreprises afghanes non compétitives face aux produits et entreprises étrangers. Cet inconvénient a considérablement entravé le développement des parcs industriels de Hérât. Ces derniers s'annonçaient très prometteurs pour le pays en raison de la relative sûreté de la

¹⁷¹ World Bank, The World Bank In Afghanistan, Overview, updated 1 April 2020, [url](#)

¹⁷² World Bank, Afghanistan Development Update: Navigating a Sea of Uncertainty, January 2020, [url](#), p. 15

¹⁷³ OECD, Boosting Private Sector Development and Entrepreneurship in Afghanistan, 2019, [url](#), p. 13

¹⁷⁴ UNAMA, Afghanistan's fight against corruption – From Strategies to Implementation, 14 May 2018, [url](#), p. 5

¹⁷⁵ USDOS, 2019 Investment Climate Statements: Afghanistan, 14 July 2019, [url](#)

¹⁷⁶ OECD, Boosting Private Sector Development and Entrepreneurship in Afghanistan, 2019, [url](#), p. 13

¹⁷⁷ DAB Afghanistan Central Bank, National Financial Inclusion Strategy 2020-2024, 7 September 2019, [url](#), p. 17

¹⁷⁸ OECD, Boosting Private Sector Development and Entrepreneurship in Afghanistan, 2019, [url](#), pp. 13-14

¹⁷⁹ World Bank, Doing Business In Afghanistan 2017, 2017, [url](#), p. 25

¹⁸⁰ ACCI, Business Monitor 2019, 2019, [url](#), p. 2

ville et du dynamisme du milieu d'affaires local. Cependant, au plan énergétique, ils dépendaient paradoxalement de leur principal concurrent, l'Iran¹⁸¹.

En raison des restrictions de déplacements imposées à Hérât à la mi-mars 2020 dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de COVID-19, de 35 000 à 36 000 magasins et usines auraient fermé leurs portes, tandis que des « centaines de milliers de personnes » auraient perdu leur emploi, selon le responsable de l'organisation des commerçants¹⁸². En juin 2020, des responsables de la Chambre de commerce et d'industrie de la province de Balkh ont déclaré que le confinement lié à l'épidémie de COVID-19 avait provoqué un ralentissement d'environ 80 % de l'économie et de l'activité dans la province. Mazâr-e Charîf, la capitale provinciale, aurait été confinée une deuxième fois depuis l'apparition du virus¹⁸³.

2.1.3 Aides au développement

En 2019, les ressources nationales de l'Afghanistan étaient insuffisantes à relancer l'économie du pays¹⁸⁴. Quoique l'aide au développement ait diminué de près de moitié depuis 2009, l'économie afghane reste largement dépendante de subventions internationales¹⁸⁵ qui, en 2019, *représentaient près de la moitié du budget du gouvernement* et finançaient environ 75 % des dépenses publiques totales et près de 90 % des dépenses de sécurité¹⁸⁶.

La Banque mondiale et l'ADF ont souligné que l'Afghanistan aurait encore besoin de l'aide de la communauté internationale en matière de développement¹⁸⁷ à moyen terme¹⁸⁸. Les subventions promises aux forces de sécurité et à la population civile sont censées arriver à terme d'ici la fin de 2020 et, comme certains grands donateurs vont sans doute réduire considérablement leur aide¹⁸⁹, l'incertitude demeure quant aux futurs niveaux d'aide et à la capacité du gouvernement à pérenniser les dépenses de sécurité et de développement. En outre, les aides allouées aux dépenses budgétaires et extrabudgétaires devraient diminuer progressivement à moyen terme, passant d'un montant estimé de 8,2 milliards d'USD en 2020, à 6,9 milliards d'USD en 2024. En particulier, une baisse des subventions à la sécurité (d'environ 4,9 milliards d'USD à 4 milliards d'USD par an) et des subventions civiles (d'environ 3,4 milliards d'USD en 2020 à 2,7 milliards d'USD d'ici 2024) est attendue. La part des subventions consacrées aux dépenses budgétaires devrait rester à peu près constante, avec 30 % environ d'aides dans le domaine de la sécurité et 40 %, de subventions civiles. La Banque mondiale a affirmé que « s'il est possible de réduire progressivement les aides civiles à moyen terme, une réduction précipitée des flux d'aide entraînerait une contraction des dépenses publiques, une détérioration de l'accès aux services et aux infrastructures, ainsi qu'un affaiblissement de la confiance du secteur privé »¹⁹⁰.

Comme l'a noté l'Institut norvégien des affaires internationales en 2017, l'aide au développement allouée à l'Afghanistan n'a pas permis de réduire la pauvreté, « l'aide humanitaire ayant été utilisée principalement comme un palliatif »¹⁹¹. Comme l'AAN l'a fait remarquer dans une étude en 2018, en dépit des sommes importantes distribuées depuis 2001, le taux de pauvreté était plus élevé en 2016-2017, d'après les chiffres de l'ALCS, qu'au lendemain de la chute du régime taliban, ce qui n'est « que

¹⁸¹ Foschini F., email, 9 November 2018, in EASO, Afghanistan, Key socio-economic indicators, Focus on Kabul City, Mazar-e Sharif and Herat City, April 2019, [url](#), p. 25

¹⁸² Tolonews, Thousands Lose Jobs as Businesses Close in Herat, 16 April 2020, [url](#)

¹⁸³ Afghanistan Times, Coronavirus Triggers Economic Crisis in Balkh, 9 June 2020, [url](#)

¹⁸⁴ OECD, Boosting Private Sector Development and Entrepreneurship in Afghanistan, 2019, [url](#), p. 13

¹⁸⁵ OECD, Boosting Private Sector Development and Entrepreneurship in Afghanistan, 2019, [url](#), p. 13; World Bank, Afghanistan Development Update: Navigating a Sea of Uncertainty, January 2020, [url](#), p. 30

¹⁸⁶ World Bank, Afghanistan Development Update: Navigating a Sea of Uncertainty, January 2020, [url](#), p. 30

¹⁸⁷ World Bank, Afghanistan Development Update: Navigating a Sea of Uncertainty, January 2020, [url](#), p. 15

¹⁸⁸ ADF, Afghanistan: progress and Remaining Challenges, ADF 13 Replenishment Meeting, November 2019, [url](#), p. 5

¹⁸⁹ World Bank, Afghanistan Development Update: Navigating a Sea of Uncertainty, January 2020, [url](#), p. II

¹⁹⁰ World Bank, Afghanistan Development Update: Navigating a Sea of Uncertainty, January 2020, [url](#), pp. 1; 15-16

¹⁹¹ Norwegian Institute of International Affairs, Afghanistan: A Political Economy Analysis, December 2017, [url](#), p. 44

la conséquence d'une inefficacité persistante »¹⁹². Un rapport conjoint d'Oxfam et du Comité suédois pour l'Afghanistan indiquait en 2018 que l'efficacité des programmes d'aide constituait un défi majeur, compte tenu de la situation sécuritaire et du niveau de corruption en Afghanistan¹⁹³. En novembre 2020, une conférence des donateurs, coorganisée par le gouvernement afghan, la Finlande et les Nations unies, devait se tenir à Genève afin d'obtenir des engagements financiers de la communauté internationale envers l'Afghanistan¹⁹⁴.

2.2 Emploi

Le marché du travail afghan est dominé par l'agriculture¹⁹⁵. Le secteur de l'agriculture et de l'élevage, qui représente un quart du PIB national, emploie 44 % de la main-d'œuvre nationale¹⁹⁶. Le marché du travail afghan se caractérise également par une forte proportion de travailleurs indépendants ou opérant dans le cadre familial, ce qui témoigne d'un niveau d'informalité élevé¹⁹⁷. Si le secteur informel offre des opportunités d'emploi aux Afghans, il laisse les travailleurs sans aucune protection sociale ou juridique et a des effets négatifs sur l'allocation des ressources, la qualité des emplois ou l'égalité à l'embauche, entre autres choses¹⁹⁸.

L'Afghanistan présente l'un des ratios emploi/population (c'est-à-dire la part de la population en âge de travailler qui a effectivement un emploi¹⁹⁹) parmi les plus faibles du monde, et 21 % des actifs du pays sont considérés comme sous-employés²⁰⁰. Selon un rapport de la Banque mondiale paru en 2018, les taux d'emploi et de participation à la force de travail ont diminué entre 2013 et 2017, surtout chez les femmes en milieu rural, où le ratio emploi/population en âge de travailler est passé de 21,2 % à 18,3 %, ce qui équivaut à la perte de quelque 130 000 emplois. L'emploi des hommes âgés de 25 à 50 ans a également diminué, passant de 93,4 % en 2011-12 à 84,3 % en 2016-17, ce qui correspond à une baisse d'environ 176 000 emplois²⁰¹. Comme l'a relevé la Banque mondiale en 2018, de nombreux jeunes tentent chaque année de s'insérer sur le marché du travail, mais les créations d'emplois ne suivent pas le rythme de la croissance démographique, en raison de l'insécurité et de l'inadéquation des ressources allouées au développement²⁰². Selon les estimations de l'Organisation internationale du travail (OIT) pour 2019, le rapport emploi/population – qui indique le ratio entre les personnes ayant un emploi et la population en âge de travailler (c'est-à-dire les personnes âgées de 15 ans et plus) – était de 43,5 %, soit moins qu'en 2018 (49,5 %)²⁰³. En 2019, le rapport entre les personnes à charge (c'est-à-dire les personnes de moins de 15 ans ou en âge de travailler mais ne faisant pas partie de la population active ou étant au chômage) et l'emploi total – était estimé à 3, ce qui montre qu'il y a plus de personnes à charge que de personnes actives²⁰⁴.

¹⁹² Bjelica J. and Ruttig T., *The State of Aid and Poverty in 2018: A new look at aid effectiveness in Afghanistan*, AAN, 17 May 2018, [url](#)

¹⁹³ Oxfam and SCA, *Aid Effectiveness in Afghanistan*, March 2018, [url](#), p. 37

¹⁹⁴ Finland, MoFA, *2020 Afghanistan Conference*, n.d., [url](#); Tolonews, *Afghan Govt Prepares for Intl Fund-Pledging in Geneva*, 26 July 2020, [url](#)

¹⁹⁵ Afghanistan, NSIA (CSO), *Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17*, 23 September 2018, [url](#), p. 67

¹⁹⁶ World Bank Group in Afghanistan, *Country Update*, Issue 055, October 2019, [url](#), p. 5

¹⁹⁷ Afghanistan, NSIA (CSO), *Socio-Demographic and Economic Survey - Economically Active Population*, Provinces of Kabul, Bamyan, Daykundi, Ghor, Kapisa and Parwan, 8 June 2017, [url](#), p. 35

¹⁹⁸ OECD, *Boosting Private Sector Development and Entrepreneurship in Afghanistan*, 2019, [url](#), p. 13

¹⁹⁹ ILO, *Indicator description: Employment-to-population ratio*, n.d., [url](#)

²⁰⁰ World Bank, *No Household Left Behind : Afghanistan Targeting the Ultra Poor Impact Evaluation*, 10 June 2019, [url](#), p. 8

²⁰¹ World Bank, *Afghanistan Development Update*, August 2018, [url](#), p. 6

²⁰² World Bank, *Afghanistan Development Update*, August 2018, [url](#), p. 29

²⁰³ ILO, *Afghanistan – Employment and Environmental Sustainability Fact Sheets 2019*, 18 November 2019, [url](#), p. 2

²⁰⁴ ILO, *ILO modelled estimates, Employment statistics 2019*, n.d., [url](#)

2.2.1 Chômage

Les estimations de l'OIT pour 2020 font état d'une recrudescence du chômage en Afghanistan par rapport à 2019 et 2018, avec un taux de chômage total (personnes âgées de 15 ans et plus) de 11,2 % et un taux de chômage des jeunes (de 15 à 24 ans) estimé à 17,5 %. L'OIT estime que 14,1 % des femmes et 10,4 % des hommes étaient au chômage en 2020. En 2019, le taux de chômage global était estimé à 11,1 % et le chômage des jeunes (15-24 ans) à 17,4 %, tandis que 14 % des femmes et 10,3 % des hommes étaient au chômage²⁰⁵. Le taux de chômage en 2018 était de 9 % environ et le taux de chômage des jeunes de près de 18 %.²⁰⁶ Selon les estimations figurant dans le rapport national BTI 2020, « plus de la moitié de la population » était « à la recherche d'un emploi »²⁰⁷.

D'après l'OIT, la proportion de jeunes hommes ni à l'école/en formation ni au travail (NEET) varie peu entre les zones urbaines et les zones rurales – avec 18 % de NEET dans les premières et 19 % dans les secondes. En revanche, la différence est plus marquée chez les jeunes femmes, avec 57 % de NEET en milieu urbain et 69 % en milieu rural²⁰⁸. De manière générale, 80 % des NEET en Afghanistan étaient de sexe féminin, ce qui s'explique par une population active féminine peu nombreuse, par la faible inclusion des filles dans l'éducation et la formation et par le taux de chômage élevé des femmes²⁰⁹. En 2019, la capacité du marché du travail à absorber la main-d'œuvre disponible a été affectée par une insécurité persistante et par la sécheresse. Le chômage a poursuivi sa hausse « avec près de 400 000 nouveaux demandeurs d'emploi entrant sur le marché du travail » chaque année, alors même qu'un quart de la population est déjà au chômage²¹⁰.

Le chômage présente en outre un caractère saisonnier. En effet, comme le révèle l'ALCS 2016-17, si le taux de chômage est relativement faible pendant les mois de printemps et d'été (environ 20 %), il atteint près de 33 % en hiver²¹¹. De plus, la migration économique a longtemps été une stratégie d'adaptation classique pour les Afghans, qui partaient en grand nombre pour la Turquie, le Pakistan ou l'Iran à la recherche d'opportunités de travail. Or, comme l'a souligné une étude publiée en 2018 par l'AAN, l'augmentation du nombre d'expulsions d'Iran a rendu l'option de la migration économique moins rentable²¹². En Turquie, les migrants afghans auraient également été confrontés aux expulsions, à l'absence d'emplois formels et de couverture sociale, à de faibles revenus, à de longues heures de travail ainsi qu'au travail des enfants²¹³. Selon l'enquête 2019 de la Fondation Asie, parmi les 37,9 % de personnes interrogées qui ont déclaré qu'elles comptaient quitter l'Afghanistan, 51,6 % ont cité le chômage comme une raison de leur départ, tandis que 77,7 % ont évoqué l'insécurité et 28,4 %, la mauvaise gouvernance (notamment la corruption, l'injustice et les prix élevés)²¹⁴.

2.2.2 Opportunités d'emploi et conditions de travail

Dans son *Development Update* sur l'Afghanistan, publié en juillet 2020, la Banque mondiale a affirmé que les mesures liées à l'épidémie de COVID-19 avaient eu un impact considérable sur l'industrie, les services et l'activité commerciale. Elles ont notamment entraîné des destructions d'emplois et une baisse des transferts de fonds. Selon les estimations de la Banque mondiale, le PIB par habitant devrait chuter fortement – de 13 % d'ici 2021 – et rester inférieur à moyen terme aux niveaux pré-COVID-19. De ce fait, « la baisse des revenus devrait se traduire par une dégradation de la situation en matière

²⁰⁵ ILO, ILO modelled estimates, Unemployment rate by sex and age, n.d., [url](#)

²⁰⁶ ILO, Afghanistan – Employment and Environmental Sustainability Fact Sheets 2019, 18 November 2019, [url](#), p. 2

²⁰⁷ Bertelsmann Stiftung, BTI 2020 Country Report — Afghanistan, 2020, 29 April 2020, [url](#), p. 19. The report covers the period between 1 February 2017 and 31 January 2019.

²⁰⁸ ILO, ILOSTAT Blog, Not in employment, education or training: the reality for many young rural women, n.d., [url](#)

²⁰⁹ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 61

²¹⁰ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview – Afghanistan, December 2019, [url](#), p. 9

²¹¹ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 61

²¹² Bjelica J., Less Rain and Snowfall in Afghanistan: High Level Of Food Assistance Needed Until Early 2019, AAN, 30 July 2018, [url](#)

²¹³ Mackreath H. and Rabiei F., The Bottom Rung of Migrant Hierarchy: Afghans in Istanbul, Los Angeles Review of Books, 30 January 2018, [url](#)

²¹⁴ Asia Foundation, A Survey of the Afghan People – Afghanistan in 2019, December 2019, [url](#), p. 28

d'emploi et de pauvreté, le taux de pauvreté pouvant même atteindre 73 % en 2020 »²¹⁵. Dans les principaux centres urbains, le nombre élevé de rapatriés et de PDI exerce également une pression sur des services et un marché du travail déjà limités²¹⁶.

Selon le Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS), les provinces de Kaboul, Hérât et Nangarhâr ont été confrontées à une diminution importante du nombre d'offres d'emplois à la suite des restrictions de déplacements imposées en mars 2020 dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de COVID-19. Les ménages urbains pauvres qui dépendaient d'emplois journaliers se seraient alors encore appauvris davantage²¹⁷.

Selon l'ALCS 2016-17, le secteur agricole employait alors près de 53 % de la population rurale. Parmi la population active urbaine, 36,5 % exerçaient des activités de services et 5,5 % travaillaient dans l'agriculture²¹⁸. Les emplois salariés dans les secteurs public ou privé concernaient moins de 20 % de l'ensemble des employés. Étant donné que les employeurs ne formaient qu'un petit groupe (2,6 %), les travailleurs salariés constituaient « la seule catégorie visible sur le marché du travail qui peut être considérée comme ayant des emplois plus ou moins sûrs »²¹⁹. Comme l'a fait remarquer F. Foschini, en Afghanistan, le secteur public offre des salaires modestes mais des emplois plus sûrs que les autres secteurs d'activité²²⁰. Selon les sources, les journaliers et les indépendants travaillant dans le secteur agricole sont mal payés. Près de la moitié des personnes en emploi gagnaient entre 5 000 et 10 000 AFN (environ 70-130 USD) par mois, tous types d'emplois confondus. Cependant, parmi les indépendants, seuls 6 % de ceux travaillant dans le secteur agricole et 3 % de ceux travaillant dans le secteur non agricole touchaient plus de 10 000 AFN par mois, tandis que 32 % et 22 % des employés du secteur privé et des travailleurs journaliers non agricoles, respectivement, percevaient plus de 10 000 AFN par mois²²¹.

En 2018, l'OIT considérait 66 % des emplois existants comme précaires. Elle soulignait que la plupart des travailleurs précaires étaient à leur compte, ceux-ci étant davantage confrontés à une faible sécurité de l'emploi et du revenu. Ces travailleurs sont également moins susceptibles d'être couverts par les mécanismes de protection sociale²²². Compte tenu de la prévalence des emplois de piètre qualité et précaires, la Banque mondiale a constaté que « ni l'éducation ni l'emploi ne garantissaient une sortie de la pauvreté »²²³. Le fait d'occuper un emploi salarié peut entraîner des taux de pauvreté inférieurs à 50 %, alors que, pour les ménages qui comptent à leur tête des travailleurs journaliers ou indépendants, le taux de pauvreté peut atteindre 66 % et 53 % respectivement²²⁴.

La loi fixe la durée hebdomadaire de travail à 40 heures, dans les secteurs public et privé, et accorde aux travailleurs des droits tels que le paiement des heures supplémentaires, l'assurance maladie ou encore l'indemnisation des accidents du travail. Toutefois, elle ne fait aucune mention des travailleurs journaliers du secteur informel. En outre, les autorités ne font pas respecter les lois relatives à l'inspection et n'imposent pas les sanctions prévues en cas d'infraction. Par ailleurs, la plupart des travailleurs seraient ignorants de la législation. Selon l'USDOS, « les employeurs choisissent souvent de ne pas se conformer à la loi ou bien préfèrent embaucher des travailleurs de manière informelle. La plupart des employés travaillent plus de 40 heures par semaine, sont fréquemment sous-payés et travaillent dans de mauvaises conditions, en particulier dans le secteur informel »²²⁵.

²¹⁵ World Bank, Afghanistan Development Update 2020, Surviving the Storm, July 2020, [url](#), pp. 3; 15

²¹⁶ World Bank, Afghanistan Development Update 2020, Surviving the Storm, July 2020, [url](#), p. 5

²¹⁷ FEWS, Afghanistan, Food Security Outlook Update, April 2020, [url](#), p. 2

²¹⁸ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 68

²¹⁹ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), pp. 63-64

²²⁰ Foschini F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 30

²²¹ World Bank and UNHCR, Living Conditions and Settlement Decisions of Recent Afghan Returnees, Findings from a 2018 Phone Survey of Afghan Returnees and UNHCR data, June 2019, [url](#), p. 22

²²² ILO, Afghanistan – Employment and Environmental Sustainability Fact Sheets 2019, 18 November 2019, [url](#), p. 2

²²³ World Bank, Afghanistan Development Update, 28 October 2018, [url](#), p. 30

²²⁴ World Bank, Poverty in Afghanistan, Results based on ALCS 2016-17, July 2018, [url](#), p. 1

²²⁵ USDOS, Afghanistan 2019 Human Rights Report, 11 March 2020, [url](#), p. 44

Bien que les données disponibles sur les accidents du travail ne soient pas complètes, l'USDOS a indiqué que des « conditions de travail mauvaises et dangereuses » lui avaient été signalées à plusieurs reprises. Il a également souligné qu'en 2020, il n'existait aucune réglementation ni aucune norme officielle en matière de santé et de sécurité au travail. En outre, la servitude pour dettes a cours dans certains secteurs d'activité, comme celui des fours à briques. Cette pratique empêche les travailleurs de refuser d'accomplir des tâches nuisibles à leur santé et leur sécurité²²⁶.

Kaboul

Kaboul est une province largement urbaine dont la population active exerce des professions « liées au commerce, aux services et aux métiers de base »²²⁷. La capitale compte une forte proportion de travailleurs salariés, tandis que le travail indépendant est moins répandu que dans les régions rurales du pays²²⁸. Les services communautaires, sociaux et aux personnes, ainsi que l'administration publique sont les principaux pourvoyeurs d'emplois à Kaboul²²⁹. Pôle professionnel et commercial de première importance à l'échelle nationale, Kaboul attire les travailleurs des petits villages des provinces de Parwan, Logar et Wardak, qui se rendent chaque jour ou chaque semaine dans la capitale pour y vendre leurs produits agricoles ou y travailler comme gardiens, employés domestiques ou journaliers²³⁰. À Kaboul, les salaires seraient généralement plus élevés que dans les autres provinces, en particulier pour ceux qui travaillent pour des organisations étrangères [par exemple, en 2017, les techniciens en informatique pouvaient toucher en moyenne 25 000 afghanis (AFN) par mois, soit près de 375 USD selon le taux de change de 2017]²³¹.

Hérât

Comme l'a souligné Jolyon Leslie en 2015, la population de Hérât compte une proportion élevée de jeunes. Par conséquent, il incombe à la tranche d'âge la plus productive sur le plan économique (15-64 ans), en dépit de ses effectifs limités, de subvenir aux besoins d'un grand nombre de personnes à charge. En outre, la moitié de la population active de la ville de Hérât était alors constituée de travailleurs journaliers dont le revenu était tributaire des aléas du marché du travail²³².

Dans sa correspondance avec l'EASO en 2018, F. Foschini a expliqué que l'économie de Hérât offre depuis longtemps des opportunités d'emplois dans le commerce, notamment dans les secteurs de l'import-export avec le voisin iranien, de l'exploitation minière et de la production industrielle. Certains métiers artisanaux issus de traditions anciennes (tapis, verre, broderie) ont réussi à survivre, tandis que plusieurs activités industrielles modernes se sont développées (par exemple, la transformation et l'emballage des denrées alimentaires). Cependant, l'insécurité (en particulier, l'enlèvement d'hommes d'affaires ou de membres de leur famille par des réseaux criminels avec la complicité de membres des forces de l'ordre), les pénuries d'électricité, les problèmes de compétitivité face aux produits importés d'Iran ou de l'étranger, ainsi que la hausse du taux de chômage pèsent sur l'avenir de ces différentes activités économiques²³³.

²²⁶ USDOS, Afghanistan 2019 Human Rights Report, 11 March 2020, [url](#), p. 44

²²⁷ Afghanistan, NSIA (CSO), Economically Active Population, Provinces of Kabul, Bamyan, Daykundi, Ghor, Kapisa and Parwan, 8 June 2017, [url](#), p. 31

²²⁸ Foschini F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, Foschini, F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 29

²²⁹ Afghanistan, NSIA (CSO), Economically Active Population, Provinces of Kabul, Bamyan, Daykundi, Ghor, Kapisa and Parwan, 8 June 2017, [url](#), p. 31

²³⁰ Foschini F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, Foschini, F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), pp. 5, 7-8

²³¹ Foschini F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, Foschini, F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 33

²³² Leslie J., Political and Economic Dynamics of Herat, USIP, 2 April 2015, [url](#), p. 19

²³³ Foschini F., email, 9 November 2018, in EASO, Afghanistan, Key socio-economic indicators, Focus on Kabul City, Mazar-e Sharif and Herat City, April 2019, [url](#), p. 29

Mazâr-e Charîf

Mazâr-e Charîf est un pôle commercial pour les régions du nord de l'Afghanistan. C'est aussi un centre industriel abritant des activités de production à grande échelle ainsi qu'un grand nombre de PME spécialisées dans l'artisanat, les tapis et les moquettes²³⁴. En novembre 2018, la ville était relativement plus stable que Hérât ou Kaboul, selon Foschini²³⁵. En 2014, le principal groupe professionnel de la ville était celui des employés du commerce et des services (23,1 %), suivi de celui des gestionnaires, des employés qualifiés, des techniciens et des commis (20,9 %)²³⁶.

2.2.3 Opportunités d'emplois pour les PDI et les rapatriés

Comme l'a constaté l'ALCS 2016-17, les PDI et les personnes revenues de l'étranger préfèrent s'installer dans les centres urbains, qui offrent plus de sécurité, d'emplois et de services²³⁷. En raison de la persistance du conflit et de la sécheresse de l'hiver 2017-18, de nombreux habitants des campagnes afghanes ont dû abandonner leur lieu de résidence, perdant ainsi leur travail et leur source de revenus²³⁸. L'exode rural provoqué par la détérioration de la production agricole a exercé une pression supplémentaire sur des « offres d'emploi déjà limitées dans les zones urbaines »²³⁹. Comme l'a fait remarquer l'UNOCHA en 2019, les migrants, les personnes déplacées et les rapatriés se trouvent souvent « en concurrence pour un nombre limité de postes à pourvoir », ce qui a « créé un déséquilibre entre l'offre de main-d'œuvre et la demande d'emplois » et « entraîné une chute des salaires journaliers »²⁴⁰.

En 2017, Nassim Majidi a constaté que de nombreux programmes de rapatriement et de réintégration ne parvenaient pas à garantir des moyens de subsistance à long terme et des abris fiables à leurs bénéficiaires. Ces programmes échouaient également à résorber l'écart entre les compétences des rapatriés et celles recherchées sur le marché du travail local²⁴¹. Dans leur étude de 2018, les membres d'Oxfam ont déclaré que le gouvernement ne disposait que de moyens limités pour répondre aux problèmes soulevés par l'accueil et la réintégration des rapatriés, 30 % de ces derniers peinant à trouver des moyens de subsistance et 18 % à se nourrir²⁴². La concentration des rapatriés et des PDI dans les centres urbains risquait de « submerger les services publics et sociaux et d'engendrer d'importants besoins humanitaires »²⁴³.

L'étude d'Oxfam de 2018 a également mis en évidence l'importance vitale, pour les réfugiés, de disposer d'un réseau familial étendu afin de trouver et de conserver un emploi et un logement. Pour autant, bénéficier d'un tel réseau familial n'élimine pas nécessairement toutes les vulnérabilités. Selon l'étude, les mineurs non accompagnés, les femmes seules et les foyers dirigés par une femme étaient plus vulnérables, même lorsqu'ils bénéficiaient d'un soutien familial. De nombreux rapatriés, en particulier ceux qui n'ont pas de relations familiales, se sont installés en ville en supposant qu'ils y seraient plus en sécurité et qu'ils auraient accès à des moyens de subsistance de meilleure qualité. S'ils ne sont pas perçus comme une source de conflit en général, les rapatriés sont clairement identifiés comme des concurrents en termes d'accès aux ressources et à l'emploi²⁴⁴.

²³⁴ Afghanistan, State of Afghan Cities 2015, Volume One, 2015, [url](#), p. 63

²³⁵ Foschini F., email, 9 November 2018, in EASO, Afghanistan, Key socio-economic indicators, Focus on Kabul City, Mazar-e Sharif and Herat City, April 2019, [url](#), p. 29

²³⁶ Afghanistan, NSIA (CSO), Socio-Demographic and Economic Survey: Balkh, 5 January 2015, [url](#), p. 42

²³⁷ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 102

²³⁸ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview – Afghanistan, December 2019, [url](#), p. 58

²³⁹ World Bank, Afghanistan Development Update: Building Confidence Amid Uncertainty, June 2019, [url](#), p. 6

²⁴⁰ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview – Afghanistan, December 2019, [url](#), p. 58

²⁴¹ Majidi N., From Forced Migration to Forced returns in Afghanistan: Policy and Program Implications, MPI, November 2017, [url](#), p. 17

²⁴² Oxfam, Returning to Fragility - Exploring the Link between Conflict and Returnees in Afghanistan, January 2018, [url](#), p. 15

²⁴³ World Bank, Afghanistan Development Update, August 2018, [url](#), p. 6

²⁴⁴ Oxfam, Returning to Fragility - Exploring the Link between Conflict and Returnees in Afghanistan, January 2018, [url](#), pp. 17 - 18

Selon le rapport conjoint de la Banque mondiale et du HCR de 2019, la plupart des rapatriés choisissent de s'installer dans leur province d'origine, indifféremment du niveau de développement économique de celle-ci. En effet, ils déterminent leur futur lieu de résidence en fonction de la présence sur place d'un réseau social plus solide plutôt que de la situation économique générale. De cette façon, ils ont plus de chances de trouver un travail, même si c'est dans un autre domaine que celui dans lequel ils travaillaient avant leur retour au pays. Pour les rapatriés qui ne se sont pas installés dans leur province d'origine, la sécurité et les perspectives économiques ont été les critères déterminants dans le choix de leur lieu de résidence. De plus, les régions privilégiées par les Afghans de retour au pays « ont tendance à être plus urbanisées »²⁴⁵. Selon cette même enquête, les rapatriés auraient bénéficié de moins d'opportunités d'emploi que dans leur pays d'accueil. Ainsi, si le taux de chômage moyen des personnes pourvoyant aux besoins de leur famille était de 3 % avant leur retour en Afghanistan, il passait à 10 % après leur retour. En ce qui concerne le type d'emplois occupés, on a observé un léger glissement du statut de salarié ou d'indépendant vers celui de travailleur journalier et, partant, des salaires plus bas et une diminution des revenus²⁴⁶. Les rapatriés, qui ont souvent des familles nombreuses et occupent des emplois journaliers dans le secteur non agricole, vivaient fréquemment au niveau ou en dessous du seuil de pauvreté²⁴⁷.

Au fil des entretiens individuels et collectifs qu'elle a menés, Oxfam a constaté que les PDI étaient confrontées à plus de risques et étaient en situation de plus grande vulnérabilité que les rapatriés²⁴⁸. Des enquêtes menées auprès des PDI, dans le cadre d'une étude publiée en 2018 par le NRC, Samuel Hall et l'IDMC, ont révélé que l'Afghanistan « avait beaucoup de mal à absorber un nombre de plus en plus important de réfugiés et de migrants ». L'étude fait état d'une augmentation du nombre de « rapatriés déplacés », c'est-à-dire des personnes qui ont été déplacées à l'intérieur de leur propre pays après leur retour en Afghanistan. Les trois quarts des rapatriés déplacés qui ont été interrogés par les auteurs de l'étude ont déclaré n'avoir pas pu rentrer chez eux en raison de l'insécurité : 72 % d'entre eux ont indiqué avoir été déplacés deux fois et près d'un tiers l'auraient été trois fois. Seuls 25 % des PDI ont bénéficié d'une aide et une personne interrogée sur deux a affirmé être régulièrement confrontée à des difficultés pour subvenir à ses besoins alimentaires. Dans le même temps, un nombre croissant de PDI ont adopté des mécanismes d'adaptation susceptibles de leur nuire, par exemple en sautant des repas ou en recourant au travail des enfants²⁴⁹.

Kaboul

À la mi-2019, Kaboul et Nangarhâr abritaient un tiers de tous les rapatriés. La pression exercée sur les zones urbaines et périurbaines qui accueillent déjà des personnes déplacées devrait s'accroître à mesure que les individus migrent vers des zones relativement urbanisées, en quête de sécurité, de services et d'emplois²⁵⁰. Selon le rapport du NRC, de Samuel Hall et de l'IDMC sur les PDI de 2018, 46 % des répondants ont déclaré que leur foyer n'avait qu'un accès limité à des moyens de subsistance. À Kondôz, cette proportion atteignait 67 %, contre 33 % à Kaboul, qui semble jouir d'une meilleure situation²⁵¹.

Selon l'étude d'Oxfam publiée en 2018, Kaboul comptait, en juin 2017, 680 260 rapatriés et PDI, la plupart des rapatriés vivant en dehors du centre-ville, souvent dans des zones et des camps isolés. Chaman-e Babrak, un camp situé dans l'aire urbaine de Kaboul, n'entretenait pratiquement aucune relation avec la communauté d'accueil. Bien que celle-ci n'ait signalé aucune tension majeure, les

²⁴⁵ World Bank and UNHCR, Living Conditions and Settlement Decisions of Recent Afghan Returnees, Findings from a 2018 Phone Survey of Afghan Returnees and UNHCR data, June 2019, [url](#), pp. 5-6

²⁴⁶ World Bank and UNHCR, Living Conditions and Settlement Decisions of Recent Afghan Returnees, Findings from a 2018 Phone Survey of Afghan Returnees and UNHCR data, June 2019, [url](#), pp. 5, 22-23

²⁴⁷ World Bank and UNHCR, Living Conditions and Settlement Decisions of Recent Afghan Returnees, Findings from a 2018 Phone Survey of Afghan Returnees and UNHCR data, June 2019, [url](#), pp. 5-6

²⁴⁸ Oxfam, Returning to Fragility - Exploring the Link between Conflict and Returnees in Afghanistan, January 2018, [url](#), p. 14

²⁴⁹ NRC, IDMC and Samuel Hall, Escaping War: Where to Next?, 24 January 2018, [url](#), p. 10

²⁵⁰ World Bank and UNHCR, Living Conditions and Settlement Decisions of Recent Afghan Returnees, Findings from a 2018 Phone Survey of Afghan Returnees and UNHCR data, June 2019, [url](#), p. 6

²⁵¹ NRC, IDMC and Samuel Hall, Escaping War: Where to Next?, 24 January 2018, [url](#), p. 28

personnes interrogées par Oxfam ont déclaré que, de leur point de vue, les rapatriés « mettaient le marché du travail et les salaires locaux sous pression ». La plupart des rapatriés ayant participé à l'étude ont affirmé dépendre de leur famille pour leur logement et d'autres formes de soutien. Ceux installés à Kaboul depuis des années ont fait état d'une détérioration de la situation, du fait de la hausse des prix locaux, du taux de chômage, de l'insécurité et de la criminalité²⁵².

Les recherches d'Oxfam ont montré que les rapatriés ne pouvaient généralement travailler que de façon occasionnelle à Kaboul, en tant que travailleurs salariés journaliers, et que la plupart d'entre eux ne trouvaient pas à s'employer tous les jours, ce qui se traduisait par des revenus instables. Au moment où ces travaux de recherches étaient menés, la plupart des rapatriés en situation régulière bénéficiaient d'un soutien financier du HCR, tandis que certains rapatriés sans papiers recevaient une assistance de l'OIM. Aucune autre aide du gouvernement ou d'une ONG n'a été signalée, bien qu'un tel soutien soit jugé tout à fait nécessaire, en particulier « pour ce qui concerne le logement et les services sociaux de base »²⁵³. En juillet 2019, l'agence de presse américaine *Associated Press* (AP) a consacré un reportage aux PDI employés comme ouvriers journaliers dans une fabrique de briques dans la périphérie de Kaboul. Selon AP, les propriétaires de l'usine auraient proposé des prêts aux habitants de différents villages pour subvenir à leurs besoins essentiels et auraient « forcé ces familles à travailler pendant les mois d'été pour rembourser leur prêt, les plaçant de fait dans une situation de servitude ». D'après cet article, une famille de 10 personnes touchait en moyenne 12-18 USD par jour, le recours au travail des enfants étant fréquent²⁵⁴.

Hérât

Selon Oxfam, le nombre croissant de rapatriés et de PDI à la recherche d'opportunités économiques et souvent accompagnés de leur famille a exercé une pression sur la capacité d'accueil de Hérât²⁵⁵. En octobre 2016, une étude menée par plusieurs agences de l'ONU a révélé qu'à Hérât, la majorité des membres des familles de PDI exerçait un travail journalier ou une autre forme d'emploi saisonnier précaire, les hommes travaillant principalement dans la construction ou dans le chargement et le déchargement de marchandises sur les marchés, et les femmes comme agents de nettoyage dans des résidences de particuliers ou comme vendeuses. Par ailleurs, les enfants étaient très nombreux à ramasser les ordures, nettoyer les véhicules ou vendre des marchandises à la sauvette aux carrefours. Les familles interrogées ont déclaré percevoir entre 1 000 AFN et 3 000 AFN (45 USD au moment de l'élaboration du rapport) par mois, ce qui s'avérait insuffisant pour subvenir à leurs besoins²⁵⁶.

Mazâr-e Charîf

Selon le rapport de l'OIM de 2017, les PDI et les rapatriés habitant la province de Balkh travaillaient essentiellement comme journaliers, lorsque de tels emplois étaient disponibles. D'après l'OIM, seul un petit nombre de PDI et de rapatriés travaillait dans l'agriculture ou possédait du bétail. Les marchés et les petites entreprises de Mazâr-e Charîf offraient des opportunités d'emplois, mais celles-ci n'étaient souvent que temporaires²⁵⁷.

2.2.4 Possibilités d'emploi pour les femmes

L'indice de développement humain (IDH) des femmes afghanes a été estimé à 0,364, le score moyen des pays d'Asie du Sud étant de 0,583²⁵⁸. La Constitution afghane de 2004 garantit l'égalité des femmes

²⁵² Oxfam, *Returning to Fragility - Exploring the Link between Conflict and Returnees in Afghanistan*, January 2018, [url](#), p. 23

²⁵³ Oxfam, *Returning to Fragility - Exploring the Link between Conflict and Returnees in Afghanistan*, January 2018, [url](#), p. 24

²⁵⁴ AP, *Mired in poverty, Afghans bring their children to work*, 24 July 2019, [url](#)

²⁵⁵ Oxfam, *Returning to Fragility - Exploring the Link between Conflict and Returnees in Afghanistan*, January 2018, [url](#), p. 20

²⁵⁶ UNHCR and UN-HABITAT, *Inter-Agency Durable Solutions Initiative - Profile and Response Plan of Protracted IDP Settlements in Herat*, October 2016, [url](#), p. 6

²⁵⁷ IOM, *Afghanistan - Baseline Mobility Assessment Summary Results*, June 2017, [url](#), p. 23

²⁵⁸ [Bertelsmann Stiftung, BTI 2020 Country Report — Afghanistan, 2020, 29 April 2020, url, p. 17.](#) « L'indice de développement humain (IDH) est un indice statistique composite permettant de mesurer le taux moyen de développement humain selon

devant la loi, leur droit à l'éducation ainsi que leur droit au travail²⁵⁹. La stratégie de développement adoptée par l'Afghanistan a fait de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes des priorités essentielles²⁶⁰. Les femmes sont de plus en plus représentées dans la fonction publique et dans la vie politique, puisqu'elles occupent 27,4 % des sièges au Parlement²⁶¹ et représentent environ 21 % des fonctionnaires et près de 16 % des haut-fonctionnaires²⁶². Cependant, comme l'a noté l'USDOS en mars 2020, les femmes ne constituent que 7 % de la main-d'œuvre totale²⁶³. Selon l'étude dite *Whole of Afghanistan (WoA)* de 2019, les femmes effectuaient généralement des travaux à domicile, tels que « tisserandes de tapis, vendeuses de produits artisanaux, tailleuses de vêtements, employées de maison ou blanchisseuses »²⁶⁴.

Selon les données de l'ALCS 2016-17, le taux de chômage des femmes était plus de deux fois plus élevé que celui des hommes (41 % contre 18 %)²⁶⁵. Dans son rapport de 2019, la Banque mondiale a constaté que le taux de participation des femmes à la population active était faible (27 %), alors que le chômage des femmes était extrêmement élevé (41 %)²⁶⁶. L'USDOS a fait état des discriminations auxquelles sont constamment confrontées les femmes afghanes, qu'il s'agisse de leurs proches qui les empêchent d'entrer sur le marché du travail ou des pratiques d'embauche favorables aux hommes. En outre, les femmes qui travaillent ont rapporté avoir souffert d'« insultes, de harcèlement sexuel, d'un manque de moyens de transport et de l'inexistence des systèmes de garde d'enfants ». Dans le secteur privé, des discriminations salariales ont été rapportées. Enfin, « les femmes journalistes, les travailleuses sociales et les policières ont déclaré être souvent menacées ou maltraitées. Les personnes handicapées ont également fait l'objet de discriminations à l'embauche »²⁶⁷.

L'ALCS 2016-17 a également montré que la proportion de femmes occupant un emploi précaire (près de 90 %) était supérieure à celle des hommes (77,5 %)²⁶⁸. En mars 2020, le CEDAW a exprimé sa préoccupation quant à l'absence de lois protégeant les droits des travailleuses et a ajouté que « le taux de participation des femmes à la population active reste faible et que les femmes se concentrent surtout dans l'économie informelle, en particulier dans l'agriculture, les travaux domestiques et les soins non rémunérés, et n'ont pas accès à la protection sociale »²⁶⁹.

L'édition 2019 de l'enquête de l'Asia Foundation a révélé que le chômage et la pauvreté étaient considérés comme les principaux problèmes auxquels étaient confrontées les femmes afghanes. Avec près de 24 % et 9 %, respectivement, ces deux enjeux économiques ont été jugés plus importants que les violences domestiques (17 %), l'insuffisance des droits des femmes (13,5 %) et les mariages forcés (12 %)²⁷⁰. L'enquête indique que les femmes afghanes sont souvent mal vues lorsqu'elles exercent une activité professionnelle en dehors de leur domicile et qu'elles sont confrontées à de multiples obstacles économiques et sociaux dans le contexte culturel traditionnellement conservateur de leur pays²⁷¹. Toutefois, l'enquête de l'Asia Foundation a aussi montré que 76 % des Afghans étaient favorables au travail des femmes à l'extérieur du domicile familial. Elle indique enfin qu'en 2019, la

trois critères clés : l'espérance de vie et la santé, le niveau d'éducation et le niveau de vie. » Pour plus de détails, voir UNDP, Human Development Reports, Human Development Index (HDI), n.d., [url](#)

²⁵⁹ Afghanistan, Afghanistan National Peace and Development Framework 2017-2021, 29 January 2017, [url](#), p. 8

²⁶⁰ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-2017: Highlights Report, 2018, [url](#), p. 13

²⁶¹ Bertelsmann Stiftung, BTI 2020 Country Report — Afghanistan, 2020, 29 April 2020, [url](#), p. 17

²⁶² World Bank, Afghanistan Development Update: Navigating a Sea of Uncertainty, January 2020, [url](#), p. 28

²⁶³ USDOS, Afghanistan 2019 Human Rights Report, 11 March 2020, [url](#), p. 43

²⁶⁴ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview — Afghanistan, December 2019, [url](#), p. 9

²⁶⁵ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 59

²⁶⁶ World Bank, No Household Left Behind : Afghanistan Targeting the Ultra Poor Impact Evaluation, 10 June 2019, [url](#), p. 8

²⁶⁷ USDOS, Afghanistan 2019 Human Rights Report, 11 March 2020, [url](#), p. 43

²⁶⁸ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 64

²⁶⁹ CEDAW, Concluding observation on the third periodic report of Afghanistan, CEDAW/C/AFG/CO/3, 10 March 2020, [url](#), p. 13; World Bank, Afghanistan Development Update: Navigating a Sea of Uncertainty, January 2020, [url](#)

²⁷⁰ Asia Foundation, A Survey of the Afghan People — Afghanistan in 2019, December 2019, [url](#), p. 95

²⁷¹ IWPR, Afghan Women Fight to Stay in Business, 5 April 2018, [url](#)

contribution des femmes aux revenus du ménage s'élevait à un peu moins de 19 %, soit une légère baisse par rapport aux 19 % de 2018 et aux 20 % de 2017²⁷².

Participation des femmes au marché du travail à Kaboul, Hérât et Mazâr-e Charîf

Selon Fabrizio Foschini, à Kaboul, la participation des femmes au marché du travail varie considérablement d'un secteur à l'autre et se limite principalement à l'enseignement, au ménage, à la cuisine et au tissage ou à d'autres industries liées au textile. Toutefois, « certaines jeunes femmes éduquées et qualifiées sont engagées par le gouvernement et par des entreprises internationales ou nationales à de nombreux niveaux professionnels ». Les femmes qui travaillaient à l'extérieur de leur foyer à Kaboul étaient pour la plupart des Hazaras, dont beaucoup revenaient d'exil en Iran ou au Pakistan²⁷³.

Selon une enquête menée auprès de femmes actives à Mazâr-e Charîf, la plupart d'entre elles appartenaient aux tranches d'âge 16-25 et 26-35 ans (environ 33 % chacune), suivies des tranches d'âge 36-45 ans (environ 20 %) et 46-55 ans (environ 12 %), tandis que seules 2 % des femmes actives appartenaient à la tranche d'âge 56-65 ans²⁷⁴. Parmi les principales causes de leur chômage, les répondantes à l'enquête ont cité l'insécurité, le harcèlement sexuel dans la rue ou au travail, les enfants à charge et la croyance selon laquelle les femmes ne devraient pas travailler pour des raisons religieuses ou culturelles. Selon cette même étude, il existait une corrélation entre le niveau d'éducation des femmes et la probabilité qu'elles entrent sur le marché du travail. Ainsi, la probabilité de trouver un emploi augmenterait de 31 % par année d'études supplémentaire²⁷⁵.

2.2.5 Travail des enfants

L'Afghanistan est l'un des quatre pays du monde comptant la plus forte proportion de personnes âgées de moins de 15 ans (48 % de sa population)²⁷⁶. L'UNICEF, qui estimait à 60 000 le nombre d'enfants astreints au travail en 2017²⁷⁷, a indiqué en 2019 que 30 % des enfants afghans travaillaient²⁷⁸. Selon l'USDOS, ces enfants sont employés dans l'industrie du tapis, les fours à briques, les mines de charbon et les champs de pavot, ou bien travaillent comme domestiques, vendeurs de rue, colporteurs ou marchands²⁷⁹. Par ailleurs, dans certains cas, l'endettement a pu réduire plusieurs générations d'hommes, de femmes et d'enfants à la servitude, tandis que certains enfants ont été vendus par leur famille à des fins d'exploitation sexuelle²⁸⁰.

L'Afghanistan a ratifié toutes les principales conventions internationales concernant le travail des enfants et établi ses propres lois et règlements en la matière²⁸¹ - le pays a ainsi adopté sa première loi sur la protection des droits de l'enfant en 2019²⁸². Le droit du travail afghan fixe l'âge minimum d'embauche à 15 ans, la semaine de travail ne pouvant excéder 35 heures, uniquement dans des activités non dangereuses. Il autorise les jeunes de 14 ans à travailler comme apprentis et interdit

²⁷² Asia Foundation, A Survey of the Afghan People – Afghanistan in 2019, December 2019, [url](#), p. 96

²⁷³ Foschini F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 30

²⁷⁴ Paikar G. R., Female labor force participation in Afghanistan: A case study from Mazar-e-Sharif city, Afghan Economic Society, Volume 048, 2018, [url](#), p. 3. Les données de cette étude de cas consistent ont été recueillies dans le cadre d'une enquête de terrain menée auprès de 504 femmes et de leurs ménages; pour la méthodologie, voir p.2.

²⁷⁵ Paikar G. R., Female labor force participation in Afghanistan: A case study from Mazar-e-Sharif city, Afghan Economic Society, Volume 048, 2018, [url](#), pp. 8-9

²⁷⁶ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-2017: Highlights Report, 2018, [url](#), p. 5

²⁷⁷ UNICEF and Samuel Hall, Evaluation of "Improving Street-working Children's Access to Education and Livelihood Support for their Families" Kabul, Afghanistan, September 2017, [url](#), p. 6

²⁷⁸ UNICEF, Preserving hope in Afghanistan – Protecting Children in the world's most lethal conflict, December 2019, [url](#), p. 21

²⁷⁹ USDOS, Afghanistan 2019 Human Rights Report, 11 March 2020, [url](#), p.43. For an account on children working in brick kilns, see AP, Mired in poverty, Afghans bring their children to work, 24 July 2019, [url](#)

²⁸⁰ USDOS, Afghanistan 2019 Human Rights Report, 11 March 2020, [url](#), 2020, p. 42

²⁸¹ USDOL, 2017 Findings on the Worst Forms of Child Labor: Afghanistan, 20 September 2018, [url](#), p. 105

²⁸² UNICEF, Preserving hope in Afghanistan – Protecting Children in the world's most lethal conflict, December 2019, [url](#), p. 17

toute forme de travail aux enfants de moins de 14 ans²⁸³. La loi interdit le recours à des enfants en vue de travaux dangereux susceptibles de menacer leur santé ou d'entraîner une invalidité. De tels travaux incluent l'industrie minière, le ramassage des ordures, les hauts fourneaux, les usines de traitement des déchets et les grands abattoirs, la manipulation des déchets hospitaliers, tout travail lié à la drogue, les services de sécurité et toute activité liée à la guerre. En 2019, l'USDOS a rapporté que le gouvernement afghan n'avait pas réussi à faire appliquer la loi en raison de ses faibles capacités institutionnelles et de l'inefficacité des inspections²⁸⁴.

L'étude menée conjointement en 2018 par le NRC, Samuel Hall et l'IDMC a révélé que si l'ampleur du travail des enfants était encore sous-estimée, celui-ci était plus répandu parmi les familles déplacées qu'il ne l'était en 2012. Près d'une famille sur cinq a répondu qu'elle comptait sur le travail des enfants pour subvenir à ses besoins essentiels. Au total, près de 24 % des foyers composés d'Afghans revenus de l'étranger puis déplacés à l'intérieur du pays ont répondu qu'ils dépendaient du travail de leurs enfants, contre 16 % des familles déplacées. Le travail des enfants est plus répandu parmi les PDI résidant en milieu urbain (21 %) qu'en milieu périurbain (18 %) et rural (15 %). Il s'agit d'un phénomène tout particulièrement observé à Kaboul. Cela tient probablement à la plus grande vulnérabilité économique des PDI habitant la capitale, ainsi qu'à l'économie « relativement dynamique » de Kaboul, qui génère une demande de main-d'œuvre infantile²⁸⁵.

En février 2020, la MANUA a recensé 64 garçons recrutés et exploités par les parties au conflit : 58 par les talibans, 3 par les forces de sécurité nationale afghanes, et 3 par les groupes armés pro-gouvernementaux (la police locale afghane et les milices pro-gouvernementales). La MANUA a par ailleurs observé que les occurrences de recrutement d'enfants « [étaient] considérées comme largement sous-déclarées compte tenu de la sensibilité du sujet et des préoccupations liées à la sécurité des enfants ». Les cas documentés de recrutement et d'exploitation d'enfants par les talibans concernaient « la pose d'engins explosifs improvisés, le transport d'explosifs, l'aide à la collecte de renseignements, la commission d'attentats-suicides et la participation aux combats »²⁸⁶. En 2018, Fabrizio Foschini a souligné que le recrutement de mineurs était pratiqué par les forces pro- comme antigouvernementales, et en particulier par les unités locales sur lesquelles les commandements militaires centraux n'exerçaient pas un contrôle direct, à savoir les milices d'autodéfense de villages et la police locale afghane dans le cas du gouvernement, et les groupes locaux de combattants cooptés, mais non mis sur pied par les talibans. Bien qu'en théorie, les deux parties ne cautionnent pas cette pratique, elles ne semblent pas vouloir y mettre un terme ou être en mesure de le faire²⁸⁷. Dans sa correspondance avec l'EASO en 2018, le HCR a ajouté que les enfants afghans étaient probablement confrontés à des problèmes de bien plus grande ampleur, la crainte de la stigmatisation sociale et des questions d'ordre culturel incitant à les sous-déclarer²⁸⁸.

2.3 Pauvreté

2.3.1 Tendances générales

Dans son *Development Update* sur l'Afghanistan, publié en juillet 2020, la Banque mondiale a indiqué qu'en raison des mesures liées à l'épidémie de COVID-19, la proportion d'Afghans vivant dans la pauvreté pourrait passer de 55 % en 2017 à entre 61 % et 72 % en 2020, compte tenu de la baisse des revenus et de la hausse des prix des denrées alimentaires et d'autres biens ménagers de base. Les prix

²⁸³ USDOS, Afghanistan 2019 Human Rights Report, 11 March 2020, [url](#), p. 42; APPRO, Chronic Conflict, Poverty and Child Labor: Evidence from Kandahar, Bamyan, Herat and Balkh, April 2018, [url](#), p. 7

²⁸⁴ USDOS, Afghanistan 2019 Human Rights Report, 11 March 2020, [url](#), p. 42

²⁸⁵ NRC, IDMC and Samuel Hall, Escaping War: Where to Next?, 24 January 2018, [url](#), p. 32

²⁸⁶ UNAMA, Afghanistan – Protection of Civilians in Armed Conflict 2019, February 2020, [url](#), p. 24

²⁸⁷ Foschini F., email, 9 November 2018, in EASO, Afghanistan, Key socio-economic indicators, Focus on Kabul City, Mazar-e Sharif and Herat City, April 2019, [url](#), p. 33

²⁸⁸ UNHCR Afghanistan, email, 9 November 2018, in EASO, Afghanistan, Key socio-economic indicators, Focus on Kabul City, Mazar-e Sharif and Herat City, April 2019, [url](#), p. 33

à la consommation devraient également augmenter d'environ 5 % en 2020 en raison, principalement, de la hausse des prix des denrées alimentaires²⁸⁹. Près de 15 millions de personnes en Afghanistan (soit 2 millions de foyers) dépendent, pour au moins 50 % de leurs revenus, d'envois de fonds ou de sources de revenus précaires, avec un taux de pauvreté estimé à 53 % (proche de la moyenne nationale de 54,5 %). Environ 70 % de ces ménages ont des niveaux de consommation inférieurs à 1,5 fois la valeur du seuil de pauvreté, ce qui révèle une grande vulnérabilité aux baisses de revenus. Ce segment de la population se trouve surtout concentrée à Kaboul, avec quelque 2,9 millions de personnes, puis dans les provinces de Nangarhâr, Hérât, Ghazni et Balkh²⁹⁰.

Selon l'ALCS 2016-17, le nombre d'Afghans vivant en dessous du seuil national de pauvreté est passé d'environ 38 % en 2012-13 à 54,5 % en 2016-17²⁹¹. En 2019, la Banque mondiale a souligné que le niveau élevé du taux de pauvreté étaient dus à une faible croissance économique, à la pression démographique croissante, ainsi qu'à une détérioration de la situation sécuritaire, autant de facteurs qui pèsent sur le pays depuis des décennies²⁹². L'UNOCHA et l'UNICEF ont fait état d'une aggravation de la pauvreté au cours des dernières années²⁹³. L'UNOCHA a ainsi estimé que plus de 80 % des Afghans vivaient en dessous du seuil international de pauvreté (1,90 USD par jour) en 2019²⁹⁴. La Banque mondiale s'attend, pour sa part, à ce que la pauvreté demeure élevée en 2020, en raison de la « faible demande de main-d'œuvre et des contraintes liées à la sécurité qui entravent les prestations de services », sans compter la baisse des revenus par habitant²⁹⁵.

L'ALCS 2016-17 a également mis au jour une corrélation entre le taux de pauvreté et la taille des ménages. Ainsi, un tiers des foyers comptant une à cinq personnes vivaient en dessous du seuil de pauvreté, contre 60 % des familles de huit membres ou plus. Selon cette même source, près de 59 % des Afghans vivaient dans un ménage dont le chef occupait un emploi précaire (indépendant, journalier ou non rémunéré). Les données ont montré que la pauvreté avait tendance à augmenter dans les familles plus nombreuses : les ménages comptant trois personnes à charge ou plus par membre du ménage en âge de travailler affichaient un taux de pauvreté de 70 %. Quatre personnes sur cinq définies comme pauvres vivaient en milieu rural²⁹⁶.

En 2019, la Banque mondiale a indiqué que la pauvreté était toujours plus élevée en milieu rural qu'en zone urbaine, bien que la détérioration du niveau de vie de la population s'observe sur l'ensemble du pays²⁹⁷. Dans les zones rurales, les pauvres représentaient 82 % de la population en 2019²⁹⁸. De plus, près de deux tiers des ménages dépendant de l'agriculture ou de l'élevage pour leur subsistance vivaient dans la pauvreté²⁹⁹.

La pauvreté en Afghanistan présente un caractère saisonnier, les conditions de vie de la population se détériorant pendant les mois d'hiver en raison de l'augmentation des prix (en particulier des denrées alimentaires) et de la diminution des opportunités d'emploi dans l'agriculture³⁰⁰. Les chiffres concernant les pauvres en milieu rural auraient été particulièrement élevés dans les régions du nord-est et du sud-ouest (17 % chacune), suivies de la région du nord (15 %)³⁰¹, tandis que les régions du centre, de l'est, du nord et du nord-est auraient enregistré la plus forte augmentation (17-20 %) de la pauvreté entre 2011-12 et 2016-17³⁰². En l'absence de données disponibles, la Banque mondiale a

²⁸⁹ World Bank, Afghanistan Development Update 2020, Surviving the Storm, July 2020, [url](#), pp. 5; 15

²⁹⁰ World Bank, Afghanistan Development Update 2020, Surviving the Storm, July 2020, [url](#), p. 21

²⁹¹ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 100

²⁹² World Bank, Hunger before the Drought: Food Insecurity in Afghanistan, 1 June 2019, [url](#), p. 1

²⁹³ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview – Afghanistan, December 2019, [url](#), p. 16; UNICEF, Preserving hope in Afghanistan – Protecting Children in the world's most lethal conflict, December 2019, [url](#), p. 12

²⁹⁴ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview – Afghanistan, December 2019, [url](#), pp. 9, 16

²⁹⁵ World Bank, The World Bank in Afghanistan, Overview, updated 1 April 2020, [url](#)

²⁹⁶ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), pp. 108-113

²⁹⁷ World Bank, Hunger before the Drought: Food Insecurity in Afghanistan, 1 June 2019, [url](#), p. 1

²⁹⁸ World Bank, Afghanistan Development Update: Building Confidence Amid Uncertainty, June 2019, [url](#), pp. i, 5

²⁹⁹ World Bank, Afghanistan Development Update: Building Confidence Amid Uncertainty, June 2019, [url](#), p. 5

³⁰⁰ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 109

³⁰¹ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 108

³⁰² Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 107

estimé que la sécheresse, le ralentissement de la croissance économique et la persistance des déplacements internes étaient les principaux facteurs d'aggravation de la pauvreté en 2018³⁰³, de nombreux pauvres des zones rurales ayant été affectés par la sécheresse de l'hiver 2017-18³⁰⁴.

Selon l'annuaire statistique de l'Afghanistan pour 2018-19, les prix des denrées alimentaires ont globalement diminué de 1,1 % en 2018, après une augmentation de 6,9 % en 2017. L'indice national des prix à la consommation a été influencé par la baisse des prix des légumes, du sucre, des confiseries et des épices. La même source indique que les prix des produits non alimentaires ont augmenté de 3,2 % en 2017 et de 2,3 % en 2018. Cette hausse a été particulièrement visible dans les prix de l'habillement, du tabac, des transports et de l'éducation, qui ont connu une hausse comprise entre 3,5 et 6,6 %³⁰⁵.

2.3.2 Pauvreté en zone urbaine

Le FEWS a estimé que les mesures de confinement liées à l'épidémie de COVID-19 avaient réduit l'accès aux sources de revenus et affaibli le pouvoir d'achat dans les zones urbaines de la quasi-totalité des provinces. En avril 2020, le FEWS a fait état d'une diminution significative de l'accès des ménages pauvres aux sources de revenus. En effet, de manière générale, cette population dépend « de travaux journaliers et d'autres petites activités » qui ont été durement touchés par les restrictions de déplacements imposées par le gouvernement dans les principales villes³⁰⁶.

Alors que les efforts humanitaires se concentrent principalement sur les zones rurales, les données disponibles sur la pauvreté urbaine à Kaboul concernent surtout la population des quartiers d'habitat informel. Selon Foschini, en 2017, le coût de la vie à Kaboul était nettement plus élevé que dans d'autres provinces, notamment du point de vue du logement et de certains produits alimentaires. Foschini a constaté que les habitants de Kaboul recouraient davantage au crédit que ceux des autres zones urbaines. Les frais alimentaires et le loyer pouvant représenter respectivement la moitié et le tiers des dépenses d'un ménage, de nombreuses familles ont été tentées de trouver d'autres sources d'argent liquide, « que ce soit en se tournant vers le crédit informel ou en envoyant un de leurs membres à l'étranger ». En outre, selon une enquête de 2014, près de 78 % des ménages kaboulis vivaient alors en dessous du seuil de pauvreté³⁰⁷. En avril 2020, l'UNOCHA a fait état d'un déclin du pouvoir d'achat des habitants de Kaboul, celui des travailleurs occasionnels ayant diminué de 31 %³⁰⁸.

Selon les données de l'ALCS 2016-17, la région centrale, qui comprend Kaboul, concentrait la moitié des pauvres vivant en milieu urbain, tandis que les régions du nord, du nord-est et du sud-ouest du pays accueillaient un tiers de cette population³⁰⁹. Les provinces de Kandahâr, Kaboul, Hérât, Balkh et Kondôz ont connu les plus fortes augmentations de la pauvreté urbaine depuis 2011. Prises ensemble, elles abritaient 80 % des citoyens pauvres en 2016-17, Kaboul représentant à elle seule près de la moitié de cette proportion³¹⁰.

En 2016-18, les services communautaires et publics du pays ont été soumis à une pression accrue, du fait de l'installation d'un nombre croissant d'Afghans réfugiés ou sans papiers revenus de l'étranger dans certaines régions d'Afghanistan, en particulier à Kaboul, et de la persistance des flux de déplacements internes³¹¹. À Kaboul, malgré la croissance physique de la ville, peu de zones industrielles et commerciales ont été construites, ce qui se traduit par un taux d'emploi resté à un niveau alarmant et une augmentation de la pauvreté³¹².

³⁰³ World Bank, Afghanistan Development Update: Navigating a Sea of Uncertainty, January 2020, [url](#), p. 4

³⁰⁴ World Bank, Afghanistan Development Update: Building Confidence Amid Uncertainty, June 2019, [url](#), p. i

³⁰⁵ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Statistical Yearbook 2018-19, July 2019, [url](#), p. 212

³⁰⁶ FEWS, Afghanistan, Food Security Outlook Update, April 2020, [url](#), pp. 1-2

³⁰⁷ Foschini F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 34

³⁰⁸ UNOCHA, Afghanistan, Brief: COVID-19 No. 36, 16 April 2020, [url](#)

³⁰⁹ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 108

³¹⁰ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 102

³¹¹ UNHCR, Solutions Strategy for Afghan Refugees 2018-2019, October 2018, [url](#), p. 5

³¹² Foschini F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 27

2.3.3 Situation des ménages dirigés par une femme

Dans son rapport de 2019, l'UNOCHA a souligné que la structure traditionnelle des unités familiales avait été ébranlée en raison du nombre important d'hommes tués sur le champ de bataille ou au cours d'actes de violence. Dans ce contexte, les femmes, les personnes âgées et parfois même des enfants, ont dû assumer le rôle de soutien de famille³¹³. Human Rights Watch (HRW) a ajouté en 2018 que les attaques des insurgés contre les civils avaient également des conséquences dévastatrices sur la famille des victimes, en particulier sur les femmes qui deviennent soudainement dépendantes des membres de la famille de leur mari et se voient limitées dans le choix de leur lieu de résidence ou de travail³¹⁴.

L'ALCS 2016-17 a révélé que seuls 1,2 % des ménages (soit 212 000 personnes) étaient dirigés par des femmes³¹⁵. En 2017, l'UNOCHA a constaté que les ménages dirigés par des femmes étaient plus exposés à l'insécurité alimentaire que ceux dirigés par des hommes, le différentiel atteignant 67 %³¹⁶. De même, les familles déplacées à l'intérieur du pays et comptant une femme à leur tête gagnaient jusqu'à 61 % de moins (5 687 AFN) que les ménages déplacés dirigés par des hommes (9 298 AFN)³¹⁷.

Dans le cadre de l'étude dite *Whole of Afghanistan (WoA)* de 2019, l'UNOCHA a noté que les ménages déplacés dirigés par des femmes étaient confrontés à des sources de revenus et des formes d'emploi plus précaires³¹⁸. Cette étude a en outre montré que 18 % des ménages dirigés par des femmes ne possédaient aucune *tazkera*, soit deux fois plus que dans les ménages dirigés par des hommes (9 %) ³¹⁹. Comme l'a relevé l'UNOCHA en 2017, cette absence de documents d'identité a empêché les femmes d'accéder à certains services et à une protection juridique³²⁰.

2.3.4 Situation des PDI et des rapatriés

Selon le rapport 2019 de la Banque mondiale, le nombre d'Afghans revenus d'Iran et du Pakistan a accru la pression sur les services, la possibilité de trouver un emploi et l'aide humanitaire³²¹. L'USDOS a relevé que « les possibilités limitées d'assurer sa subsistance à la suite du premier déplacement débouchaient souvent sur un second déplacement »³²². L'UNOCHA a fait état de la « capacité limitée » des PDI à rembourser leurs dettes, cette situation étant source de « sérieuses préoccupations pour la sécurité des PDI ». À cet égard, l'UNOCHA a signalé plusieurs cas d'enfants enlevés par des créanciers pour faire pression sur les parents afin qu'ils remboursent leurs dettes³²³. Le rapport conjoint du NRC, de l'IDMC et de Samuel Hall de 2018 a constaté qu'en Afghanistan, les trois quarts des ménages de PDI ne recevaient pas d'aide, et que nombre d'entre eux adoptaient des « stratégies d'adaptation nocives, par exemple en sautant des repas ou en recourant au travail des enfants ». Les PDI sont exposées à des risques permanents liés au manque d'accès à la nourriture, à l'eau, au logement et à des services tels que l'éducation, les soins de santé ou les moyens de subsistance, ce qui les enferme dans « de longs cycles de pauvreté endémique »³²⁴. Comme l'a fait remarquer l'UNOCHA, les ménages de PDI dont le soutien de famille était handicapé étaient plus vulnérables et avaient plus de difficultés à assurer leur subsistance. Ces ménages comptaient moins de membres salariés et dépendaient davantage des emprunts et/ou des prêts³²⁵.

³¹³ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview – Afghanistan, December 2019, [url](#), p. 32

³¹⁴ HRW, "No Safe Place": Insurgent Attacks on Civilians in Afghanistan, May 2018, [url](#), p. 2

³¹⁵ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 30

³¹⁶ UNOCHA, Afghanistan: Humanitarian Response Plan 2018-2021, 1 December 2017, [url](#), p. 30

³¹⁷ UNOCHA, Afghanistan: Humanitarian Response Plan 2018-2021, 1 December 2017, [url](#), p. 16

³¹⁸ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview – Afghanistan, December 2019, [url](#), p. 29

³¹⁹ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview – Afghanistan, December 2019, [url](#), p. 32

³²⁰ UNOCHA, Afghanistan: Humanitarian Response Plan 2018-2021, 1 December 2017, [url](#), p. 16

³²¹ World Bank, Afghanistan Development Update: Building Confidence Amid Uncertainty, June 2019, [url](#), p. 5

³²² USDOS, Afghanistan 2019 Human Rights Report, 11 March 2020, [url](#), p. 24

³²³ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview – Afghanistan, December 2019, [url](#), p. 68

³²⁴ NRC, IDMC and Samuel Hall, Escaping War: Where to Next?, 24 January 2018, [url](#), p. 10

³²⁵ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview – Afghanistan, December 2019, [url](#), p. 29

Certaines sources indiquent que les Afghans rentrés d'Iran, de Turquie ou d'Europe sont surtout des hommes jeunes, tandis que ceux revenant du Pakistan sont principalement des familles³²⁶. Selon un représentant du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC), interrogé par le service finlandais de l'immigration à Kaboul en avril 2019, les personnes revenues du Pakistan et d'Iran étaient les plus vulnérables. Selon cette même source, ces rapatriés vivaient souvent dans des quartiers d'habitat informel et n'avaient pas toujours de papiers d'identité. Le représentant du NRC a ajouté que la mendicité de rue avait augmenté et qu'il était plus fréquent de voir des femmes et des enfants exploités afin qu'ils « contribuent modestement aux ressources familiales »³²⁷.

2.4 Sécurité alimentaire

2.4.1 Situation générale

Dans son rapport de 2019, l'UNOCHA a énuméré les principaux facteurs d'insécurité alimentaire aiguë en Afghanistan: le chômage élevé et les revenus insuffisants des ménages, la « diminution du pouvoir d'achat et la réduction de l'accès à la nourriture », le conflit et les déplacements permanents, la « perte des moyens de subsistance et la baisse de la production agricole » (les agriculteurs ne pouvant pas accéder à leurs terres pour les cultiver et terminer la récolte à temps), les catastrophes naturelles (comme les inondations) qui détruisent les logements et affectent les terres agricoles, ainsi que les effets durables de la sécheresse de 2017-18³²⁸. L'UNOCHA estimait alors que 9,4 millions d'Afghans, dont 56 % d'enfants, auraient besoin d'une aide humanitaire en 2020 en raison des « effets cumulatifs » du conflit et des catastrophes naturelles³²⁹.

Les prix ont augmenté, en mars 2020, à la suite de la fermeture des frontières et des restrictions à l'exportation liées à la propagation de la COVID-19. Par exemple, le prix de la farine de blé aurait augmenté dans tout le pays, avec une hausse de 20 % dans la ville de Faizabad, dans le nord de l'Afghanistan³³⁰. À la suite de la mise en place des mesures de confinement et de l'augmentation de la demande intérieure, le FEWS a fait état d'une hausse des prix, fin mars et début avril. Il a ajouté que, d'après ses prévisions, de nombreux ménages « ne devraient pas être en mesure de subvenir à tous leurs besoins alimentaires et non alimentaires essentiels » du fait de la baisse de leur pouvoir d'achat³³¹. Comme l'a révélé une étude de terrain menée dans les zones rurales de la province de Hérât par le chercheur de l'AAN Reza Kazemi, en avril 2020, les mesures de confinement ont accentué les vulnérabilités socioéconomiques et le chômage, entraînant une hausse du prix des denrées alimentaires de première nécessité. Les femmes auraient été touchées de manière disproportionnée par cette situation³³².

L'UNOCHA a signalé que l'état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans s'était détérioré dans la plupart des régions d'Afghanistan, 25 provinces sur 34 ayant atteint le seuil d'urgence de malnutrition aiguë (Kâpîssâ, Wardak, Nangarhâr, Laghman, Bamiyan, Paktika, Paktiya, Kounar, Nouristan, Badakhchan, Takhar, Kondôz, Samangan, Balkh, Sar-é Pol, Ghor, Deykandi, Orozgan, Zâbol, Djozdjan, Faryab, Helmand, Badghis, Hérât et Farah)³³³.

³²⁶ Finland, FIS/Migrationsverket, Afghanistan: Fact-Finding Mission to Kabul in April 2019, Situation of Returnees in Kabul, 10 October 2019, [url](#), p. 11

³²⁷ Finland, FIS/Migrationsverket, Afghanistan: Fact-Finding Mission to Kabul in April 2019, Situation of Returnees in Kabul, 10 October 2019, [url](#), p. 11

³²⁸ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview – Afghanistan, December 2019, [url](#), p. 22

³²⁹ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview – Afghanistan, December 2019, [url](#), p. 16

³³⁰ New Humanitarian (The), Food prices soar under coronavirus threat in Afghanistan, 7 April 2020, [url](#)

³³¹ FEWS, Afghanistan, Food Security Outlook Update, April 2020, [url](#), p. 1

³³² Kazemi R. S., Covid-19 in Afghanistan (3): Distributing aid and changing aid politics – view from a Herati village, AAN, 16 May 2020, [url](#)

³³³ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview – Afghanistan, December 2019, [url](#), p. 23

Selon les données de l'ALCS 2016-17, qui ont été recueillies avant la sécheresse de l'hiver 2017-18 causée par le manque de pluie et de neige³³⁴, plus de 13 millions de personnes – soit près de 45 % de la population du pays³³⁵ – étaient confrontées à une situation d'insécurité alimentaire très grave ou modérée³³⁶. Avant la sécheresse, sur les 16 millions d'Afghans définis comme pauvres, 9,7 millions étaient en situation d'insécurité alimentaire. En outre, 3,4 millions d'Afghans qui n'étaient pas définis comme pauvres étaient également exposés à une situation d'insécurité alimentaire³³⁷. Le statut professionnel du chef de famille avait une incidence significative sur la sécurité alimentaire : les foyers ayant un salarié à leur tête étaient moins exposés à ce fléau (41,5 %) que ceux dont le chef était sous-employé (47,2 %), au chômage (50,8 %) ou inactif (51,5 %)³³⁸.

Conjugée à d'autres facteurs tels que les conditions climatiques changeantes et la croissance démographique, la sécheresse, qui a touché 22 des 34 provinces afghanes, devrait continuer à peser sur la sécurité alimentaire³³⁹. Comme l'a noté l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), « la sécheresse a limité la production alimentaire, épuisé les ressources et les moyens de subsistance des agriculteurs et des éleveurs, entraîné une chute de moitié des revenus et affaibli la santé de la population, ce qui a incité les Afghans à recourir à des stratégies d'adaptation négatives, telles que la mendicité, l'endettement et la vente de biens et de bétail »³⁴⁰. De plus, en 2019, à la suite de fortes précipitations, 280 000 personnes ont été frappées par des « inondations non saisonnières dans des endroits où de tels phénomènes ne sont pas habituels »³⁴¹.

Comme l'a rapporté la FAO en septembre 2019, 3,9 millions d'Afghans ont « eu besoin d'une aide alimentaire et d'une aide aux moyens de subsistance d'urgence », après avoir été touchés par la sécheresse de 2017-18, tandis que 13,5 millions d'individus étaient en grave insécurité alimentaire, avec « une production alimentaire limitée, des ressources et des moyens de subsistance épuisés, des revenus en baisse et une santé affaiblie »³⁴². Le rapport 2019 du Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire (IPC) a estimé que 10,2 millions d'Afghans étaient alors en situation de grave insécurité alimentaire et que 11,3 millions auraient besoin d'une aide humanitaire pendant l'hiver 2020-21. Malgré la fin de la sécheresse, l'UNOCHA a indiqué que la faim et la malnutrition sont restés « à des niveaux dangereusement élevés », avec près de 14,3 millions de personnes « en situation de crise ou d'insécurité alimentaire aiguë » (IPC 3 et 4) entre novembre 2019 et mars 2020³⁴³. En 2019, les provinces de Badakhshan, Deykandi, Ghor, Nimroz, Nouristan et Orozgan ont été classées en situation d'urgence (IPC 4)³⁴⁴.

La sécurité alimentaire dans les villes de Kaboul, Hérât et Mazâr-e Charîf

Selon le rapport de FEWS d'avril 2020, les ménages installés à Kaboul, Hérât et Mazâr-e Charîf – ainsi que ceux de Jalalabad, Kandahar et d'autres grandes villes – et vivant de petites entreprises ou de petits commerces, d'envois de fonds, de travaux salariés non agricoles ou d'emplois à bas salaire, ont été les plus touchés par la diminution de l'accès à l'emploi et par la hausse significative des prix des denrées alimentaires³⁴⁵.

³³⁴ World Bank, *Hunger before the Drought: Food Insecurity in Afghanistan*, 1 June 2019, [url](#), p. 2

³³⁵ World Bank, *Hunger before the Drought: Food Insecurity in Afghanistan*, 1 June 2019, [url](#), p. 1

³³⁶ Afghanistan, NSIA (CSO), *Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17*, 23 September 2018, [url](#), p. 118

³³⁷ World Bank, *Hunger before the Drought: Food Insecurity in Afghanistan*, 1 June 2019, [url](#), p. 8

³³⁸ Afghanistan, NSIA (CSO), *Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17*, 23 September 2018, [url](#), p. 124

³³⁹ World Bank, *Hunger before the Drought: Food Insecurity in Afghanistan*, 1 June 2019, [url](#), p. 1

³⁴⁰ FAO, *Afghanistan, Situation Report*, September 2019, [url](#), p. 1

³⁴¹ UNOCHA, *Humanitarian Needs Overview – Afghanistan*, December 2019, [url](#), p. 10

³⁴² FAO, *Afghanistan Situation Report – September 2019*, [url](#), p. 1

³⁴³ UNOCHA, *Humanitarian Needs Overview – Afghanistan*, December 2019, [url](#), p. 22

³⁴⁴ WFP, *Afghanistan – Country Brief*, March 2020, [url](#)

³⁴⁵ FEWS, *Afghanistan, Food Security Outlook Update*, April 2020, [url](#), p. 4

2.4.2 La sécurité alimentaire des PDI et des rapatriés

En s'appuyant sur l'étude dite *Whole of Afghanistan (WoA)*, l'UNOCHA a relevé en 2019 que 75 % des personnes récemment déplacées « avaient une consommation alimentaire faible ou presque faible », tandis que 31 % des ménages déplacés en raison du conflit souffraient de « la faim de façon grave ou modérée »³⁴⁶. En septembre 2019, la FAO a indiqué que les populations affectées par la sécheresse de 2017-18 étaient encore en cours de rétablissement, et qu'elle s'attendait donc à ce que les Afghans revenus de l'étranger sans papiers et les ménages déplacés dans la province de Badghis « continuent de souffrir » d'un niveau d'insécurité alimentaire aigüe (phase 3 de l'IPC)³⁴⁷. Selon le FEWS, la majorité des Afghans revenus d'exil à l'étranger et dépourvus de papiers d'identité seraient également confrontés à un niveau d'insécurité alimentaire aigüe « ou à des situations encore plus graves », du fait de la perte de leurs moyens de subsistance dans leur région d'origine et des opportunités d'emploi limitées dans les principales zones urbaines³⁴⁸.

Une étude conjointe du NRC, de l'IDMC et de Samuel Hall consacrée aux PDI et publiée en 2018 a révélé que 71 % des personnes interrogées avaient cité le manque de nourriture et d'eau comme l'une de leurs trois principales difficultés. La situation était plus grave dans les provinces de Kaboul, Kondôz et Hérât qu'à Kandahâr et Nangarhâr. L'étude n'a pas établi de corrélation entre la perception d'une aide et les difficultés rencontrées pour accéder à la nourriture et à l'eau : 47 % des participants à l'étude à Kaboul ont ainsi déclaré avoir bénéficié d'une aide d'urgence, mais 83 % ont malgré tout affirmé que l'accès à la nourriture et à l'eau demeurerait un problème majeur. L'étude a également mis en évidence le caractère structurel des causes de l'insécurité alimentaire des PDI. Les personnes interrogées l'expliquent particulièrement par leur incapacité à trouver un emploi, laquelle « peut être imputable à un manque de compétences adaptées à leur nouvel environnement, à l'insuffisance de leurs connaissances et de leurs réseaux ou, dans le cas des femmes, aux obstacles culturels à leur intégration économique ». Même si le PAM et d'autres organisations sont venus en aide aux personnes concernées, les problèmes de fond n'ont pas été traités. Ainsi, la plupart des PDI ne mangeaient que deux fois par jour, d'autres déclarant ne pas manger tous les jours³⁴⁹.

2.5 Éducation

Dans son rapport de 2020, la Banque mondiale a constaté une amélioration des taux d'alphabétisation en Afghanistan. De 2011 à 2018, le taux d'alphabétisation serait ainsi passé de 32 % à 43 % environ chez les adultes et de 47 % à 65 % chez les jeunes³⁵⁰. En 2018, le taux d'alphabétisation le plus élevé était celui des hommes âgés de 15 à 24 ans (74 %), suivi par celui des femmes du même groupe d'âge (56 %). Seuls environ 25 % des hommes et 3 % des femmes de plus de 65 ans étaient considérés comme alphabétisés³⁵¹.

L'enquête du MoE 2018-2019 a fait état d'un nombre total de 16 328 écoles avec 9 171 724 élèves, dont 3 513 757 filles, fréquentant des écoles primaires, secondaires, professionnelles, des instituts de formation des enseignants ou des écoles religieuses. En 2018, le nombre total d'enseignants travaillant dans des écoles publiques était de 203 201, dont 66 076 femmes; de plus, 28 748 enseignants étaient employés dans des écoles privées. En 2018, 11 911 cours d'alphabétisation ont été dispensés et 197 032 personnes ont participé à des programmes d'alphabétisation³⁵².

En Afghanistan, l'éducation formelle est obligatoire jusqu'à la neuvième année, dans les écoles publiques privées ou dans les *madrasas* (écoles religieuses islamiques)³⁵³. Toutefois, selon le ministère

³⁴⁶ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview – Afghanistan, December 2019, [url](#), p. 58

³⁴⁷ FAO, Afghanistan, Situation Report, September 2019, [url](#), p. 2

³⁴⁸ FEWS, Afghanistan, Food Security Outlook Update, April 2020, [url](#), p. 1

³⁴⁹ NRC, IDMC and Samuel Hall, Escaping War: Where to Next?, 24 January 2018, [url](#), p. 11

³⁵⁰ World Bank, Afghanistan Development Update: Navigating a Sea of Uncertainty, January 2020, [url](#), p. 26

³⁵¹ UNESCO Institute of Statistics, Afghanistan, 2020, [url](#)

³⁵² Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Statistical Yearbook 2018-19, July 2019, [url](#), p. 1, 55

³⁵³ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 141

de l'éducation, environ 3,7 millions d'enfants n'étaient pas scolarisés en Afghanistan en 2018 et 60 % d'entre eux étaient des filles³⁵⁴. Selon les conclusions de l'ALCS 2016-17, le premier pas dans la scolarité était l'étape la plus compliquée dans l'éducation en Afghanistan. Le lieu de résidence, le sexe, le handicap et/ou la situation de pauvreté ont été rapportés comme les facteurs qui « influ[ai]ent invariablement sur les résultats scolaires et nuis[ai]ent toujours fortement, et souvent de façon cumulative, aux résultats scolaires des filles, des habitants des zones rurales, des Kuchis, des personnes handicapées et des pauvres »³⁵⁵. La plupart des enfants non scolarisés vivaient dans des zones rurales, tandis que les taux de fréquentation scolaire, en particulier chez les femmes, sont considérablement plus élevés dans les zones urbaines que dans les zones rurales³⁵⁶.

Parmi les défis auxquels était confrontée l'éducation afghane figuraient « l'insécurité, la pénurie de bâtiments et de manuels scolaires, les problèmes d'accès en zones rurales, la faible fiabilité des données et le recrutement présumé d'enseignants sur la base du clientélisme et de la corruption »³⁵⁷, ainsi que « la pauvreté, le mauvais état et le nombre insuffisant des salles de classe, la pénurie d'enseignants (en particulier d'enseignantes), le nombre insuffisant de ressources d'apprentissage et d'enseignement, le manque d'équipements inclusifs dans les écoles, les normes culturelles refusant la priorité à l'éducation des filles, et les longues distances à parcourir pour se rendre à l'école pour de nombreux enfants »³⁵⁸. En 2020, HRW a signalé que les filles handicapées étaient souvent dans l'impossibilité de suivre une scolarité normale car, faute de moyen de transport adéquat, elles ne pouvaient pas effectuer les déplacements quotidiens. En outre, les écoles publiques ne disposaient pas des infrastructures nécessaires pour permettre aux enfants handicapés de participer aux activités scolaires³⁵⁹.

Selon l'UNOCHA, « le niveau d'éducation des parents, la pauvreté générale et les frais relatifs à la scolarité » constituaient des obstacles supplémentaires majeurs à l'éducation. Les familles auraient eu recours à des mécanismes d'adaptation négatifs, *par exemple en retirant les enfants de l'école ou en organisant des mariages précoces pour les filles*.³⁶⁰ Selon une étude menée en 2018 par le MoE, l'UNICEF et Samuel Hall, parmi les groupes d'enfants marginalisés qui étaient exclus de manière disproportionnée et privés d'accès à l'école, se trouvaient les enfants handicapés (y compris ceux souffrant des problèmes psychosociaux), les enfants issus de groupes ethniques, linguistiques et religieux minoritaires, les enfants vivant dans des bidonvilles ou dans la rue, les enfants dont les familles migrent de manière saisonnière pour travailler, ainsi que les enfants réfugiés et déplacés³⁶¹. Le travail des enfants était un facteur supplémentaire d'une dégradation considérable des résultats scolaires³⁶². Selon l'évaluation WoA de 2019 mentionnée par l'UNOCHA, 21 % des ménages dans lesquels au moins un enfant n'était pas scolarisé « ont déclaré avoir retiré les enfants de l'école afin qu'ils leur apportent un revenu supplémentaire »³⁶³.

Écart entre les sexes

Les chiffres de l'ALCS pour 2016-17 situent le taux net de fréquentation scolaire des filles dans le primaire à 45,5 % (contre 65,5 % pour les garçons), dans le secondaire à près de 24 % (quasiment 47 % pour les garçons) et dans le supérieur à environ 5 % (près de 15 % pour les garçons)³⁶⁴. Selon l'enquête

³⁵⁴ Pajhwok Afghan News, 3.7m Afghan Children, Mostly Girls, Out of School, 11 October 2018, [url](#)

³⁵⁵ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 139

³⁵⁶ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), pp. 143, 153-154

³⁵⁷ Bertelsmann Stiftung, BTI 2020 Country Report — Afghanistan, 2020, 29 April 2020, [url](#), p. 9

³⁵⁸ UNOCHA, 2020 Humanitarian Needs Overview — Afghanistan, December 2019, [url](#), p. 14

³⁵⁹ HRW, "Disability is Not Weakness" — Discrimination and Barriers Facing Women and Girls with Disabilities in Afghanistan, April 2020, [url](#), p. 3

³⁶⁰ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview — Afghanistan, December 2019, [url](#), p. 52

³⁶¹ Afghanistan, MoE, UNICEF and Samuel Hall, All in School and Learning: Global Initiative on Out-Of-School Children — Afghanistan Country Study, June 2018, [url](#), p. 75

³⁶² Afghanistan, MoE, UNICEF and Samuel Hall, All in School and Learning: Global Initiative on Out-Of-School Children — Afghanistan Country Study, June 2018, [url](#), p. 47

³⁶³ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview — Afghanistan, December 2019, [url](#), p. 52

³⁶⁴ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 143

menée par l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et le ministère de la lutte contre les stupéfiants (MCN), les filles avaient accès à l'école dans 47 % des villages contrôlés par le gouvernement et dans 18 % des localités contrôlées par des groupes non étatiques³⁶⁵, tandis que, pour les garçons, ces chiffres étaient respectivement de 59 % et 42 %³⁶⁶. Une étude conjointe du MoE, de l'Unicef et de Samuel Hall en 2018 a révélé la prévalence la plus élevée de filles non scolarisées dans les provinces du sud, en particulier à Orozghân (98 %), à Zâbol (95 %), à Paktikâ (94 %) et à Kandahâr (90 %). Cette proportion était inférieure à la moyenne dans les provinces du centre, telles que Pandjchir (38 %), Bâmiyân (34 %) et Daykundi (35 %)³⁶⁷.

Les écolières et les écoles de filles ont continué d'être prises pour cibles pendant le conflit armé³⁶⁸. Selon l'UNOCHA, « la combinaison de l'exposition réelle à la violence et de la peur de la violence n'a laissé aux parents d'autre choix que de prendre des mesures préventives pour protéger leurs enfants ». Selon l'évaluation WOA citée par l'UNOCHA, près de 18 % des ménages touchés par la violence ont déclaré que leurs filles n'étaient pas allées à l'école en 2019 « par crainte pour leur sécurité pendant les trajets ou dans l'enceinte de l'école ». Par ailleurs, 32 % des ménages ont cité des raisons culturelles comme principal obstacle³⁶⁹. Dans une communication avec l'EASO en 2018, Fabrizio Foschini a ajouté que, dans la société afghane, il était généralement jugé inapproprié que les filles se déplacent seules, pour des raisons culturelles et d'insécurité, réelles ou perçues³⁷⁰. Selon HRW, les barrières culturelles ont entraîné une baisse du nombre de scolarisations plus chez les pachtonophones que chez les dariphones³⁷¹.

Outre ces obstacles socioéconomiques et culturels, les étudiantes et les enseignantes auraient été confrontées à des violences sexuelles et au harcèlement sexuel. De plus, il a été signalé que les écoles en Afghanistan manquaient fréquemment d'enseignantes et d'infrastructures adaptées aux besoins hygiéniques des filles, notamment dans les zones rurales et les régions touchées par le conflit³⁷². En 2017, HRW a rapporté que 30 % des écoles publiques afghanes manquaient d'eau potable et que 60 % d'entre elles n'avaient pas de toilettes, ce qui affectait particulièrement les filles³⁷³.

Kaboul

Selon Fabrizio Foschini, Kaboul est depuis longtemps la partie la mieux éduquée de l'Afghanistan, et attire des gens instruits de diverses régions du pays. La qualité de l'enseignement universitaire est plus élevée dans la capitale que dans les provinces et le marché du travail à Kaboul, où se trouvent les bureaux du gouvernement et des entreprises nationales et internationales, a une plus grande capacité d'absorption des personnes instruites³⁷⁴.

La province de Kaboul affiche le taux d'alphabétisation le plus élevé d'Afghanistan : en 2016-2017, le taux d'alphabétisation des jeunes était de près de 74 % et celui de l'ensemble de la population âgée de plus de 15 ans dans la province était d'environ 54 %³⁷⁵. Kaboul est également l'une des provinces affichant les taux nets de scolarisation des garçons et des filles à l'école primaire les plus élevés³⁷⁶.

³⁶⁵ UNODC, Afghanistan opium survey 2018 – Challenges to sustainable development, peace and security, July 2019, [url](#), p. 6

³⁶⁶ UNODC, Afghanistan opium survey 2018 – Challenges to sustainable development, peace and security, July 2019, [url](#), p. 35

³⁶⁷ Afghanistan, MoE, UNICEF and Samuel Hall, All in School and Learning: Global Initiative on Out-Of-School Children – Afghanistan Country Study, June 2018, [url](#), p. 43

³⁶⁸ CEDAW, Concluding observation on the third periodic report of Afghanistan, CEDAW/C/AFG/CO/3, 10 March 2020, [url](#), p. 12

³⁶⁹ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview – Afghanistan, December 2019, [url](#), p. 25

³⁷⁰ Foschini F., email, 9 November 2018, in EASO, Afghanistan, Key socio-economic indicators, Focus on Kabul City, Mazar-e Sharif and Herat City, April 2019, [url](#), p. 40

³⁷¹ HRW, "I Won't Be a Doctor, and One Day You'll Be Sick" – Girls' Access to Education in Afghanistan, October 2017, [url](#), p. 25

³⁷² CEDAW, Concluding observation on the third periodic report of Afghanistan, CEDAW/C/AFG/CO/3, 10 March 2020, [url](#), p. 12

³⁷³ HRW, "I Won't Be a Doctor, and One Day You'll Be Sick" – Girls' Access to Education in Afghanistan, October 2017, [url](#), pp. 21-22

³⁷⁴ Foschini F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 30

³⁷⁵ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Provincial Profile, 2018, [2018], [url](#), p. 9

³⁷⁶ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 144

Selon le rapport 2018 de la Banque mondiale, 22 % des enfants n'étaient pas scolarisés à Kaboul en 2018 ; la proportion était de 30 % chez les filles³⁷⁷.

Hérât

Selon les chiffres de l'ALCS pour 2016-17, dans la province de Hérât, le taux d'alphabétisation des jeunes était de 52,5 % et celui de l'ensemble de la population de plus de 15 ans était de 34,5 %, ce qui était presque similaire à la moyenne nationale³⁷⁸. Dans la ville de Hérât, le taux d'alphabétisation des personnes âgées de 15 ans et plus était de 57 % selon les données de 2016 (environ 66 % chez les hommes et environ 48 % chez les femmes)³⁷⁹.

Selon les données de 2016, le taux net de fréquentation de l'école primaire dans la ville de Hérât était de 78 % (près de 80 % chez les garçons et 76 % chez les filles). Dans l'enseignement secondaire, le taux de fréquentation était de 42 %, avec des chiffres quasiment identiques pour les filles et les garçons³⁸⁰. Selon les chiffres de 2018 du HCR, Hérât affichait le plus faible taux de scolarisation des enfants de sexe masculin revenus de l'étranger (32 %), après Samangân et Parwân (31 %)³⁸¹.

Mazâr-e Charîf

D'après les données de l'ALCS pour 2016-17, dans la province de Balkh, le taux d'alphabétisation des jeunes était de 57,7 % et celui de l'ensemble de la population de plus de 15 ans de 37,9 %, soit un peu plus que la moyenne nationale³⁸². Le taux d'alphabétisation des personnes âgées de 15 ans et plus à Mazâr-e Charîf était de 62 % en 2015 (près de 51 % chez les garçons et 51 % chez les filles)³⁸³.

La province de Balkh présentait l'un des taux de scolarisation des filles les plus élevés du pays en 2014 (avec 48 %)³⁸⁴.

2.5.1 Conséquences du conflit sur l'éducation

L'UNICEF a fait état de 192 attaques contre des écoles et des personnels scolaires en 2018, soit près de trois fois plus que le nombre d'attaques enregistrées en 2017. Ces attaques, attribuées principalement aux talibans, consistaient à cibler des écoles ou à tuer, blesser ou enlever des membres du personnel. L'UNICEF a constaté que de nombreux parents avaient retiré leurs enfants de l'école³⁸⁵. En raison de l'insécurité, la fermeture de 718 écoles a été confirmée, dont un grand nombre dans les provinces de Kandahâr (128), Hilmand (119), Orozgân (83), Zâbol (67), Ghazni (63), Farah (59) et Paktîkâ (47)³⁸⁶.

En 2019, des écoles ont été attaquées dans le cadre de violences liées aux élections, de l'insécurité générale ou de tirs croisés³⁸⁷. La période des élections présidentielles de 2019 a connu un pic dans les attaques contre les établissements scolaires, en raison de l'utilisation des écoles publiques comme bureaux de vote, ce qui a eu un « impact durable » sur l'accès à l'éducation³⁸⁸. En raison de l'insécurité, 722 écoles avaient fermé leurs portes et demeuraient fermées à la fin du mois d'octobre 2019³⁸⁹.

Les talibans et autres groupes armés, comme l'ISKP, se seraient opposés à l'accès des filles à l'éducation et auraient concentré leurs attaques sur les écoles des filles, les étudiantes et leurs

³⁷⁷ World Bank, Afghanistan: Promoting Education During Times of Increased Fragility, 15 August 2018, [url](#), pp. 9-10

³⁷⁸ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Provincial Profile, 2018, [2018], [url](#), p. 71

³⁷⁹ Afghanistan, NSIA (CSO), Final Report of Herat Socio-Demographic and Economic Survey, 7 March 2017, [url](#), p. 19

³⁸⁰ Afghanistan, NSIA (CSO), Final Report of Herat Socio-Demographic and Economic Survey, 7 March 2017, [url](#), p. 27

³⁸¹ UNHCR, Returnee and Internally Displaced Persons Monitoring Report, May 2018, [url](#), p. 17

³⁸² Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Provincial Profile, 2018, [2018], [url](#), p. 9

³⁸³ Afghanistan, NSIA (CSO), Socio-Demographic and Economic Survey: Balkh, 5 January 2015, [url](#), p. 17

³⁸⁴ Sahar, Culture of Education in Balkh Province: An Unique Example, 1 June 2017, [url](#)

³⁸⁵ UNICEF, Preserving hope in Afghanistan – Protecting Children in the world's most lethal conflict, December 2019, [url](#), p. 21

³⁸⁶ EiEWG, Afghanistan EiEWG: Schools closed due to insecurity in Afghanistan: January - December 2018, 13 May 2019, [url](#)

³⁸⁷ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview – Afghanistan, December 2019, [url](#), p. 24

³⁸⁸ AOAV, The direct and reverberating impact of IEDs on children in Afghanistan, 1 April 2020, [url](#)

³⁸⁹ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview – Afghanistan, December 2019, [url](#), p. 52

professeurs³⁹⁰. Par exemple, en août 2019, les médias locaux, citant le ministère de l'intérieur, ont rapporté que des milices talibanes avaient incendié une école du district de Shakardara, dans la province de Kaboul, dans laquelle au moins 700 filles étaient scolarisées³⁹¹.

En novembre 2019, la VOA a fait état de la mort de neuf enfants tués sur le chemin de l'école primaire dans la province de Takhar, dans l'explosion d'une mine terrestre posée par les talibans³⁹².

Dans un entretien mené avec l'EASO lors de l'élaboration de ce rapport, Kate Clark, co-directrice de l'AAN, a expliqué la position récente des talibans en matière d'éducation :

« Lorsqu'en 2009 et 2010, le code de conduite (*layha*) des talibans a changé, l'ordre général d'attaquer les écoles et les enseignants a été abandonné. En général, les talibans ne semblent pas particulièrement apprécier les écoles, mais celles-ci sont populaires auprès de nombreuses personnes vivant dans les zones sous leur contrôle, en particulier en ce qui concerne l'éducation des garçons. En règle générale, dans les districts qui n'ont pas d'école, si les talibans en prennent le contrôle, ils n'ouvrent pas d'école. Dans certains districts de Helmand, les talibans ont fini par ouvrir des écoles car la population locale, qui avait voyagé et vu ce qui se passait ailleurs, voulait que leurs garçons, au moins, puissent bénéficier d'une éducation. Les écoles pour petites filles et l'enseignement primaire ne posent généralement pas de problème, mais, là encore, s'il n'y a pas d'école pour filles dans les zones contrôlées par les talibans, ces derniers n'en ouvriront pas. Dans ces districts, la population ne sera de toute façon probablement pas très intéressée par l'éducation des filles. Cependant, les populations locales soutiennent l'éducation des filles et peuvent faire pression pour l'obtenir. Dans le district d'Obeh, à Hérât, par exemple, les gens ont réussi à garder leurs écoles pour filles ouvertes jusqu'à la 12^{ème} année. Les talibans ont dit que seules des enseignantes pouvaient travailler dans ces écoles. Mais comme il n'y en avait pas assez, ils ont demandé aux filles qui avaient fini leur 12^{ème} année d'occuper les postes vacants. En fait, la situation des écoles est assez variable; tout dépend du commandant local et de la population »³⁹³.

2.5.2 Opportunités d'éducation pour les PDI et les personnes revenues de l'étranger

Une étude conjointe de la Banque mondiale et du HCR sur les personnes revenues de l'étranger a révélé qu'à partir de 2018, l'accès à l'école s'est amélioré après le retour en Afghanistan car un plus grand nombre de ménages revenus de l'étranger avaient tendance à envoyer leurs filles à l'école par rapport à une situation antérieure de retour. Ainsi, 37 % des ménages ayant des filles ont déclaré envoyer toutes leurs filles à l'école; dans les ménages avec des garçons, ce chiffre atteignait 61 %. L'écart entre les sexes en matière de scolarisation après le retour a également diminué³⁹⁴.

Comme l'a noté une étude conjointe du MoE, de l'UNICEF et de Samuel Hall en 2018, les PDI et les réfugiés revenus de l'étranger, sans papiers, avaient un accès limité à l'éducation³⁹⁵. En 2019, l'UNOCHA a signalé que les écoles situées dans des zones accueillant un nombre élevé de PDI et de personnes revenues de l'étranger étaient surchargées, de telle sorte que de nombreuses écoles étaient incapables de faire face au nombre important d'élèves³⁹⁶. Dans la région orientale, des provinces comme Kounar et Nangarhâr auraient été particulièrement touchées. De ce fait, les ratios

³⁹⁰ HRW, "I Won't Be a Doctor, and One Day You'll Be Sick" - Girls' Access to Education in Afghanistan, October 2017, [url](#), pp. 17, 66

³⁹¹ Tolonews, Girls School Torched in Kabul, 20 August 2019, [url](#)

³⁹² VOA, 9 School Children Killed in Afghanistan Land Mine Blast, 2 November 2019, [url](#)

³⁹³ Clark K., Online video Interview with EASO, 27 July 2020

³⁹⁴ World Bank and UNHCR, Living Conditions and Settlement Decisions of Recent Afghan Returnees, Findings from a 2018 Phone Survey of Afghan Returnees and UNHCR data, June 2019, [url](#), pp. 6, 22

³⁹⁵ Afghanistan, MoE, UNICEF and Samuel Hall, All in School and Learning: Global Initiative on Out-Of-School Children – Afghanistan Country Study, June 2018, [url](#), p. 49

³⁹⁶ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview – Afghanistan, December 2019, [url](#), p. 52

enseignant/étudiants auraient régulièrement atteint une proportion de 1 pour 180, voire 1 pour 250³⁹⁷.

Les écoles publiques exigent généralement un certain nombre de documents, comme des papiers d'identité et des certificats de radiation de l'établissement scolaire précédent, dont l'obtention peut constituer un obstacle à l'inscription des PDI et des personnes revenues de l'étranger³⁹⁸. Le HCR a rapporté en 2018 que les PDI et les personnes revenues de l'étranger étaient privés d'accès à l'éducation et à d'autres services essentiels, parce qu'elles n'avaient pas de documents d'état civil, à savoir la *tazkera*³⁹⁹. Une étude menée en 2018 par le NRC, l'IDMC et Samuel Hall a révélé que 26 % des personnes interrogées avaient déclaré que l'absence de documents d'identité entravait leur accès à l'éducation. À Hérât et Kaboul, 33 % des participants à l'étude ont répondu que la non-possession de *tazkera* entravait la scolarisation des membres de leur famille, contre 16 % à Kondôz⁴⁰⁰.

L'étude du MoE, de l'Unicef et de Samuel Hall a montré que les principaux obstacles à la scolarisation des enfants déplacés n'étaient pas politiques ou juridiques, mais financiers ou liés au manque d'enseignants ou d'établissements scolaires appropriés⁴⁰¹. Dans son rapport de 2019, l'UNOCHA a indiqué que des enfants revenus de l'étranger n'avaient pas pu s'inscrire à l'école en raison de documents insuffisants ou inappropriés, soulignant que de nombreux élèves étaient « contraints d'entrer dans la mauvaise classe ou de suivre un programme ou une scolarité dans une langue qu'ils ne comprenaient pas »⁴⁰². Parmi les autres problèmes cités figuraient l'inadéquation des infrastructures ou le manque de supports pédagogiques⁴⁰³.

2.6 Soins de santé

2.6.1 Données de base

Espérance de vie à la naissance	64 ans ⁴⁰⁴
Taux de mortalité	12,7 décès/1 000 habitants (estimations de 2020)
Taux de mortalité maternelle	638 décès/100 000 naissances vivantes (estimations de 2017)
Taux de mortalité infantile (avant l'âge d'un an)	104,3 décès/100 000 naissances vivantes
Dépenses en matière de santé	11,8 % du PIB (2017)
Densité de médecins	0,28 médecins/1 000 habitants (2016)
Densité de lits d'hôpitaux	0,5 lit/1 000 habitants (2014)
Points d'eau non améliorés en milieu urbain	21,8 % de la population
Installations sanitaires non améliorées dans les zones urbaines	54,9 % de la population (estimations de 2015)
VIH/SIDA — taux de prévalence chez les adultes	Moins de 1 % de la population (estimations de 2018) ⁴⁰⁵

³⁹⁷ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview – Afghanistan, December 2019, [url](#), p. 25

³⁹⁸ HRW, "I Won't Be a Doctor, and One Day You'll Be Sick" - Girls' Access to Education in Afghanistan, October 2017, [url](#), p. 25

³⁹⁹ UNHCR, Solutions Strategy for Afghan Refugees 2018-2019, October 2018, [url](#), p. 22

⁴⁰⁰ NRC, IDMC and Samuel Hall, Escaping War: Where to Next?, 24 January 2018, [url](#), pp. 37, 39

⁴⁰¹ Afghanistan, MoE, UNICEF and Samuel Hall, All in School and Learning: Global Initiative on Out-Of-School Children – Afghanistan Country Study, June 2018, [url](#), p. 75

⁴⁰² UNOCHA, Humanitarian Needs Overview – Afghanistan, December 2019, [url](#), p. 52

⁴⁰³ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview – Afghanistan, December 2019, [url](#), p. 25

⁴⁰⁴ World Bank, Afghanistan, Life expectancy at birth, total (years), n.d., [url](#)

⁴⁰⁵ CIA, The World Factbook, Afghanistan, last updated 10 June 2020, [url](#)

Médecins sans frontières (MSF) a averti qu'il était de notoriété publique que « les statistiques sur la santé en Afghanistan n'étaient pas fiables. Les contraintes dans le suivi, dues en particulier au contrôle à distance des structures de santé, font que les données provenant des zones les plus instables sont souvent exclues des statistiques. Cela introduit un biais persistant susceptible de contribuer à des moyennes du pays plus avantageuses qu'elles ne le sont en réalité »⁴⁰⁶. Les estimations des taux de mortalité maternelle et de l'espérance de vie ont connu des variations particulièrement importantes⁴⁰⁷.

Système de santé en Afghanistan

En 2001, l'Afghanistan disposait d'« un système de santé désastreux et enregistrait certaines des pires statistiques de santé au monde »⁴⁰⁸. Depuis lors, les services médicaux ont fait un progrès régulier en Afghanistan, mais ils continuent de compter sur l'appui des ONG et de la communauté internationale⁴⁰⁹. Selon un bulletin de l'Organisation mondiale de la santé de 2019, sur les 4 % du budget total du gouvernement alloués au ministère de la santé publique, 80 % étaient financés par des donateurs⁴¹⁰. En mars 2020, MSF a signalé que des pays comme l'Afghanistan subissaient des pressions croissantes pour commencer à financer leurs propres services de santé, pressions qui étaient liées à une diminution des financements internationaux alloués à la santé publique⁴¹¹.

À partir de 2002, des changements structurels ont été apportés pour améliorer le système de santé, à commencer par l'ensemble des services de santé essentiels (BPHS), mis en œuvre par le ministère de la santé publique, qui a été suivi en 2005 par l'ensemble des services hospitaliers essentiels (EPHS). Le BPHS devait se concentrer sur les questions de santé présentant une vaste marge d'amélioration et se focaliser spécifiquement sur les zones rurales et les soins aux femmes et aux enfants⁴¹². Le BPHS et l'EPHS ont également permis de restructurer les établissements médicaux du district de Mirbachakot, qui étaient sous-financés, manquaient de personnel et disposaient de ressources très limitées⁴¹³. En 2016, les programmes de renforcement de l'action sanitaire (SEHAT) et de Sehatmandi ont été créés pour soutenir l'offre et l'amélioration du BPHS et de l'EPHS⁴¹⁴. Le rapport sur l'état d'avancement et les résultats du projet Sehatmandi, publié en mars 2020, a indiqué que le projet progressait de manière positive et affichait un bon rythme de mise en œuvre, bien qu'il soit confronté à des problèmes tels que les graves défis de sécurité⁴¹⁵.

L'Institut des États-Unis pour la paix (USIP) a affirmé, dans un rapport datant d'avril 2020, que les services de santé en Afghanistan étaient fournis par des ONG nationales et internationales qui étaient engagées par le ministère de la santé publique dans chaque province pour assurer l'exécution du BPHS. En conséquence, la portée et la qualité des services de santé différaient d'une province à l'autre⁴¹⁶. MSF a souligné que le rapport coût-efficacité était un facteur significatif dans l'attribution de ces contrats aux ONG. Les ONG tenteraient d'enchérir les unes sur les autres en proposant un prix par habitant très bas, souvent irréaliste. De ce fait, de nombreux établissements médicaux publics n'étaient pas équipés de personnel et de matériel médical suffisants, et les patients devaient souvent acheter eux-mêmes leurs médicaments ainsi que le matériel médical nécessaire à leurs soins⁴¹⁷.

⁴⁰⁶ MSF, *Between Rhetoric and Reality, The Ongoing Struggle to Access Healthcare in Afghanistan*, February 2014, [url](#), p. 18

⁴⁰⁷ New York Times (The), *How the U.S. Government Misleads the Public on Afghanistan*, 8 September 2018, [url](#)

⁴⁰⁸ WHO, *From Trauma to Recovery: Addressing Emergency Care in Afghanistan*, April 2018, [url](#)

⁴⁰⁹ Afghanistan, NSIA (CSO), *Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17*, 23 September 2018, [url](#), p. 168

⁴¹⁰ Blanchet K. et al, *Priority setting in a context of insecurity, epidemiological transition and low financial risk protection, Afghanistan*, 1 April 2019, [url](#)

⁴¹¹ MSF, *Reality check: Afghanistan's neglected healthcare crisis*, March 2020, [url](#), p. 15

⁴¹² Afghanistan, NSIA (CSO), *Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17*, 23 September 2018, [url](#), p. 168

⁴¹³ World Bank, *Ensuring Accessible Health Care for Rural Afghans*, 9 April 2020, [url](#)

⁴¹⁴ World Bank, *Community Health Care Increases Access to Medical Services in Herat Province*, 1 November 2016, [url](#)

⁴¹⁵ World Bank, *Afghanistan Sehatmandi Project (P160615)*, 11 March 2020, [url](#), p. 1

⁴¹⁶ Smith S. S., *Service Delivery in Taliban-Influenced Areas of Afghanistan*, USIP, April 2020, [url](#), p. 11

⁴¹⁷ MSF, *Reality check: Afghanistan's neglected healthcare crisis*, March 2020, [url](#), p. 16

Dans un rapport publié en 2018, la Banque mondiale a conclu qu'au cours de la période 2004-2010, les services de soins de santé avaient connu des améliorations majeures en Afghanistan, tandis qu'au cours de la période 2011-2016, les avancées s'étaient poursuivies, mais à un rythme plus modéré⁴¹⁸. Ce rapport a également indiqué que les provinces dotées d'établissements de santé très performants entre 2004 et 2010 étaient Baghlân, Fâryâb, Hérât, Djôzdjân, Khôst, Kounar, Laghmân, Lôgar, Nouristan et Paktikâ, et que pour la période 2011-2016, les établissements de santé qui fonctionnaient le mieux se situaient à Badakhshan, Balkh, Daykundi, Farâh, Fâryâb, Helmand, Nangarhâr, Paktiyâ, Saré Pol et Zâbol, Fâryâb étant la seule province très performante sur les deux périodes⁴¹⁹. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a indiqué qu'en 2018, 3 135 établissements de santé fonctionnaient au total, garantissant l'accès aux soins à près de 87 % de la population en moins de deux heures⁴²⁰. La même source a noté qu'il y avait 134 hôpitaux en Afghanistan, dont 26 étaient situés à Kaboul, et que 18 de ces 26 hôpitaux fonctionnaient principalement comme des centres de référence⁴²¹. Selon l'ALCS 2016-2017, 93 % de la population vivaient à moins de deux heures d'une clinique publique, 82,4 % à moins de deux heures d'un hôpital de district ou de province, et 94,8 % à moins de deux heures d'une pharmacie⁴²². Dans un article paru en 2019, Al Jazeera a noté qu'en raison de la faiblesse du secteur de la santé en Afghanistan, les patients qui en avaient les moyens préféraient se rendre en Inde, au Pakistan ou en Turquie pour y recevoir des soins médicaux. Selon cette même source, les Afghans dépensent environ 300 millions d'USD par an pour être soignés à l'étranger⁴²³.

Malgré ces améliorations, le système de santé publique de l'Afghanistan, négligé pendant les années de conflit, continue de faire face à des défis tels que des infrastructures endommagées, une pénurie de prestataires qualifiés de soins et le sous-financement des établissements de santé. La complexité de la situation est « renforcée par un manque de sécurité et une pauvreté généralisée », selon l'OMS⁴²⁴. Une étude réalisée en 2017 par l'Integrity Watch Afghanistan (IWA) a conclu que 53 % des établissements de santé connaissaient des problèmes structurels et d'entretien, et que 45 % des infrastructures présentaient de mauvaises conditions d'hygiène et d'assainissement⁴²⁵. IWA a également ajouté que l'absence d'électricité était une autre déficience grave qui affaiblissait le secteur de la santé, 20 % des établissements n'étant pas alimentés en électricité⁴²⁶. Selon l'ALCS 2016-2017, l'Afghanistan continuait de présenter des indicateurs de santé médiocres et l'état de santé de sa population rurale demeurait un sujet de grave préoccupation⁴²⁷. Les services de santé publique étaient encore plus débordés qu'auparavant, en raison d'importants déplacements de population au sein du pays et d'un nombre considérable de personnes revenues de l'étranger se dirigeant vers les centres urbains. Les établissements médicaux locaux étaient, en grande partie, incapables d'absorber la charge supplémentaire et de faire face aux besoins croissants⁴²⁸.

En juin 2020, le CICR a constaté que « la récente montée de la violence en Afghanistan, conjuguée aux attaques ciblées contre des établissements de santé, menace de réduire ou d'empêcher l'accès aux services de santé pour des millions d'Afghans qui en ont plus que jamais besoin avec l'épidémie de Covid-19 »⁴²⁹. Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a publié en juin 2020 une étude soulignant le fait que l'Afghanistan était particulièrement vulnérable à l'épidémie de Covid-19, en raison de « son système de santé limité et de son personnel médical insuffisant, de la faiblesse de ses infrastructures et du manque de cohésion sociale après 40 ans de guerre, ainsi que de l'important afflux de réfugiés revenant d'Iran et du Pakistan – sans qu'aucune mesure de quarantaine

⁴¹⁸ World Bank, Progress in the face of insecurity: Improving health outcomes in Afghanistan, 6 March 2018, [url](#), p. 18

⁴¹⁹ World Bank, Progress in the face of insecurity: Improving health outcomes in Afghanistan, 6 March 2018, [url](#), p. 21

⁴²⁰ WHO, WHO Afghanistan Country Office 2019, updated December 2018, [url](#), p. 23

⁴²¹ WHO, WHO Afghanistan Country Office 2019, updated December 2018, [url](#), p. 24

⁴²² Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 169

⁴²³ Latifi A., M., Years of war and poverty take toll on Afghanistan's healthcare, Al Jazeera, 25 May 2019, [url](#)

⁴²⁴ WHO, From Trauma to Recovery: Addressing Emergency Care in Afghanistan, April 2018, [url](#)

⁴²⁵ Integrity Watch Afghanistan, Life Matters: Caring For The Country's Most Precious Resource, August 2017, [url](#), pp. 4, 13

⁴²⁶ Integrity Watch Afghanistan, Life Matters: Caring For The Country's Most Precious Resource, August 2017, [url](#), p. 5

⁴²⁷ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 168

⁴²⁸ UNOCHA, Afghanistan: Humanitarian Response Plan – First Quarter Report (January to March 2017), May 2017, [url](#), p. 18

⁴²⁹ ICRC, Afghanistan: Spike in violence against health care amid COVID-19 threatens millions, 17 June 2020, [url](#)

ou de confinement adaptée n'ait été mise en place »⁴³⁰. Le 24 février 2020, le ministère afghan de la santé publique a confirmé le premier cas de Covid-19 du pays, dans la province de Hérât⁴³¹. Selon l'université John Hopkins, au 5 juillet 2020, il y avait en Afghanistan 32 951 cas confirmés de Covid-19 et 854 décès⁴³².

2.6.2 Accès et disponibilité

Selon un rapport de MSF de mars 2020, la population afghane a toujours beaucoup de difficultés à accéder aux soins de santé en raison de « la violence omniprésente, de la pauvreté généralisée et de la faiblesse du système de santé publique ». Au cours des six dernières années, l'accès de la population aux soins de santé ne s'est pas amélioré, et la situation s'est même aggravée pour de nombreuses personnes⁴³³. Même si la majorité de la population a accès aux soins de santé primaires⁴³⁴, une grande partie de la population rurale n'a toujours pas accès aux services de santé essentiels⁴³⁵.

Un rapport de mai 2020 de l'AIHRC indiquait que « sur le nombre total de personnes interrogées (2610), 1401 personnes (53,7 %) vivaient à plus de deux kilomètres d'un centre de santé, ce qui compliquait leur accès aux établissements de santé. En revanche, 42,8 % d'entre elles vivaient à moins de deux kilomètres d'un centre de santé »⁴³⁶. Un rapport de la mission d'enquête du Service finlandais de l'immigration (FIS), daté de 2019, a relevé que, pour les soins médicaux, les Afghans se rendaient dans leur clinique locale, qui n'était pas toujours à proximité de leur domicile. Normalement, ils payaient une somme « symbolique », sauf s'ils avaient un problème de santé grave, auquel cas ils devaient se rendre dans un hôpital privé. Les personnes ayant besoin de soins médicaux se rendaient dans des hôpitaux publics provinciaux, dans des cliniques privées ou encore au Pakistan ou en Inde. La même source a déclaré que « la qualité des soins est un enjeu majeur en Afghanistan »⁴³⁷.

Le ministère afghan de la santé publique a déclaré que 60 % de la population avait accès aux services de santé en avril 2018, lorsque l'accès était défini comme la possibilité de rejoindre la clinique la plus proche en une heure de marche⁴³⁸. Selon le rapport 2019 du FIS mentionné ci-dessus, si l'Afghanistan dispose bien d'établissements de santé, « ceux-ci ne sont pas bons car les hôpitaux et les cliniques manquent cruellement de personnel et de financement ». En outre, la plupart des établissements ne disposent pas d'équipements de diagnostic appropriés⁴³⁹.

Les traitements complexes et les maladies graves sont pris en charge dans les trois hôpitaux de district, qui proposent des services de chirurgie générale, de médecine interne, de pédiatrie, d'obstétrique et de gynécologie, ainsi que des soins dentaires ou la prise en charge de maladies contagieuses comme la tuberculose⁴⁴⁰. De nombreux Afghans se rendent à l'étranger pour recevoir les soins. Selon le ministère de la santé publique, les Afghans ont dépensé au moins 300 millions d'USD pour des traitements médicaux dispensés à l'étranger au cours des dernières années, 90 % de ces patients souffrant de maladies cardiaques⁴⁴¹. Malgré les améliorations apportées dans les hôpitaux publics et

⁴³⁰ UNDP, Pandemic threatens Afghanistan's health system, economy, and peace process, UNDP study finds, 18 June 2020, [url](#)

⁴³¹ UN General Assembly Security Council, The situation in Afghanistan and its implications for international peace and security, A/74/753-S/2020/210, 17 March 2020, [url](#), p. 13, para. 63

⁴³² Johns Hopkins University & Medicine, Coronavirus Resource Center, COVID-19 Dashboard by the Center for Systems Science and Engineering (CSSE) at Johns Hopkins University (JHU), Afghanistan, last updated 5 July 2020, [url](#)

⁴³³ MSF, Reality check: Afghanistan's neglected healthcare crisis, March 2020, [url](#), pp. 1; 3

⁴³⁴ WHO, From Trauma to Recovery: Addressing Emergency Care in Afghanistan, April 2018, [url](#)

⁴³⁵ UNICEF, Afghanistan Annual Report 2017, February 2018, [url](#), p. 17

⁴³⁶ AIHRC, Report Summary: Access to Health and Education Rights in Afghanistan, May 2020, [url](#)

⁴³⁷ Finland, FIS/Migrationsverket, Afghanistan: Fact-Finding Mission to Kabul in April 2019, 15 October 2019, [url](#), p. 17

⁴³⁸ Tolonews,, 60% of Afghans Now Have Access to Health Services, 4 April 2018, [url](#); Reuters, Worsening Security in Afghanistan Threatens Health Gains, Minister Says, 17 May 2018, [url](#)

⁴³⁹ Finland, FIS/Migrationsverket, Afghanistan: Fact-Finding Mission to Kabul in April 2019, 15 October 2019, [url](#), p. 17

⁴⁴⁰ World Bank, Ensuring Accessible Health Care for Rural Afghans, 9 April 2020, [url](#)

⁴⁴¹ Tolonews, Afghanistan Imports 40% of Medicine 'Illegally', 6 October 2017, [url](#)

dans le secteur de la santé pour le traitement des maladies cardiaques, l'Afghanistan manque d'établissements et d'équipements médicaux, ainsi que de cardiologues⁴⁴².

En avril 2019, les talibans ont révoqué la garantie de sécurité qu'ils avaient accordée au personnel du CICR travaillant dans les zones sous leur contrôle et ont interdit les programmes de vaccination contre la polio de l'OMS. Les restrictions et les désaccords ont été, respectivement, levées et résolus en septembre 2019⁴⁴³.

En raison de la COVID-19, l'UNOCHA a signalé que certains services de santé, tels que les vaccinations de routine, le programme contre la polio, les soins prénatals, la santé mentale et le soutien psychosocial, avaient été soit suspendus, soit réduits⁴⁴⁴.

L'impact du conflit sur les soins de santé

Les attaques contre les soins de santé se sont poursuivies ces dernières années ; de nombreux hôpitaux ont ainsi dû suspendre ou interrompre les services médicaux vitaux. En conséquence, une partie encore plus importante de la population n'a plus accès aux services médicaux essentiels. Les conflits armés entravent également les campagnes de vaccination, en particulier contre la rougeole et la polio⁴⁴⁵.

L'UNOCHA a rapporté en décembre 2019 qu'au cours des onze premiers mois de 2019, près de 24 000 heures de soins de santé avaient été perdues et 41 000 consultations avaient été manquées, en raison de la fermeture forcée ou de la destruction d'installations de soins de santé⁴⁴⁶.

Selon l'OCHA, entre tous les travailleurs et structures humanitaires en Afghanistan, le personnel et les établissements de santé sont les plus touchés par les incidents de sécurité et la violence directe. Le personnel de santé est harcelé, enlevé, détenu et tué⁴⁴⁷. De nombreuses personnes en Afghanistan n'ont pas accès aux soins de santé en raison du conflit, et les soins en traumatologie sont considérés comme l'une des lacunes les plus graves qui subsistent dans le système de santé publique en Afghanistan⁴⁴⁸. Les installations médicales sont de plus en plus souvent la cible d'attaques militaires⁴⁴⁹. En mars 2017, des membres de l'État islamique habillés en médecins ont attaqué le plus grand hôpital militaire de Kaboul et ont ouvert le feu sur le personnel et les patients. Plus de 30 personnes ont été tuées et plus de 50 autres, blessées⁴⁵⁰.

En 2019, la MANUA a recensé 75 incidents affectant le domaine de la santé. Il s'agissait notamment d'attaques ou de menaces d'attaques directes contre le personnel et les installations médicales, ainsi que de dommages collatéraux causés aux établissements de santé. La majorité de ces incidents ont été attribués soit aux talibans, soit aux éléments antigouvernementaux (AGE)⁴⁵¹. Selon l'OMS, en 2019 (au 31 décembre 2019), les soins de santé avaient été l'objet de 119 attaques, dont des attaques contre les installations, le personnel, les équipements, les transports, les patients et les entrepôts. 258 établissements ont été ciblés par ces attaques et 84 prestataires de soins ont été gravement touchés⁴⁵².

Entre le 28 janvier 2020 et le 23 mai 2020, 4 attaques contre les soins de santé ont été signalées ; 2 établissements ont été endommagés, 2 prestataires de soins ont été blessés, 1 patient a été blessé, 13 autres personnes ont été affectées (5 blessés et 7 tués) et 1 ambulance et 1 réserve de médicaments

⁴⁴² Tolonews, 52,000 Patients in a Year; MoPH Says Cardiac Disease on the Rise, 29 September 2018, [url](#)

⁴⁴³ HRW, Afghanistan. Events of 2019, 14 January 2020, [url](#)

⁴⁴⁴ UNOCHA, Humanitarian Response Plan- Afghanistan 2018-2021, June 2020, [url](#), p. 106

⁴⁴⁵ MSF, Reality check: Afghanistan's neglected healthcare crisis, March 2020, [url](#), p. 1

⁴⁴⁶ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview 2020, December 2019, [url](#), p. 62

⁴⁴⁷ UNOCHA, Humanitarian Bulletin - Afghanistan, Issue 77 (1 - 30 June 2018), 24 July 2018, [url](#), p. 4

⁴⁴⁸ WHO, From Trauma to Recovery: Addressing Emergency Care in Afghanistan, April 2018, [url](#)

⁴⁴⁹ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict - Annual Report 2016, February 2017, [url](#), p. 27; UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict - Annual Report 2017, March 2018, [url](#), pp. 14-16

⁴⁵⁰ BBC, IS gunmen dressed as medics kill 30 at Kabul Military Hospital, 8 March 2017, [url](#)

⁴⁵¹ UNAMA, Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict - Annual Report 2019, [url](#), p. 29

⁴⁵² WHO, Afghanistan. Attacks on healthcare in 2019 as of 31 December 2019, 31 December 2019, [url](#)

ont également été touchées⁴⁵³. Le 12 mai 2020, des hommes armés ont attaqué l'hôpital de Dasht-e Barchi, à Kaboul, qui abrite une maternité gérée par MSF. Les femmes enceintes, les mères et les bébés ont été ciblés dans l'attaque⁴⁵⁴. Selon MSF, 24 personnes ont été tuées lors de l'attaque et au moins 20 autres ont été blessées. Parmi les victimes, 11 femmes – dont trois se trouvaient dans la salle d'accouchement avec leurs enfants à naître, deux jeunes garçons et une sage-femme. Parmi les blessés, on compte 5 femmes, 2 nouveau-nés et 3 membres du personnel de MSF en Afghanistan⁴⁵⁵.

L'attaque a également « privé les femmes et les enfants de Kaboul d'un service de soins essentiel, dans un contexte où l'accès aux soins essentiels est déjà limité. La maternité est située dans une zone de l'ouest de Kaboul qui compte plus de 1,5 million d'habitants »⁴⁵⁶. Selon différentes agences de presse, aucun groupe armé (y compris les talibans) ne revendique la responsabilité des attaques⁴⁵⁷.

À la suite de cette attaque, MSF a annoncé le 15 juin 2020 son retrait et la fin de son intervention à l'hôpital de Dasht-e Barchi. Ce retrait aura pour effet de priver les femmes de la région de services de soins de maternité⁴⁵⁸.

Coût de traitement

Bien que l'article 52 de la Constitution afghane dispose que les soins de santé sont gratuits, les patients doivent en réalité payer leurs médicaments, les honoraires de leur médecin, leurs analyses de laboratoire et leurs soins hospitaliers dans de nombreux établissements publics⁴⁵⁹. Les coûts élevés de traitement constituaient la raison principale pour laquelle le traitement était évité⁴⁶⁰. Le paiement des médicaments, des analyses biologiques, des soins hospitaliers ainsi que des frais de transport et de consultation a endetté de nombreuses personnes⁴⁶¹.

La corruption et les coûts cachés constituent un obstacle important à l'accès aux soins de santé. Une enquête de MSF, menée en 2018 à l'hôpital régional de Hérât, a montré que 83 % des participants à l'enquête avaient été confrontés à des difficultés croissantes pour payer leurs soins médicaux au cours des deux dernières années. Afin de faire face au coût des soins médicaux, 63 % ont déclaré avoir emprunté de l'argent, 26 % ont puisé dans leurs économies et 11 % ont dû vendre des biens. 89 % des participants à l'enquête à Hérât ont déclaré qu'ils avaient dû reporter le traitement en raison de pressions financières sur leur ménage, tandis que près de la moitié d'entre eux ont affirmé avoir dû reporter le traitement plus de trois fois au cours des deux dernières années⁴⁶².

Selon une enquête de 2014 menée par MSF, au moins 60 % des personnes interrogées vivaient avec moins de 1 USD par jour, et il leur était souvent impossible de payer les frais médicaux. Plus de la moitié des participants à cette étude, à Kaboul et à Kondôz, ont déclaré avoir dépensé environ 44 USD rien que pour les médicaments lors d'une maladie antérieure. Lorsque les médicaments étaient disponibles dans l'établissement de santé, les patients n'avaient souvent pas les moyens de les payer. Au total, 60 % des personnes interrogées par MSF à Kaboul n'ont pas pu obtenir les médicaments dont

⁴⁵³ WHO, Afghanistan. Attacks on healthcare (January 28, 2020 - May 23, 2020), 23 May 2020, [url](#)

⁴⁵⁴ New Humanitarian (the), Afghanistan hospital attack a 'war crime', rights groups say, 13 May 2020, [url](#); Guardian (The), Newborns among 40 killed in attacks on Afghan hospital and funeral, 12 May 2020, [url](#); MSF, Afghanistan: Pregnant women and babies attacked in Kabul hospital, 13 May 2020, [url](#); CBC, Newborns among 16 dead in Kabul hospital attack, 12 May 2020, <https://www.cbc.ca/news/world/kabul-hospital-attack-1.5565708>

⁴⁵⁵ MSF, Kabul hospital attack: "They came to kill the mothers.", 14 May 2020, [url](#)

⁴⁵⁶ MSF, Afghanistan: Pregnant women and babies attacked in Kabul hospital, 13 May 2020, [url](#)

⁴⁵⁷ HRW, Afghanistan: Attack on Hospital a War Crime, 12 May 2020, [url](#); VOA News, Taliban Respond to Ghani's Statement with Attack, 14 May 2020, [url](#); CBC, Taliban kill 5, claim retaliation for being blamed in Kabul maternity hospital attack, 14 May 2020, [url](#)

⁴⁵⁸ MSF, MSF withdraws from Dasht-e-Barchi following attack on patients and staff, 15 June 2020, [url](#)

⁴⁵⁹ Dörner, F. and Langbein, L., Between Rhetoric and Reality: Access to health care and its limitations, AAN, 2 December 2014, [url](#)

⁴⁶⁰ Frost A., et al., An assessment of barriers to accessing the BPHs in Afghanistan, 15 November 2016, [url](#)

⁴⁶¹ MSF, Between rhetoric and reality, The ongoing struggle to access healthcare in Afghanistan, February 2014, [url](#), p. 8

⁴⁶² MSF, Reality check: Afghanistan's neglected healthcare crisis, March 2020, [url](#), pp. 10-13

ils avaient besoin en raison de leur coût élevé⁴⁶³. Dans le cadre d'une étude réalisée en 2014 auprès des pauvres en milieu urbain, Samuel Hall a constaté que, « même lorsque ces derniers avaient accès à des services de santé publique, le coût des médicaments était souvent trop élevé pour que les ménages urbains puissent suivre le traitement prescrit par les médecins. Pour les maladies graves, de nombreux ménages urbains préféreront se rendre à l'étranger pour se faire soigner, en particulier au Pakistan ou en Inde, ce qui augmenterait le coût global du traitement pour les ménages »⁴⁶⁴.

Dans un article de 2017, Thomas Ruttig a relevé que, parfois, les étudiants en deuxième année de médecine ouvrent une clinique par eux-mêmes et commencent à prodiguer des soins sans qu'aucun mécanisme de contrôle n'ait été mis en place pour vérifier la qualité des services fournis⁴⁶⁵. Les « bonnes » cliniques de Kaboul, y compris celles gérées par les organisations de secours, ne pouvant pas répondre à la demande, le tourisme médical s'est fortement développé. Les Afghans ne font pas confiance à leurs médecins, pas même pour des interventions médicales mineures, et préfèrent se rendre au Pakistan en voiture. Les frais de déplacement ne sont pas très élevés, du moins pour la classe moyenne⁴⁶⁶.

La mauvaise réputation du système public de santé a incité nombre de personnes à se tourner vers des prestataires de soins privés qui ont facturé des honoraires élevés pour leurs services et ont ainsi tiré profit de la méfiance de la population à l'égard du secteur public. Cependant, « de nombreux signalements ont été faits concernant des médecins du secteur privé prescrivant des médicaments superflus, faisant des erreurs de diagnostic, voire commettant des fautes professionnelles »⁴⁶⁷.

Selon MSF, une mesure de recouvrement des coûts a commencé à être mise en œuvre en décembre 2018. Cette mesure consistait à « collecter les frais d'utilisation dans certains établissements médicaux secondaires et tertiaires du pays ». Cette politique risque d'affecter et de limiter encore davantage l'accès aux soins de santé. En effet, de nombreuses personnes sont déjà obligées de limiter le budget qu'elles consacrent aux besoins de première nécessité afin de couvrir leurs frais de santé⁴⁶⁸. En outre, les patients doivent souvent acheter eux-mêmes les médicaments et le matériel nécessaires à leur traitement, car de nombreux établissements médicaux publics ne disposent pas de suffisamment de personnel ni de d'équipements pour couvrir leurs besoins. Par conséquent, les soins de santé essentiels deviennent encore moins accessibles aux personnes qui ne peuvent pas prendre en charge un tel surcoût⁴⁶⁹.

Disponibilité de médicaments

Le rapport de la mission d'enquête 2019 du FIS a relevé que les établissements de santé en Afghanistan rencontraient souvent des difficultés pour obtenir des médicaments. La qualité des médicaments est également un enjeu important. Plus précisément, des médicaments de bonne et de mauvaise qualité étaient disponibles sur le marché. Les personnes qui ont les moyens peuvent se procurer des médicaments de bonne qualité, tandis que celles qui ne peuvent pas se le permettre doivent se contenter de médicaments de mauvaise qualité. Toutefois, l'accès à des médicaments de bonne qualité ne peut pas toujours être garanti.⁴⁷⁰ Selon une fiche d'information datant de 2017 de l'Office fédéral allemand pour les migrations et les réfugiés (BAMF), de l'OIM et du Bureau central de communication d'informations sur l'aide au retour (ZIRF), « le marché afghan propose actuellement

⁴⁶³ MSF, *Between rhetoric and reality, The ongoing struggle to access healthcare in Afghanistan*, February 2014, [url](#), pp. 31-35

⁴⁶⁴ Samuel Hall, *Urban Poverty Report - A Study of Poverty, Food Insecurity and Resilience in Afghan Cities*, 2014, [url](#), p. 85

⁴⁶⁵ Ruttig T., *Notiz Afghanistan Alltag in Kabul, SEM*, 20 July 2017, [url](#), p. 8

⁴⁶⁶ Ruttig T., *Notiz Afghanistan Alltag in Kabul, SEM*, 20 July 2017, [url](#), p. 8

⁴⁶⁷ Dörner F. and Langbein L., *Between Rhetoric and Reality: Access to health care and its limitations*, AAN, 2 December 2014, [url](#)

⁴⁶⁸ MSF, *Reality check: Afghanistan's neglected healthcare crisis*, March 2020, [url](#), p. 15

⁴⁶⁹ MSF, *Reality check: Afghanistan's neglected healthcare crisis*, March 2020, [url](#), p. 16

⁴⁷⁰ Finland, *FIS/Migrationsverket, Afghanistan: Fact-Finding Mission to Kabul in April 2019*, 15 October 2019, [url](#), p. 17

toutes sortes de médicaments, mais les coûts varient en fonction de la qualité du produit, de la marque et du fabricant »⁴⁷¹.

L'AIHRC a mené des recherches entre août 2019 et mars 2020, afin de recueillir des informations sur l'accès des citoyens à leurs droits à la santé et à l'éducation. Parmi les personnes interrogées, 44,5 % n'étaient pas satisfaits des services et des centres de soins, les principales raisons de cette insatisfaction étant la pénurie de matériel médical dans les centres de soins (48,1 %), le manque de médecins spécialisés (24,4 %), le manque de femmes médecins (7,1 %) et le comportement inapproprié du personnel des établissements de santé (9,3 %)⁴⁷².

Le ministère de la santé publique a établi la liste nationale des médicaments essentiels en Afghanistan, qui contient tous les médicaments recommandés pour l'usage dans le BPHS et l'EPHS⁴⁷³. Ces médicaments essentiels représentaient un défi majeur pour le système de santé, sur le plan tant de la qualité que de la quantité⁴⁷⁴.

La disponibilité des médicaments et du matériel médical est limitée en raison de l'insécurité, de l'inaccessibilité des routes et des perturbations du réseau électrique ou des chaînes d'approvisionnement à température contrôlée. Souvent, les médicaments vitaux ne sont pas disponibles, même dans les hôpitaux de référence⁴⁷⁵. Les médicaments requis ne sont parfois pas livrés aux hôpitaux à temps, ce qui crée des pénuries temporaires de médicaments. Dans de tels cas, les médicaments ne sont utilisés qu'en cas d'urgence. Les autres patients doivent les acheter dans des pharmacies privées⁴⁷⁶.

Selon l'OMS, la plupart des médicaments essentiels sont importés des pays voisins, parfois illégalement⁴⁷⁷. Selon un article publié en juillet 2014, les autorités locales n'avaient pas d'équipement d'essai approprié, et le contrôle de la qualité disponible à Kaboul était un processus « long et onéreux pour les commerçants, de sorte que personne ne souhaite importer légalement des médicaments et que tous ont recours à la contrebande »⁴⁷⁸.

L'ensemble du processus d'importation de médicaments est exposé à la corruption et présente des irrégularités dans l'enregistrement des sociétés responsables de l'importation. Selon certaines estimations, environ 70 % des produits pharmaceutiques importés en Afghanistan sont produits dans des pays voisins, spécifiquement pour le marché afghan. Bon nombre des fournisseurs pharmaceutiques concernés ne sont pas autorisés à vendre leurs produits sur leur propre marché, mais sont habilités à les exporter en Afghanistan⁴⁷⁹.

Selon un article paru en janvier 2015 dans le Guardian, les marchés étaient inondés de médicaments contrefaits et de mauvaise qualité. Un médecin et membre du conseil provincial de Nangarhâr cité dans cet article a précisé : « les médicaments illicites sont de deux types [...] Le premier est un faux médicament. Le second contient une petite dose, disons 20 %, du médicament indiqué. C'est ce dernier type de médicament qui peut être le plus délétère. Par exemple, une trop faible quantité d'antibiotique non seulement ne permettra pas de traiter efficacement une infection, mais risque aussi de rendre la bactérie résistante aux médicaments »⁴⁸⁰. L'Union des importateurs de médicaments a déclaré qu'au moins 40 % des médicaments et du matériel médical entraient illégalement sur le marché afghan et que bon nombre des produits pharmaceutiques étaient de mauvaise qualité⁴⁸¹. En 2017, le ministère de la santé a mené une campagne contre les médicaments contrefaits et de qualité

⁴⁷¹ BAMF, IOM and ZIRF, Country Fact Sheet Afghanistan 2017, 10 January 2017, [url](#), p. 4

⁴⁷² AIHRC, Report Summary: Access to Health and Education Rights in Afghanistan, May 2020, [url](#)

⁴⁷³ Afghanistan, MoPH, National Essential Medicines List, 2014, [url](#)

⁴⁷⁴ WHO, Afghanistan - Essential medicines and pharmaceutical policies, [2017], [url](#)

⁴⁷⁵ WHO, Health Cluster Strategic Response Plan, 2 February 2017, [url](#), p. 2

⁴⁷⁶ Pajhwok Afghan News, State-run hospitals in Kabul Faced with medicine shortage, 12 August 2015, [url](#)

⁴⁷⁷ WHO, Afghanistan - Essential medicines and pharmaceutical policies, [2017], [url](#)

⁴⁷⁸ IWPR, Afghans Complain of Substandard Medicines, 11 July 2014, [url](#)

⁴⁷⁹ Daily Outlook Afghanistan, Low quality medicines, 19 October 2016, [url](#)

⁴⁸⁰ Guardian (The), Killing, not curing: deadly boom in counterfeit medicine in Afghanistan, 7 January 2015, [url](#)

⁴⁸¹ Tolonews, Afghanistan Imports 40% of Medicine 'Illegally', 6 October 2017, [url](#)

insuffisante, importés et vendus dans tout le pays⁴⁸². En 2017, l'OMS a rapporté que certains Afghans avaient recours à la médecine traditionnelle, moins chère et facilement accessible, pour se soigner⁴⁸³.

Kaboul

Dans une étude sur la pauvreté en milieu urbain, Samuel Hall a constaté en 2014 que Kaboul bénéficiait d'un meilleur accès aux établissements de santé que les autres villes⁴⁸⁴. Kaboul était l'une des provinces où la proportion de femmes ayant accès aux services de suivi de grossesse et aux soins liés à l'accouchement était la plus élevée⁴⁸⁵. Dans un rapport de 2016, l'APPRO a constaté que « même si les Afghans avaient accès aux services de santé publics et privés dans la ville de Kaboul, la mauvaise qualité des soins incitait ceux qui pouvaient se le permettre à se faire soigner en Inde et au Pakistan [...] Une forme de corruption, consistant à exiger le paiement des services dans les établissements publics et, pour les pharmacies, à verser des pots-de-vin aux médecins, a été signalée, et de nombreuses plaintes ont été déposées concernant l'obligation d'acheter des médicaments sur le marché, plutôt que de les recevoir gratuitement à la clinique »⁴⁸⁶.

Comme le souligne le rapport du FIS de 2019, l'arrivée d'un grand nombre de personnes à Kaboul a conduit à un accès limité aux soins de santé essentiels, en particulier de ceux qui n'ont pas les moyens de se faire soigner dans des hôpitaux privés⁴⁸⁷. Selon l'Évaluation de l'ensemble de l'Afghanistan (WoA) réalisée en 2019 par l'UNOCHA et REACH, 33 % des ménages de Kaboul ont déclaré ne pas avoir eu accès à un centre de soins (public ou privé), dans leur village ou à proximité de celui-ci, au cours des 3 mois précédant la date de collecte des données. 72 % ont affirmé que leur accès limité aux soins de santé était dû au coût très élevé des services, 70 % ont déclaré que c'était à cause du coût très élevé des médicaments et 23 % ont cité d'autres raisons⁴⁸⁸.

Au total, 47 établissements de santé de la ville de Kaboul ont été inclus dans le projet de santé urbaine de Kaboul, lequel vise à améliorer l'accès aux services de santé dans la capitale⁴⁸⁹. La plupart des soins en traumatologie à Kaboul ont été fournis par Emergency, une ONG italienne proposant des soins spécialisés en traumatologie qui n'étaient pas disponibles dans les établissements publics habituels, traitant à la fois les patients locaux et ceux venant de l'extérieur de Kaboul⁴⁹⁰.

Selon une demande adressée au projet MedCOI en 2018, Kaboul ne comptait aucun établissement privé de santé mentale proposant de traitement hospitalier, mais deux établissements publics proposaient ce type de traitement gratuitement. Les médicaments peuvent ne pas être disponibles gratuitement dans les hôpitaux, mais le patient peut quand même être invité à les payer. Des frais officiels pourraient également être facturés pour les traitements. Les soins ambulatoires étaient dispensés par divers spécialistes privés qui facturent des frais compris entre 200 AFN et 500 AFN pour une visite de consultation. La source a expliqué qu'« en cas de tentative de suicide, le patient peut être soigné gratuitement dans les hôpitaux publics » et qu'« il existe également de nombreux cabinets privés à Kaboul proposant ce type de traitement »⁴⁹¹.

L'Organisation internationale psychosociale (IPSO), financée par l'Allemagne, offrait une assistance psychosociale aux personnes expulsées d'Allemagne ainsi qu'aux habitants de la région qui avaient

⁴⁸² AA, Afghan ministry takes step against counterfeit medicine, 29 November 2017, [url](#)

⁴⁸³ WHO, Afghanistan - Essential medicines and pharmaceutical policies, [2017], [url](#)

⁴⁸⁴ Samuel Hall, Urban Poverty Report - A Study of Poverty, Food Security and Resilience in Afghan Cities, 2014, [url](#), p. 48

⁴⁸⁵ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), pp. 184, 191, 193

⁴⁸⁶ APPRO, Afghanistan Rights Monitor: Baseline Report, April 2016, [url](#), pp. 59

⁴⁸⁷ Finland, FIS/Migrationsverket, Afghanistan: Fact-Finding Mission to Kabul in April 2019, 15 October 2019, [url](#), p. 17

⁴⁸⁸ UNOCHA/REACH, WoAA, Multi Sectoral Needs Assessment 2019, September 2019, [url](#), p. 17

⁴⁸⁹ World Bank, Kabul's Renovated Hospital Improves Quality of Healthcare for Thousands, 30 September 2018, [url](#)

⁴⁹⁰ WHO, From Trauma to Recovery: Addressing Emergency Care in Afghanistan, April 2018, [url](#)

⁴⁹¹ Projet MedCOI, 25 avril 2018. MedCOI est un projet financé par l'AMIF pour obtenir des informations médicales sur le pays d'origine. Ce projet permet à 12 États membres de l'Union européenne, plus la Norvège et la Suisse, de faire appel aux services de l'équipe « MedCOI » aux Pays-Bas et en Belgique. L'équipe MedCOI se renseigne auprès de médecins qualifiés et d'autres experts travaillant dans les pays d'origine. Les informations obtenues sont vérifiées par l'équipe du projet MedCOI avant d'être transmises au service d'information sur les pays d'origine concerné.

besoin d'une aide psychosociale. Elle venait en aide à 400 à 500 personnes au quotidien. Parmi les services proposés figuraient des groupes de sensibilisation, une formation sur les aptitudes à la vie en Afghanistan, des consultations individuelles et d'autres types d'aide psychosociale⁴⁹². Une source de MedCOI a confirmé que l'établissement proposait un traitement ambulatoire, des conseils psychiatriques et un suivi par un psychiatre ou un psychologue disponible gratuitement⁴⁹³. Cependant, le directeur d'une organisation d'aide aux migrants à Kaboul, interrogé par Asylos, a observé que l'IPSO ne disposait que « de ressources et de services limités » et pourrait se révéler dans l'incapacité d'aider une personne atteinte de troubles mentaux depuis de nombreuses années⁴⁹⁴.

Hérât

L'étude réalisée par Samuel Hall en 2014 sur la pauvreté en milieu urbain a révélé que Hérât bénéficiait d'un meilleur accès aux établissements de santé que d'autres villes, comme Mazâr-e Charîf ou Kandahâr, où la distance moyenne jusqu'à un établissement de santé était « considérablement plus élevée »⁴⁹⁵. L'hôpital régional de Hérât, situé au centre de la ville, était le principal hôpital pour quatre provinces (Hérât, Bâdghîs, Ghôr, Farâh et Nimrôz) et fournissant des services spécialisés de santé de niveau tertiaire, y compris le traitement de centaines de blessés de guerre envoyés par les établissements de santé de la région. L'hôpital recevait en moyenne 1 000 à 1 500 patients par jour et disposait d'une capacité de 650 lits⁴⁹⁶. Le centre de santé de Jebrael, au nord-ouest de la ville de Hérât, fournissait des services de santé essentiels à environ 60 000 personnes dans la zone densément peuplée, avec une moyenne de 300 visiteurs par jour, dont la plupart se rendaient dans les unités de vaccination et les services ambulatoires généraux⁴⁹⁷. Selon le directeur provincial de la santé, Hérât comptait 65 cliniques de santé privées en avril 2017. Cependant, les habitants de Hérât se sont plaints non seulement « du fait que de nombreux centres privés de soins de santé avaient transformé les services de santé en une activité commerciale », mais aussi de la mauvaise qualité des médicaments, du manque de structures de soins et de l'incapacité des médecins à diagnostiquer correctement les maladies. En conséquence, un certain nombre d'Hératis ont choisi de se rendre à l'étranger pour se faire soigner⁴⁹⁸.

En septembre 2018, l'OCHA a signalé que les établissements de santé de base et secondaires de la ville de Hérât ne suffisaient plus pour faire face au grand nombre de PDI venues dans la ville en raison de la sécheresse et du conflit qui sévissaient dans leur district d'origine. Par exemple, le taux d'occupation de l'hôpital régional pédiatrique s'est élevé à 150 %⁴⁹⁹. Selon l'évaluation WoAA de 2019, 45 % des ménages de Kaboul ont déclaré ne pas avoir eu accès à un centre de soins (public ou privé), dans leur village ou à proximité de celui-ci au cours des 3 mois précédant la date de collecte des données. 63 % ont affirmé que leur accès limité aux soins de santé était dû au coût très élevé des services, 61 % ont déclaré que c'était à cause du coût très élevé des médicaments et 34 % ont cité comme raison l'impossibilité de se rendre dans des centres de soins, notamment en raison d'absence de moyenne transport⁵⁰⁰.

Selon une demande adressée à MedCOI, Hérât disposait d'un hôpital public au sein duquel étaient prodigués des traitements ambulatoires et hospitaliers par un psychiatre ou un psychologue, et où

⁴⁹² Bjelica J. and Ruttig T., Voluntary and Forced Returns to Afghanistan in 2016/17: Trends, statistics and experiences, AAN, 19 May 2017, [url](#)

⁴⁹³ Projet MedCOI, 25 avril 2018. MedCOI est un projet financé par l'AMIF pour obtenir des informations médicales sur le pays d'origine. Ce projet permet à 12 États membres de l'Union européenne, plus la Norvège et la Suisse, de faire appel aux services de l'équipe « MedCOI » aux Pays-Bas et en Belgique. L'équipe MedCOI se renseigne auprès de médecins qualifiés et d'autres experts travaillant dans les pays d'origine. Les informations obtenues sont vérifiées par l'équipe du projet MedCOI avant d'être transmises au service d'information sur les pays d'origine concerné.

⁴⁹⁴ Asylos, Afghanistan: Situation of young male 'Westernised' returnees to Kabul, August 2017, [url](#), p. 64

⁴⁹⁵ Samuel Hall, Urban Poverty Report - A Study of Poverty, Food Security and Resilience in Afghan Cities, 2014, [url](#), p. 48

⁴⁹⁶ WHO, Construction of Triage Area in Herat Regional Hospital, Project Proposal, 29 September 2017, [url](#), p. 2

⁴⁹⁷ World Bank, Community Health Care Increases Access to Medical Services in Herat Province, 1 November 2016, [url](#)

⁴⁹⁸ Tolonews, Herat Residents Criticize 'Lack of Treatment Facilities', 7 April 2017, [url](#)

⁴⁹⁹ UNOCHA, Afghanistan Drought Response, Situation Report No. 2 (as of 16 September 2018), 20 September 2018, [url](#), p. 3

⁵⁰⁰ UNOCHA/REACH, WoAA, Multi Sectoral Needs Assessment 2019, September 2019, [url](#), p. 141

étaient fournis des médicaments gratuits quand ils y étaient disponibles. Un hôpital privé fournissait également ces traitements. L'établissement privé facturait une visite de consultation entre 250 AFN et 450 AFN, et entre 1 500 AFN et 6 000 AFN par nuit pour un traitement hospitalier. La source a mentionné que, pour une personne ayant de faibles moyens financiers, le coût d'un traitement hospitalier était inférieur à 2 500 AFN par nuit⁵⁰¹.

Des sources médiatiques ont rapporté qu'il n'existait qu'un seul « établissement psychiatrique de haute sécurité » en Afghanistan, situé à Hérât et géré par le Croissant-Rouge. L'Institution psychiatrique sécurisée du Croissant-Rouge était destinée aux patients jugés « les plus dangereux », qui, selon la source, étaient souvent enchaînés et mis sous sédation. En raison de l'absence de services ambulatoires de santé mentale adéquats, nombre des 300 patients que compte l'établissement doivent y rester de façon permanente⁵⁰².

Fin mars 2020, le Guardian a rapporté que, dans le principal hôpital de traitement de Covid-19 à Hérât, les équipements médicaux étaient insuffisants, bien que la province ait reçu 400 millions d'afghanis (5,20 millions d'USD) du gouvernement central pour lutter contre la pandémie. Dans ce même hôpital, il n'y avait, d'après le journal, que 10 médecins, 1 spécialiste et 20 infirmiers⁵⁰³.

Mazâr-e Charîf

Le programme SEHAT, destiné à enrichir la portée, la qualité et la couverture des services de santé, a créé 814 postes de santé dans la province de Balkh. Les services de santé présents dans les 90 centres de santé de la province ont été mis en place par l'ONG Bakhtar Development Network, sous contrat avec le ministère de la santé publique⁵⁰⁴. Selon GIZ, agence allemande de développement, l'hôpital régional Abu Ali Sinha Balkhi de Mazâr-e Charîf a servi d'hôpital central pour la province de Balkh et d'hôpital de référence pour la région du nord, recevant toutes les victimes d'accidents et les cas urgents, et faisant office d'hôpital général principal pour les cliniques des districts environnants⁵⁰⁵.

En 2018, Mazâr-e Charîf comptait environ 10 à 15 hôpitaux, la plupart privés, et 30 à 50 dispensaires⁵⁰⁶. Un centre orthopédique du CICR situé à Mazâr-e Charîf soigne des patients depuis près de trois décennies, avec 19 000 personnes prises en charge en 2017. Le centre a été contraint de fermer temporairement ses portes pendant deux mois lorsqu'un patient a abattu un membre du personnel du CICR, fin 2017⁵⁰⁷.

Selon un article du Guardian paru en 2016, la première clinique neuropsychiatrique privée d'Afghanistan, l'hôpital Alemi, était située à la périphérie de Mazâr-e Charîf. En 2016, cet hôpital a accueilli jusqu'à 120 patients par jour, six jours par semaine, certains d'entre eux parcourant de longues distances pour s'y rendre⁵⁰⁸. Selon une demande adressée à MedCOI, deux établissements proposaient des services de santé mentale à Mazâr-e Charîf. Il a été mentionné que l'hôpital d'Alemi disposait d'un « personnel et de services relativement meilleurs », mais aussi que l'établissement n'était en mesure de fournir que des traitements médicamenteux et que « son expertise et ses capacités en psychothérapie n'étaient pas suffisantes ». De plus, l'établissement « manque de thérapeutes qualifiés et n'est pas en capacité de prendre des décisions sur les méthodes de

⁵⁰¹ Projet MedCOI, 5 juin 2018. MedCOI est un projet financé par l'AMIF pour obtenir des informations médicales sur les pays d'origine. Ce projet permet à 12 États membres de l'Union européenne, plus la Norvège et la Suisse, de faire appel aux services de l'équipe « MedCOI » aux Pays-Bas et en Belgique. L'équipe MedCOI se renseigne auprès de médecins qualifiés et d'autres experts travaillant dans les pays d'origine. Les informations obtenues sont vérifiées par l'équipe du projet MedCOI avant d'être transmises au service d'information sur les pays d'origine concerné.

⁵⁰² BBC, Inside Afghanistan's only high security mental institution, 8 February 2018, [url](#) [online video]; NPR, Afghanistan's Lone Psychiatric Hospital Reveals Mental Health Crisis Fueled By War, 14 February 2018, [url](#)

⁵⁰³ Guardian (The), 'We're not ready': coronavirus looms over the fragile Afghan health system, 30 March 2020, [url](#)

⁵⁰⁴ World Bank, Afghanistan Residents Benefit from Improved Quality Healthcare in Balkh Province, 23 April 2017, [url](#)

⁵⁰⁵ FFO and GIZ, Securing Basic Medical Care, March 2014, [url](#), p. 1

⁵⁰⁶ Austria, BFA Staatendokumentation, Fact-Finding Mission Report Afghanistan, [source: Representative of an international NGO], April 2018, [url](#), p. 37

⁵⁰⁷ New York Times (The), He Killed a Red Cross Worker: 'I Will Go to Hell for What I Did', 7 April 2018, [url](#)

⁵⁰⁸ Guardian (The), 'My Liver is Bleeding': Life inside an Afghan Psychiatric Hospital - in Pictures, 5 February 2016, [url](#)

traitement »⁵⁰⁹. Un autre article sur l'hôpital d'Alemi indiquait également que l'établissement était en mesure de prendre en charge entre 80 et 120 patients par jour⁵¹⁰.

Balkh est l'une des provinces d'Afghanistan qui a enregistré la plus forte proportion de patientes effectuant au moins une visite de soins prénatals pendant leur grossesse⁵¹¹.

2.6.3 Soins de santé mentale

Selon le rapport 2020 de Human Rights Watch, un grand nombre d'Afghans souffrent de handicaps psychologiques ou de problèmes de santé mentale, tels que la dépression, l'anxiété et le syndrome de stress post-traumatique (SSPT), autant de maladies qui peuvent souvent être directement liées à un conflit prolongé⁵¹². Bien qu'il soit difficile de quantifier le nombre de personnes souffrant de traumatismes psychologiques en raison du nombre insuffisant de signalements et de diagnostics, l'UNOCHA a déclaré que « la probabilité qu'une partie importante de la population souffre de problèmes de santé mentale en raison d'un conflit est considérée comme très élevée. Avec des services de soutien psychosocial extrêmement faibles et une exposition répétée à des chocs traumatiques, les possibilités de rétablissement sont susceptibles d'être minimales, et, faute d'aide, les individus auront recours à des mécanismes d'adaptation négatifs »⁵¹³.

Aucun chiffre précis n'est disponible sur la prévalence des troubles mentaux en Afghanistan, mais, selon les estimations de l'OMS, plus d'un million d'Afghans souffriraient de troubles dépressifs et plus de 1,2 million de troubles anxieux⁵¹⁴. Selon une autre estimation, entre 42 % et 66 % des Afghans pâtiraient d'un trouble de stress post-traumatique. Cependant, ce trouble est rarement formellement diagnostiqué car certains des symptômes qui y sont associés ne sont pas considérés comme anormaux, de nombreuses personnes les présentant en Afghanistan⁵¹⁵. Selon l'étude de 2016 de Samuel Hall, « la situation alarmante de la santé mentale des jeunes Afghans ne devrait plus être considérée comme une question secondaire de santé individuelle, mais comme une menace réelle pour le développement social, économique et politique du pays ». La majorité (70 %) des jeunes Kaboulis a vécu des événements traumatisants (un ou plusieurs chocs dont des incidents criminels ou terroristes, et pas uniquement des traumatismes personnels). Cette étude a également révélé que les personnes revenues de l'étranger et les PDI s'estimaient être davantage privés des soins de santé essentiels que les personnes n'ayant jamais migré⁵¹⁶.

Dans la stratégie nationale de santé mentale de l'Afghanistan, il est estimé que la moitié des Afghans ont un problème de santé mentale. Or, en février 2016, le pays ne comptait qu'un seul hôpital public de santé mentale, situé à Kaboul⁵¹⁷. Selon un article de Foreign Policy paru en 2019, en Afghanistan, les établissements de santé mentale sont rares, et, contrairement aux vaccins et aux médicaments, la santé mentale ne fait pas partie des ressources fournies par l'aide internationale⁵¹⁸. En 2018, il

⁵⁰⁹ Projet MedCOI, 24 juin 2017. MedCOI est un projet financé par l'AMIF pour obtenir des informations médicales sur les pays d'origine. Ce projet permet à 12 États membres de l'Union européenne, plus la Norvège et la Suisse, de faire appel aux services de l'équipe « MedCOI » aux Pays-Bas et en Belgique. L'équipe MedCOI se renseigne auprès de médecins qualifiés et d'autres experts travaillant dans les pays d'origine. Les informations obtenues sont vérifiées par l'équipe du projet MedCOI avant d'être transmises au service d'information sur les pays d'origine concerné.

⁵¹⁰ de Rond M. and Rakita M., Why there is no PTSD in Afghanistan, Medium, 28 November 2016, [url](#)

⁵¹¹ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 184

⁵¹² HRW, "Disability Is Not Weakness". Discrimination and Barriers Facing Women and Girls with Disabilities in Afghanistan, 28 April 2020, [url](#)

⁵¹³ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview 2020, December 2019, [url](#), p. 21

⁵¹⁴ WHO, Depression a leading cause of ill health and disability among Afghans – fighting stigma is key to recovery, 9 April 2017, [url](#)

⁵¹⁵ de Rond M. and Rakita M., Why there is no PTSD in Afghanistan, Medium, 28 November 2016, [url](#)

⁵¹⁶ Samuel Hall, Urban displaced youth in Kabul – Part 1. Mental Health Also Matters, 2016, [url](#), p. 11

⁵¹⁷ Guardian (The), 'My Liver is Bleeding': Life inside an Afghan Psychiatric Hospital - in Pictures, 5 February 2016, [url](#)

⁵¹⁸ Azad S., Endless Conflict in Afghanistan Is Driving a Mental Health Crisis, FP (Foreign Policy), 27 September 2019, [url](#)

n'existait, selon ce même article, qu'un seul établissement psychiatrique de haute sécurité en Afghanistan, « dans lequel de nombreux patients sont souvent enchaînés et mis sous sédation »⁵¹⁹.

Le ministre de la santé publique a déclaré en 2017 que le ministère avait récemment formé plus de 700 conseillers psychologiques professionnels et 101 médecins spécialisés en santé mentale. Il est également mentionné que ces professionnels qualifiés travaillent dans des centres de santé publics ou pour différentes ONG opérant dans le domaine de la santé⁵²⁰. En outre, ce ministre, cité dans un article de l'IWPR, a noté qu'il existait 300 cliniques de santé mentale spécialisées en Afghanistan et que des services psychologiques étaient disponibles dans quelque 1 500 centres de santé au total. Par ailleurs, le gouvernement prévoit la création de 200 autres centres spécialisés⁵²¹. D'après un autre article de l'IWPR, « le ministère avait mis en place des cliniques dans les 34 provinces du pays pour traiter les problèmes psychologiques », mais « il n'existait qu'un seul hôpital spécialisé en santé mentale à Kaboul »⁵²².

Toutefois, selon un chercheur interrogé par Asylos et ayant une expérience du terrain en Afghanistan, « les soins de santé mentale en Afghanistan sont pratiquement inexistantes », avec un seul hôpital public de santé mentale à Kaboul et un hôpital privé à Mazâr-e Charîf⁵²³. L'étude menée par Samuel Hall en 2016 a indiqué que l'Afghanistan pâtissait d'un manque de professionnels formés (psychiatres, travailleurs sociaux, psychologues), d'infrastructures suffisantes et de sensibilisation aux questions de santé mentale, avec « un seul établissement de santé tertiaire (l'hôpital de santé mentale de Kaboul) et environ trois psychiatres et dix psychologues qualifiés pour "couvrir" les besoins d'une population de plus de 30 millions de personnes »⁵²⁴.

Selon une demande adressée à MedCOI en 2018, « les Afghans ne veulent généralement pas que leurs proches atteints de troubles mentaux soient hospitalisés dans le secteur public à cause du manque d'attention et de la dureté du personnel envers les patients ». Par conséquent, « ceux qui en ont les moyens choisissent souvent des soins de santé privés ou se rendent au Pakistan ou en Inde pour obtenir de meilleurs traitements. Cela ne concerne pas seulement les soins de santé mentale, mais aussi d'autres types de traitements »⁵²⁵.

2.6.4 Accès des femmes aux soins de santé

Les femmes se heurtaient à des obstacles spécifiques dans l'accès aux services de santé ; parmi ces obstacles figuraient notamment une méconnaissance des problèmes et des pratiques de santé en raison du faible taux d'alphabétisation, des restrictions à leurs déplacements et un accès limité aux ressources financières⁵²⁶. UNOCHA a relevé que « l'interdiction faite aux hommes de fournir des traitements médicaux aux femmes » compromettait l'accès des femmes aux soins de santé, ajoutant que seuls 15 % des infirmiers et 2 % des médecins étaient des femmes⁵²⁷. En outre, l'UNOCHA a déclaré que les femmes et les filles étaient confrontées à « des obstacles spécifiques supplémentaires pour bénéficier des soins médicaux nécessaires répondant à leurs différents besoins ». Divers facteurs, tels que la situation sécuritaire instable et les pratiques culturelles et traditionnelles qui veulent que les

⁵¹⁹ NPR, Afghanistan's Lone Psychiatric Hospital Reveals Mental Health Crisis Fueled By War, 14 February 2018, [url](#)

⁵²⁰ WHO, Depression a leading cause of ill health and disability among Afghans – fighting stigma is key to recovery, 9 April 2017, [url](#)

⁵²¹ IWPR, Depression Rampant Among Afghan Women, 12 February 2017, [url](#)

⁵²² IWPR, Afghan Women Hit by Mental Health Crisis, 12 May 2016, [url](#)

⁵²³ Asylos, Afghanistan: Situation of young male 'Westernised' returnees to Kabul, August 2017, [url](#), p. 111

⁵²⁴ Samuel Hall, Urban displaced youth in Kabul – Part 1. Mental Health Also Matters, 2016, [url](#), p. 12

⁵²⁵ Projet MedCOI, 25 avril 2018. MedCOI est un projet financé par l'AMIF pour obtenir des informations médicales sur le pays d'origine. Ce projet permet à 12 États membres de l'Union européenne, plus la Norvège et la Suisse, de faire appel aux services de l'équipe « MedCOI » aux Pays-Bas et en Belgique. L'équipe MedCOI se renseigne auprès de médecins qualifiés et d'autres experts travaillant dans les pays d'origine. Les informations obtenues sont vérifiées par l'équipe du projet MedCOI avant d'être transmises au service d'information sur les pays d'origine concerné.

⁵²⁶ Dörner F. and Langbein L., Between Rhetoric and Reality: Access to health care and its limitations, AAN, 2 December 2014, [url](#)

⁵²⁷ UNOCHA, Afghanistan: Humanitarian Needs Overview (2019), 6 December 2018, [url](#), p. 15

femmes restent au foyer, entravent l'accès des femmes aux soins, avec pour conséquence une morbidité et une mortalité qui pourraient être évitées. Selon la même source, en 2019, seuls 15 % des infirmiers et 2 % des médecins étaient des femmes, ce qui représente un risque pour les patientes⁵²⁸.

Le rapport de l'AIHRC de mai 2020 indiquait que 46,2 % des femmes interrogées ne s'étaient pas rendues dans un hôpital ou un centre de santé pendant leur grossesse et n'avaient pas consulté de spécialiste. 15,6 % des femmes et des enfants interrogés n'avaient pas été vaccinés, 56,7 % du total des participantes ont affirmé que les femmes de leur famille n'avaient pas respecté l'intervalle minimum de trois ans entre les naissances et qu'elles étaient tombées enceintes plus tôt, et 11,6 % des femmes interrogées continuaient à accoucher chez elles, sans l'aide d'un médecin ou d'une sage-femme⁵²⁹.

Une étude réalisée en 2018 par le NRC et Samuel Hall a révélé que les cliniques mobiles avaient un rôle particulier à jouer dans la prestation de soins médicaux aux femmes. Les cliniques mobiles comptaient beaucoup plus de patientes que de patients, principalement en raison de l'accès limité des femmes à d'autres types de services de santé⁵³⁰.

Avant que le BPHS ne soit mis en œuvre en 2003, l'Afghanistan enregistrait le deuxième taux de mortalité maternelle le plus élevé au monde. Selon les estimations de l'ONU, ce taux, qui était de 1100 pour 100 000 naissances vivantes en 2000, a chuté de 64 % à 396 pour 100 000 naissances vivantes en 2015. L'un des principaux facteurs qui ont contribué à ce taux de mortalité élevé était que seules 14,3 % des naissances avaient été assistées par un professionnel qualifié et seules 12,8 % avaient eu lieu dans un établissement de santé⁵³¹.

Selon l'ALCS 2016-17, des progrès ont été réalisés dans le domaine de la santé maternelle et infantile, en grande partie grâce à l'amélioration des soins prénatals et à l'augmentation du nombre d'accouchements dans des établissements spécialisés avec des accoucheuses qualifiées⁵³². Toutefois, près de la moitié des naissances en Afghanistan avaient encore lieu à domicile, sans l'assistance d'un professionnel qualifié de la santé⁵³³; des différences importantes ont également été observées, en ce qui concerne l'assistance à l'accouchement, entre les femmes vivant en zones rurales ou urbaines et les femmes Kuchis. Dans les zones urbaines, la majorité des femmes qui accouchent sont assistées par du personnel qualifié, alors que moins de la moitié des accouchements en milieu rural bénéficient de la présence d'une accoucheuse qualifiée⁵³⁴; 82,7 % des naissances en milieu urbain sont des accouchements en institutions, contre 43,4 % des naissances en milieu rural⁵³⁵. À Nouristan, Paktîkâ, Badakhchan, Nimrôz et Daykundi, plus de la moitié des femmes enceintes n'ont reçu aucun soin prénatal, alors qu'à Kaboul, Kandahâr, Bâmiyân, Balkh et Kâpîssâ, plus de 80 % des femmes ont passé des examens pendant leur grossesse⁵³⁶.

2.6.5 Accès des PDI et des personnes revenues de l'étranger aux soins de santé

Les PDI et les personnes revenues de l'étranger peuvent parfois se voir refuser l'accès aux soins de santé et à d'autres services essentiels au motif qu'ils ne possèdent pas de document d'identification (*tazkera*) (voir [1.3 Accès à la tazkera](#)).⁵³⁷

⁵²⁸ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview 2020, December 2019, [url](#), p. 24

⁵²⁹ AIHRC, Report Summary: Access to Health and Education Rights in Afghanistan, May 2020, [url](#)

⁵³⁰ NRC, IDMC and Samuel Hall, Escaping War: Where to Next?, 24 January 2018, [url](#), p. 35

⁵³¹ Frost A., et al., An assessment of barriers to accessing the BPHs in Afghanistan, 15 November 2016, [url](#)

⁵³² Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 168

⁵³³ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 167

⁵³⁴ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 190

⁵³⁵ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 192

⁵³⁶ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 184

⁵³⁷ UNHCR, Solutions Strategy for Afghan Refugees 2018-2019, October 2018, [url](#), p. 22

Dans un rapport datant de 2019, le Centre de migration mixte a noté que la plupart d'Afghans revenus de l'étranger imputaient de nombreux problèmes, notamment l'impossibilité d'accéder aux soins de santé, à l'absence de fonds. Plusieurs femmes revenues de l'étranger ont déclaré soit qu'elles n'avaient pas accès aux soins prénatals, soit qu'elles ne pouvaient pas faire examiner leurs enfants par un médecin⁵³⁸. En 2018, les installations de santé afghanes, qui étaient déjà débordées, éprouvaient des difficultés à absorber les masses de PDI et de personnes revenues de l'étranger se massant dans les centres urbains et leurs banlieues⁵³⁹. Une étude menée en 2018 par le NRC et Samuel Hall a révélé que 24 % des personnes interrogées n'avaient pas accès aux services de santé. Les problèmes de santé ont été largement signalés, un tiers des ménages comptant au moins en leur sein un membre atteint d'une maladie chronique⁵⁴⁰.

Le HCR a indiqué qu'en 2018, l'accès aux soins de santé pour les personnes revenues de l'étranger s'était légèrement amélioré par rapport à l'année précédente, 27 % d'entre elles en 2018 n'ayant pas eu accès aux soins de santé, contre 31 % en 2017. La raison la plus fréquente du manque d'accès aux soins de santé est le coût (77 %), suivi de la qualité des soins dispensés (11 %). Les ménages dirigés par une femme semblaient avoir un peu plus accès aux soins de santé que les ménages dirigés par un homme (21 % des ménages dirigés par une femme ont déclaré ne pas pouvoir accéder aux soins de santé, contre 27 % des ménages dirigés par un homme). Dans les zones contrôlées par des AGE, 30 % des personnes revenues de l'étranger ne pouvaient pas accéder aux soins de santé⁵⁴¹. En 2018, le nombre de PDI n'ayant pas accès aux soins de santé a augmenté, passant de 42 % en 2017 à 47 % en 2018, les principales raisons citées étant le coût (79 %), suivi des problèmes de qualité (17 %). 41 % des PDI vivant dans des zones contrôlées par des AGE ont déclaré ne pas pouvoir accéder aux soins de santé, contre 49 % de ceux habitant dans des zones contrôlées par le gouvernement. En ce qui concerne l'accès aux soins de santé, aucune différence notable n'a été constatée entre les PDI résidant dans des zones urbaines et ceux habitant dans des zones rurales⁵⁴².

Près de 98 % des ménages de PDI vivaient à moins d'une heure d'un établissement de santé, et les pharmacies constituaient les sources de soins les plus pratiques, 85 % des ménages vivant à moins d'une heure d'une pharmacie. Les PDI ont déclaré qu'elles habitaient plus près d'autres types d'établissements de santé : 80 % vivaient à moins d'une heure d'une clinique publique (56 % à moins d'une heure d'une clinique privée) et 65 % à moins d'une heure d'un hôpital public⁵⁴³.

2.6.6 Accès aux soins de santé des personnes vivant avec un handicap

Human Rights Watch a noté que l'Afghanistan affichait l'un des taux de personnes handicapées par habitant les plus élevés au monde. Au moins un ménage sur cinq compte un adulte ou un enfant souffrant d'un grave handicap psychologique, physique, sensoriel ou intellectuel⁵⁴⁴. L'UNOCHA a constaté que, bien qu'il soit difficile de disposer de données précises, près de 10-11 % de la population souffraient d'un handicap physique en 2018⁵⁴⁵. En 2020, plus d'un million de personnes en Afghanistan avaient un membre amputé et souffraient de handicaps moteurs, visuels ou auditifs⁵⁴⁶.

En 2019, les services de prothèses et de réhabilitation en Afghanistan n'étaient pas « facilement accessibles dans les établissements de santé publique »⁵⁴⁷, et les principaux fournisseurs de prothèses et de réhabilitation étaient des groupes d'aide humanitaire. Par exemple, le principal centre de Kaboul

⁵³⁸ MMC, Distant Dreams. Understanding the aspirations of Afghan returnees, January 2019, [url](#), p. 33

⁵³⁹ WHO, From Trauma to Recovery: Addressing Emergency Care in Afghanistan, April 2018, [url](#)

⁵⁴⁰ NRC, IDMC and Samuel Hall, Escaping War: Where to Next?, 24 January 2018, [url](#), p. 35

⁵⁴¹ UNHCR, Socio-economic survey and post-distribution monitoring, 3 July 2019, [url](#), pp. 33, 15

⁵⁴² UNHCR, Socio-economic survey and post-distribution monitoring, 3 July 2019, [url](#), p. 15

⁵⁴³ UNHCR, Socio-economic survey and post-distribution monitoring, 3 July 2019, [url](#), p. 15

⁵⁴⁴ HRW, "Disability Is Not Weakness". Discrimination and Barriers Facing Women and Girls with Disabilities in Afghanistan, 28 April 2020, [url](#)

⁵⁴⁵ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview 2020, December 2019, [url](#), p. 20

⁵⁴⁶ HRW (Human Rights Watch), "Disability Is Not Weakness". Discrimination and Barriers Facing Women and Girls with Disabilities in Afghanistan, 28 April 2020, [url](#)

⁵⁴⁷ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview 2020, December 2019, [url](#), p. 61

chargé d'équiper les individus de membres artificiels est géré par le CICR qui, chaque année, prendrait en charge plus de la moitié de la demande de prothèses en Afghanistan⁵⁴⁸.

La Fondation Asie a noté qu'environ 20 % des adultes interrogés avaient déclaré n'avoir jamais eu recours à des soins de santé hospitaliers ou ambulatoires. 40 % avaient eu recours à des soins de santé l'année précédente, 16 % dans les 1 à 2 dernières années et 13 % au cours des 2 à 3 dernières années. Parmi les personnes qui ont fait des demandes de soins au cours des 3 dernières années, un tiers des personnes interrogées ont déclaré avoir eu accès à des soins de santé principalement dans un cabinet privé, tandis qu'un cinquième des personnes interrogées ont affirmé avoir eu accès à des soins de santé dans un hôpital public. La source a indiqué que ces tendances étaient similaires pour tous les niveaux de handicap⁵⁴⁹. Près de 40,4 % des adultes souffrant d'un handicap grave n'avaient pas bénéficié d'une hospitalisation lorsqu'ils en avaient eu besoin. Un tiers des personnes interrogées ont déclaré que la raison pour laquelle elles n'avaient pas reçu les soins hospitaliers nécessaires était qu'elles ne pouvaient pas payer le coût de la visite, tandis qu'un tiers des patients n'ont pas pu accéder aux soins nécessaires en raison d'absence de moyen de transport ou de l'impossibilité de payer le transport⁵⁵⁰.

Le rapport de l'AIHRC de 2019 a mis en évidence deux problèmes importants qui limitent l'accès aux soins de santé des personnes handicapées. Premièrement, la distance entre le domicile du patient et le centre de santé, ainsi que le mauvais état des routes et des véhicules. Deuxièmement, l'absence de rampes et d'autres équipements dans les hôpitaux, qui entrave l'accès aux établissements⁵⁵¹. Si le financement des donateurs a permis d'améliorer l'état des routes et autres infrastructures, les besoins des personnes handicapées n'ont pas été suffisamment pris en compte. Les grandes zones urbaines sont desservies par des bus publics et privés, mais il n'existe pas de services adaptés ou de véhicules accessibles aux personnes handicapées. La majorité des bâtiments publics ne sont pas équipés de rampes, d'ascenseurs ou de salles de bain accessibles. De plus, les personnes handicapées sont confrontées à des difficultés en matière d'éducation, d'emploi et de soins de santé. Selon Human Rights Watch, de nombreuses personnes handicapées ne possèdent pas de carte nationale d'identité (*tazkera*), laquelle est pourtant obligatoire pour avoir accès à de nombreux services publics, par exemple (voir section [1.3 Accès à la *tazkera*](#)). En raison de la distance à parcourir pour se rendre dans le district, et faute d'aide, de nombreuses personnes handicapées ne peuvent pas obtenir de carte d'identité⁵⁵².

Human Rights Watch a affirmé que « les changements violents de régime, les longues périodes de contestation du gouvernement, la pauvreté endémique et l'anarchie, l'insécurité et les hostilités généralisées, avaient sapé les efforts, même minimes, des gouvernements successifs pour concevoir, adopter ou appliquer des politiques visant à répondre aux besoins des personnes handicapées, alors même que cette population n'a cessé d'augmenter »⁵⁵³.

Selon l'agence de presse Tolonews, « la discrimination est l'obstacle le plus important et le plus préjudiciable en Afghanistan pour les personnes handicapées »⁵⁵⁴. En Afghanistan, les personnes handicapées doivent souvent surmonter la stigmatisation et les barrières comportementales dont elles sont victimes pour survivre. Les femmes handicapées font l'objet d'une discrimination accrue en raison de leur sexe et de leur handicap⁵⁵⁵. Selon Human Rights Watch, « les femmes et les filles afghanes handicapées se heurtent à des obstacles particuliers en ce qui concerne l'exercice de leurs droits, car

⁵⁴⁸ New Humanitarian (the), As casualties soar, Afghanistan struggles to treat civilians maimed by conflict, 4 April 2019, [url](#)

⁵⁴⁹ Asia Foundation, Model Disability Survey of Afghanistan 2019, 13 May 2020, [url](#), p. 73

⁵⁵⁰ Asia Foundation (the), Model Disability Survey of Afghanistan 2019, 13 May 2020, [url](#), p. 75

⁵⁵¹ AIHRC (Afghanistan Independent Human Rights Commission), Human Rights Challenges of Persons with disabilities. 1398, 26 November 2019, [url](#), p. 15

⁵⁵² HRW, "Disability Is Not Weakness". Discrimination and Barriers Facing Women and Girls with Disabilities in Afghanistan, 28 April 2020, [url](#)

⁵⁵³ HRW, "Disability Is Not Weakness". Discrimination and Barriers Facing Women and Girls with Disabilities in Afghanistan, 28 April 2020, [url](#)

⁵⁵⁴ Tolonews, Changing Perceptions About Disability In Afghanistan, 5 June 2019, [url](#)

⁵⁵⁵ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview 2020, December 2019, [url](#), p. 20

à la discrimination à l'égard des personnes handicapées vient s'ajouter la discrimination sexuelle. Trop souvent, elles décrivent l'isolement social, le fait d'être humiliées en public ou au sein de leur propre famille, d'être considérées comme une source de honte pour leur famille et de se voir refuser l'accès aux espaces publics et aux événements sociaux de la communauté ou de la famille. Les femmes afghanes handicapées sont souvent considérées comme inaptes au mariage et comme un fardeau pour leur famille »⁵⁵⁶. De même, le Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) a signalé, dans un document datant de mars 2020, que les femmes handicapées étaient victimes d'un accès limité aux soins de santé⁵⁵⁷.

Les enfants handicapés seraient marginalisés et fortement dépendants de leur famille pour accéder à leurs droits fondamentaux; certains enfants seraient « enfermés chez eux, nombre d'entre eux seraient exclus des écoles, privés de soins de santé et, dans des cas extrêmes, abandonnés »⁵⁵⁸.

Un document de recherche de 2004 sur la perception des handicaps par les Afghans, élaboré pour le compte de l'UNICEF et de l'UNOPS/CDAP, a constaté que la société afghane établissait une distinction entre une personne devenue handicapée à la suite d'un accident, comme l'explosion d'une mine, un accident de voiture, une maladie, etc. (*Malul*), et une personne handicapée de naissance (*Mayub*). Le *Mayub* est très souvent associé aux handicaps mentaux et sensoriels liés à la naissance. Si les Afghans perçoivent, dans les deux cas, un lien entre la religion et le handicap, les handicaps *Mayub*, en particulier, seraient moins bien compris et donc considérés comme « liés à la volonté de Dieu »⁵⁵⁹. Le document de recherche a ajouté que les « *mayubiats* étaient perçus comme une punition divine contre les parents ou comme la conséquence d'une faute commise par la mère pendant la grossesse »⁵⁶⁰.

2.7 Logement et conditions de vie

2.7.1 Urbanisation

Le dernier rapport de la NSIA estime la population totale du pays pour 2020-21 à environ 32,9 millions d'habitants, dont près de 8 millions (24,4 %) vivent dans des zones urbaines, environ 23,4 millions (71 %) sont des habitants de zones rurales et 1,5 million (4,6 %) ont un mode de vie nomade⁵⁶¹. Le World Factbook de la CIA a estimé la population afghane à environ 36,6 millions d'habitants en juillet 2020⁵⁶². Les estimations à long terme prévoient que la population urbaine constituerait près de 40 % de la population totale en 2050 et 50 % en 2060. Kaboul a été défini comme le centre de la croissance, le reste de la population urbaine se concentrant principalement dans quatre autres régions urbaines: Hérât, Mazâr-e Charîf, Kandahâr et Jalalabad⁵⁶³. Selon le vice-ministre des municipalités, des centaines de milliers de réfugiés afghans retournant au pays ont eu beaucoup de mal à trouver un logement dans les villes où ils se sont installés⁵⁶⁴.

Selon les chiffres de l'ALCS pour 2016-17, la grande majorité (72 %) de la population urbaine afghane vit dans des taudis ou des logements inadéquats, la taille moyenne des ménages urbains étant estimée à 7,3 personnes⁵⁶⁵. L'enquête a décrit les conditions de logement comme étant « globalement

⁵⁵⁶ HRW, "Disability Is Not Weakness". Discrimination and Barriers Facing Women and Girls with Disabilities in Afghanistan, 28 April 2020, [url](#), p. 22

⁵⁵⁷ UN CEDAW, Concluding observations on the third periodic report of Afghanistan, CEDAW/C/AFG/CO/3, 10 March 2020, [url](#)

⁵⁵⁸ Tolonews, Changing Perceptions About Disability In Afghanistan, 5 June 2019, [url](#)

⁵⁵⁹ Altai Consulting, Afghan Perceptions on Disability, October 2004, [url](#), pp. 16- 19

⁵⁶⁰ Altai Consulting, Afghan Perceptions on Disability, October 2004, [url](#), pp. 28-29

⁵⁶¹ Afghanistan, NSIA (CSO), Estimated population of Afghanistan, 1 June 2020, [url](#), p. iii

⁵⁶² CIA World Factbook, Afghanistan, Population, July 2020 estimates, [url](#)

⁵⁶³ Kammeier, H. D., Issa, Z., Urban Governance in Afghanistan: Assessing the New Urban Development Programme and Its Implementation, AREU, June 2017, [url](#), pp. 4, 15-16

⁵⁶⁴ Reuters, Afghanistan struggles to find housing for returning refugees, 21 October 2019, [url](#)

⁵⁶⁵ Afghanistan NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), pp. XXXIII, 26

mauvaises », près de 44 % de la population vivant dans des logements surpeuplés, avec une moyenne de 3,2 personnes par pièce⁵⁶⁶. La population des bidonvilles est estimée à cinq millions de personnes, soit 72,4 % de la population urbaine totale⁵⁶⁷.

En Afghanistan, la plupart des logements sont des maisons irrégulières, individuelles ou mitoyennes, ou des maisons individuelles ordinaires. Une grande partie d'entre eux est constituée d'habitations situées à flanc de colline. Les immeubles d'appartements sont presque entièrement situés dans la ville de Kaboul⁵⁶⁸. La majorité des Afghans vivent généralement dans de très mauvaises conditions de logement et ont un accès minimal au crédit immobilier. Le secteur formel du logement est incapable de produire des habitations abordables pour répondre aux besoins d'un nombre croissant de ménages urbains pauvres ou à faibles revenus⁵⁶⁹.

2.7.2 Droit foncier et droit de propriété

Le ministère afghan du développement urbain établit une distinction entre les habitats informels occupés par des squatters sans terre sur des terres publiques habitables et ceux construits sur des terres privées⁵⁷⁰. L'article 1900 des droits civils afghans, qui précise que « la propriété est un droit soumis à la volonté et au contrôle de la personne titulaire du droit », confère le droit d'utiliser et d'exploiter le bien à son seul propriétaire. Or, comme l'a déclaré le vice-ministre afghan des municipalités en octobre 2019, plus de 70 % des habitations situées dans des zones urbaines étaient des logements informels ou dépourvus de titre de propriété⁵⁷¹. De même, le rapport BTI 2020 a noté que près de 80 % des ménages n'avaient pas de documents officiels prouvant qu'ils étaient propriétaires de leurs terres⁵⁷². Selon les résultats préliminaires d'une enquête menée par l'État en 2019 sur un demi-million de logements dans les huit capitales provinciales, moins de 15 % des habitants disposaient d'un titre de propriété officiel. Près de 42 % d'entre eux possédaient des documents informels ou coutumiers, et environ 43 % n'avaient aucun document⁵⁷³.

À la suite d'un nouveau décret présidentiel⁵⁷⁴ sur l'attribution des terres promulgué en 2018⁵⁷⁵, le gouvernement afghan a prévu de délivrer « un million de "certificats d'occupation" » aux habitants informels. Comme l'a expliqué le vice-ministre afghan des municipalités à Reuters en octobre 2019, cette initiative avait pour but d'« officialiser les habitations informelles qui se trouvent pour la plupart sur des terres publiques » et de donner aux habitants informels le droit « d'occuper le terrain sans en être expulsés pendant cinq ans » ; ensuite, un titre de propriété pourrait leur être accordé sous réserve de conformité avec certains critères. Cependant, selon le ministre, « le gouvernement a une faible capacité financière et de gestion pour mettre en œuvre le plan, de sorte que les avancées sur ce dossier sont lentes »⁵⁷⁶.

Comme l'a indiqué le rapport BTI 2020, le cadre juridique de la reconnaissance des terres était fondé sur le droit coutumier, et les questions de propriété étaient tranchées conformément à la *charia* et aux codes civils généraux⁵⁷⁷. La propriété foncière en Afghanistan se fonde à la fois sur les lois de l'État et sur des « systèmes informels de consensus local ». Les systèmes formels et informels reconnaissent

⁵⁶⁶ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 207

⁵⁶⁷ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), p. 214

⁵⁶⁸ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), pp. 210-214; Afghanistan, State of Afghan Cities 2015, Volume One, 2015, [url](#), pp. 86-87

⁵⁶⁹ UN Habitat, MUDH, Afghanistan Housing Profile, 11 October 2017, [url](#), pp. XIV - XV

⁵⁷⁰ Guardian (The), Pressure builds in 'powderkeg' Kabul as refugees return home, 15 March 2018, [url](#)

⁵⁷¹ Reuters, Afghanistan struggles to find housing for returning refugees, 21 October 2019, [url](#)

⁵⁷² Bertelsmann Stiftung, BTI 2020 Country Report — Afghanistan, 2020, 29 April 2020, [url](#), p. 23

⁵⁷³ Khalil A.B. and Farajid, N., Fixing Afghanistan's Security of Tenure Crisis, The Diplomat, 20 September 2019, [url](#)

⁵⁷⁴ Presidential Decree 305 of the Islamic Republic of Afghanistan on the Identification and Allocation of Suitable Land for the Re-integration and Construction of Affordable Housing for Returnees, Internally Displaced Persons and Families of Martyrs of the Country's Security and Defence Forces. The decree replaced Presidential Decree 104 (2005).

⁵⁷⁵ UNHCR, Solutions Strategy for Afghan Refugees 2018-2019, October 2018, [url](#), p. 22

⁵⁷⁶ Reuters, Afghanistan struggles to find housing for returning refugees, 21 October 2019, [url](#)

⁵⁷⁷ Bertelsmann Stiftung, BTI 2020 Country Report — Afghanistan, 2020, 29 April 2020, [url](#), p. 23

différents propriétaires pour une même parcelle, et les habitants n'ont souvent ni titre de propriété, ni documents prouvant qu'ils sont propriétaires du terrain⁵⁷⁸. Dans une situation où il n'existait aucune protection formelle de la propriété privée, l'accaparement des terres est devenu monnaie courante. Ainsi, le rapport BTI 2020 a indiqué que la mafia foncière, qui « est associée à des individus et à des groupes puissants au sein même de la structure de l'État », s'était appropriée illégalement 524 877 hectares de terres⁵⁷⁹.

L'article 14 de la Constitution afghane de 2004 oblige l'État à « améliorer les conditions économiques, sociales et de vie des agriculteurs, des éleveurs et des occupants informels, ainsi que les moyens de subsistance des nomades », et à « prendre les mesures nécessaires pour fournir des logements et distribuer des domaines publics aux citoyens méritants »⁵⁸⁰. Toutefois, dans un certain nombre de localités, comme Bari Kaw dans le Deh Sabz, ou Dasht-e Zarghoun dans la province de Logar, l'attribution de zones d'habitation aux nomades n'a pas eu l'effet escompté⁵⁸¹.

Selon les recherches de l'AAN, les talibans « ont donné, taxé et loué des terres de l'État dans le but d'asseoir leur autorité et de prélever des recettes » dans les provinces de Helmand (depuis 2010), d'Orozgân (depuis 2015) et de Takhar (depuis 2017). Il a été rapporté que, malgré les efforts déployés, le gouvernement n'aurait pas été en mesure d'empêcher la distribution de terres de l'État dans le Helmand⁵⁸².

Le rétablissement de la propriété foncière et des droits fonciers a été considéré comme un enjeu majeur pour la réintégration des réfugiés revenus de l'étranger⁵⁸³, et, en 2020, l'UNOCHA a déclaré que les questions de logement et de propriété foncière restaient un défi de taille⁵⁸⁴. Selon des groupes de défense des droits des femmes, les femmes divorcées et les veuves auraient des difficultés à faire valoir leurs droits sur des terres et des biens, même si ces droits sont reconnus par la constitution afghane, le code civil et la *charia*⁵⁸⁵.

2.7.3 Logements et conditions de vie à Kaboul, Hérât et Mazâr-e Charîf

Kaboul

Conçue pour environ un million de personnes, la ville de Kaboul accueillera aujourd'hui plus de cinq millions d'individus, installés de manière non réglementée dans la capitale et ses environs. Il a été rapporté que les PDI, qui sont arrivées dans la capitale en raison du conflit, de la violence, de la pauvreté et du manque d'opportunités économiques dans les autres provinces afghanes, vivaient fréquemment « dans des conditions vulnérables, parfois dans de véritables bidonvilles, dans différents quartiers de la ville »⁵⁸⁶.

La croissance de la capitale a aggravé des problèmes tels que le logement et l'assainissement inadéquats, l'accaparement des terres et l'absence de documents de propriété, la pauvreté, la circulation, la pollution et la criminalité⁵⁸⁷. En 2018, environ 70 % de la population de Kaboul vivaient, selon les estimations, dans des implantations informelles définies comme des « zones de logements construits sur des terrains sur lesquels les occupants n'ont aucun droit légal et/ou des zones de

⁵⁷⁸ Muzhary F.R., One Land, Two Rules (10): Three case studies on Taleban sales of state land, AAN, 15 April 2020, [url](#)

⁵⁷⁹ Bertelsmann Stiftung, BTI 2020 Country Report — Afghanistan, 2020, 29 April 2020, [url](#), p. 23

⁵⁸⁰ Afghanistan, Constitution of Afghanistan, (Ratified) 26 January 2004, [url](#)

⁵⁸¹ Giustozzi A., Nomad-settler conflict in Afghanistan today, October 2019, AREU, [url](#), p. 9. For the list of the settlements established as of May 2019, see the same source p. 10.

⁵⁸² Muzhary F.R., One Land, Two Rules (10): Three case studies on Taleban sales of state land, AAN, 15 April 2020, [url](#)

⁵⁸³ Bjelica J., Afghanistan's Returning Refugees: Why Are So Many Still Landless?, AAN, 29 March 2016, [url](#)

⁵⁸⁴ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview – Afghanistan, December 2019, [url](#), p. 25

⁵⁸⁵ Reuters, After four decades of war, Afghan widows battle for homes, 22 January 2020, [url](#)

⁵⁸⁶ Foschini F., Kabul's Expanding Crime Scene (Part 1): The roots of today's underworld, 11 February 2020, last updated on 9 March 2020, [url](#), see also New York Times (The), They Fight Suicide Bombers. But Can Afghan Police Fight Crime? 8 February 2020, [url](#)

⁵⁸⁷ Foschini F., Kabul Unpacked – A geographical guide to a metropolis in the making, AAN Thematic Report 01/2019, AAN, [url](#), January 2019, p. 1

logements qui ne sont pas conformes aux règles d'urbanisme et de construction »⁵⁸⁸. La densité d'habitants dans ces zones informelles pourrait être plus du double de celle des zones formelles⁵⁸⁹. Les habitations informelles de la ville auraient offert « des logements à bas prix essentiels pour la majorité des résidents »⁵⁹⁰. En 2017, Fabrizio Foschini a constaté que, si les implantations informelles permettaient d'éviter une crise majeure du sans-abrisme, la croissance incontrôlée de ces habitations aggravait les problèmes existants, tels que le manque de système d'assainissement et l'élimination inefficace des déchets. De plus, l'apparition de maisons mal construites dans des endroits peu accessibles a aggravé les difficultés des personnes revenues de l'étranger, des migrants économiques et des PDI qui habitent dans ces zones⁵⁹¹.

Selon l'ALCS 2016-17, Kaboul était le seul endroit où la location était une pratique courante. Selon un rapport, environ 65 % des ménages de Kaboul louaient leur logement et près de 28 % d'entre eux louaient les parties où ils vivaient⁵⁹². En 2017, le prix des logements formels à Kaboul s'élevait à un montant compris entre 35 000 USD et 500 000 USD environ, alors que le revenu mensuel moyen des ménages à Kaboul et dans la région centrale était estimé à 208 USD⁵⁹³.

Hérât

La plupart des bâtiments de Hérât ont été construits après 2001. En outre, un certain nombre d'enclaves résidentielles (*shahrak*) ont été construites autour de la ville. En 2015, la densité urbaine était rapportée comme étant très élevée et les schémas des logements étaient assez réguliers, bien que les bâtiments ne soient pas, dans leur grande majorité, conformes à un plan-cadre. Des cas d'accaparement de terres par des fonctionnaires et d'autres individus puissants ayant agi en toute impunité ont été constatés dans la ville de Hérât⁵⁹⁴. En 2016, on estimait que 5 % de la population de la ville vivaient dans des structures souples ou des tentes⁵⁹⁵.

Les provinces du nord-ouest de l'Afghanistan ont été particulièrement touchées par les conditions de sécheresse de 2017-2018⁵⁹⁶, et les provinces de Hérât et Badghis ont vu arriver plus de 60 000 personnes déplacées⁵⁹⁷ qui vivaient dans des camps surpeuplés dans la ville de Hérât et ses environs. D'après l'évaluation du NRC, 7 400 familles déplacées résidaient dans 174 sites à la périphérie de la ville de Hérât, sur la route de Bâdghîs. Selon un rapport, ces familles souffraient de malnutrition et aucun des enfants vivant dans les sites de déplacement n'était scolarisé⁵⁹⁸. En septembre 2018, l'OCHA a signalé des lacunes en matière d'assainissement du fait de l'arrivée d'un grand nombre de personnes déplacées par la sécheresse et les conflits⁵⁹⁹.

Mazâr-e Charîf

Selon une enquête réalisée en 2015, 66,5 % des habitants de Mazâr-e Charîf étaient propriétaires de leur logement, tandis que 24,5 % le louaient. Plus de la moitié des maisons de la ville étaient construites en boue ou en terre, à l'aide de morceaux de bois, les autres étaient construites en chaux avec des briques et du métal, du ciment ou d'autres matériaux. Il a été signalé que la plupart reposaient sur un sol en terre (70 %) ou en ciment (26 %)⁶⁰⁰.

⁵⁸⁸ Collier P. et al., Policy Options for Kabul's Informal Settlements, IGC, January 2018, [url](#), p. 3

⁵⁸⁹ Foschini F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 20

⁵⁹⁰ Collier P. et al., Policy Options for Kabul's Informal Settlements, IGC, January 2018, [url](#), p. 17

⁵⁹¹ Foschini F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 20

⁵⁹² Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), pp. 207-209

⁵⁹³ Collier P. et al., Policy Options for Kabul's Informal Settlements, IGC, January 2018, [url](#), p. 4

⁵⁹⁴ Leslie J., Political and Economic Dynamics of Herat, USIP, 2015, [url](#), pp. 8-10

⁵⁹⁵ APPRO, Afghanistan Rights Monitor: Baseline Report, April 2016, [url](#), p. 50

⁵⁹⁶ Bjelica J., Less Rain and Snowfall in Afghanistan: High Level Of Food Assistance Needed Until Early 2019, AAN, 30 July 2018, [url](#)

⁵⁹⁷ NRC, Millions of Afghans Face Risks of Drought Related Displacement, 7 September 2018, [url](#)

⁵⁹⁸ Bjelica J., Less Rain and Snowfall in Afghanistan: High Level Of Food Assistance Needed Until Early 2019, AAN, 30 July 2018, [url](#)

⁵⁹⁹ UNOCHA, Afghanistan Drought Response, Situation Report No. 2 (as of 16 September 2018), 20 September 2018, [url](#), p. 2

⁶⁰⁰ Afghanistan, NSIA (CSO), Socio-Demographic and Economic Survey Balkh, 5 January 2015, [url](#), pp. 79-83

2.7.3 Accès à l'eau, à l'assainissement et à l'électricité

Le rapport BTI 2020 a conclu que la plupart des Afghans manquaient d'eau potable, d'assainissement et de salubrité adéquat, et que la grande majorité de la population afghane avait un accès limité à l'électricité, en particulier dans les zones rurales⁶⁰¹. Selon l'UNOCHA, seuls 67 % de la population avaient accès à des services essentiels (améliorés) d'eau potable en 2019, avec d'énormes disparités entre les groupes de population urbaine (96 %) et rurale (57 %). Faisant référence à un programme de surveillance conjoint mené par l'UNICEF et l'OMS en 2019, l'UNOCHA a relevé que seuls 43 % de la population avaient accès à des installations sanitaires de base (57 % des citadins et 38 % des habitants ruraux)⁶⁰². Selon le rapport de l'Unicef de 2018, seuls 12 % de la population afghane avaient accès à des toilettes⁶⁰³.

Kaboul

L'augmentation de la consommation d'eau et la diminution de la qualité des eaux souterraines ont entraîné une pénurie d'eau dans la capitale⁶⁰⁴. En 2017, la Société afghane d'approvisionnement en eau et d'assainissement en milieu urbain (AUWSSC) a estimé que seuls 32 % de la population de Kaboul avaient accès à l'eau courante et que seuls 10 % des habitants recevaient de l'eau potable⁶⁰⁵. L'inadéquation du système d'approvisionnement en eau de la ville a contraint les habitants qui n'en avaient pas les moyens à forer leurs propres puits⁶⁰⁶. De nombreux habitants pauvres de Kaboul, vivant dans la banlieue et sur les collines rocheuses de la ville, dépendaient de robinets publics situés souvent loin de chez eux, et les jeunes enfants, le plus souvent des filles, étaient chargés d'aller chercher de l'eau. Selon l'AUWSSC, en 2018, près de 72 entreprises privées fournissaient illégalement de l'eau à des milliers de familles dans toute la ville de Kaboul⁶⁰⁷.

Outre les problèmes d'approvisionnement en eau, ont été rapportées des difficultés liées à la prestation d'autres services essentiels, comme l'assainissement et l'électricité, aux nombreuses habitations informelles qui ont fait leur apparition sur les collines centrales de Kaboul⁶⁰⁸. En avril 2019, les représentants du HCR et du NRC ont déclaré au service d'immigration finlandais que de nombreuses maisons à Kaboul manquaient d'eau et d'installations sanitaires de base; de même, l'accès à des normes d'hygiène appropriées était limité. Pour accéder à de l'eau potable, les habitants de Kaboul avaient dû forer leurs propres puits ou acheter de l'eau en bouteille⁶⁰⁹.

En 2017, Antonio Foschini a noté que Kaboul restait l'une des rares capitales du monde à ne pas disposer d'un système central d'égouts, ce qui provoquait une pollution humaine et des problèmes de santé qui étaient aggravés par la forte augmentation de la population et par d'autres types de pollution, liés notamment à la circulation automobile⁶¹⁰. Au lieu d'un système d'égouts, les habitants utilisaient des fosses septiques individuelles qui étaient souvent situées près de puits d'eau. Les fuites d'eaux usées dans les eaux souterraines auraient été l'une des principales causes de contamination de l'eau dans la ville⁶¹¹. En outre, selon un rapport, la gestion municipale des déchets à Kaboul était sous-développée ou inexistante⁶¹².

⁶⁰¹ Bertelsmann Stiftung, BTI 2020 Country Report — Afghanistan, 2020, 29 April 2020, [url](#), p. 9

⁶⁰² UNOCHA, Humanitarian Needs Overview — Afghanistan, December 2019, [url](#), pp. 14-15

⁶⁰³ UNICEF, Afghanistan Annual Report 2017, February 2018, [url](#), p. 47

⁶⁰⁴ Kazemi S.R., The Quest for Household Water in Kabul City, AAN, 30 August 2018, [url](#)

⁶⁰⁵ Amin M. and Adeh, E.H., Water Crisis in Kabul Could Be Severe if Not Addressed, SAIS Review, 22 August 2017, [url](#)

⁶⁰⁶ Reuters, Afghan Capital's Thirsty Residents Dig Deep to Combat Drought, Overuse, 28 February 2017, [url](#)

⁶⁰⁷ Kazemi S.R., The Quest for Household Water in Kabul City, AAN, 30 August 2018, [url](#)

⁶⁰⁸ Collier P. et al., Policy Options for Kabul's Informal Settlements, IGC, January 2018, [url](#), p. 12

⁶⁰⁹ Finland, FIS/Migrationsverket, Afghanistan: Fact-Finding Mission to Kabul in April 2019, Situation of Returnees in Kabul, 10 October 2019, [url](#), p. 8

⁶¹⁰ Foschini F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, [url](#), p. 18

⁶¹¹ Kazemi S.R., The Quest for Household Water in Kabul City, AAN, 30 August 2018, [url](#)

⁶¹² Bertelsmann Stiftung, BTI 2020 Country Report — Afghanistan, 2020, 29 April 2020, [url](#), p. 9

Hérât

Parmi la population urbaine de Hérât, 81 % auraient eu accès à des sources d'eau améliorées, 90,7 % auraient utilisé l'électricité comme source d'éclairage et 92 % auraient disposé d'installations sanitaires améliorées⁶¹³. En avril 2016, APPRO a constaté que 80 % des habitants de la ville de Hérât avaient accès au réseau électrique, 70 % à l'eau et 30 % aux services d'assainissement⁶¹⁴. Le projet hydroélectrique de Salma, lancé en 2016, devait améliorer l'accès à l'électricité et à l'eau à Hérât et dans ses environs⁶¹⁵.

La majorité des habitants de la ville de Hérât puise son eau potable dans des conduites ou des puits⁶¹⁶. Il a été rapporté que la ville ne disposait pas d'un système d'égout central et que la fuite des eaux usées dans les eaux souterraines était considérée comme la principale cause de la contamination de l'eau dans la ville⁶¹⁷.

Mazâr-e Charîf

Selon les statistiques de l'État publiées en 2015, la plupart des habitants de la ville avaient accès à des sources d'eau potable améliorées (76 %), généralement par des conduites ou à partir de puits. Environ 92 % des ménages auraient eu accès à des installations sanitaires améliorées⁶¹⁸.

2.7.4 Logement et conditions de vie des PDI et des personnes revenues de l'étranger

Selon une enquête conjointe de la Banque mondiale et du HCR, les ménages de personnes revenues de l'étranger étaient généralement de très grande taille, et la plupart ont eu des enfants après leur retour en Afghanistan. Le ménage médian de personnes revenues de l'étranger se composait ainsi de 9,6 membres, dont plus de 50 % appartenaient à la tranche d'âge 0-16 ans⁶¹⁹.

Comme l'a montré l'ALCS 2016-17, les zones urbaines recensaient une plus grande proportion de migrants que de personnes n'ayant jamais émigré (46,2 % contre 19,2 %) ⁶²⁰. Selon le rapport du HCR de 2018, les PDI et les personnes revenues de l'étranger ont choisi de s'installer dans des zones urbaines ou semi-urbaines, où ils vivaient fréquemment dans des logements loués ou partagés ou dans des abris collectifs⁶²¹. La location de maisons était une pratique à laquelle avaient recours 58 % des personnes revenues de l'étranger en 2016-17 et 69 % des PDI, tandis que 22 % des personnes revenues de l'étranger et 20 % des PDI déclaraient vivre dans d'autres conditions de logement, par exemple en étant hébergés chez des parents lointains, en squattant ou en vivant dans une habitation informelle. Il était plus rare, pour les personnes revenues de l'étranger et les PDI que pour la population générale, de posséder la maison dans laquelle ils résidaient, ce qui, selon le HCR, était lié à la durée prolongée de leur déplacement, au pourcentage élevé de ces personnes nées en dehors de l'Afghanistan et au fait que 38 % des anciens réfugiés ne s'établissaient pas dans leur province d'origine à leur retour. Les personnes revenues de l'étranger sont toutefois plus susceptibles d'être propriétaires de leur logement que les PDI : environ 20 % des personnes revenues de l'étranger en 2016-2017 déclaraient être propriétaires de leur logement, contre 11 % des PDI. En outre, dans les zones rurales de l'Afghanistan, les personnes revenues de l'étranger et les PDI étaient plus susceptibles d'être

⁶¹³ Afghanistan, NSIA (CSO), Final Report of Herat Socio-Demographic and Economic Survey, 7 March 2017, [url](#), pp. 74, 76, 88

⁶¹⁴ APPRO, Afghanistan Rights Monitor: Baseline Report, April 2016, [url](#), p. 50

⁶¹⁵ Afghanistan Times, Modi, Ghani inaugurate long-awaited Salma Dam project, 4 June 2016, [url](#)

⁶¹⁶ Afghanistan, NSIA (CSO), Final Report of Herat Socio-Demographic and Economic Survey, 7 March 2017, [url](#), p. 77

⁶¹⁷ Kazemi S.R., The Quest for Household Water in Kabul City, AAN, 30 August 2018, [url](#)

⁶¹⁸ Afghanistan, NSIA (CSO), Socio-Demographic and Economic Survey Balkh, 5 January 2015, [url](#), pp. 70, 84

⁶¹⁹ World Bank and UNHCR, Living Conditions and Settlement Decisions of Recent Afghan Returnees, Findings from a 2018 Phone Survey of Afghan Returnees and UNHCR data, June 2019, [url](#), p. 15

⁶²⁰ Afghanistan, NSIA (CSO), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, [url](#), pp. 43-44

⁶²¹ UNHCR, Solutions Strategy for Afghan Refugees 2018-2019, October 2018, [url](#), p. 22

propriétaires de leur logement que les personnes revenues de l'étranger et les PDI vivant dans les zones urbaines⁶²².

En 2019, l'évaluation WoA a révélé que les ménages de PDI étaient, en moyenne, nettement plus endettés qu'ils ne l'étaient en 2018, les ménages des régions frappées par la sécheresse étant les plus sévèrement touchés⁶²³. L'UNOCHA a rapporté en 2019 que les PDI « étaient de plus en plus exposées à la précarité du logement et aux expulsions forcées ». Comme l'a révélé l'évaluation WoA de 2019, les personnes déplacées de force pouvaient être empêchées de retourner chez elles même après la fin du conflit. Dans cette évaluation, 52 % des ménages de PDI ont indiqué qu'ils vivaient « dans leur logement actuel sans le moindre document écrit ». « Un manque de clarté quant à l'étendue des droits et responsabilités respectifs des propriétaires fonciers, des bénéficiaires et des autres parties prenantes » aurait contribué « au succès ou à l'échec des mesures d'hébergement d'urgence et limité l'attribution d'abris provisoires »⁶²⁴.

Sur la base des données de l'évaluation WoA de 2019, l'UNOCHA a signalé que les ménages déplacés avaient cité l'hébergement comme l'un de leurs trois besoins prioritaires: 65 % des ménages déplacés ont indiqué qu'ils ne vivaient pas dans un abri permanent (10 % vivaient sous des tentes, 19 % dans des abris de fortune et 36 % dans des abris faits de boue ou de briques), et 45 % ont déclaré que leur abri avait été endommagé au cours des six derniers mois, à cause de conflits ou d'une catastrophe naturelle. Parmi les ménages qui ont déclaré que leur abri avait été endommagé, 80 % ont affirmé ne pas pouvoir effectuer les réparations nécessaires. « Le coût de la réparation de l'abri était particulièrement élevé pour les ménages non déplacés touchés par une catastrophe naturelle, 41 % d'entre eux déclarant que les coûts de réparation de l'abri étaient la principale cause de leur endettement »⁶²⁵.

L'eau et l'assainissement constituaient un problème grave dans tous les campements examinés par le HCR. Un grand nombre de familles n'avaient pas accès à des latrines et beaucoup dépendaient des points d'eau communaux, rencontrant des problèmes de congestion et de qualité de l'eau⁶²⁶. En juillet 2019, MSF a fait état d'un approvisionnement en eau inadéquat et d'un accès limité à la nourriture, aux soins de santé et aux services essentiels (c'est-à-dire à l'assainissement) dans les abris situés à la périphérie de la ville de Hérât, qui accueillait des PDI des provinces de Hérât, Faryab, Badghis et Ghor. La réduction de l'approvisionnement en eau aurait provoqué une situation dans laquelle les gens « mendiaient de l'eau dans le voisinage pour boire et se laver »⁶²⁷.

Les femmes dans les camps de PDI ont déclaré être confrontées à des niveaux élevés de violence domestique⁶²⁸, et selon l'UNOCHA :

« L'absence d'eau potable et d'un abri adapté expose les ménages vulnérables, notamment les femmes, les enfants et les personnes âgées, aux intempéries, au manque d'intimité et de dignité, et au surpeuplement (parfois 4 à 5 ménages partagent un même abri). En outre, le manque d'isolation adéquate contre les intempéries, notamment dans les zones de haute altitude, limite la capacité des personnes à faire face aux rudes hivers afghans, ce qui contribue à l'augmentation de l'incidence des infections respiratoires aiguës et de la mortalité infantile des moins de cinq ans »⁶²⁹.

⁶²² UNHCR, Returnee and Internally Displaced Persons Monitoring Report, May 2018, [url](#), p. 15

⁶²³ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview – Afghanistan, December 2019, [url](#), p. 16

⁶²⁴ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview – Afghanistan, December 2019, [url](#), p. 32

⁶²⁵ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview – Afghanistan, December 2019, [url](#), p. 25

⁶²⁶ UNHCR, Profile and Response Plan of Protracted IDP Settlements in Herat, October 2016, [url](#), p. 6

⁶²⁷ MSA, Living conditions deteriorate for displaced people in Herat, 24 July 2019, [url](#)

⁶²⁸ USDOS, Afghanistan 2019 Human Rights Report, 11 March 2020, [url](#), p. 24

⁶²⁹ UNOCHA, Humanitarian Needs Overview – Afghanistan, December 2019, [url](#), p. 25

3. Mobilité interne

3.1 Liaisons aériennes internationales et nationales

Lifos rapporte que, selon une vue d'ensemble du trafic aérien afghan, environ 25 aéroports seraient actifs dans le pays, bien que seul un certain nombre d'entre eux aient été ouverts à la circulation aérienne commerciale intérieure en 2019⁶³⁰. Les quatre aéroports internationaux de l'Afghanistan sont situés à Kaboul, Hérât, Mazâr-e Charîf et Kandahâr⁶³¹. Lifos a indiqué que les horaires des vols pouvaient souvent changer, et que les renseignements sur les destinations et les départs n'étaient pas toujours mis à jour sur les sites internet des compagnies aériennes. Les retards ou annulations de dernière minute sont fréquents et peuvent être causés par des conditions météorologiques, des catastrophes naturelles, des problèmes techniques ou des incidents liés à la sécurité, tandis que, pour certaines destinations, les vols sont même suspendus pendant plusieurs mois. Cependant, de Kaboul à Hérât, Mazâr-e Charîf et Kandahâr, les vols réguliers ont « plus ou moins toujours existé sur une plus longue période, alors que les départs vers des destinations moins populaires, telles que Bâmiyân, ont varié au fil du temps »⁶³².

En 2019, Kam Air, une compagnie aérienne privée, et Ariana Afghan Airlines étaient les deux compagnies commerciales afghanes opérant des vols en Afghanistan⁶³³. D'après le New York Times, Kam Air proposait 90 % des vols intérieurs en Afghanistan avant que les talibans n'attaquent l'hôtel Intercontinental en janvier 2018 à Kaboul, tuant, entre autres victimes, neuf membres du personnel international de Kam Air. Après cette attaque, plus de 50 travailleurs étrangers de Kam Air ont quitté le pays, contraignant la compagnie aérienne à suspendre de nombreux vols⁶³⁴. Kam Air dessert des villes afghanes dont les liaisons routières avec le reste du pays sont souvent peu fiables ou dangereuses⁶³⁵. Selon le site web de Kam Air, des vols intérieurs vers plusieurs destinations sont disponibles depuis juin 2020, tandis que deux autres liaisons aériennes intérieures sont prévues⁶³⁶. Une autre compagnie aérienne afghane, Safi Airways, fondée en 2006, assurait des vols internationaux et intérieurs avant d'être clouée au sol, en septembre 2016, en raison de problèmes de taxes et de dettes impayées⁶³⁷. Safi Airways assurait 74 vols hebdomadaires vers des destinations internationales et intérieures⁶³⁸. Selon le site web de Safi Airways, la compagnie aérienne était le deuxième transporteur de passagers du pays⁶³⁹.

L'autorité de l'aviation civile a indiqué que « l'industrie de l'aviation dans son pays [l'Afghanistan] a perdu plus de 20 millions d'USD [environ 18,2 millions d'EUR⁶⁴⁰] depuis le début de la pandémie de coronavirus, ce qui a forcé les compagnies aériennes afghanes à réduire leurs vols à partir de début mars, puis à suspendre tous leurs vols à la fin du mois [de mars 2020] »⁶⁴¹.

En raison de la Covid-19, le transporteur national Kam Air et les compagnies aériennes internationales ont suspendu leurs services de vols à destination et en provenance de Kaboul. Au 23 juin 2020, il n'y

⁶³⁰ Sweden, Lifos, Lifosrapport: Inrikesflyg, I Afghanistan (version 3.1), 2 July 2019, [url](#), p. 4

⁶³¹ Sweden, Lifos, Lifosrapport: Inrikesflyg, I Afghanistan (version 3.1), 2 July 2019, [url](#), p. 4; SIGAR, Afghanistan's Civilian Aviation: Capacity has improved but challenges remain, including reliance on donor support for operations, July 2019, [url](#), p. 5-6

⁶³² Sweden, Lifos, Lifosrapport: Inrikesflyg I Afghanistan (version 3.1), 2 July 2019, [url](#), p. 4

⁶³³ Sweden, Lifos, Lifosrapport: Inrikesflyg I Afghanistan (version 3.1), 2 July 2019, [url](#), p. 4

⁶³⁴ New York Times (The), Grounded and Gutted, Main Afghan Airline Struggles after Taliban Attack, 26 January 2018, [url](#)

⁶³⁵ Reuters, Afghan airline struggles after foreign staff killed in hotel raid, 24 January 2018, [url](#)

⁶³⁶ Kam Air, route map, domestic routes, n.d., as of 8 July 2020, [url](#)

⁶³⁷ Safi Airways, About Safi Airways, n.d., as of 8 July 2020, [url](#)

⁶³⁸ National (The), Biggest private airline in Afghanistan grounded over non-payment, 6 September 2016, [url](#)

⁶³⁹ Safi Airways, About Safi Airways, n.d., [url](#)

⁶⁴⁰ According to the currency converter: EC, Exchange rate, n.d. [url](#)

⁶⁴¹ RFE/RL/Gandhara, Coronavirus Pandemic Hits Afghan Airlines Hard, 2 April 2020, [url](#)

avait plus aucun vol commercial pour les voyageurs souhaitant quitter Kaboul⁶⁴². Le 23 juin 2020, l'ambassade des États-Unis en Afghanistan a indiqué que « l'autorité de l'aviation civile afghane avait annoncé que plusieurs compagnies aériennes (Emirates, Turkish, Ariana et Kam) avaient repris leurs vols [...] »; le 8 juillet 2020, la même source a annoncé que « le gouvernement afghan avait rouvert sa frontière avec l'Iran, laquelle avait été fermée temporairement à tous les déplacements aériens et terrestres »⁶⁴³.

Les médias ont rapporté qu'en raison des pertes économiques causées par le confinement lié à la Covid-19, Kam Air⁶⁴⁴ et Ariana Afghan Airlines pourraient ne pas être en mesure de reprendre leurs vols une fois le confinement levé. Les itinéraires indiqués ci-dessous se rapportent aux itinéraires existants au 8 juillet 2020, mais ceux-ci ne sont pas tous (entièrement) assurés pendant les mesures de confinement imposées⁶⁴⁵.

Kaboul

L'aéroport international de Kaboul, officiellement nommé Aéroport international Hamid Karzaï en 2014 et aussi connu localement sous le nom d'aéroport de Khwaja Rawash, est le principal aéroport international de l'Afghanistan⁶⁴⁶. Au moment de la rédaction et de la finalisation de ce rapport, les liaisons aériennes étaient sujettes à des modifications dues aux mesures liées à la Covid-19. D'après les horaires des vols en ligne consultés sur un site de suivi, les correspondances suivantes en partance de Kaboul étaient disponibles au 8 juillet 2020⁶⁴⁷:

Vols internationaux:

- Ankara (Ariana Afghan Airlines)
- Bakou (Silk Way Airlines)
- Delhi (Kam Air, Air India, Ariana Afghan Airlines)
- Dubaï (Fly Dubai)
- Islamabad (Kam Air)
- Istanbul, Ankara (Turkish Airlines)
- Jeddah (Ariana Afghan Airlines, Kam Air)
- Mashhad (Kam Air)
- Riyadh (Kam Air)
- Sharjah (Air Arabia)
- Tashkent (Kam Air)

Vols intérieurs:

- Ariana Afghan Airlines assure des vols intérieurs de Kaboul à:
 - Hérât
 - Kandahâr
 - Mazâr-e Charîf
 - Urumqi
- Kam Air assure des vols intérieurs de Kaboul à:
 - Bamiyan
 - Bost
 - Dammam
 - Faizabad
 - Hérât

⁶⁴² US Embassy in Afghanistan, COVID-19 Information, as of 23 June 2020, [url](#)

⁶⁴³ US Embassy in Afghanistan, COVID-19 Information, as of 8 July 2020, [url](#)

⁶⁴⁴ Reuters Afghan airlines at risk of collapse, taking women's jobs with them, 12 May 2020, [url](#)

⁶⁴⁵ Flightradar 24, Kabul International Airport, n.d., as of 8 July 2020, [url](#); Flightradar 24, Herat International Airport, n.d., as of 8 July 2020, [url](#); Flightradar 24, Mazar-e Sharif International Airport, n.d., as of 8 July 2020, [url](#)

⁶⁴⁶ Sweden, Lifos, Lifosrapport: Inrikesflyg, I Afghanistan (version 3.1), 2 July 2019, [url](#), p. 4; Hamid Karzai International Airport, n.d., [url](#); LCA, Afghanistan Kabul (Hamid Karzai) International Airport, 5 January 2018, [url](#); ACAA, International Airfields, 10 January 2018, [url](#)

⁶⁴⁷ Flightradar 24, Kabul International Airport, n.d., as of 8 July 2020, [url](#)

- Kandahar
 - Maimana
 - Mazâr-e Charîf
 - Tarinkot
 - Zaranj
- Le site de Kam Air prévoit également d'autres vols intérieurs⁶⁴⁸ de Kaboul à :
 - Shanghai
 - Madina
 - Nadjaf
 - Shanghai

Kam Air indique sur son site web que des liaisons reliant Kaboul à Kondôz et Kaboul à Sharana sont prévues⁶⁴⁹.

Hérât

L'aéroport international de Hérât est l'un des quatre aéroports internationaux de l'Afghanistan⁶⁵⁰. Au moment de la rédaction et de la finalisation de ce rapport, les liaisons aériennes étaient sujettes à des modifications dues aux mesures liées à la Covid-19. D'après les horaires des vols en ligne consultés sur un site de suivi, les correspondances suivantes en partance de Hérât étaient disponibles au 8 juillet 2020⁶⁵¹:

Vols internationaux:

- Ces destinations sont desservies depuis/vers Hérât:
 - aucune destination internationale n'était desservie au 8 juillet 2020⁶⁵²

Vols intérieurs:

- Ariana Afghan Airlines assure des vols intérieurs de Hérât à :
 - Kaboul⁶⁵³
- Kam Air assure des vols intérieurs de Hérât à :
 - Kaboul⁶⁵⁴
 - Chaghcharan⁶⁵⁵
 - Farah⁶⁵⁶
 - Kaboul⁶⁵⁷
 - Zaranj⁶⁵⁸
 - Mazâr-e Charîf⁶⁵⁹

⁶⁴⁸ Kam Air, route map, domestic routes, n.d., as of 8 July 2020, [url](#)

⁶⁴⁹ Kam Air, route map, domestic routes, n.d., as of 8 July 2020, [url](#)

⁶⁵⁰ SIGAR, Afghanistan's Civilian Aviation: Capacity has improved but challenges remain, including reliance on donor support for operations, July 2019, [url](#), p. 5

⁶⁵¹ Flightradar 24, Herat International Airport, n.d., as of 8 July 2020, [url](#)

⁶⁵² ch-aviation, Herat, Afghanistan set for scheduled int'l pax service, 3 October 2017, [url](#); Flightradar 24, Herat International Airport, n.d., as of 8 July 2020, [url](#)

⁶⁵³ Flightradar 24, Herat International Airport, n.d., as of 8 July 2020, [url](#)

⁶⁵⁴ Flightradar 24, Herat International Airport, n.d., as of 8 July 2020, [url](#)

⁶⁵⁵ ch-aviation, Herat, Afghanistan set for scheduled int'l pax service, 3 October 2017, [url](#); Flightradar 24, Herat International Airport, n.d., as of 8 July 2020, [url](#); Kam Air, route map, domestic routes, n.d., as of 8 July 2020, [url](#)

⁶⁵⁶ ch-aviation, Herat, Afghanistan set for scheduled int'l pax service, 3 October 2017, [url](#); Flightradar 24, Herat International Airport, n.d., as of 8 July 2020, [url](#); Kam Air, route map, domestic routes, n.d., as of 8 July 2020, [url](#)

⁶⁵⁷ Flightradar 24, Herat International Airport, n.d., as of 8 July 2020, [url](#)

⁶⁵⁸ ch-aviation, Herat, Afghanistan set for scheduled int'l pax service, 3 October 2017, [url](#); Kam Air, route map, domestic routes, n.d., as of 8 July 2020, [url](#)

⁶⁵⁹ Kam Air, route map, domestic routes, n.d., as of 8 July 2020, [url](#)

Mazâr-e Charîf

L'aéroport international de Mazâr-e Charîf, localement connu sous le nom d'aéroport international Mawlana Jalaluddin Muhammad Balkhi, est l'un des quatre aéroports internationaux de l'Afghanistan⁶⁶⁰. En janvier 2019, un corridor aérien reliant Mazâr-e Charîf à l'Europe via la Turquie a été ouvert pour les vols de fret⁶⁶¹. Au moment de la rédaction et de la finalisation de ce rapport, les liaisons aériennes étaient sujettes à des modifications dues aux mesures liées à la Covid-19. D'après les horaires des vols en ligne consultés sur un site de suivi, les correspondances suivantes en partance de Mazâr-e Charîf étaient disponibles au 8 juillet 2020⁶⁶²:

Vols internationaux:

- Ces destinations sont desservies depuis/vers Mazâr-e Charîf:
 - Istanbul (Turkish Airlines)⁶⁶³
 - Mashhas (Kam Air)⁶⁶⁴

Vols intérieurs:

- Ariana Afghan Airlines assure des vols intérieurs de Mazâr-e Charîf à:
 - Kaboul
- Kam Air assure des vols intérieurs de Mazâr-e Charîf à:
 - Kaboul
 - Hérât⁶⁶⁵
 - Zaranj (via Hérât)⁶⁶⁶

3.2 Restrictions de déplacements et documents requis pour voyager

Selon la Constitution afghane, les individus jouissent de la liberté de circulation et les Afghans ont le droit constitutionnel de se rendre à l'étranger, d'émigrer et de revenir en Afghanistan⁶⁶⁷. Bien qu'aucune restriction légale n'ait été mise en place, dans la pratique, il est dangereux de se déplacer en raison du conflit qui sévit dans le pays et des déplacements massifs qu'il occasionne⁶⁶⁸. En 2019, le gouvernement n'a, d'une manière générale, pas restreint le droit à la liberté de circulation à l'intérieur des frontières du pays. Selon l'USDOS, « le principal obstacle à la circulation dans certaines parties du pays demeure l'insécurité ». Les chauffeurs de taxi, de camion et d'autobus ont déclaré que les forces de sécurité et les insurgés établissaient parfois des points de contrôle illégaux et extorquaient de l'argent et des marchandises aux voyageurs. Les talibans bloquaient régulièrement les routes ou imposaient des taxes illégales à ceux qui tentaient de circuler⁶⁶⁹. (Voir la section [3.4 Sécurité sur les routes](#)). Selon la Bertelsmann Stiftung, l'Afghanistan ne s'est pas doté d'un « système de transport public de base »⁶⁷⁰.

Le principal document d'identité en Afghanistan est appelé *tazkera* (voir section [1.3. Accès à la tazkera](#)). Une *tazkera* est « nécessaire » pour accéder à toute une série de services publics, mais aussi pour obtenir d'autres documents d'identité (passeports et permis de conduire, par exemple)⁶⁷¹.

⁶⁶⁰ Sweden, Lifos, Lifosrapport: Inrikesflyg i Afghanistan (version 3.0), 26 September 2018, available at [url](#), p. 8

⁶⁶¹ Pajhwok Afghan News, Mazar-i-Sharif-Turkey-Europe air corridor formally opens, 9 January 2019, [url](#)

⁶⁶² Flightradar 24, Mazar-e Sharif International Airport, n.d., as of 8 July 2020, [url](#)

⁶⁶³ Flightradar 24, Mazar-e Sharif International Airport, n.d., as of 8 July 2020, [url](#); Turkish Airline, Mazar-e Sharif, Afghanistan, n.d., as of 8 July 2020, [url](#)

⁶⁶⁴ Flightradar 24, Mazar-e Sharif International Airport, n.d., as of 8 July 2020, [url](#)

⁶⁶⁵ Kam Air, route map, domestic routes, n.d., as of 8 July 2020, [url](#)

⁶⁶⁶ Kam Air, route map, domestic routes, n.d., as of 8 July 2020, [url](#)

⁶⁶⁷ USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2019 - Afghanistan, 10 March 2020, [url](#)

⁶⁶⁸ Freedom House, Freedom in the World 2020— Afghanistan, 4 March 2020, [url](#)

⁶⁶⁹ USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2019 - Afghanistan, 11 March 2020, [url](#)

⁶⁷⁰ Bertelsmann Stiftung, BTI 2020 Country Report — Afghanistan, 2020, 29 April 2020, [url](#), p. 9

⁶⁷¹ NRC and Samuel Hall, Access to Tazkera and Other Civil Documentation in Afghanistan, November 2016, [url](#), p. 16

Le Conseil consultatif sur la sécurité à l'étranger (OSAC) a affirmé « qu'un titre d'identité approprié est généralement suffisant pour permettre le passage aux postes de contrôle gérés par le gouvernement. Les officiers peuvent exiger des pots-de-vin en raison de la corruption, de la mauvaise rémunération et du manque de discipline au sein des forces de police et de l'armée en zones rurales »⁶⁷². Un représentant de l'AAN contacté par la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (IRB) en 2019 n'a mentionné aucune « obligation systématique de présenter des documents d'identité pour voyager en Afghanistan »⁶⁷³.

En raison de l'épidémie mondiale de coronavirus, l'Afghanistan a imposé des mesures de confinement pour empêcher la propagation du virus. Selon l'ambassade des États-Unis à Kaboul, au 30 mai 2020, « la ville de Kaboul, Hérât, Farah, Jalalabad (Nangarhâr), Asadabad (Kounar) et Zaranj (Nimroz) étaient confinées ».⁶⁷⁴

3.3 Liberté de circulation des femmes

Les contraintes sociales limitent la capacité des femmes à voyager seules⁶⁷⁵. Selon les coutumes sociales, la liberté de mouvement des femmes est subordonnée à l'obtention du consentement masculin ou d'une protection masculine⁶⁷⁶. Les femmes qui voyagent sans la protection d'un homme (également appelé *chaperon* ou *mahram*⁶⁷⁷) courent un plus grand risque d'être victimes de discrimination ou de harcèlement lorsqu'elles quittent le domicile⁶⁷⁸. La protection masculine peut être assurée par « le mari ou des parents masculins directs que la femme ne peut pas épouser en vertu de la charia, c'est-à-dire le père, le frère, les oncles et les cousins paternels et maternels qu'elle ne peut pas épouser »⁶⁷⁹. Selon le rapport d'information sur le pays d'origine de l'Afghanistan, publié par les Pays-Bas en 2019, « cette pression » exercée sur les femmes pour avoir une protection masculine est plus importante dans les zones rurales et dans les régions contrôlées par les talibans et par d'autres groupes armés⁶⁸⁰. Par exemple, à Kandahâr, les femmes sont rarement vues seules en public, alors que c'est plus courant à Mazâr-e Charîf et à Kaboul. Selon Foschini, en novembre 2018, les femmes pouvaient voyager seules sur les lignes reliant certaines grandes villes aux quartiers environnants, en utilisant les transports publics comme tous les autres passagers. C'était le cas autour de Kaboul (en particulier sur le plateau Shomali au nord de la ville), le long de la route reliant Hérât et Islam Qalah, ainsi que sur les principales routes menant à Mazâr-e Charîf⁶⁸¹.

Néanmoins, le rapport publié par les Pays-Bas en 2019 a relevé que, dans la pratique:

« il est souvent risqué pour les femmes de voyager seules, non seulement à la campagne, mais aussi dans les grandes villes comme Kaboul [...] en raison de la culture dominante et de la pression sociale qui y est associée, les femmes sont souvent accompagnées d'un *mahram* [...] l'idée étant que le *mahram* puisse venir en aide à la femme si celle-ci rencontre des difficultés. [...] Les femmes célibataires se déplacent en groupe en dehors de leur domicile, une mère

⁶⁷² USDOS, Bureau of Diplomatic Security, Afghanistan 2020 Crime & Safety Report, 25 February 2020, [url](#)

⁶⁷³ Canada, IRB, Afghanistan: Documents Required to Travel within Afghanistan, Documents Required to Pass Checkpoints (2013-January 2015), 3 February 2016, [url](#)

⁶⁷⁴ US Embassy in Afghanistan, COVID-19 Information, as of 30 May 2020, [url](#)

⁶⁷⁵ Freedom House, Freedom in the World 2020— Afghanistan, 4 March 2020, [url](#)

⁶⁷⁶ USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2019 - Afghanistan, 11 March 2020, [url](#)

⁶⁷⁷ Le chaperon est un parent masculin qui accompagne une femme lorsqu'elle quitte le domicile ou est en déplacement; le terme *mahram* est également couramment utilisé. Corboz, J., Bacha posh in Afghanistan: factors associated with raising a girl as a boy, 17 June 2019, available at: [url](#)

⁶⁷⁸ Netherlands, Department for Country of Origin Information Reports, Country of Origin Report Afghanistan, March 2019, [url](#), p.91

⁶⁷⁹ UNAMA, Afghanistan: Protection of civilians in armed conflict, Annual Report 2017, February 2018, available at [url](#), pp. 9-10; Netherlands, Department for Country of Origin Information Reports, Country of Origin Report Afghanistan, March 2019, [url](#), p.89

⁶⁸⁰ Netherlands, Department for Country of Origin Information Reports, Country of Origin Report Afghanistan, March 2019, [url](#), p.89

⁶⁸¹ Foschini F., Email, 9 November 2018. Fabrizio Foschini made this addition during the review of this report.

célibataire peut marcher dans la rue sans être dérangée si elle est accompagnée d'un fils. Les garçons peuvent jouer ce rôle de chaperon dès l'âge de sept ans »⁶⁸².

Aucun obstacle juridique n'empêche les femmes de conduire en Afghanistan, mais peu de femmes étaient au volant en 2018⁶⁸³. Kaboul, tout comme Balkh et Hérât, fait partie des villes afghanes où l'on voit de plus en plus de femmes conduire⁶⁸⁴. Officiellement, aucune barrière juridique n'empêche les femmes d'utiliser les transports en commun⁶⁸⁵. Mais, dans la pratique, « il existe peu de structures permettant aux femmes de se déplacer seules en transports publics sans risquer d'être harcelées par des hommes. Toutefois, certains bus sont équipés d'une partie distincte avec des places réservées aux femmes. Certains employeurs organisent eux-mêmes le transport de leurs employées »⁶⁸⁶.

Un article du Diplomat datant de 2020 a indiqué que les personnes qui pensent que les femmes devraient travailler uniquement à la maison citaient comme principale préoccupation des raisons de sécurité. Pendant des années, les femmes ne pouvaient pas quitter leur domicile sans être accompagnées par un tuteur masculin, si bien que de nombreuses femmes n'ont pas pu poursuivre leurs études⁶⁸⁷. Selon le rapport d'information sur le pays d'origine de l'Afghanistan publié par les Pays-Bas en 2019:

« L'accès à l'éducation et aux soins de santé reste un défi majeur pour les femmes et les filles [...] de nombreux Afghans s'opposent à l'éducation des femmes quand cela oblige celles-ci à quitter leur domicile [...] Les femmes afghanes ont moins accès aux soins de santé que les hommes. La pression sociale exercée sur les femmes pour qu'elles soient accompagnées d'un *mahram* constitue également un obstacle qui empêche les femmes de se rendre dans des centres de santé [...] en vertu de la culture traditionnelle dominante, en particulier dans les zones rurales, il n'est pas acceptable qu'une femme se rende chez un médecin homme pour y recevoir des soins »⁶⁸⁸.

En Afghanistan, les femmes handicapées mentales et/ou physiques sont confrontées à divers obstacles. Par exemple, « la rééducation physique n'est pas disponible dans toutes les provinces, et beaucoup de patients renoncent à ces services en raison des longues distances qu'ils doivent parcourir pour en bénéficier »⁶⁸⁹. Voir [Section 2.6.4 Accès aux soins de santé pour les femmes](#).

Sous le régime des talibans (1996-2001), les femmes n'avaient pas accès à la sphère publique, à l'éducation et à l'emploi⁶⁹⁰, et se voyaient refuser l'accès à la liberté de circulation⁶⁹¹; compte tenu de l'évolution politique et la signature d'un accord de paix entre les États-Unis et les talibans, le 29 février 2020⁶⁹², certains observateurs ont fait part de leurs préoccupations sur de potentielles menaces contre quelque uns des droits des femmes précédemment acquis⁶⁹³.

⁶⁸² Netherlands, Department for Country of Origin Information Reports , Country of Origin Report Afghanistan, March 2019, [url](#), pp .90-91

⁶⁸³ Huffington Post, Despite The Backlash, Women Take The Wheel In Afghanistan, 31 August 2017, [url](#)

⁶⁸⁴ Tolonews, Number of Woman Drivers on the Rise in Kabul, 28 September 2018, [url](#)

⁶⁸⁵ Netherlands, Department for Country of Origin Information Reports , Country of Origin Report Afghanistan, March 2019, [url](#), p.89

⁶⁸⁶ Netherlands, Department for Country of Origin Information Reports , Country of Origin Report Afghanistan, March 2019, [url](#), p.89

⁶⁸⁷ Diplomat (The), Afghanistan's Women Are the Key to a Lasting Peace, 7 April 2020, [url](#)

⁶⁸⁸ Netherlands, Department for Country of Origin Information Reports , Country of Origin Report Afghanistan, March 2019, [url](#), p.89-90

⁶⁸⁹ HRW, Disability Is not a Weakness, 28 April 2020, [url](#)

⁶⁹⁰ BBC, Afghan peace talks: The woman who negotiated with the Taliban, 27 February 2020, [url](#)

⁶⁹¹ HRW, A crucial moment for women's rights in Afghanistan, 5 March 2020, [url](#)

⁶⁹² BBC, Afghan conflict: US and Taliban sign deal to end 18-year war, 29 February 2020, [url](#)

⁶⁹³ HRW, A crucial moment for women's rights in Afghanistan, 5 March 2020, [url](#); Diplomat (The), The US-Taliban Deal Ignores Human Rights and Women, 6 March 2020, [url](#); Telegraph (The), Women in Afghanistan fear a return to oppression as they are left out of peace talks with Taliban, 18 February 2019, [url](#)

3.4 Sécurité sur les routes

En 2019, le conflit persistant en Afghanistan a provoqué des déplacements massifs et a rendu les déplacements dangereux dans de nombreuses régions du pays⁶⁹⁴. En 2019, les incidents liés au conflit ont continué d'avoir un impact sur les civils lorsque ceux-ci circulaient sur les routes ou vauquaient à leurs occupations quotidiennes⁶⁹⁵, et l'insécurité est restée le plus grand obstacle à la circulation dans certaines parties du pays. Les chauffeurs de taxi, de camion et d'autobus ont signalé que des points de contrôle illégaux étaient parfois établis par des forces de sécurité et des groupes d'insurgés, qui extorquaient de l'argent et des marchandises aux voyageurs⁶⁹⁶.

La MANUA a déclaré qu'en 2019, les menaces sur les routes principales et les routes nationales, y compris les enlèvements perpétrés par les talibans, s'étaient traduites par une restriction de la liberté de circulation du peuple afghan et par une exacerbation du climat de peur⁶⁹⁷. L'USDOS a également noté que « les talibans bloquaient régulièrement les routes principales ou imposaient des taxes illégales à ceux qui tentaient de circuler. En août [2019], les talibans ont capturé le district de Dasht-e-Archi, dans la province de Kondôz, et le district de Pul-i-Khumri, dans la province de Baghlan, bloquant les routes menant à la route nationale de Kaboul pendant plus de deux semaines »⁶⁹⁸. En octobre 2019, une bombe a provoqué une explosion près de l'aéroport de Kandahar, attentat dont les talibans ont revendiqué la responsabilité. Aucun civil n'a été blessé⁶⁹⁹. En novembre 2019, une voiture piégée a explosé près de l'aéroport international Hamid Karzaï à Kaboul, tuant 12 civils, dont trois enfants, et en blessant 20 autres⁷⁰⁰. Le 7 juin 2020, Tolonews a fait état d'une « augmentation spectaculaire des menaces à la sécurité » sur les principales routes du pays reliant la capitale de l'Afghanistan, Kaboul, aux autres provinces. Cette situation serait due à des combats généralisés entre les FNSA et les AGE pour le contrôle des principales routes du pays. L'insécurité a considérablement augmenté sur les grands axes, notamment sur les routes de Kaboul-Logar-Paktia, Kaboul-Baghlan, Baghlan-Kondôz, Pul-e Khumri-Samangan, Kaboul-Jalalabad et Kaboul-Kandahâr⁷⁰¹.

En avril 2020, la route principale de Hérât-Islam Qala, reliant la ville de Hérât à la ville frontalière d'Islam Qala, serait toujours dangereuse en raison de la présence de milices et de bandes armées⁷⁰². Le 31 juillet 2019, un bus a heurté un engin explosif improvisé sur la route reliant Kandahâr et Hérât, tuant au moins 34 civils et en blessant 17 autres⁷⁰³. Les médias locaux ont rapporté que les cas d'extorsion aux points de contrôle établis par les talibans et par les forces gouvernementales étaient devenus fréquents sur les axes routiers de Kandahâr-Kaboul, Kandahâr-Hérât et Kaboul-Torkham. Des cas d'extorsion ont également été signalés, par exemple, sur la route reliant Mazâr-e Charîf, dans la province de Balkh, et le district de Dar-e Suf, dans la province de Samangan, et sur la route de Baghlan-Balkh⁷⁰⁴.

En mai 2020, un membre du conseil provincial de Sar-é Pol a évoqué des postes de contrôle tenus par des talibans dans différents villages du district de Zari, sur la route menant à Mazâr-e Charîf⁷⁰⁵. Des rapports ont fait état d'une insécurité accrue le long de la route de Mazar-Shiberghan en août 2019⁷⁰⁶. Les talibans auraient souvent établi des postes de contrôle le long de cette route, rendant les

⁶⁹⁴ Freedom House, Freedom in the World 2020— Afghanistan, 4 March 2020, [url](#)

⁶⁹⁵ UNAMA, Afghanistan. Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2019, 22 February 2020, [url](#), p. 48

⁶⁹⁶ USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2019 - Afghanistan, 11 March 2020, [url](#)

⁶⁹⁷ UNAMA, Afghanistan. Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2019, 22 February 2020, [url](#), p. 31

⁶⁹⁸ USDOS, Country Reports on Human Rights Practices for 2019 - Afghanistan, 11 March 2020, [url](#)

⁶⁹⁹ Gulf News, Explosion near Kandahar Airport in Afghanistan, 27 October 2019, [url](#)

⁷⁰⁰ Washington Post (The), 12 killed in Kabul suicide blast, including children, 13 November 2019, [url](#)

⁷⁰¹ Tolonews, Fierce widespread fighting surges to control highways, 7 July 2020, [url](#)

⁷⁰² Tolonews, Herat's Key Highway Remains Unsafe: Officials, 25 April 2020, [url](#)

⁷⁰³ Al Jazeera, Dozens of civilians killed as the bus hit a roadside bomb, 31 July 2019, [url](#)

⁷⁰⁴ Tolonews, Taliban Attacks Stop Traffic on Northern Highway: Sources, 6 July 2020, [url](#)

⁷⁰⁵ Ruttig, T., The case of Mawlawi Mehdi and Balkhab District: Are the Taliban attracting Hazaras?, AAN, 23 May 2020, [url](#)

⁷⁰⁶ UNOCHA, Afghanistan: Weekly Humanitarian Update (5 - 11 August 2019), 14 August 2019, [url](#); UNOCHA, Afghanistan: Weekly Humanitarian Update (18 - 25 August 2019), 27 August 2019, [url](#)

déplacements difficiles pour les employés du gouvernement⁷⁰⁷. Des incidents de sécurité sur la route de Mazar à Shiberghan ont été signalés en mars⁷⁰⁸, avril⁷⁰⁹ et octobre 2019⁷¹⁰. Ces incidents se sont poursuivis en 2020⁷¹¹, y compris pendant la semaine de réduction des combats convenue, fin février 2020, entre les talibans et les États-Unis⁷¹². Des manifestants ont bloqué la route de Mazar-Shiberghan en juin 2019 après que deux enfants eurent été tués et deux civils blessés lors d'une opération de sécurité sur cet axe routier⁷¹³.

⁷⁰⁷ Tolonews, Taliban Planning To Disrupt Balkh Security: Police Chief, 22 August 2019, [url](#)

⁷⁰⁸ New York Times (The), Afghan War Casualty Report: March 2020, 5 March 2020, [url](#)

⁷⁰⁹ New York Times (The), Afghan War Casualty Report: April 5-11, 11 April 2019, [url](#); Xinhua, Gov't forces kill 7 militants in N. Afghanistan, 30 April 2019, [url](#)

⁷¹⁰ New York Times (The), Afghan War Casualty Report: October 2019, 4 October 2019, [url](#)

⁷¹¹ Pajhwok Afghan News, 8 highway police personnel killed in Balkh assault, 1 January 2020, [url](#)

⁷¹² New York Times (The), Afghan War Casualty Report: January 2020, 2 January 2020, [url](#); RFE/RL, At Least Six Killed In Afghanistan Despite 'Reduction Of Violence' Deal, 24 February 2020, [url](#); KUNA, Taliban attacks kill 15 security men in N. Afghanistan, 1 January 2020, [url](#); UNOCHA, Afghanistan: Weekly Humanitarian Update (24 February – 1 March 2020), 4 March 2020, [url](#)

⁷¹³ Pajhwok Afghan News, Balkh protestors close road after forces kill 2 children, 22 June 2019, [url](#)

Annexe I: Bibliographie

Sources orales:

Clark K., réseau d'analystes d'Afghanistan (AAN), entretien vidéo en ligne avec l'EASO, 27 juillet 2020

Projet MedCOI,, 24 juin 2017. MedCOI est un projet financé par l'AMIF pour obtenir des informations médicales sur le pays d'origine. Ce projet permet à 12 États membres de l'Union européenne, plus la Norvège et la Suisse, de faire appel aux services de l'équipe « MedCOI » aux Pays-Bas et en Belgique. L'équipe MedCOI se renseigne auprès de médecins qualifiés et d'autres experts travaillant dans les pays d'origine. Les informations obtenues sont vérifiées par l'équipe du projet MedCOI avant d'être transmises au service d'information sur les pays d'origine concerné.

Projet MedCOI, 25 avril 2018. MedCOI est un projet financé par l'AMIF pour obtenir des informations médicales sur le pays d'origine. Ce projet permet à 12 États membres de l'Union européenne, plus la Norvège et la Suisse, de faire appel aux services de l'équipe « MedCOI » aux Pays-Bas et en Belgique. L'équipe MedCOI se renseigne auprès de médecins qualifiés et d'autres experts travaillant dans les pays d'origine. Les informations obtenues sont vérifiées par l'équipe du projet MedCOI avant d'être transmises au service d'information sur les pays d'origine concerné.

Projet MedCOI, 5 juin 2018. MedCOI est un projet financé par l'AMIF pour obtenir des informations médicales sur le pays d'origine. Ce projet permet à 12 États membres de l'Union européenne, plus la Norvège et la Suisse, de faire appel aux services de l'équipe « MedCOI » aux Pays-Bas et en Belgique. L'équipe MedCOI se renseigne auprès de médecins qualifiés et d'autres experts travaillant dans les pays d'origine. Les informations obtenues sont vérifiées par l'équipe du projet MedCOI avant d'être transmises au service d'information sur les pays d'origine concerné.

Sources publiques

AA (Anadolu Agency), Afghan ministry takes step against counterfeit medicine, 29 November 2017, <https://www.aa.com.tr/en/asia-pacific/afghan-ministry-takes-step-against-counterfeit-medicine/951043>, accessed 4 July 2020

ACCI (Afghanistan Chamber of Commerce and Investment), Business Monitor 2019, 2019, <https://www.acci.org.af/media/Business%20Climate%20Monitoring%202019.pdf>, accessed 2 June 2020

ACCORD (Austrian Centre for Country of Origin and Asylum Research and Documentation), Afghanistan: Apostasie, Blasphemie, Konversion, Verstoß gegen islamische Verhaltensregeln, gesellschaftliche Wahrnehmung von RückkehrerInnen aus Europa, 15 June 2020, https://www.ecoi.net/en/file/local/2031618/Afghanistan_Apostatsie_Konversion_Blasphemie.pdf, accessed 14 July 2020

ADF (Asian Development Fund), Afghanistan: progress and Remaining Challenges, ADF 13 Replenishment Meeting, November 2019, <https://www.adb.org/sites/default/files/page/536801/afg-progress-challenges-discussion-paper.pdf>, accessed 20 May 2020

Afghanistan, Afghanistan National Peace and Development Framework 2017-2021, 29 January 2017, <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/afg148215.pdf>, accessed 15 May 2020

Afghanistan, Civil Aviation Authority (ACAA) International Airfields, 10 January 2018, <http://acaa.gov.af/all-airport/>, accessed 2 June 2020

Afghanistan, Constitution of Afghanistan, (Ratified) 26 January 2004, <http://www.afghanembassy.com.pl/afg/images/pliki/TheConstitution.pdf>, accessed 20 May 2020

Afghanistan, Directorate General of Consular Affairs (MoFA), Alphabetical list of Afghan Embassies and Consulates, n.d., <https://www.econsulate.gov.af/en/missions/afghan-diplomatic-missions.html>, accessed 27 July 2020

Afghanistan Embassy in Oslo, Norway, Absentee Tazkira, n.d., <https://www.afghanistanembassy.no/consular-services/absentee-tazkira/>, accessed 27 July 2020

Afghanistan, Law of 2014 on Registration of Population Records 2014, available at: <https://www.refworld.org/docid/544a4c434.html>, accessed 27 July 2020

Afghanistan, MoE, UNICEF and Samuel Hall, All in School and Learning: Global Initiative on Out-Of-School Children – Afghanistan Country Study, June 2018, <https://www.unicef.org/afghanistan/reports/global-initiative-out-school-children>, accessed 20 May 2020

Afghanistan, MoPH (Ministry of Public Health) National Essential Medicines List, 2014, http://gdpa.gov.af/Content/Media/Documents/AfghanistanEML_online20150127122015111112248553325325.pdf

Afghanistan, NSIA (National Statistic and Information Authority, formerly CSO Central Statistics Organization), Afghanistan Living Conditions Survey 2016-17, 23 September 2018, <https://www.nsia.gov.af:8080/wp-content/uploads/2019/04/ALCS-2016-17-Analysis-report-.pdf>, accessed 1 June 2020

Afghanistan, NSIA (National Statistic and Information Authority, formerly CSO Central Statistics Organization), Afghanistan Provincial Profile, 2018, <https://www.nsia.gov.af:8080/wp-content/uploads/2019/04/Afghanistan-Provincial-Profile..pdf>, accessed 15 May 2020

Afghanistan, NSIA (National Statistic and Information Authority, formerly CSO Central Statistics Organization), Economically Active Population, Provinces of Kabul, Bamyan, Daykundi, Ghor, Kapisa and Parwan, 8 June 2017, available at <https://afghanistan.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/UNFPA%20DES%20Mono%20Labour%2028%20May%20for%20web.pdf>, accessed 18 May 2020

Afghanistan, NSIA (National Statistic and Information Authority, formerly CSO Central Statistics Organization), Estimated population of Afghanistan, 1 June 2020, <https://www.nsia.gov.af:8080/wp-content/uploads/2020/06/%D8%A8%D8%B1%D8%A2%D9%88%D8%B1%D8%AF-%D9%86%D9%81%D9%88%D8%B3-%DA%A9%D8%B4%D9%88%D8%B1-%DB%B1%DB%B3%DB%B9%DB%B9-%D9%86%D8%B3%D8%AE%DB%80-%D8%A7%D9%88%D9%84.pdf>, accessed 20 May 2020

Afghanistan, NSIA (National Statistic and Information Authority, formerly CSO Central Statistics Organization), Socio-Demographic and Economic Survey - Economically Active Population, Provinces of Kabul, Bamyan, Daykundi, Ghor, Kapisa and Parwan, 8 June 2017, <https://afghanistan.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/UNFPA%20DES%20Mono%20Labour%2028%20May%20for%20web.pdf>, accessed 15 May 2020

Afghanistan, NSIA (National Statistic and Information Authority, formerly CSO Central Statistics Organization), Afghanistan Statistical Yearbook 2018-19, July 2019, https://www.nsia.gov.af:8080/wp-content/uploads/2019/11/Afghanistan-Statistical-Yearbook-2018-19_compressed.pdf, accessed 12 May 2020

Afghanistan, NSIA (National Statistic and Information Authority, formerly CSO Central Statistics Organization), Final Report of Herat Socio-Demographic and Economic Survey, 7 March 2017, <https://www.nsia.gov.af:8080/wp-content/uploads/2019/04/SOCIO-DEMOGRAPHIC-AND-ECONOMIC-SURVEY-PROVINCE-OF-HERAT.pdf>, accessed 19 May 2020

Afghanistan, NSIA (National Statistic and Information Authority, formerly CSO Central Statistics Organization), Socio-Demographic and Economic Survey Balkh, 5 January 2015, available at

https://afghanistan.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/Balkh%20Socio-Demographic%20and%20Economic%20Survey_0.pdf, accessed 28 May 2020

Afghanistan, State of Afghan Cities 2015, Volume One, 2015, http://samuelhall.org/wp-content/uploads/2015/09/State-of-Afghan-Cities-2015-Volume_1.pdf, accessed 18 May 2020

Afghanistan, The National Policy of the Islamic Republic of Afghanistan on Internal Displacement, June 2013, https://www.internal-displacement.org/sites/law-and-policy/files/afghanistan/Afghanistan_national_policy_English_2013.pdf, accessed 19 May 2020

Afghanistan Times, Coronavirus Triggers Economic Crisis in Balkh, 9 June 2020, <http://www.afghanistantimes.af/coronavirus-triggers-economic-crisis-in-balkh/>, accessed 14 June 2020

Afghanistan Times, Modi, Ghani inaugurate long-awaited Salma Dam project, 4 June 2016, <http://afghanistantimes.af/pm-modi-prez-ghani-inaugurate-afghan-india-friendship-dam/>, accessed 15 May 2020

AIHRC (Afghanistan Independent Human Rights Commission), Human Rights Challenges of Persons with disabilities. 1398, 26 November 2019, [https://www.aihrc.org.af/media/files/Research%20Reports/english/1398/Human%20Rights%20Challenges%20of%20Persons%20with%20Disabilities\(3\).pdf](https://www.aihrc.org.af/media/files/Research%20Reports/english/1398/Human%20Rights%20Challenges%20of%20Persons%20with%20Disabilities(3).pdf), accessed 14 June 2020

AIHRC (Afghanistan Independent Human Rights Commission), Introduction, n.d., <https://www.aihrc.org.af/home/introduction>, accessed 14 June 2020

AIHRC (Afghanistan Independent Human Rights Commission), Press Release: Reported Abuse and Drowning of Afghan Refugees Aiming to Cross the Border to Iran, 3 May 2020, <https://www.aihrc.org.af/home/press-release/8850>, accessed 18 May 2020

AIHRC (Afghanistan Independent Human Rights Commission), Report Summary: Access to Health and Education Rights in Afghanistan, May 2020, https://www.aihrc.org.af/home/research_report/8860, accessed 14 June 2020

Al Jazeera, Dozens of civilians killed as the bus hit a roadside bomb, 31 July 2019, <https://www.aljazeera.com/news/2019/07/28-killed-afghan-bus-hits-taliban-bomb-190731051040971.html>, accessed 27 July 2020

Aman F. Afghan migrants: Unwanted in Iran and at home, Atlantic council, 15 May 2020, <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/iransource/afghan-migrants-unwanted-in-iran-and-at-home/>, accessed 19 May 2020

Amin, M. and Adeb, E.H., Water Crisis in Kabul Could Be Severe if Not Addressed, SAIS Review, 22 August 2017, <http://www.saisreview.org/2017/08/22/water-crisis-in-kabul-could-be-severe-if-not-addressed/>, accessed 18 May 2020

AOAV (Action on Armed Violence), The direct and reverberating impact of IEDs on children in Afghanistan, 1 April 2020, <https://aoav.org.uk/2020/the-direct-and-reverberating-impact-of-ieds-on-children-in-afghanistan/>, accessed 4 June 2020

AP News, Mired in poverty, Afghans bring their children to work, 24 July 2019, <https://apnews.com/a5e5aaf20952454e8ed0a0dc32da11b8>, accessed 5 June 2020

APPRO (Afghanistan Public Policy Research Organization), Afghanistan Rights Monitor: Baseline Report, April 2016, <http://appro.org.af/wp-content/uploads/2017/03/312474752-2016-04-30-ARM-Baseline-Assessment.pdf>, accessed 18 May 2020

APPRO (Afghanistan Public Policy Research Organization), Chronic Conflict, Poverty and Child Labor: Evidence from Kandahar, Bamyan, Herat and Balkh, April 2018, <http://appro.org.af/wp-content/uploads/2018/05/2018-04-15-Chronic-Conflict-and-Child-Labor.pdf>, accessed 25 May 2020

APPRO (Afghanistan Public Policy Research Organization), Afghanistan Rights Monitor: Baseline Report, April 2016, <http://appro.org.af/wp-content/uploads/2017/03/312474752-2016-04-30-ARM-Baseline-Assessment.pdf>, accessed 14 June 2020

Asia Foundation (The), A Survey of the Afghan People – Afghanistan in 2019, December 2019, https://asiafoundation.org/wp-content/uploads/2019/12/2019_Afghan_Survey_Full-Report.pdf, accessed 15 May 2020

Asia Foundation (the), Model Disability Survey of Afghanistan 2019, 13 May 2020, <https://asiafoundation.org/wp-content/uploads/2020/05/Model-Disability-Survey-of-Afghanistan-2019.pdf>, accessed 14 June 2020

Asylos, Afghanistan: Situation of young male 'Westernised' returnees to Kabul, August 2017, <https://www.asylos.eu/Handlers/Download.ashx?IDMF=687d4df7-bf78-4000-8acc-3f2c07c750ef>, accessed 14 June 2020

Austria, BFA Staatendokumentation, Fact-Finding Mission Report Afghanistan, [source: Representative of an international NGO], April 2018, available at https://www.ecoi.net/en/file/local/1430912/5818_1524829439_03-onlineversion.pdf, accessed 14 June 2020

Azad, S., Endless Conflict in Afghanistan Is Driving a Mental Health Crisis, FP (Foreign Policy), 27 September 2019, <https://foreignpolicy.com/2019/09/27/endless-conflict-in-afghanistan-is-driving-a-mental-health-crisis/>, accessed 14 June 2020

BBC, Inside Afghanistan's only high security mental institution, 8 February 2018, <https://www.bbc.com/news/av/world-asia-42980461/inside-afghanistan-s-only-high-security-mental-institution>, accessed 14 June 2020

BBC, IS gunmen dressed as medics kill 30 at Kabul Military Hospital, 8 March 2017, <https://www.bbc.com/news/world-asia-39202525>, accessed 14 June 2020

BBC, Qasem Soleimani: US kills top Iranian general in Baghdad air strike, 3 January 2020, <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-50979463>, accessed 5 June 2020

BBC, Afghan peace talks: The woman who negotiated with the Taliban, 27 February 2020, <https://www.bbc.com/news/world-asia-51572485>, accessed 14 June 2020

BBC, Afghan conflict: US and Taliban sign deal to end 18-year war, 29 February 2020, <https://www.bbc.com/news/world-asia-51689443>, accessed 14 June 2020

Beall J., and Schütte S., Urban Livelihoods in Afghanistan, in AREU, August 2006 available at <https://www.refworld.org/pdfid/47c3f3cc0.pdf>, accessed 14 June 2020

Bertelsmann Stiftung, BTI 2020 Country Report — Afghanistan, 2020, 29 April 2020, https://www.bti-project.org/content/en/downloads/reports/country_report_2020_AFG.pdf, accessed 2 June 2020

Bjelica, J. and Ruttig, T., The State of Aid and Poverty in 2018: A new look at aid effectiveness in Afghanistan, AAN, 17 May 2018, <https://www.afghanistan-analysts.org/the-state-of-aid-and-poverty-in-2018-a-new-look-at-aid-effectiveness-in-afghanistan/>, accessed 25 May 2020

Bjelica, J. and Ruttig, T., Voluntary and Forced Returns to Afghanistan in 2016/17: Trends, statistics and experiences, AAN (Afghanistan Analysts Network), 19 May 2017, <https://www.afghanistan-analysts.org/en/reports/migration/voluntary-and-forced-returns-to-afghanistan-in-201617-trends-statistics-and-experiences/>, accessed 14 June 2020

Bjelica, J., Afghanistan's Returning Refugees: Why Are So Many Still Landless?, AAN, 29 March 2016, <https://www.afghanistan-analysts.org/afghanistans-returning-refugees-why-are-so-many-still-landless/>

Bjelica, J., Less Rain and Snowfall in Afghanistan: High Level Of Food Assistance Needed Until Early 2019, AAN, 30 July 2018, <https://www.afghanistan-analysts.org/less-rain-and-snowfall-in-afghanistan-high-level-of-food-assistance-needed-until-early-2019/>, accessed 25 May 2020

Bjelica J., New World Drug Report: Opium production in Afghanistan remained the same in 2019, AAN, 25 June 2020, <https://www.afghanistan-analysts.org/en/reports/economy-development-environment/new-world-drug-report-opium-production-in-afghanistan-remained-the-same-in-2019/>, 30 June 2020

Blanchet, K. et al, Priority setting in a context of insecurity, epidemiological transition and low financial risk protection, Afghanistan, 1 April 2019, <https://www.who.int/bulletin/volumes/97/5/18-218941/en/>, accessed 17 May 2020

Canada, Immigration and Refugee Board of Canada (IRB), Afghanistan: Documents Required to Travel within Afghanistan, Documents Required to Pass Checkpoints (2013-January 2015), 3 February 2016, <https://irb-cisr.gc.ca/en/country-information/rir/Pages/index.aspx?doc=456358&pls=1>, accessed 5 June 2020

CBC, Newborns among 16 dead in Kabul hospital attack, 12 May 2020, <https://www.cbc.ca/news/world/kabul-hospital-attack-1.5565708>, accessed 17 May 2020

CBC, Taliban kill 5, claim retaliation for being blamed in Kabul maternity hospital attack, 14 May 2020, <https://www.cbc.ca/news/world/afghanistan-suicide-bombing-kabul-maternity-ward-attack-1.5570076>, accessed 17 May 2020

CEDAW (The Committee on the Elimination of Discrimination against Women), Concluding observation on the third periodic report of Afghanistan, CEDAW/C/AFG/CO/3, 10 March 2020, https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CEDAW%2fC%2fAFG%2fCO%2f3&Lang=en, accessed 2 June 2020

ch-aviation, Herat, Afghanistan set for scheduled int'l pax service, 3 October 2017, <https://www.ch-aviation.com/portal/news/60133-herat-afghanistan-set-for-scheduled-intl-pax-service>, accessed 2 June 2020

CIA, The World Factbook, Afghanistan, last updated 10 June 2020, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/af.html>, accessed 14 June 2020

CNBS, US slaps new sanctions on Iran following strikes on US targets, 10 January 2020, <https://www.cnn.com/2020/01/10/us-will-slap-new-sanctions-on-iran-following-strikes-on-us-targets.html>, accessed 19 May 2020

Collier, P. et al., Policy Options for Kabul's Informal Settlements, IGC, January 2018, <https://www.theigc.org/wp-content/uploads/2018/01/Policy-options-for-Kabuls-informal-settlements-19.01.188.pdf>, accessed 15 May 2020

Corboz, J., Bacha posh in Afghanistan: factors associated with raising a girl as a boy, 17 June 2019, available at: <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13691058.2019.1616113>, accessed 5 June 2020

Council of Foreign Relations (The), The Taliban in Afghanistan, 11 March 2020, <https://www.cfr.org/backgrounder/taliban-afghanistan>, accessed 2 June 2020

Da Afghanistan Bank (Central Bank), National Financial Inclusion Strategy 2020-2024, 7 September 2019, https://dab.gov.af/sites/default/files/2019-09/NFIS%20Afghanistan%20-Draft_0.pdf, accessed 2 June 2020

Daily Outlook Afghanistan, Low quality medicines, 19 October 2016, http://www.outlookafghanistan.net/topics.php?post_id=16439, accessed 14 June 2020

Diplomat (The), Afghanistan's Women Are the Key to a Lasting Peace, 7 April 2020, <https://thediplomat.com/2020/04/afghanistans-women-are-the-key-to-a-lasting-peace/>, accessed 5 June 2020

Diplomat (The), The US-Taliban Deal Ignores Human Rights and Women, 6 March 2020 <https://thediplomat.com/2020/03/the-us-taliban-deal-ignores-human-rights-and-women/>, accessed 12 May 2020

Diplomat (The), Kabul's Plan to Realize Afghanistan's Geographic Dividend, 5 December 2017, <https://thediplomat.com/2017/12/kabuls-plan-to-realize-afghanistans-geographic-dividend/>, accessed 12 May 2020

Dörner, F. and Langbein, L., Between Rhetoric and Reality: Access to health care and its limitations, AAN, 2 December 2014, <https://www.afghanistan-analysts.org/en/reports/economy-development-environment/access-to-health-care-and-its-limitations/>, accessed 14 June 2020

EASO COI Report Pakistan: Situation of Afghan Refugees, May 2020, https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/05_2020_EASO_COI_Report_Pakistan_Situation_of_Afghan_Refugees.pdf, accessed 10 June 2020

EC (European Commission), Exchange rate, n.d. https://ec.europa.eu/info/funding-tenders/how-eu-funding-works/information-contractors-and-beneficiaries/exchange-rate-infoeuro_en, accessed 4 June 2020

EiEWG (Education in Emergencies Working Group), Afghanistan EiEWG: Schools closed due to insecurity in Afghanistan: January - December 2018, 13 May 2019, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/eiewg_mapping_attack_on_education_july_2019.pdf, accessed 4 June 2020

Encyclopædia Britannica, Herat Province, Afghanistan, 2 May 2018, <https://www.britannica.com/place/Herat-province-Afghanistan>, accessed 19 May 2020

FAO (Food and Agriculture Organisation of the United Nations), Afghanistan, Situation Report, September 2019, <http://www.fao.org/3/ca7647en/ca7647en.pdf>, accessed 4 June 2020

FEWS (Famine Early Warning Systems Network), Afghanistan, Food Security Outlook Update, April 2020, https://fews.net/sites/default/files/documents/reports/AFGHANISTAN_Food_Security_Outlook_Update_April%202020_FINAL.pdf, accessed 4 June 2020

FFO and GIZ, Securing Basic Medical Care, March 2014, <https://www.giz.de/en/downloads/giz2014-en-capacity-regional-hospital-mazar-e-sharif.pdf>, accessed 14 June 2020

Finland, Migrationsverket (Finnish Immigration Service), Afghanistan: Fact-Finding Mission to Kabul in April 2019, Situation of Returnees in Kabul, 10 October 2019, https://migri.fi/documents/5202425/5914056/Afghanistan_FFM_Returnees_MIG-1914851.pdf/ebbe969e-aea8-768d-c10b-37fad4b2bbd2/Afghanistan_FFM_Returnees_MIG-1914851.pdf, accessed 14 May 2020

Finland, MFA (Ministry for Foreign Affairs), 2020 Afghanistan Conference, n.d., <https://um.fi/about-the-conference>, accessed 27 July 2020

Flightradar 24, Herat International Airport, n.d., <https://www.flightradar24.com/data/airports/hear>, accessed 8 July 2020

Flightradar 24, Mazar-e Sharif International Airport, n.d., <https://www.flightradar24.com/data/airports/mzr/arrivals>, accessed 8 June 2020

Foreign Policy, Why Iran Is Deporting Scores of Afghan Refugees, 13 January 2020, <https://foreignpolicy.com/2020/01/13/why-iran-is-deporting-scores-of-afghan-refugees/>, accessed 6 May 2020

Foschini F., Kabul Unpacked: A geographical guide to a metropolis in making, AAN Thematic Report, 2 March 2019 <https://www.afghanistan-analysts.org/wp-content/uploads/2019/03/Kabul-Police-Districts.pdf>, accessed 19 May 2020

Foschini, F., Back to Stopgap Appointments? The Story behind the Replacement of Herat's Governor, AAN, 24 July 2013, <https://www.afghanistan-analysts.org/en/reports/political-landscape/herat-governors-dismissal-government-reverts-to-stopgap-appointments/>, accessed 27 May 2020

Foschini, F., email, 9 November 2018, in EASO COI Afghanistan Key socio-economic indicators. Focus on Kabul City, Mazar-e Sharif and Herat City, April 2019, https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/EASO_COI_Afghanistan_KSEI_April_2019.pdf, accessed 25 May 2020

Foschini, F., Kabul and the Challenge of Dwindling Foreign Aid, USIP, 10 April 2017, https://www.usip.org/sites/default/files/2017-04/pw126_kabul-and-the-challenge-of-dwindling-foreign-aid.pdf, accessed 2 June 2020

Foschini, F., Kabul's Expanding Crime Scene (Part 1): The roots of today's underworld, AAN, 11 February 2020, last updated on 9 March 2020, <https://www.afghanistan-analysts.org/en/reports/context-culture/kabuls-expanding-crime-scene-part-1-the-roots-of-todays-underworld/>, accessed 2 June 2020

Freedom House, Afghanistan, Key Developments in 2019, 2020, <https://freedomhouse.org/country/afghanistan/freedom-world/2020>, accessed 8 June 2020

Freedom House, Freedom in the World 2020— Afghanistan, 4 March 2020, <https://freedomhouse.org/country/afghanistan/freedom-world/2020>, accessed 8 June 2020

Frost A., et al., An assessment of barriers to accessing the BPHs in Afghanistan, 15 November 2016, <https://globalizationandhealth.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12992-016-0212-6>, accessed 14 June 2020

GADM (Database of Global Administrative Areas), Afghanistan [Map], n.d., https://gadm.org/maps/AFG_1.html, accessed 3 June 2020

Galdo, V., Lopez-Acevedo G., Rama, M., Conflict and the Composition of Economic Activity in Afghanistan, Poverty and Equity Global Practice - World Bank Group, March 2020, <http://documents1.worldbank.org/curated/en/407711584460216528/pdf/Conflict-and-the-Composition-of-Economic-Activity-in-Afghanistan.pdf>, accessed 27 July 2020

Guardian (The), 'My Liver is Bleeding': Life inside an Afghan Psychiatric Hospital - in Pictures, 5 February 2016, <https://www.theguardian.com/global-development/gallery/2016/feb/05/my-liver-is-bleeding-life-inside-an-afghan-psychiatric-hospital-in-pictures>, accessed 14 June 2020

Guardian (The), Kabul - The Fifth Fastest Growing City in the World - Is Bursting at the Seams, 11 December 2014, <https://www.theguardian.com/cities/2014/dec/11/kabul-afghanistan-fifth-fastest-growing-city-world-rapid-urbanisation>, accessed 11 May 2020

Guardian (The), Killing, not curing: deadly boom in counterfeit medicine in Afghanistan, 7 January 2015, <https://www.theguardian.com/world/2015/jan/07/counterfeit-medicine-afghanistan-corruption-border-controls-drugs-poor>, accessed 14 June 2020

Guardian (the), Newborns among 40 killed in attacks on Afghan hospital and funeral, 12 May 2020, <https://www.theguardian.com/world/2020/may/12/gunmen-attack-kabul-hospital-used-by-medecins-sans-frontieres>, accessed 17 May 2020

Guardian (The), Pressure Builds in 'Powderkeg' Kabul as Refugees Return Home, 15 March 2018, <https://www.theguardian.com/cities/2018/mar/15/kabul-afghanistan-refugees-return-pakistan-internally-displaced-people>, accessed 15 May 2020

Guardian (The), 'We're not ready': coronavirus looms over the fragile Afghan health system, 30 March 2020, <https://www.theguardian.com/global-development/2020/mar/30/were-not-ready-coronavirus-looms-over-the-fragile-afghan-health-system>, accessed 5 June 2020

Gulf News, Explosion near Kandahar Airport in Afghanistan, 27 October 2019, <https://gulfnews.com/world/asia/explosion-near-kandahar-airport-in-afghanistan-1.1572165677865>, accessed 8 July 2020

Hamid Karzai International Airport, n.d., <http://hamidkarzaiairport.com/>, accessed 8 June 2020

Huffington Post, Despite The Backlash, Women Take The Wheel In Afghanistan, 31 August 2017, https://www.huffpost.com/entry/women-drivers-afghanistan_n_5980c3f5e4b0d6e28a1112a0?guc_consent_skip=1592242928&gucounter=1, accessed 8 June 2020

Human Rights Watch, "No Safe Place": Insurgent Attacks on Civilians in Afghanistan, May 2018, https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/afghanistan0518_web_1.pdf, accessed 15 May 2020

Human Rights Watch, "Disability Is Not Weakness". Discrimination and Barriers Facing Women and Girls with Disabilities in Afghanistan, 28 April 2020, <https://www.hrw.org/report/2020/04/28/disability-not-weakness/discrimination-and-barriers-facing-women-and-girls#page>, accessed 14 June 2020

Human Rights Watch, "I Won't Be a Doctor, and One Day You'll Be Sick" - Girls' Access to Education in Afghanistan, October 2017, https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/afghanistan1017_web.pdf, accessed 18 May 2020

Human Rights Watch, A crucial moment for women's rights in Afghanistan, 5 March 2020, <https://www.hrw.org/news/2020/03/05/crucial-moment-womens-rights-afghanistan>, accessed 8 June 2020

Human Rights Watch, Afghanistan: Attack on Hospital a War Crime, 12 May 2020, <https://www.hrw.org/news/2020/05/12/afghanistan-attack-hospital-war-crime>, accessed 17 May 2020

HRW, A crucial moment for women's rights in Afghanistan, 5 March 2020, <https://www.hrw.org/news/2020/03/05/crucial-moment-womens-rights-afghanistan#>, accessed 17 May 2020

Human Rights Watch, Pakistan Coercion, UN Complicity 13 February 2017, https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/pakistan0217_web.pdf, accessed 27 May 2020

Human Rights Watch, Unwelcome Guests: Iran's Violation of Afghan Refugee and Migrant Rights, 20 November 2013, <https://www.hrw.org/report/2013/11/20/unwelcome-guests/irans-violation-afghan-refugee-and-migrant-rights>, accessed 27 May 2020

Humanitarian Response, Afghanistan Flash Update, Daily Brief No. 17, 22 March 2020, <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/afghanistan/document/afghanistan-flash-update-covid-19-daily-brief-no-17-22-mar-2020>, accessed 8 June 2020

IDMC (Internal Displacement Monitoring Centre), 2020 Global Report on Internal Displacement, 28 April 2020 <https://www.internal-displacement.org/sites/default/files/publications/documents/2020-IDMC-GRID.pdf>, accessed 27 May 2020

ILO (International Labour Organisation), Afghanistan - Employment and Environmental Sustainability Fact Sheets 2017, 2 April 2018, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_625888.pdf, accessed 15 May 2020

ILO (International Labour Organisation) ILO modelled estimates, ILOSTAT Employment statistics 2019, n.d., <https://ilostat.ilo.org/topics/employment/>, accessed 30 June 2020

ILO, ILO modelled estimates, Unemployment rate by sex and age, n.d., https://www.ilo.org/shinyapps/bulkexplorer17/?lang=en&segment=indicator&id=UNE_2EAP_SEX_AGE_RT_A, accessed 30 June 2020

ILO (International Labour Organisation), Indicator description: Employment-to-population ratio, n.d., <https://ilostat.ilo.org/resources/methods/description-employment-to-population-ratio/>, accessed 2 June 2020

ILO (International Labour Organisation), Afghanistan – Employment and Environmental Sustainability Fact Sheets 2019, 18 November 2019, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/documents/publication/wcms_625888.pdf, accessed 15 July 2020

ILO (International Labour Organisation), ILOSTAT Blog, Not in employment, education or training: the reality for many young rural women, n.d., <https://ilostat.ilo.org/not-in-employment-education-or-training-the-reality-for-many-young-rural-women/>, accessed 15 July 2020

Integrity Watch Afghanistan, Life Matters: Caring For The Country's Most Precious Resource, August 2017, https://iwaweb.org/wp-content/uploads/2017/08/IWA_Health-care-delivery-in-Afghanistan_English_6.pdf, accessed 14 June 2020

IOM (International Organisation for Migration), Afghanistan - Baseline Mobility Assessment Summary Results, June 2017, https://afghanistan.iom.int/sites/default/files/Reports/iom_dtm_afg_baseline_assessment_round-2_summary_results_0.pdf, accessed 15 May 2020

IOM (International Organization for Migration) and ZIRF, Country Fact Sheet Afghanistan 2017, 10 January 2017, http://files.returningfromgermany.de/files/CFS_2017_Afghanistan_EN.pdf, accessed 14 June 2020

IOM (International Organization for Migration), Return of Undocumented Afghans – Weekly Situation Report 24-30 May 2020, 30 May 2020, https://afghanistan.iom.int/sites/default/files/Reports/iom_afghanistan-return_of_undocumented_afghans- situation_report_24-30_may_2020.pdf, accessed 5 June 2020

IOM (International Organization for Migration), Afghanistan - Baseline Mobility Assessment Summary Results (March-June 2019), 1 July 2019, <https://migration.iom.int/reports/afghanistan-%E2%80%94-baseline-mobility-assessment-summary-results-march%E2%80%94june-2019>, accessed 28 May 2020

IOM (International Organization for Migration), Spike in migrant arrivals as IOM supports COVID-19 response in Afghanistan, 17 March 2020, <https://www.iom.int/news/spike-migrant-arrivals-iom-supports-covid-19-response-afghanistan> accessed 8 June 2020

IOM (International Organization for Migration), UN Migration Agency Supports Pakistan's Documented of Undocumented Afghans, 24 May 2018, <https://pakistan.iom.int/un-migration-agency-supports-pakistan%E2%80%99s-documented-undocumented-afghans24thmay2018>, accessed 8 June 2020

IOM (International Organization for Migration), World Migration Report 2020, 27 November 2019, https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/wmr_2020.pdf, accessed 15 May 2020

IWPR (Institute for War & Peace Reporting), Afghan Women Hit by Mental Health Crisis, 12 May 2016, <https://iwpr.net/global-voices/afghan-women-hit-mental-health-crisis>, accessed 14 June 2020

IWPR (Institute for War & Peace Reporting), Afghans Complain of Substandard Medicines, 11 July 2014, <https://iwpr.net/global-voices/afghans-complain-substandard-medicines>, accessed 14 June 2020

IWPR (Institute for War & Peace Reporting), Depression Rampant Among Afghan Women, 12 February 2017, <https://iwpr.net/global-voices/depression-rampant-among-afghan-women>, accessed 14 June 2020

IWPR (Institute for War and Peace Reporting), Afghan Women Fight to Stay in Business, 5 April 2018, <https://iwpr.net/global-voices/afghan-women-fight-stay-business>, accessed 6 June 2020

Johns Hopkins University & Medicine, Coronavirus Resource Center, COVID-19 Dashboard by the Center for Systems Science and Engineering (CSSE) at Johns Hopkins University (JHU), Afghanistan, last updated 5 July 2020, <https://coronavirus.jhu.edu/map.html>, accessed 5 July 2020

Kam Air, route map, domestic routes, n.d., <https://www.kamair.com/plan-my-trip/route-map>, accessed 8 July 2020

Kammeier, H. D. and Issa, Z., Urban Governance in Afghanistan: Assessing the New Urban Development Programme and Its Implementation, AREU, June 2017, <https://areu.org.af/wp-content/uploads/2017/06/1716E-Urban-Governance-in-Afghanistan-assessing-the-new-urban-development-programme-and-its-imple.pdf>, accessed 15 May 2020

Kazemi R. S., Covid-19 in Afghanistan (3): Distributing aid and changing aid politics – view from a Herati village, AAN, 16 May 2020 <https://www.afghanistan-analysts.org/en/reports/economy-development-environment/covid-19-in-afghanistan-3-distributing-aid-and-changing-aid-politics-view-from-a-herati-village/>, accessed 6 June 2020

Kazemi, R. S., Herat City's Reported Spike in Insecurity: What a sober reading of events reveals, AAN 21 April 2020, <https://www.afghanistan-analysts.org/en/reports/war-and-peace/herat-citys-reported-spike-in-insecurity-what-a-sober-reading-of-events-reveals/>, accessed 8 June 2020

Kazemi, S.R., The Quest for Household Water in Kabul City, AAN, 30 August 2018, <https://www.afghanistan-analysts.org/blue-gold-the-quest-for-household-water-in-kabul-city/>, accessed 4 June 2020

Khalil, A.B, Farajid, N., Fixing Afghanistan's Security of Tenure Crisis, The Diplomat, 20 September 2019, <https://thediplomat.com/2019/09/fixing-afghanistans-security-of-tenure-crisis/>, accessed 6 June 2020

KUNA, Taliban attacks kill 15 security men in N. Afghanistan, 1 January 2020, <https://www.kuna.net.kw/ArticleDetails.aspx?id=2845840&language=en>, accessed 30 June 2020

Latifi, A., M., Years of war and poverty take toll on Afghanistan's healthcare, Al Jazeera, 25 May 2019, <https://www.aljazeera.com/news/2019/05/years-war-poverty-toll-afghanistan-healthcare-190525101842119.html>, accessed 14 June 2020

LCA (Logistics Capacity Assessment), Afghanistan Kabul (Hamid Karzai) International Airport, 5 January 2018, <https://dlca.logcluster.org/display/public/DLCA/2.2.1+Afghanistan+Kabul+%28Hamid+Karzai%29+International+Airport;jsessionid=70EDF44548A447BF4CB1960A900B8637>, accessed 8 June 2020

Leslie, J., Political and Economic Dynamics of Herat, USIP, 2 April 2015, <https://www.usip.org/sites/default/files/PW107-Political-and-Economic-Dynamics-of-Herat.pdf>, accessed 15 May 2020

Mackreath, H. and Rabiei, F., The Bottom Rung of Migrant Hierarchy: Afghans in Istanbul, Los Angeles Review of Books, <https://lareviewofbooks.org/article/the-bottom-rung-of-migrant-hierarchy-afghans-in-istanbul/>, accessed 15 July 2020

Majidi, N., From Forced Migration to Forced returns in Afghanistan: Policy and Program Implications, MPI, November 2017, <https://www.migrationpolicy.org/research/forced-migration-forced-returns-afghanistan>, accessed 20 May 2020

MENAFN, Afghanistan - Afghan Govt Monitoring Passengers at Airports for Coronavirus, 25 January 2020, <https://menafn.com/1099603456/Afghanistan-Afghan-Govt-Monitoring-Passengers-at-Airports-for-Coronavirus>, accessed 8 June 2020

Middle East Research and Information Project, Afghanistan's Refugee Crisis, 24 September 2001, <https://merip.org/2001/09/afghanistans-refugee-crisis/>, accessed 5 June 2020

MMC (Mixed Migration Centre), Distant Dreams. Understanding the aspirations of Afghan returnees, January 2019, <https://drc.ngo/media/5222134/mixed-migration-understanding-afghan-returnees.pdf>, accessed 4 July 2020

MSF (Doctors Without Border/Médecins Sans Frontières), Afghanistan: Pregnant women and babies attacked in Kabul hospital, 13 May 2020, <https://www.doctorswithoutborders.org/what-we-do/news-stories/news/afghanistan-pregnant-women-and-babies-attacked-kabul-hospital>, accessed 17 May 2020

MSF (Doctors Without Border/Médecins Sans Frontières), Between Rhetoric and Reality, The Ongoing Struggle to Access Healthcare in Afghanistan, February 2014, https://www.msf.org/sites/msf.org/files/msf_afghanistan_report_final.pdf, accessed 14 June 2020

MSF (Doctors Without Border/Médecins Sans Frontières), Kabul hospital attack: "They came to kill the mothers.", 14 May 2020, <https://www.doctorswithoutborders.org/what-we-do/news-stories/news/kabul-hospital-attack-they-came-kill-mothers>, accessed 17 May 2020

MSF (Doctors Without Border/Médecins Sans Frontières), Living conditions deteriorate for displaced people in Herat, 24 July 2019, <https://www.msf.org/living-conditions-deteriorate-displaced-people-herat-afghanistan>, accessed 17 May 2020

MSF (Doctors Without Border/Médecins Sans Frontières), Reality check: Afghanistan's neglected healthcare crisis, March 2020, https://www.msf.org/sites/msf.org/files/2020-03/20200301_Afghanistan_Report_FINAL.pdf, accessed 17 May 2020

Muzhary, F.R., One Land, Two Rules (10): Three case studies on Taleban sales of state land, AAN, 15 April 2020, <https://www.afghanistan-analysts.org/en/reports/economy-development-environment/one-land-two-rules-three-case-studies-on-taleban-sales-of-state-land/>, accessed 17 May 2020

National (The) Biggest private airline in Afghanistan grounded over non-payment, 6 September 2016, <https://www.thenational.ae/business/biggest-private-airline-in-afghanistan-grounded-over-non-payment-1.228637>, accessed 5 June 2020

Netherlands, Department for Country of Origin Information Reports , Country of Origin Report Afghanistan, March 2019, <https://www.rijksoverheid.nl/documenten/ambtsberichten/2019/03/01/algemeen-ambtsbericht-afghanistan>, accessed 8 June 2020

New Humanitarian (the), Afghanistan hospital attack a 'war crime', rights groups say, 13 May 2020, <https://www.thenewhumanitarian.org/news/2020/05/13/Afghanistan-Kabul-hospital-attack>, accessed 17 May 2020

New Humanitarian (the), As casualties soar, Afghanistan struggles to treat civilians maimed by conflict, 4 April 2019, <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2019/04/04/casualties-soar-afghanistan-struggles-treat-civilians-maimed-conflict>, accessed 4 July 2019

New Humanitarian (The), Food prices soar under coronavirus threat in Afghanistan, 7 April 2020, <http://www.thenewhumanitarian.org/news/2020/04/07/afghanistan-food-insecurity-coronavirus>, accessed 2 June 2020

New Humanitarian (The), On the move: Conflict, refugee returns fuel Afghanistan displacement, 20 January 2020 <https://www.thenewhumanitarian.org/maps-and-graphics/2020/01/20/Afghanistan-Iran-Pakistan-US-migration-returns>, accessed 8 June 2020

New Humanitarian (The), US-Iran tensions push Afghans home to conflict, 6 February 2020 <http://www.thenewhumanitarian.org/news/2020/02/06/returns-migration-refugees-Afghanistan-Iran>, accessed 8 June 2020

New York Times (The), Afghanistan Investigating Claims Migrants Were Killed by Iranian Guards, 2 May 2020, <https://www.nytimes.com/2020/05/02/world/asia/afghanistan-iran-migrants-drown.html>, accessed 9 June 2020

New York Times (The), Grounded and Guttled, Main Afghan Airline Struggles after Taliban Attack, 26 January 2018, [url](http://www.nytimes.com/2018/01/26/world/asia/afghanistan-airline-taliban-attack.html), accessed 8 June 2020

New York Times (The), He Killed a Red Cross Worker: 'I Will Go to Hell for What I Did', 7 April 2018, <https://www.nytimes.com/2018/04/07/world/asia/afghanistan-polio-red-cross.html>, accessed 14 June 2020

New York Times (The), How the U.S. Government Misleads the Public on Afghanistan, 8 September 2018, <https://www.nytimes.com/interactive/2018/09/08/world/asia/us-misleads-on-afghanistan.html?smid=tw-share&mtrref=undefined&gwh=A248896A286457D2E7BB3604A89F3E98&gwt=pay&assetType=REGI WALL>, accessed 14 June 2020

New York Times (The), Afghanistan Needs Billions in Aid Even After a Peace Deal, World Bank Says, 5 December 2019, <https://www.nytimes.com/2019/12/05/world/asia/afghanistan-aid-world-bank.html>, accessed 30 June 2020

New York Times (The), Afghan War Casualty Report: October 2019, 4 October 2019, <https://www.nytimes.com/2019/10/04/magazine/afghan-war-casualty-report-october-2019.html>, accessed 30 June 2020

New York Times (The), Afghan War Casualty Report: January 2020, 2 January 2020, <https://www.nytimes.com/2020/01/02/magazine/afghan-war-casualty-report-january-2020.html>, accessed 30 June 2020

New York Times (The), Afghan War Casualty Report: March 2020, 5 March 2020, <https://www.nytimes.com/2020/03/05/magazine/afghan-war-casualty-report-march-2020.html>, accessed 30 June 2020

New York Times (The), Afghan War Casualty Report: April 5-11, 11 April 2019, <https://www.nytimes.com/2019/04/11/magazine/afghan-war-casualty-report.html>, accessed 30 June 2020

New York Times (The), They Fight Suicide Bombers. But Can Afghan Police Fight Crime? 8 February 2020, <https://www.nytimes.com/2020/02/08/world/asia/kabul-crime-police.html>, accessed 10 July 2020

Norwegian Institute of International Affairs, Afghanistan: A Political Economy Analysis, December 2017, https://nupi.brage.unit.no/nupi-xmlui/bitstream/handle/11250/2470515/NUPI_rapport_Afghanistan_Strand_Borchgrevink_BergHarpviken.pdf?sequence=2&isAllowed=y, accessed 20 May 2020

Norway, Landinfo, Afghanistan: Tazkera, passports and other ID documents, 22 May 2019, <https://landinfo.no/wp-content/uploads/2019/08/Afghanistan-Tazkera-passports-and-other-ID-documents-22052019-final.pdf>, accessed 27 July 2020

NPR (National Public Radio), Afghanistan's Lone Psychiatric Hospital Reveals Mental Health Crisis Fueled By War, 14 February 2018, https://www.npr.org/2018/02/14/585494599/afghanistans-lone-psychiatric-hospital-reveals-mental-health-crisis-fueled-by-war?hpid=hp_turkey%3Aafghanistan%3Ahomepage%2Fstory&hpid=hp_turkey%3Aafghanistan%3Ahomepage%2Fstory, accessed 14 June 2020

NRC (Norwegian Refugee Council) and Samuel Hall, Access to Tazkera and Other Civil Documentation in Afghanistan, November 2016, https://www.nrc.no/globalassets/pdf/reports/af_civil-documentation-study_081116.pdf, accessed 15 May 2020

NRC (Norwegian Refugee Council), IDMC (Internal Displacement Monitoring Centre) and Samuel Hall, Escaping War: Where to Next?, 24 January 2018, <https://www.nrc.no/news/2018/september/millions-of-afghans-face-risks-of-drought-related-displacement/>, accessed 11 May 2020

NRC (Norwegian Refugee Council), IDMC (Internal Displacement Monitoring Centre) and Samuel Hall, Going "Home" to Displacement - Afghanistan's Returnee-IDPs, December 2017, <https://www.internal-displacement.org/sites/default/files/inline-files/20171214-idmc-afghanistan-case-study.pdf>, accessed 13 May 2020

NRC (Norwegian Refugee Council), Millions of Afghans Face Risks of Drought Related Displacement, 7 September 2018, <https://www.nrc.no/news/2018/september/millions-of-afghans-face-risks-of-drought-related-displacement/>, accessed 15 May 2020

OECD (The Organisation for Economic Co-operation and Development), Boosting Private Sector Development and Entrepreneurship in Afghanistan, 2019, <https://www.oecd.org/eurasia/competitiveness-programme/central-asia/Boosting-Private-Sector-Development-and-Entrepreneurship-Afghanistan-2019-EN.pdf>, accessed 15 May 2020

Oxfam and SCA (the Swedish Committee for Afghanistan), Aid Effectiveness in Afghanistan, March 2018, https://swedishcommittee.org/sites/default/files/media/aid_effectiveness_in_afghanistan_march_2018_0.pdf, accessed 20 May 2020

Oxfam, Returning to Fragility - Exploring the Link between Conflict and Returnees in Afghanistan, January 2018, https://d1tn3vj7xz9fdh.cloudfront.net/s3fs-public/file_attachments/rr-returning-fragility-afghanistan-310118-en.pdf, accessed 20 May 2020

Paikar, G. R., Female labor force participation in Afghanistan: A case study from Mazar-e-Sharif city, Afghan Economic Society, Volume 048, 2018, https://www.afghaneconomicsociety.org/images/pdf/18_Paikar_Finales_Paper.pdf, accessed 20 May 2020

Pajhwok Afghan News, 8 highway police personnel killed in Balkh assault, 1 January 2020, <https://www.pajhwok.com/en/2020/01/01/8-highway-police-personnel-killed-balkh-assault>, accessed 30 June 2020

Pajhwok Afghan News, Balkh protestors close road after forces kill 2 children, 22 June 2019, <https://www.pajhwok.com/en/2019/06/22/balkh-protestors-close-road-after-forces-kill-2-children>, accessed 30 June 2020

Pajhwok Afghan News, Background Profile of Balkh, n.d., <http://elections.pajhwok.com/en/content/background-profile-balkh>, accessed 5 June 2020

Pajhwok Afghan News, Mazar-i-Sharif-Turkey-Europe air corridor formally opens, 9 January 2019, <https://www.pajhwok.com/en/2019/01/09/mazar-i-sharif-turkey-europe-air-corridor-formally-opens>, accessed 8 June 2020

Pajhwok Afghan News, State-run hospitals in Kabul Faced with medicine shortage, 12 August 2015, <https://www.pajhwok.com/en/2015/08/12/state-run-hospitals-kabul-faced-medicine-shortage>, accessed 14 June 2020

Rakita, M., Why there is no PTSD in Afghanistan, Medium, 28 November 2016, <https://medium.com/@magdarakita/why-there-is-no-ptsd-in-afghanistan-7c368344c62b>, accessed 14 June 2020

REACH, Afghanistan - Whole of Afghanistan (WoA) Multi Sectoral Needs Assessment 2019, September 2019, https://www.impact-repository.org/document/reach/4b0f3ad8/REACH_AFG_Province-Factsheet_WoAA_July-September-2019.pdf, accessed 14 June 2020

REACH, Afghanistan. Assessment Report. Protection Assessment of Conflict-Affected Populations, May 2018, https://www.impact-repository.org/document/impact/b0454744/reach_afg_report_protection_assessment_of_conflict_affected_populations_may2018_0.pdf, accessed 14 June 2020

REACH, Kabul Informal Settlement Profiling, November 2016, https://www.impact-repository.org/document/reach/964c6c6f/reach_afg_factsheet_kabul_informal_settlement_booklet_january2017_1.pdf, accessed 10 June 2020

Reuters, Afghan airline struggles after foreign staff killed in hotel raid, 24 January 2018, <https://www.reuters.com/article/afghanistan-attacks-airline/afghan-airline-struggles-after-foreign-staff-killed-in-hotel-raid-idUSL4N1PJ3CB>, accessed 8 June 2020

Reuters, Afghan Capital's Thirsty Residents Dig Deep to Combat Drought, Overuse, 28 February 2017, <https://www.reuters.com/article/us-afghanistan-water/afghan-capitals-thirsty-residents-dig-deep-to-combat-drought-overuse-idUSKBN1670FO>, accessed 5 June 2020

Reuters, Afghan airlines at risk of collapse, taking women's jobs with them, 12 May 2020, <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-afghanistan-airlin/afghan-airlines-at-risk-of-collapse-taking-womens-jobs-with-them-idUSKBN2200GR>, accessed 5 June 2020

Reuters, Afghanistan struggles to find housing for returning refugees, 21 October 2019, <https://www.reuters.com/article/us-afghanistan-landrights-housing/afghanistan-struggles-to-find-housing-for-returning-refugees-idUSKBN1X00TH>, accessed 6 June 2020

Reuters, After four decades of war, Afghan widows battle for homes, 22 January 2020, <https://www.reuters.com/article/us-afghanistan-landrights-women-feature/after-four-decades-of-war-afghan-widows-battle-for-homes-idUSKBN1ZL02H>

Reuters, Worsening Security in Afghanistan Threatens Health Gains, Minister Says, 17 May 2018, <https://www.reuters.com/article/us-afghanistan-healthcare-funding-interv/worsening-security-in-afghanistan-threatens-health-gains-minister-says-idUSKCN1I12P4>, accessed 14 June 2020

RFE/RL (Radio Free Europe/Radio Liberty), HRW Calls For Investigation Into 'Shocking' Allegation Of Iranian Border Guards Drowning Afghan Migrants, 4 May 2020 <https://www.rferl.org/a/hrw-calls-for-investigation-into-shocking-allegation-of-iranian-border-guards-drowning-afghan-migrants/30592290.html>, accessed 5 June 2020

RFE/RL (Radio Free Europe/Radio Liberty), Things Are So Bad In Iran That Afghan Migrants Are Going Home, 1 August 2018, <https://www.rferl.org/a/iran-s-economic-crisis-fuels-mass-exodus-of-afghan-migrants/29405068.html>

RFE/RL (Radio Free Europe/Radio Liberty)/Gandhara, Coronavirus Pandemic Hits Afghan Airlines Hard, 2 April 2020, <https://gandhara.rferl.org/a/coronavirus-pandemic-hits-afghan-airlines-hard/30525846.html>, accessed 8 June 2020

RFE/RL (Radio Free Europe/Radio Liberty), At Least Six Killed In Afghanistan Despite 'Reduction Of Violence' Deal, 24 February 2020, <https://www.rferl.org/a/attacks-in-afghanistan-despite-reduction-of-violence-deal/30452041.html>, accessed 1 June 2020

Ruttig, T., The case of Mawlawi Mehdi and Balkhab District: Are the Taliban attracting Hazaras?, AAN, 23 May 2020, <https://www.afghanistan-analysts.org/en/reports/war-and-peace/the-case-of-mawlawi-mehdi-and-balkhab-district-are-the-taliban-attracting-hazaras/>, accessed 14 June 2020

Ruttig, T., Notiz Afghanistan Alltag in Kabul, Switzerland, State Secretariat for Migration (SEM), 20 July 2017, <https://www.sem.admin.ch/dam/data/sem/internationales/herkunftslander/asien-nahost/afg/AFG-alltag-kabul-d.pdf>, accessed 14 June 2020

Sabit, G.M., For Peace in Afghanistan, the Economy is Key, Diplomat, 5 September 2019, <https://thediplomat.com/2019/09/for-peace-in-afghanistan-the-economy-is-key/>, accessed 15 May 2020

Safi Airways, About Safi Airways , n.d., <https://www.alternativeairlines.com/safi-airways>, accessed 8 June 2020

Sahar, Culture of Education in Balkh Province: An Unique Example, 1 June 2017, <https://sahareducation.org/2017/06/culture-of-education-in-balkh-province-an-unique-example/>, accessed 2 June 2020

Samuel Hall, Economic Assessment and Labour Market Survey of Mazar-i Sharif, Pul-i Khumri, Kandahar City and Kunduz City, 16 January 2017, <https://reliefweb.int/report/afghanistan/economic-assessment-and-labour-market-survey-mazar-i-sharif-pul-i-khumri-kandahar>, accessed 15 May 2020

Samuel Hall, Urban displaced youth in Kabul – Part 1. Mental Health Also Matters, 2016, <https://www.samuelhall.org/publications/samuel-hall-urban-displaced-youth-in-kabul-part-1-mental-health-matters?rq=mental%20health>, accessed 14 June 2020

Samuel Hall, Urban Poverty Report - A Study of Poverty, Food Insecurity and Resilience in Afghan Cities, 2014, <https://static1.squarespace.com/static/5cfe2c8927234e0001688343/t/5d52bff4c219dd0001b973d1/1565704303706/DRC-PIN-Urban-Poverty-Report.pdf>, accessed 14 June 2020

SIGAR (Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction), Afghanistan's Civilian Aviation: Capacity has improved but challenges remain, including reliance on donor support for operations, July 2019, <https://www.sigar.mil/pdf/special%20projects/SIGAR-19-46-SP.pdf>, accessed 8 June 2020

SIGAR (Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction), Quarterly Report to the United States Congress, 30 April 2020, <https://www.sigar.mil/pdf/quarterlyreports/2020-04-30qr.pdf>, accessed 20 May 2020

SIGAR (Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction), SIGAR 20-06 Audit report, Afghanistan's Anti-Corruption Efforts: The Afghan Government Made Progress in Meeting its Anti-Corruption Strategy Benchmarks, but Serious Challenges Remain to Fighting Corruption, November 2019, <https://www.sigar.mil/pdf/audits/SIGAR-20-06-AR.pdf>, accessed 20 May 2020

Smith, S. S., Service Delivery in Taliban-Influenced Areas of Afghanistan, USIP (United States Institute of Peace), April 2020, https://www.usip.org/sites/default/files/2020-04/20200430-sr_465-service_delivery_in_taliban_influenced_areas_of_afghanistan-sr.pdf, accessed 17 May 2020

Sweden, Lifos/Migrationsverket, Lifosrapport: Inrikesflyg I Afghanistan (version 3.1), 2 July 2019, <https://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentAttachmentId=46413>, accessed 8 June 2020

Sweden, Lifos/Migrationsverket, Lifosrapport: Inrikesflyg I Afghanistan (version 3.0), 26 September 2018, available at https://www.ecoi.net/en/file/local/1444510/3175_1538151758_180926550.pdf, accessed 8 June 2020

Sweden, Lifos/Migrationsverket, Lifosrapport: Inrikesflyg, I Afghanistan (version 3.1), 2 July 2019, <https://lifos.migrationsverket.se/nyhetsarkiv/2019-02-07-lifosrapport-inrikesflyg-i-afghanistan-version-3.1.html>, accessed 8 June 2020

Telegraph (The), Women in Afghanistan fear a return to oppression as they are left out of peace talks with Taliban, 18 February 2019, <https://www.telegraph.co.uk/global-health/women-and-girls/women-afghanistan-fear-return-oppression-left-peace-talks-taliban/>, accessed 5 June 2020

Tolonews, 52,000 Patients in a Year; MoPH Says Cardiac Disease on the Rise, 29 September 2018, <https://tolonews.com/afghanistan/52000-patients-year-moph%C2%A0says-cardiac-disease-rise>, accessed 14 June 2020

Tolonews, 60% of Afghans Now Have Access to Health Services, 4 April 2018, <https://tolonews.com/afghanistan/60-afghans-now-have-access-health-services-moph>, accessed 14 June 2020

Tolonews, Herat's Key Highway Remains Unsafe: Officials, 25 April 2020, <https://tolonews.com/afghanistan/herat%E2%80%99s-key-highway-remains-unsafe-officials>, accessed 30 June 2020

Tolonews, Afghan Govt Prepares for Intl Fund-Pledging in Geneva, 26 July 2020, <https://tolonews.com/business/afghan-govt-prepares-intl-fund-pledging-geneva>, 27 July 2020

Tolonews, Afghanistan Imports 40% of Medicine 'Illegally', 6 October 2017, <https://tolonews.com/business/afghanistan-imports-40-medicine-'illegally'>, accessed 14 June 2020

Tolonews, Changing Perceptions About Disability In Afghanistan, 5 June 2019, <https://tolonews.com/opinion/changing-perceptions-about-disability-afghanistan>, accessed 14 June 2020

Tolonews, Fierce widespread fighting surges to control highways, 7 July 2020, <https://tolonews.com/afghanistan/fierce-widespread-fighting-surges-control-afghan-highways>, accessed 27 July 2020

Tolonews, Girls School Torched in Kabul, 20 August 2019, <https://tolonews.com/afghanistan/girls-school-torched-kabul>, accessed 2 June 2020

Tolonews, Herat Residents Criticize 'Lack of Treatment Facilities', 7 April 2017, <https://tolonews.com/afghanistan/provincial/herat-residents-criticize-lack-treatment-facilities>, accessed 14 June 2020

Tolonews, Number of Woman Drivers on the Rise in Kabul, 28 September 2018, <https://tolonews.com/afghanistan/number-woman-drivers-rise-kabul>, accessed 5 June 2020

Tolonews, Security Check Points Stepped Up In Kabul, 7 February 2018, <https://tolonews.com/afghanistan/security-check-points-stepped-kabul>, accessed 5 June 2020

Tolonews, Taliban Planning To Disrupt Balkh Security: Police Chief, 22 August 2019, <https://tolonews.com/afghanistan/taliban-planning-disrupt-balkh-security-police-chief>, accessed 15 June 2020

Tolonews, Thousands Lose Jobs as Businesses Close in Herat, 16 April 2020, <https://tolonews.com/business/thousands-lose-jobs-businesses-close-herat>, accessed 20 May 2020

Turkish Airline, Mazar-e Sharif, Afghanistan, n.d., <https://www.turkishairlines.com/en-int/flights/flights-to-mazar-i-sharif/>, accessed 8 June 2020

UN (United Nations) Habitat et al., Inter-Agency Durable Solutions Initiative - Profile and Response Plan of Protracted IDP Settlements in Herat, October 2016, https://www.globalprotectioncluster.org/assets/files/field_protection_clusters/Afghanistan/files/HLP%20AoR/inter_agency_durable_solutions_report_herat_october_2016_en.pdf, accessed 12 May 2020

UN (United Nations) Habitat, Afghanistan Launches an Innovative Land Management Initiative, 26 February 2018, <https://unhabitat.org/afghanistan-launches-an-innovative-land-management-initiative/2018/>

UN (United Nations), Guiding Principles on Internal Displacement, 2004, <https://www.unhcr.org/protection/idps/43ce1cff2/guiding-principles-internal-displacement.html>

UNDP (United Nations Development Programme) Pandemic threatens Afghanistan's health system, economy, and peace process, UNDP study finds, 18 June 2020, <https://www.undp.org/content/undp/en/home/news-centre/news/2020/Pandemic-threatens-Afghanistan-health-system-economy-and-peace-process.html>, accessed 6 July 2020

UNDP (United Nations Development Programme), Human Development Reports, Human Development Index (HDI), n.d., <http://hdr.undp.org/en/content/human-development-index-hdi>, accessed 15 July 2020

UN (United Nations) Habitat, Improving Access to State Land for Returnees and IDPs in Afghanistan, March 2018, https://www.conftool.com/landandpoverty2018/index.php/08-03-Sherchan-822_paper.pdf?page=downloadPaper&filename=08-03-Sherchan-822_paper.pdf&form_id=822&form_version=final, accessed 11 June 2020

UN (United Nations) Habitat et al., Inter-Agency Durable Solutions Initiative - Profile and Response Plan of Protracted IDP Settlements in Herat, October 2016, http://www.globalprotectioncluster.org/assets/files/field_protection_clusters/Afghanistan/files/HL_P%20AoR/inter_agency_durable_solutions_report_herat_october_2016_en.pdf, accessed 2 June 2020

UN (United Nations) Habitat/MUDH (Ministry of Urban Development and Housing), Afghanistan Housing Profile, 11 October 2017, <https://unhabitat.org/sites/default/files/download-manager-files/Afghanistan%20Housing%20Profile-11October2017.pdf>, accessed 15 May 2020

UNAMA (United Nations Assistance Mission in Afghanistan), Afghanistan: Protection of civilians in armed conflict, Annual Report 2017, February 2018, available at <https://www.refworld.org/pdfid/5a854a614.pdf>, accessed 8 June 2020

UNAMA (United Nations Assistance Mission in Afghanistan), Afghanistan. Protection of Civilians in Armed Conflict Annual Report 2019, 22 February 2020, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/afghanistan_protection_of_civilians_annual_report_2018_final_24_feb_2019_v3.pdf, accessed 3 June 2020

UNAMA (United Nations Assistance Mission in Afghanistan), Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict - Annual Report 2016, February 2017, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/protection_of_civilians_in_armed_conflict_annual_report_2016_16_feb_2017_final.pdf, accessed 14 June 2020

UNAMA (United Nations Assistance Mission in Afghanistan), Afghanistan Protection of Civilians in Armed Conflict - Annual Report 2017, March 2018, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/afghanistan_protection_of_civilians_annual_report_2017_final_6_march.pdf, accessed 14 June 2020

UNAMA (United Nations Assistance Mission in Afghanistan), Afghanistan's fight against corruption – From Strategies to Implementation, 14 May 2018, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/afghanistans_fight_against_corruption_from_strategies_to_implementation-14_may_2018.pdf, accessed 20 May 2020

UNAMA (United Nations Assistance Mission in Afghanistan), Mid-year Update on the Protection of Civilians in Armed Conflict: 1 January to 30 June 2018, 15 July 2018, https://unama.unmissions.org/sites/default/files/unama_poc_midyear_update_2018_15_july_english.pdf, accessed 20 May 2020

UNESCO (The United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation) Institute of Statistics, Afghanistan, 2020, <http://uis.unesco.org/en/country/af>, accessed 2 June 2020

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Solutions Strategy for Afghan Refugees 2018-2019, October 2018, <http://reporting.unhcr.org/sites/default/files/2018->

[2019%20Solutions%20Strategy%20for%20Afghan%20Refugees%20-%20October%202018.pdf](#), accessed 2 June 2020

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees) and IOM, Returns to Afghanistan in 2017: Joint IOM-UNHCR Summary Report, 28 February 2018, [https://data2.unhcr.org/en/documents/download/63077 p. 4](https://data2.unhcr.org/en/documents/download/63077_p.4), accessed 12 May 2020

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Afghanistan Border Monitoring update, 21 April 2020 <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/75664>, accessed 12 May 2020

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Afghanistan; Priority Areas of Return and Reintegration: A synopsis; January 2020, January 2020 <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/74015>, accessed 20 May 2020

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Afghanistan, email, 9 November 2018, in EASO COI Afghanistan Key socio-economic indicators. Focus on Kabul City, Mazar-e Sharif and Herat City, https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/EASO_COI_Afghanistan_KSEI_April_2019.pdf, accessed 15 May 2020

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Afghanistan Border Monitoring update - COVID-19 Response (31 May-6 June 2020), 9 June 2020, <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/76964>, accessed 13 June 2020

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Afghanistan Fact sheet, As of 31 December 2019, <http://reporting.unhcr.org/sites/default/files/UNHCR%20Afghanistan%20Fact%20Sheet%20-%20December%202019.pdf>, accessed 12 May 2020

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Afghanistan, Voluntary Repatriation Update, January 2019, <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/67539>, accessed 13 May 2020

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Conclusions of the 30th Tripartite Commission meeting between the Government of the Islamic Republic of Afghanistan and Pakistan and UNHCR, 18 June 2019, <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/70118>, accessed 13 May 2020

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Coronavirus – Now is not the time to forget Afghanistan and its neighbours, 14 April 2020, <https://www.unhcr.org/news/briefing/2020/4/5e9567114/coronavirus-time-forget-afghanistan-its-neighbours.html>, accessed 13 May 2020

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Mid-Year Trends 2019, 10 March 2020, <https://www.unhcr.org/statistics/unhcrstats/5e57d0c57/mid-year-trends-2019.html>, accessed 13 May 2020

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Operational Portal Refugee Situation-Statistics Afghan refugees in Pakistan, last updated: 18 March 2020, <https://data2.unhcr.org/en/country/pak>, accessed 5 June 2020

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Operational Portal Refugee Situations: Afghanistan - Refugee Returnees demographic breakdown, as of 30 June 2020, <https://data2.unhcr.org/en/country/afg>, accessed 13 July 2020

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Pakistan - Afghan Refugee Info-graphic Update, Monthly Update (February 2020), 18 March 2020, <https://data2.unhcr.org/en/documents/download/74733>, accessed 15 May 2020

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Profile and Response Plan of Protracted IDP Settlements in Herat, October 2016,

http://www.unhcr.af/UploadDocs/DocumentLibrary/Inter_Agency_Durable_Solutions_report_Herat_October_2016_English_version_636173927520870000.pdf, accessed 20 May 2020

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Returnee and Internally Displaced Persons Monitoring Report, May 2018, <https://data2.unhcr.org/fr/documents/download/64059>, accessed 14 June 2020

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Solutions Strategy for Afghan Refugees 2018-2019, October 2018, <http://reporting.unhcr.org/sites/default/files/2018-2019%20Solutions%20Strategy%20for%20Afghan%20Refugees%20-%20October%202018.pdf>, accessed 14 May 2020

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), The Afghanistan Situation: Strengthening International Solidarity & Achieving Solutions, 6 July 2019 <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/70182.pdf>, accessed 26 May 2020

UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), UN-Habitat et al., Inter-Agency Durable Solutions Initiative - Profile and Response Plan of Protracted IDP Settlements in Herat, October 2016, https://www.globalprotectioncluster.org/assets/files/field_protection_clusters/Afghanistan/files/HLP%20AoR/inter_agency_durable_solutions_report_herat_october_2016_en.pdf, accessed 12 May 2020

UNICEF (United Nations Children's Fund) and Samuel Hall, Evaluation of "Improving Street-working Children's Access to Education and Livelihood Support for their Families" Kabul, Afghanistan, September 2017, https://www.unicef.org/evaldatabase/files/UNICEF_SWC_Final.pdf, accessed 2 June 2020

UNICEF (United Nations Children's Fund), Preserving hope in Afghanistan – Protecting Children in the world's most lethal conflict, December 2019, <https://www.unicef.org/media/63201/file/Preserving-hope-in-Afghanistan-2019.pdf>, accessed 25 May 2020

UNICEF (United Nations Children's Fund, the), Afghanistan Annual Report 2017, February 2018, <https://www.unicef.org/afghanistan/sites/unicef.org.afghanistan/files/2018-02/UNICEF%20Afghanistan%20Annual%20Report%202017.pdf>, accessed 14 June 2020

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Afghanistan: Weekly Humanitarian Update (1 June – 7 June 2020), 7 June 2020 https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/afghanistan_humanitarian_weekly_7_june_2020.pdf, accessed 8 June 2020

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Afghanistan: Conflict Induced Displacements (as of 26 April 2020), Actual displacements between 1 January 2020 and 18 April 2020, <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/afghanistan/idps>, accessed 9 June 2020

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Afghanistan Drought Response, Situation Report No. 2 (as of 16 September 2018), 20 September 2018, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/20180920_afghanistan_drought_sitrep_no_2.pdf, accessed 14 June 2020

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Afghanistan: Humanitarian Needs Overview (2019), 6 December 2018, <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/afghanistan/document/afghanistan-humanitarian-needs-overview-2019>, accessed 14 June 2020

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Afghanistan: Humanitarian Response Plan – First Quarter Report (January to March 2017), May 2017, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/afg_hrp_2017_q1_report_jan_mar_2017_0.pdf, accessed 14 June 2020

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Humanitarian Bulletin - Afghanistan, Issue 77 (1 - 30 June 2018), 24 July 2018, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/20180724_ocha_afghanistan_monthly_humanitarian_bulletin_june_2018_en.pdf, accessed 14 June 2020

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Humanitarian Response Plan- Afghanistan 2018-2021, June 2020, <https://www.who.int/health-cluster/countries/afghanistan/Afghanistan-Humanitarian-Response-Plan-COVID-19-June-2020.pdf?ua=1>, accessed 10 July 2020

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Afghanistan: Weekly Humanitarian Update (24 February – 1 March 2020), 4 March 2020, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/afghanistan-humanitarian_weekly_1_march.pdf, accessed 10 July 2020

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Afghanistan: Weekly Humanitarian Update (5 - 11 August 2019), 14 August 2019, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/weekly%20humanitarian%20update%2011%20August-2.pdf>, accessed 10 July 2020

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Afghanistan: Weekly Humanitarian Update (18 - 25 August 2019), 27 August 2019, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/afg_weekly_humanitarian_update_25_august-2019.pdf, accessed 10 July 2020

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Afghanistan: Snapshot of Population Movements - January to March 2020, 21 April 2020, available at https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/afg_population_movement_snapshot_2020_0421.pdf, accessed 5 June 2020

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), COVID-19 and the Afghanistan Response HRP Revision – June 2020, 8 June 2020, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/afg_hrp_2020_revision_june_2020.pdf, accessed 12 June 2020

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), 2020 Afghanistan Humanitarian Needs Overview - Humanitarian Programme Cycle 2020 (Issued December 2019), 17 December 2019, https://www.unocha.org/sites/unocha/files/GHO-2020_v9.1.pdf, accessed 15 May 2020

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Afghanistan Northern region District Atlas, 14 April 2014, <https://reliefweb.int/map/afghanistan/afghanistan-northern-region-district-atlas-april-2014>, accessed 15 May 2020

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Afghanistan Balkh Province - District Atlas, April 2014, <https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/Balkh.pdf>, accessed 15 May 2020

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Afghanistan Kabul Province - District Atlas, April 2014, <https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/Kabul.pdf>, accessed 15 May 2020

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Afghanistan: Humanitarian Dashboard (as of 31 Dec 2016), 22 March 2017, <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/afghanistan/infographic/afghanistan-humanitarian-dashboard-1-jan-31-dec-2016>, accessed 15 May 2020

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Humanitarian Needs Overview 2020 – Afghanistan, December 2019, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/afg_humanitarian_needs_overview_2020.pdf, accessed 25 May 2020

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Afghanistan, Brief: COVID-19 No. 36, 16 April 2020, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/daily_brief_covid-19_16_april_2020.pdf, accessed 25 May 2020

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Afghanistan Drought Response, Situation Report No. 2 (as of 16 September 2018), 20 September 2018, https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/20180920_afghanistan_drought_sitrep_no_2.pdf, accessed 20 May 2020

UNODC (United Nations Office on Drugs and Crime), Afghanistan opium survey 2018 – Challenges to sustainable development, peace and security, July 2019, https://www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Afghanistan/Afghanistan_opium_survey_2018_socioeconomic_report.pdf, accessed 25 May 2020

UNODC (United Nations Office on Drugs and Crime), World Drug Report 2020, 25 June 2020, Booklet 1, https://wdr.unodc.org/wdr2020/field/WDR20_BOOKLET_1.pdf, accessed 30 June 2020

US Embassy in Afghanistan, COVID-19 Information, as of 23 June 2020, <https://af.usembassy.gov/covid-19-information/>, accessed 30 June 2020

USDOL (United States Department of Labour), 2017 Findings on the Worst Forms of Child Labor: Afghanistan, 20 September 2018, <https://www.dol.gov/sites/default/files/documents/ilab/Afghanistan.pdf>, accessed 25 May 2020

USDOS (United States Department Of State), Bureau of Diplomatic Security, Afghanistan 2020 Crime & Safety Report, 25 February 2020, <https://www.osac.gov/Country/Afghanistan/Content/Detail/Report/74f78c46-5903-4f19-984b-180dfe202157>, accessed 8 June 2020

USDOS (United States Department of State), 2018 Investment Climate Statements – Afghanistan, 19 July 2018, <https://www.state.gov/e/eb/rls/othr/ics/2018/sca/281694.htm>, accessed 25 May 2020

USDOS (United States Department of State), Afghanistan 2019 Human Rights Report, 11 March 2020, <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2020/03/AFGHANISTAN-2019-HUMAN-RIGHTS-REPORT.pdf>, accessed 25 May 2020

USDOS (United States Department Of State), Country Reports on Human Rights Practices for 2017 - Afghanistan, 20 April 2018, <https://www.state.gov/reports/2017-country-reports-on-human-rights-practices/>, accessed 8 June 2020

USDOS (United States Department Of State), Country Reports on Human Rights Practices for 2019 - Afghanistan, 11 March 2020, <https://www.state.gov/reports/2019-country-reports-on-human-rights-practices/afghanistan/>, accessed 8 June 2020

US ONDCP (Office of National Drug Control Policy), ONDCP Releases Data on Poppy Cultivation and Potential Opium Production in Afghanistan, 7 February 2020, <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/ondcp-releases-data-poppy-cultivation-potential-opium-production-afghanistan/>, accessed 30 June 2020

VOA News, 9 School Children Killed in Afghanistan Land Mine Blast, 2 November 2019, <https://www.voanews.com/south-central-asia/9-school-children-killed-afghanistan-land-mine-blast>, accessed 8 June 2020

VOA News, Iran Continues Deporting Undocumented Afghan Refugees, 21 May 2017 <https://www.voanews.com/extremism-watch/iran-continues-deporting-undocumented-afghan-refugees>, accessed 19 May 2020

VOA News, Taliban Respond to Ghani's Statement with Attack, 14 May 2020, <https://www.voanews.com/south-central-asia/taliban-respond-ghanis-statement-attack>, accessed 17 May 2020

WFP (World Food Programme), Afghanistan – Country Brief, March 2020, https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000114688/download/?_ga=2.68183633.1969407709.1588282291-662050513.1587666536, accessed 25 May 2020

WHO (World Health Organization), Afghanistan - Essential medicines and pharmaceutical policies, [2017], <http://www.emro.who.int/afg/programmes/emp.html>, accessed 14 June 2020

WHO (World Health Organization), Afghanistan. Attacks on healthcare in 2019 as of 31 December 2019, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/afghanistan_attacks_on_health_care_in_2019_20191231red.pdf, accessed 14 June 2020

WHO (World Health Organization), Afghanistan. Attacks on healthcare (January 28, 2020 - May 23, 2020), https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/afg_attacks_on_health_care_20200523_v2.pdf, accessed 14 June 2020

WHO (World Health Organization), Construction of Triage Area in Herat Regional Hospital, Project Proposal, 29 September 2017, <http://mptf.undp.org/document/download/18723>, accessed 14 June 2020

WHO (World Health Organization), Depression a leading cause of ill health and disability among Afghans – fighting stigma is key to recovery, 9 April 2017, <http://www.emro.who.int/afg/afghanistan-news/world-health-day-2017.html>, accessed 14 June 2020

WHO (World Health Organization), From Trauma to Recovery: Addressing Emergency Care in Afghanistan, April 2018, <https://www.who.int/news-room/feature-stories/detail/from-trauma-to-recovery-addressing-emergency-care-in-afghanistan>, accessed 14 June 2020

WHO (World Health Organization), Health Cluster Strategic Response Plan, 2 February 2017, <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/afghanistan/document/health-hrp-section2017>, accessed 14 June 2020

WHO (World Health Organization), WHO Afghanistan Country Office 2019, updated December 2018, http://www.emro.who.int/images/stories/afghanistan/who_at_a_glance_2019_feb.pdf?ua=1, accessed 17 May 2020

World Bank (The), Afghanistan – Overview, 28 October 2018, <https://www.worldbank.org/en/country/afghanistan/overview>, accessed 25 May 2020

World Bank (The), Afghanistan Country Update, October 2018, <http://documents.worldbank.org/curated/en/536401538749423983/pdf/130557-PUBLIC-ADD-SOURCE-CITATION-CU-OCT2018-for-WEB.pdf>, accessed 14 June 2020

World Bank (The), Afghanistan Country Update, October 2019, <http://documents.worldbank.org/curated/en/372681570116241368/pdf/The-World-Bank-Group-in-Afghanistan-Country-Update.pdf>, accessed 17 May 2020

World Bank (The), Afghanistan Country Update, April 2020, <http://documents.worldbank.org/curated/en/968941585747221862/pdf/The-World-Bank-Group-in-Afghanistan-Country-Update.pdf>, accessed 17 May 2020

World Bank (The), Afghanistan Development Update, August 2018, documents.worldbank.org/curated/en/985851533222840038/pdf/129163-REVISED-AFG-Development-Update-Aug-2018-FINAL.pdf, accessed 18 May 2020

World Bank (The), Afghanistan Development Update: Building Confidence Amid Uncertainty, June 2019, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/32144>, accessed 25 May 2020

World Bank (The), Afghanistan Development Update: Navigating a Sea of Uncertainty, January 2020, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/33210>, accessed 25 May 2020

World Bank (The), Afghanistan Residents Benefit from Improved Quality Healthcare in Balkh Province, 23 April 2017, <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2017/04/23/residents-benefit-improvements-quality-healthcare-balkh-province>, accessed 14 June 2020

World Bank (The), Afghanistan Sehatmandi Project (P160615), 11 March 2020, <http://documents.worldbank.org/curated/en/457671583915790558/pdf/Disclosable-Version-of-the-ISR-Afghanistan-Sehatmandi-Project-P160615-Sequence-No-04.pdf>, accessed 17 May 2020

World Bank (The), Afghanistan Development Update 2020, Surviving the Storm, July 2020, <http://documents1.worldbank.org/curated/en/132851594655294015/pdf/Afghanistan-Development-Update-Surviving-the-Storm.pdf>, accessed 27 July 2020

World Bank (The), Hit Hard by COVID-19, Afghanistan Needs Continued International Support, 15 July 2020, <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/07/15/hit-hard-by-covid-19-afghanistan-needs-continued-international-support>, accessed 27 July 2020

World Bank (The), Afghanistan, Life expectancy at birth, total (years), n.d., <https://data.worldbank.org/country/afghanistan>, accessed 17 May 2020

World Bank (The), Afghanistan: Promoting Education During Times of Increased Fragility, 15 August 2018, <http://documents.worldbank.org/curated/en/280721531831663216/pdf/124921-REVISED-AFGHANISTANPROMOTINGEDUCATIONPublication.pdf>, accessed 25 May 2020

World Bank (The), Community Health Care Increases Access to Medical Services in Herat Province, 1 November 2016, <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2016/11/01/community-health-care-increases-access-to-medical-services-in-herat-province>, accessed 14 June 2020

World Bank (The), Data, Share of youth not in education, employment or training, total (% of youth population), n.d., <https://data.worldbank.org/indicator/SL.UEM.NEET.ZS>, accessed 15 July 2020

World Bank (The), Doing Business In Afghanistan 2017, 2017, <http://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/media/Subnational-Reports/DB17-sub-afghanistan.PDF>, accessed 15 May 2020

World Bank (The), Doing Business 2020: Comparing Business Regulation in 190 Economies - Economy Profile of Afghanistan, 24 October 2019, <http://documents.worldbank.org/curated/en/730641574712680744/pdf/Doing-Business-2020-Comparing-Business-Regulation-in-190-Economies-Economy-Profile-of-Afghanistan.pdf>, accessed 15 May 2020

World Bank (The), Ensuring Accessible Health Care for Rural Afghans, 9 April 2020, <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2020/04/09/ensuring-closer-health-care-access-to-rural-afghans>, accessed 14 June 2020

World Bank (The), Fragility and population movement in Afghanistan, 3 October 2016, <http://documents.worldbank.org/curated/en/315481475557449283/Fragility-and-population-movement-in-Afghanistan>, accessed 19 May 2020

World Bank (The), Hunger before the Drought: Food Insecurity in Afghanistan, 1 June 2019, <http://documents.worldbank.org/curated/en/560691563979733541/pdf/Hunger-before-the-Drought-Food-Insecurity-in-Afghanistan.pdf>

World Bank (The), Kabul's Renovated Hospital Improves Quality of Healthcare for Thousands, 30 September 2018, <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2018/09/30/hospital-renovation-improves-quality-of-health-services-for-thousands-in-kabul-city>, accessed 14 June 2020

World Bank (The), No Household Left Behind : Afghanistan Targeting the Ultra Poor Impact Evaluation, 10 June 2019, <http://documents.worldbank.org/curated/en/855831560172245349/No-Household-Left-Behind-Afghanistan-Targeting-the-Ultra-Poor-Impact-Evaluation>, accessed 18 May 2020

World Bank (The), Poverty in Afghanistan, Results based on ALCS 2016-17, July 2018, <http://documents.worldbank.org/curated/en/451111535402851523/pdf/AUS0000426-REVISED-ALCS-Poverty-Chapter-upload-v2.pdf>, accessed 18 May 2020

World Bank (The), Progress in the face of insecurity: Improving health outcomes in Afghanistan, 6 March 2018, <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/29420/123809mainreport.pdf?sequence=5&isAllowed=y>, accessed 14 June 2020

World Bank (The), The World Bank in Afghanistan, Overview, updated 1 April 2020, <https://www.worldbank.org/en/country/afghanistan/overview#1>, accessed 22 May 2020

World Bank (The), and UNHCR (United Nations High Commissioner for Refugees), Living Conditions and Settlement Decisions of Recent Afghan Returnees, Findings from a 2018 Phone Survey of Afghan Returnees and UNHCR data, June 2019, <http://documents.worldbank.org/curated/en/344311561017281303/Living-Conditions-and-Settlement-Decisions-of-Recent-Afghan-Returnees-Findings-from-a-2018-Phone-Survey-of-Afghan-Returnees-and-UNHCR-data>, accessed 25 May 2020

Xinhua, Gov't forces kill 7 militants in N. Afghanistan, 30 April 2019, http://www.xinhuanet.com/english/2019-04/30/c_138024935.htm, , accessed 30 June 2020

Annexe II: Termes de référence

- Vue d'ensemble des trois villes et de la situation des groupes vulnérables
 - Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays
 - Rapatriés
 - Femmes
 - Enfants
- Indicateurs socioéconomiques
 - Environnement des entreprises
 - Emploi
 - Pauvreté
 - Sécurité alimentaire
 - Logement
 - Éducation
 - Soins médicaux
- Mobilité et déplacements internes
 - Prescriptions légales pour voyager au sein de l'Afghanistan
 - Situation des aéroports des villes de Kaboul, Hérât et Mazâr-e Charîf, et accès à ceux-ci
 - Vols internationaux et intérieurs opérationnels

